Ouvrage publié sous la direction de
Fernand DUMONT, Jean-Paul MONTMINY
et Jean HAMELIN

(1981)

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS 1940-1976

Tome III Les partis politiques — L'Église

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir de :

Ouvrage publié sous la direction de Fernand DUMONT, Jean-Paul
MONTMINY et Jean HAMELIN

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS, 1940-1976.
Tome III. Les partis politiques — L'Église.

Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1981, 360 pp. Collec-
tion : Histoire et sociologie de la culture, no 12.

[Autorisation formelle accordée le 7 décembre 2009, par le direc-
teur général des Presses de l'Université Laval, M. Denis DION, de dif-
fuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : denis.dion@pul.ulaval.ca
PUL : <http://www.pulaval.com/>

Police de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 10 juin 2011 à Chicoutimi, Ville de
Saguenay, Québec.

REMERCIEMENTS

Nous sommes infiniment reconnaissants à la direction des **Presses de l'Université Laval**, notamment à M. **Denis DION**, directeur général, pour la confiance qu'on nous accorde en nous autorisant la diffusion de ce livre ainsi que de tous les livres de cette magnifique collection dirigée par Fernand DUMONT : HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DE LA CULTURE.

Courriel : denis.dion@pul.ulaval.ca

PUL : <http://www.pulaval.com/>

Jean-Marie Tremblay,
Sociologue,
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales.
11 juin 2011.

Histoire et sociologie de la culture

Sous la direction de
Fernand DUMONT et Pierre SAVARD

OUVRAGES EN PRÉPARATION
dans Les Classiques des sciences sociales.

1) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1850-1900***. Québec: PUL, 1971, 327 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 1.

2) Pierre Thibeault, ***Savoir et pouvoir. Philosophie thomiste et politique cléricale au XIXe siècle***. PUL, 1972. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 2.

3) ***Les religions populaires. Colloque international 1970***. Textes présentés par Benoît Lacroix et Pietro Boglioni. Québec: PUL, 1972. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 3.

4) ***Le merveilleux. Deuxième colloque sur les religions populaires 1971***. Textes présentés par Fernand Dumont, Jean-Paul Montminy et Michel Stein. Québec: PUL, 1974. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 4.

5) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin, Fernand Harvey et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1900-1929***. Québec: PUL, 1974, 392 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 5.

7) André-J. Bélanger, ***L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936***. Québec: PUL, 1974, 392 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 7.

8) Richard Jones, *L'idéologie de l'Action catholique de 1917 à 1930*. Québec: PUL, 1974, 359 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 8.

10) Jean-Paul Hautecoeur, ***L'Acadie du discours***. Québec: PUL, 1975. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 10. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

11) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, *Idéologies au Canada français 1930-1939*. Québec: PUL, 1978, 361 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 11.

12.1) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, *Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 1er: La Presse et la Littérature*. Québec: PUL, 1981, 360 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

12.2) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, *Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 2: Les Mouvements sociaux — Les Syndicats*. Québec: PUL, 1981, 390 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

12.3) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, *Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 3: Les partis politiques — L'Église*. Québec: PUL, 1981, 360 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

« HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DE LA CULTURE »

[Retour à la table des matières](#)

Pendant longtemps au Canada français, soit au moins depuis François-Xavier Garneau, l'histoire à occupé le devant de la scène sinon toute la scène des sciences humaines. L'histoire politique surtout à connu et connaît encore - renouvelée par les techniques de la sociologie électorale - une riche carrière. L'histoire économique et sociale vient d'être véritablement lancée chez-nous et la vogue qu'elle connaît chez les jeunes chercheurs de même que quelques ouvrages parus témoignent d'un succès promis à durer. Quant à l'histoire culturelle, il n'est point besoin d'insister sur son intérêt pour un peuple qui s'est tant défini en fonction de la culture et en un temps où, partout dans le monde, on parle de « révolution culturelle ». Ces divers courants de la recherche historique supposent évidemment des dialogues, plus serrés et plus complexes que naguère, entre l'histoire et les autres sciences humaines. Cela est particulièrement évident pour l'histoire culturelle (ou pour ce qu'on appelle aussi l'« histoire des mentalités »). Du moment où on récuse les cloisonnements rigides entre l'histoire religieuse et l'histoire littéraire, entre l'histoire des idées et l'histoire des attitudes devant la vie, le travail historique fait appel d'une manière infiniment plus directe à la sociologie et aux disciplines voisines.

Par ailleurs, les chercheurs ne croient plus guère à cette illusoire division du travail où le passé et le présent semblaient constituer les domaines respectifs de l'histoire et de la sociologie. L'histoire s'enracine carrément dans l'interprétation des problèmes d'aujourd'hui de même que la sociologie se fait rétrospective, sans que pour autant on veuille céder au syncrétisme des méthodes ou des perspectives.

Cela justifie, il nous semble, cette nouvelle collection consacrée à l'histoire et à la sociologie de la culture. Publiée sous l'égide de l'Institut supérieur des sciences humaines de l'Université Laval, la collection ne se bornera pourtant pas à réunir des travaux effectués au sein de cet organisme. Elle accordera tout naturellement la primauté aux préoccupations interdisciplinaires.

Fernand DUMONT et Pierre SAVARD

Ouvrage publié sous la direction de
Fernand DUMONT, Jean-Paul MONTMINY
et Jean HAMELIN

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS, 1940-1976

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1981, 360 pp. Collection : Histoire et sociologie de la culture, no 12.

[1]

Table des matières

[Collaborateurs](#)

[Index onomastique](#)

Les partis politiques

1. Robert Comeau et Bernard DIONNE, "[Le Parti communiste canadien au Québec pendant la seconde guerre mondiale, 1939-1945.](#)" [pp. 5-43.]
2. Robert COMEAU et Bernard DIONNE, "[Le Parti ouvrier-progressiste en crise, 1946-1956.](#)" [pp. 45-119.]
3. Paul-André COMEAU, "[Le Bloc populaire canadien.](#)" [pp. 121-152.]
4. Herbert F. QUINN, "[L'idéologie de l'Union nationale, 1936-1976.](#)" [pp. 153-184.]
5. Paule DUCHESNEAU, "[L'idéologie du Parti libéral du Québec, 1940-1975.](#)" [pp. 185-211.]
6. Réjean PELLETIER, "[L'idéologie du R.I.N. : une idéologie d'affirmation.](#)" [pp. 213-234.]
7. Richard JONES, "[L'idéologie du Parti québécois.](#)" [pp. 235-263.]

L'Église

8. Richard ARÈS, s.j., "[L'évolution de l'Église au Canada français de 1940 à 1975. Survivance et déclin d'une chrétienté.](#)" [pp. 267-297.]
9. Marcel POIRIER, "[Une réforme inachevée : la revue Communauté chrétienne, 1962-1972.](#)" [pp. 299-324.]
10. Sherene RAZACK-BROOKWELL, "[Les instituts familiaux. Nationalisme religieux et préparation des filles à la vie familiale, 1937-1970.](#)" [pp. 325-354.]

[357]

**IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.**

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

ABBOTT, Douglas Charles, 50, 51.
 Allemagne, André d', 217.
 Angers, François-Albert, 13, 130, 138, 280.
 Anjou, Emmanuel d', 125.
 Arcand, Adrien, 125, 142.
 Archambault, Joseph-Papin, 280.

BARRETTE, Antonio, 162.
 Beaulieu, Marie-Louis, 130.
 Bédard, Pierre, 124.
 Bélanger, André-J., 133, 147.
 Bergeron, Gérard, 64.
 Bertrand, Jean-Jacques, 163, 165, 167, 174 ss, 242.
 Bethune, Norman, 8.
 Binder, Harry, 63, 75, 76, 97.
 Biron, Rodrigue, 182, 183.
 Blain, Jean, 239.
 Bouchard, Paul, 16.
 Bourassa, Henri, 90, 127, 131, 132, 137, 142, 145, 286, 327.
 Bourassa, Robert, 179, 181, 186, 202, 203, 205, 206, 209.
 Bourdon, Michel, 237.

Bourgault, Pierre, 217, 219, 220, 227, 228.
 Bourget, Jean, 10, 13.
 Boychuk, J., 12.
 Brookwell, L., 325.
 Browder, Earl, 22, 23, 24, 26, 31, 49.
 Brunet, Michel, 145, 148.
 Buck, Tim, 8, 12, 17, 22, 24, 25, 49, 50, 51, 67, 69, 70, 85, 89, 93, 95, 96, 97, 102.
 Buhay, Beckie, 6.
 Buhay, Michael, 6, 23.
 Buller, Annie, 6.

CARDINAL, Jean-Guy, 175.
 Carignan, Paul, 336.
 Caron, Berthe, 10.
 Caron, Gui, 13, 15, 25, 46, 53, 56, 60, 65, 72, 77, 80, 82, 86, 87, 88, 89, 95, 96, 100.
 Carr, Sam, 25, 54, 55.
 Carrier, Hervé, 267.
 Chaloult, René, 90, 121, 126.
 Chamberlain, Arthur Neville, 28.
 Chaput, Marcel, 216.

Charbonneau, Joseph, 90, 274, 275.
 Charbonneau, Yvon, 238.
 Chartrand, Michel, 64, 121.
 Chaussé, Fernand, 135.
 Churchill, Winston, 21, 27, 46.
 Cousineau, Jacques, 280.
 Cuisinier, Danielle, 77, 80.

DAOUST, Fernand, 64.
 Délisle, Paul, 10, 69.
 Desanti, Dominique, 55.
 Desbiens, Jean-Paul (Frère Untel), 283.
 Dimitrov, Georges, 49.
 Dion, Léon, 206.
 Dionne, Camille, 90.
 Drapeau, Jean, 121, 136.
 Dubé, Évariste, 6, 76, 80.
 Duclos, Jacques, 23, 24.
 Dumont, Fernand, 268, 290 ss, 303, 314, 322.
 Duplessis, Maurice, 8, 9, 10, 11, 23, 33, 56, 58, 59, 60, 64, 67, 69, 73, 90, 91, 99, 101, 124, 127, 136, 147, 154 ss, 180, 181, 183, 196, 197, 273, 281, 282.
 Duval, Roméo, 12.

ENDICOTT, Steve, 97.
 Engels, Friedrich, 19, 86.

FARIBAULT, Marcel, 251.
 Ferretti, Andrée, 215, 216, 228, 231.
 Fillion, Gérard, 16, 64, 86.
 Fortin, Gérald, 313.
 Fournier, Jacques, 308.
 Fournier, Marcel, 6, 102.
 Fraikin, Daniel, 313.
 Francheschini, James, 13.
 Franco, général, 8.
 Freed, Norman, 12.
 Frenette, Y., 325.

GAGNON, Henri, 8, 13, 25, 46, 61, 65, 73-89.
 Gauld, Bella, 6.

Gaulle, Charles de, 173, 225.
 Gélinas, Pierre, 60, 77, 86, 90, 95.
 Gérin-Lajoie, Paul, 197, 251.
 Gignac, Louis-André, 309.
 Girard, Philippe, 16, 121.
 Godbout, Adéland, 23, 156, 190, 191, 192, 193, 194, 209.
 Gouin, Paul, 9, 11, 121, 126, 133, 154, 181, 287.
 Gouzenko, Igor, 54, 55, 99.
 Grand' Maison, Jacques, 269, 313, 315.
 Groulx, Lionel, 122, 125, 126, 130, 133, 134, 139, 142, 145, 235, 271, 286, 327.
 Gulkin, Harry, 95.

HALARY, Charles, 67, 80, 83, 84, 102.
 Hamel, Philippe, 11, 121, 126, 130, 138, 139.
 Harvey, Jean-Charles, 15.
 Héroux, Omer, 130.
 Hitler, Adolf, 11, 12, 17, 29, 30.
 Houde, Camillien, 128.

IBERVILLE-FORTIER, D', 121.
 Isacsson, Magnus, 9.

JACKSON, C.S., 13.
 Jacquemet, G., 270.
 Johnson, Daniel, 142, 154, 162 ss, 180, 183, 204, 251.
 Jolif, Yves, 311, 314.
 Joron, Guy, 243.

KARDASH, W., 95.
 Kellock, R.K., 54.
 Kennedy, Jacqueline, 340.
 Khrouchtchev, Nikita, 45, 48, 82, 91, 92, 93, 95, 96, 98, 100.
 King, William Lyon Mackenzie, 10, 16, 17, 18, 21, 22, 30, 31, 32, 67, 123, 131, 169, 273.

LABERGE, Louis, 238.
 Lacombe, Liguori, 16, 125.

- Lacroix, Édouard, 126.
 Laflèche, Louis-François, 326.
 Lambert, Bernard, 314.
 Lapalme, Georges-Émile, 194, 195, 196, 197, 198.
 Lapalme, M., 79.
 Lapointe, Ernest, 270.
 Lapointe, Guy, 317.
 Lapointe, Raymond, 64.
 Larocque, André, 257.
 Laurendeau, André, 13, 121, 127, 128, 135, 140, 147, 232, 280.
 Laurin, Camille, 244.
 Lazitch, Branko, 92.
 Lebrun, Léo, 6.
 Ledoux, Burton, 373.
 Léger, Paul-Émile, 275, 278.
 Lénine, 86.
 Léon XIII, 290.
 Lesage, Jean, 162, 164, 167, 169, 171, 173, 197, 198, 199, 200, 201, 209, 227.
 Lessard, Marc-André, 303.
 Lévesque, Georges-Henri, 133.
 Lévesque, René, 164, 174, 183, 197, 209, 227, 240, 243, 245, 248, 249, 251.
 Lewis, David, 54.
 Lewis, John, 17.
 Lipshitz, Sam, 97.
 Llewellyn, R.E., 338, 339, 341.
 Longpré (le docteur), 77, 80.
 Loubier, Gabriel, 180.
 Low, Solon, 56.
 MACDONALD, John Alexander, 51.
 MacLeod, A.A., 15, 97.
 Machiavel, Niccolo, 135.
 Magnuson, Bruce, 12, 13.
 Malenkov, Gheorghii, 92.
 Mao Tsé-Toung, 22.
 Marchand, Jean, 64.
 Marx, Karl, 19, 86, 240.
 Mathieu, Roméo, 64.
 Maugenest, Denis, 268.
 McCaffrey, V., 325.
 McKean, Fergus, 12, 24, 25, 26, Molière, 340.
 Molotov, Mikailovitch, 11, 12, 29.
 Montminy, Jean-Paul, 318.
 Morin, Claude, 259, 260.
 Morin, J.-V., 64.
 Morin, Jacques-Yvan, 237.
 Morris, Leslie, 25, 95.
 NADEAU, Jean-Marie, 196.
 Nerenberg, Norman, 95.
 O'LEARY Dostaler, 141.
 Ouimet, Charles, 6.
 PAPINEAU, Louis-Joseph, 90.
 Paquette, surnommé « le vieux Paquette », 6.
 Parizeau, Jacques, 258.
 Patenaud, J.-Z.-Léon, 121, 127.
 Paul VI, 289.
 Pearson, Lester B., 173.
 Pelletier, Gérard, 64, 79, 277.
 Penner, Norman, 13, 51, 91.
 Pepin, Marcel, 238.
 Perry, Ken, 95.
 Pétain, maréchal, 132.
 Pie XI, 310.
 Pouliot, Guy, 220, 229.
 RAYMOND, Maxime, 121, 122, 124-134, 137, 138, 140, 141, 142, 144, 147.
 Robarts, John, 172.
 Roger (surnommé le professeur), 77.
 Roosevelt, Franklin Delano, 21.
 Rose (Rosenberg), Fred, 8, 9, 10, 25, 27, 46, 54, 56, 57, 70, 99, 136.
 Roy, Lucien, 267.
 Roy, Maurice, 274, 288.
 Roy, Maxime, 125.
 Roy, Oscar, 65, 71, 73, 74, 76, 77, 78, 85, 87.
 Rowley, Kent, 12, 57.
 Ryan, Claude, 251.

Ryerson, Stanley Bréhaut, 9, 10, 25,
26, 69, 70, 71.

SAINT-MARTIN, Albert, 6.

Salsberg, J.B., 95, 97.

Samuel, Emery, 69, 70, 76, 79, 80, 81.

Sarkin, Sydney, 6.

Sauvé, Paul, 162.

Simard, E., 6.

Smith, Stuart, 69, 97.

Solages, B. de, 270.

Staline, Iossif, 11, 17, 19, 21, 32, 48.
51, 53, 86, 91, 92, 93, 94, 96, 100.

Stewart, Douglas, 12.

St-Laurent, Louis Stephen, 18, 60.

Sullivan, Pat, 12, 13.

TASCHEREAU, Louis-Alexandre, 187-
192, 207.

Taschereau, Robert, 54.

Tessier, Albert, 330 ss, 340, 341,
344, 345, 346.

Thomas d'Aquin, 135.

Morez, Maurice, 23.

Tillard, Jean-Marie, 308.

Tito, Josip Broz, 22.

Togliatti, Palmiro, 94.

Trépanier, Raoul, 10.

Trofimenkoff, Susan, 325.

Trudeau, Pierre Elliott, 64, 121, 140,
278 ss.

Truman, Harry, 46, 50.

VACHON, Georges-André, 231.

Vaillancourt, Philippe, 64.

Villeneuve, J.-M.-Rodrigue, 271, 272,
273, 275.

Vinay, Marie-Paule, 339.

Voisine, Nive, 272, 282.

WALLACE, T. S. 12.

Walsh, Samuel, 78.

[355]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

Les collaborateurs

[Retour à la table des matières](#)

Richard ARÈS, Maison Bellarmin, Montréal.

Paul-André COMEAU, Radio-Canada.

Robert COMEAU, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal.

Bernard DIONNE, professeur d'histoire, Cégep de Saint-Jérôme.

Paule DUCHESNEAU, Département de science politique, université Laval.

Richard JONES, Département d'histoire, université Laval.

Réjean PELLETIER, Département de science politique, université Laval.

Marcel POIRIER, Séminaire Saint-Augustin, Cap-Rouge.

Herbert F. QUINN, campus Sir George Williams, université Concordia.

Sherene RAZACK-BROOKWELL, Ottawa, Ontario.

[3]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

LES PARTIS POLITIQUES

[Retour à la table des matières](#)

[5]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

Les partis politiques

1. "Le Parti communiste canadien au Québec pendant la Seconde Guerre mondiale, 1939-1945."

par Robert Comeau
et Bernard Dionne

[pp. 5-43.]

[Retour à la table des matières](#)

C'est de 1939 à 1945 que le Parti communiste (P.C.) connut sa plus forte expansion au Québec et que par conséquent les idées communistes rallièrent ou influencèrent le plus de Canadiens français. Comme à ses débuts en 1921, la diffusion des idées marxistes rencontrait toujours l'hostilité marquée du clergé et des élites canadiennes-françaises et elle se heurtait, depuis le milieu des années trente, aux thèses des sociaux-démocrates de la *Cooperative Commonwealth Federation* actifs à Montréal. Mais la grande cause unificatrice de la guerre contre les fascismes allemand, japonais et italien, à laquelle l'U.R.S.S. et le P.C.C. adhèrent en juin 1941, permit durant un certain temps aux communistes d'obtenir une audience sans précédent au Canada français, toute proportion gardée, bien entendu. Toutefois, les communistes s'obstinèrent à ne pas reconnaître la qualité de nation aux Canadiens français du Québec et par conséquent le droit à la sécession ou à l'autodétermination. Malgré les efforts contraires, dans bien des cas, des militants francophones du Parti

au Québec, le P.C.C. puis le Parti ouvrier-progressiste seront toujours perçus comme des forces étrangères aux aspirations nationales des Canadiens français, en particulier lors de la crise de la conscription de 1942-1944.

Le P.C. au Québec avant 1939

Fondé en 1921 à Guelph, en Ontario ¹, le Parti communiste canadien s'affilia aussitôt à l'Internationale communiste créée deux [6] ans plus tôt pour « faciliter (...) et hâter la victoire de la Révolution communiste dans le monde entier ² ». Il en accepta les 21 conditions d'adhésion qui résumaient la doctrine léniniste du « Parti de type nouveau » : épuration du mouvement de ses « réformistes », combinaison de l'action légale et illégale, voire clandestine, création de « noyaux » communistes dans les syndicats, coopératives et autres organisations de masse ouvrières, « centralisme démocratique » sur le plan organisationnel, soit direction centralisée, forte discipline, larges pouvoirs aux organes de direction, soumission de la minorité à la majorité après discussion, etc., soutien sans réserve à l'U.R.S.S., et ainsi de suite ³.

¹ Voir en particulier, *Yours in the Struggle, Reminiscences of Tim Buck*, W. BEECHING et P. CLARKE, édit., NC Press Ltd, Toronto, 1977, et Tim BUCK, *Thirty years (1922-1952)*, Progress Books, Toronto, 1952, sur la création du P.C.C. qui dut prendre le nom de Worker's Party jusqu'en 1924 pour demeurer légal ; voir également J. R. STAROBIN, « Origins of the Canadian Communist Party », *Canadian Forum*, vol. 48, déc. 1968, 201-203. Sur la période 1919-1929, voir William RODNEY, *Soldiers of the International. A history of the Communist Party of Canada 1919-1929*, University of Toronto Press, 1968. La seule histoire complète du P.C.C., bien que fortement anticommuniste et factuelle, demeure cependant celle de Ivan AVAKUMOVIC, *The Communist Party in Canada, a History*, McClelland and Stewart, Toronto, 1974.

² « Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier » dans *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923*, rééd. en fac-similé par En lutte ! Montréal, 1975, 30. Sur les relations du P.C.C. avec l'I.C., voir W. KIRKCONNELL, « Canadian Communists and the Comintern », *Royal Society of Canada, Transactions*, series 42 (sec. 2), 1948, 91-105 ; Aloysius BALAWYDER, *Canadian-Soviet Relations between the world wars*, Toronto, Univ. of Toronto Press, 1972, chap. 10, « The Comintern and the Communist Party of Canada » ; Tim BUCK, *Canada and the Russian Revolution*, Toronto, Progress Books, 1967.

³ Annie KRIEGEL en fait le résumé complet dans *les Internationales ouvrières 1864-1963*, Paris, P.U.F., Coll. Que sais-je ? n° 1129, 1970, p. 77. Pour une histoire orthodoxe de l'I.C., voir A.I. SOBOLEV et al., *Outline History of the Communist International*, Moscou, Éd. du Progrès, 1971 ; Georges COGNROT, *l'Internationale communiste*, Paris, Éd. Sociales, 1969, qui reprend à peu de chose près la même analyse. Pour une histoire critique, outre le volume de A. KRIEGEL, consulter Fernando CLAUDIN, *la Crise du mouvement communiste. Du Komintern au Kominform*, Paris, Maspéro, 1972, 2 vol. ; Do-

Au Québec, les fondateurs du « Montreal Labor College ⁴ », Bella Gauld et Annie Buller, Michael et Beckie Buhay, E. Simard et celui que Marcel Fournier appelle « le vieux Paquette » constituèrent le noyau principal du P.C. à Montréal, avec Sydney Sarkin qui jouait le rôle dirigeant, au cours des années vingt. Dès 1926-1927, la création du P.C. eut des effets sur la gauche montréalaise, alors incarnée en bonne partie par Albert St-Martin ⁵, leader de la section française du petit Parti socialiste et fondateur de l'Université ouvrière en 1925 ⁶. En effet : « Devant le refus de St-Martin de dissoudre l'Université ouvrière pour se fondre au Parti communiste, refus interprété (par la suite) soit comme position trotskyste soit comme position nationaliste, Évariste Dubé et quatre autres membres de l'Université ouvrière, Léo Lebrun, Charles Ouimet, MM. Galarneau et Bélanger quittèrent le mouvement et adhérèrent au P.C. ⁷. »

minique DESANTI, *l'Internationale communiste*, Paris, Payot, 1970 ; Nicos POULANTZAS, *Fascisme et Dictature ; la troisième internationale face au fascisme*, Paris, Maspéro, 1970 ; Branko LAZITCH, *Lénine et la troisième internationale*, Neuchâtel, La Bâconnière, 1950. Signalons, pour sa bibliographie de 7 000 titres, HAMMOND, *Soviet Foreign Relations and World communism*, Princeton Univ. Press., 1965, et Jane DEGRAS, *The Communist International 1919-1943 Documents*, London, Oxford Univ. Press, 1965, 3 vol., pour les principaux documents de l'I.C.

⁴ Sur le Montreal Labor College, voir notamment. *Reminiscences of Tim Buck*, chap. 8, p. 92 ; M. FOURNIER, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, Laval, Éd. coop. Albert St-Martin, 1979, pp. 14-16, [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] et C. VANCE, *Not by God but by People, the Story of Bella Hall Gauld*, Toronto, Progress Books, 1968.

⁵ Sur Albert St-Martin, voir Claude LARIVIÈRE, *Albert St-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947)*, Laval, Éd. coop. Albert St-Martin, 1979, et, du même, *Crise économique et contrôle social : le cas de Montréal (1929-1937)*, le chap. 7, « Leader du Parti socialiste », pp. 95-110, Laval, Éd. coop. Albert St-Martin, 1977.

⁶ Sur l'Université ouvrière, voir les deux ouvrages cités dans la note précédente, de même que le volume de FOURNIER, mentionné dans la note 4, pp. 16-22.

⁷ Marcel FOURNIER, « Histoire et idéologie du groupe canadien-français du Parti communiste, 1925-1945 », dans *Socialisme* 69, janv.-mars 1969, n° 16, 67. Voir également sa thèse de maîtrise qui porte le même titre, Université de Montréal, 1969, et son livre *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, 167 p. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] Sur la question des rapports entre St-Martin et le P.C., LARIVIÈRE (op. cit., p. 136) a étudié dans une bibliographie de Albert St-Martin la demande formulée par ce dernier et un groupe de marxistes francophones de s'affilier directement à l'Internationale communiste en 1923. L'exécutif de l'I.C. refusa en affirmant qu'elle ne pouvait reconnaître qu'un parti par État. C. Larivière soutient que St-Martin a « revendiqué une autonomie réelle pour les francophones au sein du P.C.C. et une représentation équitable au sein de la direction, ce qui leur fut évidemment refusé. Les Québécois francophones demeureront donc en dehors du P.C.C. »

Mais la section canadienne-française du Parti ne connaîtra un certain essor que pendant la crise à Montréal et à la faveur d'un changement de tactique du Parti qui abandonna la ligne sectaire dite « classe contre classe » (adoptée par le VI^e congrès de l'I.C. en 1928 dans le cadre de la lutte contre la social-démocratie jugée ennemie numéro un du prolétariat) pour adopter la tactique de front uni, ou front populaire dès 1933-1934 ⁸. Nous ne pouvons aborder ici toutes les facettes de l'action du Parti au cours des années trente, mais il importe, croyons-nous, d'en signaler les éléments significatifs pour la compréhension de la période 1939-1957.

[7]

En effet, devant la montée du fascisme à l'échelle internationale, l'I.C. recommanda aux communistes de chercher à établir « le plus vaste front au moyen d'actions communes des organisations ouvrières de différentes tendances ⁹ » en particulier avec les Partis sociaux-démocrates et les syndicats « réformistes » pour lutter contre la crise capitaliste, la liquidation des libertés démocratiques et le danger d'une guerre impérialiste. Le travail dans les grands syndicats devenait ainsi une des priorités de l'heure pour les communistes. Suivant les recommandations de l'I.C. d'affilier le plus tôt possible les « petits syndicats rouges » aux « grands syndicats réformistes », le P.C. procéda à la dissolution de la Ligue d'unité ouvrière (L.U.O.), centrale syndicale communiste ¹⁰, qui regroupa jusqu'à 40 000 ouvriers entre 1929

En 1930, le P.C. au Québec comptait une centaine de militants, dont une trentaine de Canadiens français dirigés par Georges Dubois. En 1932, Alec Gauld obtint plus de 700 voix au cours d'une élection complémentaire dans Maisonneuve en portant la bannière du P.C.

⁸ Georges Dimitrov, nouveau secrétaire général de l'I.C., développa cette tactique dans son rapport au VII^e et dernier congrès de l'I.C. : « L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme », dans G. DIMITROV, *Oeuvres choisies*, Paris, Éd. sociales, 1972, pp. 67 et ss. Voir aussi *Seventh Congress of the Comintern*, Éd. de Moscou, 1939, 827 p., et R. Palme DUTT, *Fascism and social revolution*, San Francisco, Proletarian Publishers, 1974, 310 p.

⁹ DIMITROV, *Oeuvres choisies*, p. 63.

¹⁰ La revue *Mobilisation* (vol. 4, n° 4, 13) condamna cette façon de faire des communistes canadiens en termes hautains et méprisants : « Mécaniquement, dit-elle, les communistes canadiens en viennent à conclure qu'il faut rejoindre les rangs de l'A.F.L. De plus, plusieurs erreurs furent commises dans le processus de dissolution de la Ligue. Ainsi, à plusieurs endroits, les directives émanent d'en haut, sans explication et discussion à la base, ce qui amènera plusieurs militants de longue date à quitter le Parti parce qu'ils ne comprenaient pas la décision de dissoudre l'organisation de lutte qu'ils avaient contribué à bâtir dans leur sueur et dans leur sang ». Pourtant, à la lecture de l'autobiographie de celui qui fut le principal organisateur de la L.U.O., Tom McEwen, on apprend qu'au contraire cette décision répondait à un courant d'opinion assez large en faveur de l'unité, qu'elle fut débattue par les membres, que des votes furent pris dans les sections locales et que les syndicats de la L.U.O. demandèrent des garanties concernant

et 1935, afin que ces syndicats rejoignent le Congrès des métiers et du travail du Canada (C.M.T.C.), la plus grande centrale syndicale canadienne à l'époque. Après 1936, plusieurs militants de la défunte L.U.O. devinrent organisateurs pour le *Congress of Industrial Organizations* (C.I.O.), dont les syndicats canadiens demeurèrent affiliés au C.M.T.C. jusqu'en 1939. Les communistes étaient alors particulièrement influents dans les syndicats industriels de l'automobile, de l'électricité, des débardeurs, des marins des Grands-Lacs, des mineurs, du textile et du vêtement et dans celui des bûcherons de Colombie britannique ; tous ces syndicats se regroupèrent dans une nouvelle centrale syndicale, le Congrès canadien du travail (C.C.T.), en 1940. Au Québec, les syndicats industriels liés au C.I.O. apparurent en 1936, à Montréal, dans le vêtement. En 1939, ils regroupaient quelques milliers de membres dans la confection et le textile, le cuir, le caoutchouc, l'électricité et la métallurgie. Ces syndicats fonderont la Fédération des unions industrielles du Québec (F.U.I.Q.) en 1952 ¹¹.

Par ailleurs, les communistes se sont impliqués dans tous les mouvements sociaux de résistance à la crise qui ont foisonné au cours des années 1933-1939 dans le but de leur imprimer une orientation anticapitaliste et antifasciste. C'est ainsi qu'ils ont regroupé, en militant avec eux, des travailleurs non organisés dans la L.U.O., des chômeurs dans la *Relief Camp Worker's Union* [8] (affiliée à la L.U.O.) et la Fédération des sans-travail du Québec (1937), des fermiers dans la *Farmers Unity League* (également affiliée à la L.U.O.), des jeunes dans la Ligue des jeunes travailleurs du Canada qui devint la Ligue des jeunes communistes, dont la section montréalaise, dirigée par Fred Rose puis Henri Gagnon, regroupait 500 militants en 1938, et des femmes dans la Solidarité féminine à compter de 1932. Mentionnons que le Parti lui-même fut illégal de 1931 à 1936 et que plusieurs dirigeants, dont Tim Buck, passèrent un certain temps en prison, ce qui rendit la tâche des militants encore plus difficile ¹². À travers la *Canadian Labor Defence League* et la *Canadian League Against War and Fascism*, les communistes cherchaient à élargir la lutte pour les libertés syndicales et démocratiques. Le P.C.C. prit également part à la lutte antifasciste sur

notamment la liberté d'opinion dans les syndicats d'accueil au C.M.T.C. Qu'il y ait eu des gestes précipités est une chose, que l'on ne parle que de ces derniers sans aucune référence à des cas précis illustre assez bien les méthodes du groupe Mobilisation qui s'est dissous en 1975 pour rallier la Ligue communiste du Canada (marxiste-léniniste). Sur la L.U.O., donc, voir T. McEWEN, *The Forge glows red*, Progress Books, Toronto, 1974, chap. 10, « Red trade-unionism », pp. 137-166. En annexe, on trouvera la constitution de la L.U.O., pp. 247-256. Voir également C.S.N./C.E.Q., *Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976)*, Québec, 1979, pp. 94-95.

¹¹ C.S.N./C.E.Q., op. cit., pp. 93-94.

¹² FOURNIER, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] ; le chapitre III, « À la défense des intérêts immédiats », pp. 50-84, décrit en détail le travail des communistes au Québec au cours de cette période.

le plan international en envoyant le bataillon Mackenzie-Papineau, formé de 1 200 volontaires canadiens, combattre Franco en Espagne ¹³. Le 15 juin 1937, le Comité d'aide à l'Espagne organisa une grande assemblée à l'aréna Mont-Royal où 15 000 personnes purent entendre le docteur Norman Bethune prononcer un vibrant réquisitoire contre les forces fascistes et leurs alliés et un appel émouvant en faveur du peuple espagnol ¹⁴.

Sur le plan politique, le Parti abandonna la dénonciation sectaire des sociaux-démocrates et demanda son affiliation à la *Cooperative Commonwealth Federation* (C.C.F.) en 1935 dans le but de l'orienter vers les thèses communistes ¹⁵. C'était là préconiser un changement radical par rapport à l'appréciation que l'on pouvait retrouver en 1934 dans un document interne du Parti affirmant que « les politiques et les théories adoptées par la C.C.F. préparent le terrain au fascisme ¹⁶ ».

Au Québec plus particulièrement, les années 1935-1939 virent le P.C.C. passer de la dénonciation pure et simple de l'Action libérale nationale (A.L.N.) comme profasciste à la collaboration avec les « authentiques libéraux » pour contrer le fascisme incarné par Duplessis ¹⁷. C'est ainsi que l'A.L.N., d'abord vue comme « un mouvement

¹³ Voir « The Mackenzie-Papineau Battalion », dans *The Marxist Quarterly*, n° 18, été 1966.

¹⁴ S. GORDON et T. ALLAN, *Docteur Bethune*, Montréal, Éd. L'Étincelle, 1973 ; contient une description de l'assemblée et des extraits du discours de Bethune qui souleva l'enthousiasme des participants (voir pp. 154-158). Bethune revenait alors d'Espagne et il entreprit une tournée de plusieurs mois en Amérique du Nord pour la levée de l'embargo que les « démocraties » maintenaient contre l'Espagne républicaine pendant que Hitler et Mussolini approvisionnaient Franco en hommes, armes et munitions.

¹⁵ *Canada and the VIIth World Congress of the Communist International. Outline of Study of the Decisions of the VIIth Congress of the C.I. and the 9th plenum of the Central Committee of the Communist Party of Canada* (1935), p. 36. Sur les rapports P.C. C.-C.C.F., voir notamment Andrée OLSE LEVESQUE, « The canadian left in Quebec during the great depression : the Communist Party of Canada and the Cooperative Commonwealth Federation in Quebec, 1929-1939 », thèse de doctorat (Histoire), Duke University, 1972, 246 p. ; W. D. YOUNG, *The anatomy of a Party : the national C.C.F.*, Toronto, Univ. of Toronto, 1969, chap. 9, pp. 254-285 ; M. PELLETIER et Y. VAILLANCOURT, *les Politiques sociales et les travailleurs*, t. II, *les Années trente*, Montréal, M. Pelletier, édit., 1975 ; Norman PENNER, *The Canadian Left. A Critical analysis*, Scarborough, Prentice-Hall of Can., 1978 ; I.M. ABELLA, *Nationalism, Communism and Canadian Labour in Politics*, Toronto, University of Toronto Press, 1968.

¹⁶ Bulletin interne du P.C. (sans titre), n° 7, nov. 1934, « The united front and the municipal elections », p. 25 (notre traduction).

¹⁷ L'évolution de la politique du Parti au cours de cette période a été étudiée par Magnus ISACSSON, *les Perspectives d'alliances du Parti communiste canadien au Québec, 1935-1939*, communication présentée au congrès de 1975 de l'Institut d'histoire de l'Amérique française (ronéo, 22 p.). Adoptant le point de vue trotskyste qui critique entre autres la politique de front uni de l'I.C. adoptée en 1935, Isacsson brosse le tableau

qui était destiné à jouer un rôle progressiste », fut par la suite dénoncée pour son attachement aux idées corporatistes. [9] Mais, peu avant les élections provinciales de 1936, Paul Gouin quitta l'Union nationale en dénonçant la dictature qu'y exerçait Duplessis et, à partir de ce moment, le P.C. cessa d'identifier le leader de l'A.L.N. aux forces fascistes. S.B. Ryerson expliqua alors la marginalisation de Gouin au sein de l'U.N. par la nature « potentiellement progressiste » de son programme et de la base sociale qu'il représentait ¹⁸.

À partir de la promulgation de la « Loi du cadenas » en mars 1937, le Parti communiste et le journal *Clarté*, qui sera interdit, qualifièrent carrément Duplessis de fasciste ; pour Fred Rose, par exemple, le Québec a été choisi par les puissances fascistes pour faire pression sur le Canada parce que la diffusion de l'idéologie corporatiste et le rôle du clergé catholique ont bien préparé le terrain ¹⁹. Comme l'a signalé Magnus Isacson : « Corollairement à l'identification de Duplessis comme fasciste la dénonciation des autres forces bourgeoises fait place à une analyse plus différenciée et notamment à une plus grande insistance sur l'existence de forces et/ou de tendances authentiquement libérales ou démocratiques ²⁰. » Le journal *Clarté* véhicule la thèse selon laquelle « Le peuple de la province, profondément dégoûté par le régime trustard de Duplessis, réclame un programme d'action qui se baserait sur des revendications populaires, qui prendrait comme point de départ la défense des ouvriers contre les intérêts financiers... le peuple réclame une direction saine, honnête ²¹... »

Tout en cherchant à réaliser un front uni avec la C.C.F. et le petit Parti ouvrier, le P.C. courtise les partisans de Gouin en s'inspirant des succès du Front populaire français de 1936 ²². Mais en 1937, le Parti insiste encore davantage sur la nécessité de sauvegarder les libertés démocratiques au moyen d'un large front englobant « toutes les forces anti-Duplessistes » et s'inspirant de la « tradition de 1837-1838 ». Les élections partielles de novembre 1938, l'une dans Montréal-Cartier au fédéral, l'autre dans Montréal-Saint-Louis au provincial (les deux comtés se recourent), montreront jusqu'où le Parti pouvait aller dans la recherche d'alliances avec les Libéraux. En effet, pour ne pas semer la confusion sur le fait que l'ennemi principal était bel et bien Duplessis et non [10] le gouvernement King à Ottawa, le candidat communiste Fred Rose se retira de la lutte dans Montréal-Cartier au profit des Li-

des tentatives du P.C. d'établir un « front populaire » version québécoise et se démarque des travaux de Fournier et d'Avakumovic sur le sujet.

¹⁸ *Daily Clarion*, juillet 1936, dans ISACSSON, op. cit., p. 8. *Daily Clarion* était le quotidien publié par le Parti communiste canadien de 1936 à 1939.

¹⁹ *Clarté*, 27 novembre 1937, dans ISACSSON, p. 9.

²⁰ Ibidem.

²¹ *Clarté*, 31 juillet 1937, dans ISACSSON, p. 9.

²² *Daily Clarion*, 25 juillet 1936.

béraux pendant que dans Saint-Louis le libéral Raoul Trépanier (vice-président du C.M.T.C.) recevait l'appui du P.C. et du mouvement syndical et faillit battre le candidat unioniste de peu. Mais, outre ce succès relatif, il semble bien que les tentatives d'alliance avec des Partis non ouvriers aient été des échecs pour le Parti au cours de la période 1935-1939 ²³.

La section québécoise du Parti, animée par Jean Bourget, Paul Delisle (jusqu'à sa mort en 1934), Berthe Caron et surtout Fred Rose et Stanley B. Ryerson, chercha ainsi à appliquer la ligne générale du Parti qui s'orientait nettement vers une collaboration de plus en plus étroite avec les Libéraux, collaboration qu'interrompit le déclenchement de la guerre en septembre 1939 mais qui reprit avec l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. et la grande alliance Grande-Bretagne/U.S.A./U.R.S.S. Ceci n'allait pas sans entraîner de grandes difficultés pour les communistes au Québec, sur la question nationale notamment.

Avant octobre 1937, face au danger de guerre et au fascisme, il fallait absolument, du point de vue du P.C., consolider l'unité nationale contre la réaction au Canada. Ceci impliquait que toutes les forces nationalistes du Québec qui critiquaient la centralisation fédérale et luttaien pour l'autonomie provinciale étaient considérées comme réactionnaires parce qu'ennemies de l'unité nationale. Le régime Duplessis était ainsi « un ennemi direct de l'unité nationale » et le *Daily Clarion* dénonçait la « doctrine réactionnaire des soi-disant droits provinciaux ²⁴ ». À ce moment-là, le Parti ne reconnaissait pas le droit du Québec à l'autodétermination, fidèle à sa position traditionnelle sur le sujet. Même si les Canadiens français formaient « la section la plus exploitée de la classe ouvrière » canadienne ²⁵, le Parti niait toujours le statut de nation aux Canadiens français du territoire québécois sous prétexte que ces

²³ C'est la conclusion d'ISACSSON, p. 22. Pour une analyse qui ne remet pas en question la position de l'I.C. mais qui postule que le P.C.C. s'en est éloigné, il faut lire Fergus McKEAN, *Communism versus opportunism, In Struggle!* Montréal, 1977, 327 p., et François SEGUIN, « La Tactique de front uni antifasciste et la politique du Parti communiste au Canada (1935-1945) », thèse M.A. (Sc. pol.), U.Q.A.M., 1978, 290 p.

²⁴ S. B. RYERSON, « Defeat the Padkock law », *Daily Clarion*, 5 juin 1939, p. 4 (notre traduction).

²⁵ *The Worker*, 31 janvier 1931, p. 6. Sur la question, voir Bernard GAUVIN, « Le Parti communiste du Canada et la question canadienne-française, 1921-1938 », M.A. (Sc. pol.), U.Q.A.M., 1978, 197 p., pour son analyse minutieuse de la position chauvine des dirigeants du P.C.C. dans la question nationale québécoise. Pour un point de vue partisan sur la question, voir Guy DESAUTELS et al., *Pour l'autodétermination de Québec, playdoyer marxiste*, Montréal, Éd. Nouvelles frontières, 1978, 108 p., et *The Marxist Quarterly*, n° 15, automne 1965, « Historical notes : Canadian Communists and the French Canadian Nation », 27-35, et Samuel WALSH, « L'évolution de la politique nationale du Parti communiste », dans *le Communiste*, vol. 1, janv.-févr.-mars 1979, 17-32.

derniers ne possédaient pas d'économie commune ²⁶. Chaque fois que le Parti constatait sa faible pénétration dans le prolétariat canadien-français, il en imputait la cause à l'emprise du clergé, au passé féodal des Canadiens français, mais rarement au fait que le P.C. [11] lui-même, n'ayant jamais reconnu l'existence d'une nation canadienne-française, avait négligé profondément son travail au Québec : pas d'argent, pas de journal francophone avant 1936 (sauf l'éphémère *Ouvrier canadien* publié en 1931), etc. En fait, le Parti réduisait la question nationale à la revendication d'une égalité économique et culturelle des Canadiens français au sein de la Confédération ²⁷. Mais dès 1937, avec son 8e Congrès ²⁸ il se montrait favorable à l'unité d'action avec les « nationalistes progressistes », tels Gouin et Hamel, pour faire échec à Duplessis. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et l'opposition des nationalistes à la participation du Québec à cette dernière allaient fournir pendant un certain temps un terrain d'entente avec les communistes.

²⁶ Le Parti appliquait alors rigide-ment la célèbre définition de nation, elle-même fort rigide, formulée par Staline dans *le Marxisme et la question nationale*. Nous renvoyons aux pp. 15-16 de l'éd. du Centenaire, Paris, 1974, de ce texte, où se retrouve cette définition : « La nation est une communauté humaine stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture. » Il ajoute : « Seule la présence de tous les indices pris ensemble nous donne une nation. » (L'italique est nôtre.) Pour une analyse critique de cette définition, voir Gilles BOURQUE, *l'État capitaliste et la question nationale*, Montréal, P.U.M., 1977. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

²⁷ Le P.C. considérait qu'avec l'Union de 1940 et la Confédération les Canadiens français avaient pratiquement conquis l'égalité politique. Voir S. B. RYERSON, *le Réveil du Canada français*, publié en 1937 sous le pseudonyme de E. ROGER, et, du même *French Canada*, publié en 1943 (en français : *le Canada français, sa tradition, son avenir*, Montréal, Éd. La Victoire Ltée, 1945), pp. 55, 64-65 et 177. Voir aussi la « postface polémique » de RYERSON à son volume *le Capitalisme et la Confédération*, Montréal, Éd. Parti-Pris, 1972, pp. 501-522, et le point de vue de Roch DENIS dans *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, pp. 9-51 [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.], lequel rejette la thèse classique de Ryerson selon laquelle la révolution démocratique bourgeoise aurait été complétée au Canada dès le XIXe siècle.

²⁸ Une soixantaine de délégués sur 452 viennent du Québec. Earl Browder, du P.C. américain, Alfred Costes, du P.C.F., et le docteur Norman Bethune furent les invités d'honneur. Sur la question de la collaboration du P.C. avec les nationalistes, voir FOURNIER, *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, le chap. 4, « La guerre et la question nationale », pp. 85 à 93 en particulier.

**Le P.C. contre la guerre « impérialiste » :
1939-1941**

La guerre éclata quelques jours à peine après la signature du pacte germano-soviétique de non-agression, soit le 1er septembre 1939. Staline avait joué la carte allemande, convaincu que les démocraties anglaise et française faisaient durer les négociations pour un traité de sécurité collective avec l'U.R.S.S. dans l'espoir d'en arriver à une entente avec Hitler. La perspective d'une alliance franco-allemande contre le bolchevisme, ajoutée à la menace d'une agression japonaise à l'Est, acheva de convaincre le dirigeant soviétique de la nécessité de garantir la paix à l'Ouest avec celui-là même qui était l'ennemi numéro un des peuples du monde entier. Au passage, toutefois, Molotov signa comme on le sait un protocole secret qui avait pour effet de partager cyniquement la Pologne entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., prévoyant une « modification territoriale et politique dans les régions appartenant à l'État polonais ²⁹ » et traçant à l'avance les limites de leurs « zones d'influence » sur les restes de la Pologne et de l'Europe orientale.

La conclusion d'un pareil pacte entre le seul État socialiste au monde et le régime fasciste hitlérien eut l'effet d'une bombe dans les Partis communistes du monde entier. En France, complètement désorientés par un tel revirement, des centaines de militants intellectuels, [12] juifs, ouvriers, quittèrent le P.C.F. Au Canada et au Québec, le Parti fut également fortement secoué par une profonde crise interne car, quelques jours plus tôt, toute la propagande du Parti était centrée sur le mot d'ordre « Stop Hitler ³⁰ ! » conformément à la ligne générale de l'I.C. pour qui la contradiction principale dans le monde opposait alors les forces du fascisme à celles du mouvement antifasciste ³¹. Pas plus tard que le 26 août 1939, l'hebdomadaire *The Clarion* dénonçait les atrocités commises par les années hitlériennes en Tchécoslovaquie et ailleurs et préconisait la guerre contre Hitler, guerre « juste » car ce serait une guerre de « défense de la démocratie » ! Or, quelques jours plus tard, sans aucune préparation idéologique au sein des Partis communistes, Staline signait un pacte avec celui qui, hier, était l'ennemi à abattre : c'en était trop et, selon Tim Buck lui-même, la confusion et le découragement s'emparèrent des membres du Parti, un fort

²⁹ *L'Époque contemporaine 1917-1945*, recueil de textes publié sous la direction de Louis GOTHIER, Liège-Paris, H. Dessain et Tolna, 1960, pp. 405-406.

³⁰ *Daily Clarion*, 15 avril 1939.

³¹ Déclaration de DIMITROV, dirigeant de l'I.C., pour le 1er mai 1939, citée par le *Daily Clarion* du 2 mai 1939.

groupe de ces derniers allant même jusqu'à quitter le Parti ³². Après quelques hésitations, le Parti tout entier se lança dans une violente campagne de dénonciation de la guerre qu'il qualifiait maintenant d' « impérialiste » ; les communistes allaient même jusqu'à souhaiter la signature d'un traité de paix avec Hitler, subitement devenu grâce à Molotov un ami de la paix contrairement aux « fauteurs de guerre » franco-anglais ³³ !

Des dizaines de militants communistes et de syndicalistes furent internés ou emprisonnés au cours de cette période. L'éditeur du journal *The Clarion*, Douglas Stewart, fut trouvé coupable d'avoir publié un journal à l'esprit contraire à l'article 39a du *Defence of Canada Regulations*, et condamné à deux ans d'emprisonnement le 18 janvier 1940. Les leaders communistes Pat Sullivan, leader du *Canadian Seamen's Union* (C.S.U.) ³⁴, Bruce Magnuson, secrétaire du syndicat des bûcherons et des ouvriers des scieries dans l'Ouest de l'Ontario, Kent Rowley, Roméo Duval, Norman Freed, J.S. Wallace, J. Boychuk, Fergus McKean furent, entre autres, internés sans procès. Au début de 1941, certains avançaient le chiffre de 1 500 personnes internées, dont cinquante leaders syndicaux, en vertu du *Defence of Canada Regulations* ³⁵. Le *Clarion* suspendra ses activités en octobre 1939, remplacé par la *Canadian [13] Tribune* (C.T.) qui se présentait comme un journal indépendant en janvier 1940 ; *Clarté* était interdit. En février 1941, le gouvernement obligera la C.T. à surseoir à ses activités pendant un mois ; le journal avait alors 10 000 lecteurs. Le P.C.C. organisa une campagne contre la suspension de la C.T., ralliant bon nombre de syndicalistes à sa cause. En juin 1941, le P.C.C. poursuit sa campagne pour la libération des Sullivan, Magnuson, Penner, Murray, Levine et autres, au moment même où le gouvernement libère James Francheschini, millionnaire et agent du fascisme italien, et ce,

³² *Yours in the Struggle. Reminiscences of Tim Buck*, p. 285. Voir également la thèse de FOURNIER, pp. 269 et ss. Pour une analyse plus globale, voir Bernard DIONNE, « La politique du Parti communiste canadien au cours de la Seconde Guerre mondiale », thèse M. A. (Histoire), U.Q.A.M., 1979, 298 p. En 1939, le P.C.C. comptait environ 1 400 membres au Québec, dont 300 Canadiens français.

³³ Trente-cinq ans plus tard, Tim. Buck écrivit ce qui suit à propos de cette période : « We took positions and repeated arguments which we received from the C. I., rather than analyzing them strictly on the basis of Canadian conditions., We made some mistakes as a result. » (*Yours in the Struggle*, p. 292.)

³⁴ Voir Robert COMEAU, *le Canadian Seamen's Union (1936-1949)* : un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier canadien, communication présentée au congrès d'octobre 1975 de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, pp. 9-10 (texte ronéotypé) : l'auteur y rappelle la formation des comités de défense « Pat and Jack » mis sur pied pour faire libérer Pat Sullivan et Jack Chapman du C.S.U. et 70 autres syndicalistes internés pour avoir entretenu des rapports avec le P.C.C.

³⁵ Norman MACKENZIE, « Union leaders review Labor Events of 1940 », dans *Canadian Tribune*, 11 janvier 1941, 3. MacKenzie était le président de la section 1064 du *Steel Workers organizing Committee* en Nouvelle-Écosse.

sans aucune condition. Le jour même de la libération de ce dernier, la police arrêta C.S. Jackson, vice-président international des ouvriers de l'électricité et le gouvernement interdit la parution du journal *la Voix du peuple*, publié à Saint-Jérôme par les communistes Gui Caron, Henri Gagnon et des nationalistes québécois.

Mais, jusqu'en 1941, cette opposition du Parti à la guerre « impérialiste » lui permit d'effectuer une certaine percée au Québec, malgré de dures conditions de répression : interdiction de publier *Clarté*, arrestation de Jean Bourget et d'une douzaine de cadres du Parti au Québec, isolement d'une direction devenue clandestine à la tête d'un Parti formellement illégal à compter d'octobre 1939, perquisitions et arrestations des militants des jeunesses communistes, etc. Collaborant à des journaux comme *la Voix du peuple*, les Gui Caron, Jean Bourget et autres leaders du Parti au Québec exaltaient les sentiments anti-conscriptionnistes et anti-impérialistes des Canadiens français. Ils proposèrent même aux nationalistes André Laurendeau et François-Albert Angers d'organiser un référendum au Québec contre la conscription. L'entrée en guerre de l'U.R.S.S., en juin 1941, vint cependant briser l'accord conclu. Par ailleurs, le comité provincial de la Ligue des jeunes communistes en particulier, animé par Henri Gagnon, poursuivait une active propagande en faveur des objectifs socialistes du Parti, prônant le renversement de la classe capitaliste canadienne par la classe ouvrière alliée aux cultivateurs et à la classe moyenne et l'établissement d'un État socialiste qui « devra immédiatement donner à la nation canadienne-française le droit de déterminer sa [14] position elle-même, jusqu'à et y compris la séparation ³⁶... » La position du Parti au Québec pouvait être schématisée alors sous le mot d'ordre de « formation d'un vaste front populaire de lutte contre la guerre, la conscription et le régime impérialiste ³⁷ ».

Le front national pour la victoire : 1941-1943

Dès que l'U.R.S.S. fut envahie par l'Allemagne, la position des communistes changea partout dans le monde : la guerre devint subitement une juste guerre anti-fasciste, les communistes invitèrent à collaborer avec les bourgeoisies des pays alliés pour un effort de guerre total afin d'écraser l'Axe. En fait, la contradiction principale des années trente redevenait valide après une éclipse de deux ans au cours desquels le fascisme allemand, loin de faiblir, avait pu au contraire se renforcer considérablement au point de menacer mortellement le seul État socialiste au monde. L'historiographie communiste ne cesse depuis quarante ans de présenter le pacte comme une tactique de Staline pour « gagner du temps » et consolider

³⁶ Tract cité par FOURNIER, *Communisme et anticommunisme*.... p. 273.

³⁷ P.C.C., *Canadiens Debout !* Tract cité par FOURNIER, *Communisme*..., p. 274.

l'U.R.S.S. sur les plans économique et militaire ; la réalité démontra rapidement qu'au contraire le pacte avait permis à l'impérialisme allemand de se consolider et les rapides défaites de l'Armée rouge au cours de l'été 1941 le prouvèrent amplement.

Par ailleurs, cette même historiographie, à quelques variantes près ³⁸, ne cesse de présenter cette nouvelle phase de la guerre comme un changement subit et total dans la « nature » elle-même de la guerre qui, d'impérialiste avant le 22 juin 1941, serait devenue antifasciste et juste parce que l'U.R.S.S. était attaquée par son ancien allié. Malheureusement pour les dogmatiques, les choses ne se sont pas passées exactement comme les propagandistes de Staline l'auraient voulu. En fait, la nature sauvagement antipopulaire, antidémocratique et brutale du régime fasciste allemand et de ses alliés n'a pas attendu le 22 juin pour se montrer sous son vrai visage aux yeux des peuples conquis, occupés ou exterminés. Et les peuples n'ont pas attendu que les idéologues se mettent à l'heure du changement de définition dans la nature de la guerre pour prendre les armes, bâtir l'unité nationale et résister à l'envahisseur ; signalons qu'en France et ailleurs les communistes eux-mêmes [15] défendirent avec courage l'intégrité nationale, la liberté des peuples et les conquêtes démocratiques que le fascisme tentait de balayer au moyen d'un plan de conquête de l'Europe. En fait, dès que le régime hitlérien a commencé à appliquer son plan au milieu des années trente, il était devenu l'ennemi principal des peuples et la tactique antifasciste de front uni était la seule capable de lui résister et de l'abattre ; or cette tactique supposait des compromis avec les bourgeoisies au pouvoir dans les pays capitalistes et avec les sociaux-démocrates au sein du mouvement ouvrier, de la part de la classe ouvrière et des Partis communistes. Après le 22 juin, les P.C. reviendront à cette tactique, non sans problèmes, comme nous le verrons.

La politique du Front national pour la victoire adoptée par les communistes canadiens dès juillet 1941 était devenue nécessaire depuis que le changement dans la nature de la guerre avait « créé les conditions pour une alliance de classes impliquant toutes les classes dans les démocraties capitalistes qui sont unies par le seul but commun de défendre leur existence nationale ³⁹ ». Dès juillet 1941, donc, le Parti collabora à la tenue de grandes assemblées à travers le pays, dont une à Montréal réunissant 6 000 personnes venues entendre Jean-Charles Harvey, directeur du journal *le Jour*, A.A. MacLeod, du P.C. ontarien, et Gui Caron, du P.C. québécois, pour

³⁸ Voir en particulier Mao Tse TOUNG, « Le tournant de la Seconde Guerre mondiale », *Oeuvres choisies*, t. III, pp. 105-111 ; P. N. POSPELOV et al., *Great Patriotic War of the Soviet Union 1941-1945, A General Outline*, Moscou, Éd. du Progrès, 1974 ; le communiste français Jean ELLENSTEIN conteste la position soviétique sur la nature de la guerre de 1939 à 1941 dans son *Histoire de l'U.R.S.S.*, t. 3 : l'U.R.S.S. en guerre (1939-1946), Paris, Éd. soc., 1974.

³⁹ Résolution du Parti adoptée en février 1942, citée par Tim BUCK dans *Thirty Years*, p. 170 (notre traduction).

soutenir l'effort de guerre et demander l'ouverture d'un second front pour soulager l'U.R.S.S. aux prises avec le gros des forces allemandes. Outre l'ouverture du second front, le Parti réclamait la signature d'un traité canado-soviétique d'amitié, le rappel des mesures d'urgence prises par le gouvernement canadien pour limiter l'exercice des libertés civiles pendant la durée de la guerre, la taxation des profits et la mise sur pied d'une commission composée d'ouvriers et de représentants du peuple pour enquêter sur les profits de guerre, etc. En novembre 1941, le Parti réclama en outre la tenue de conférences dans les usines qui produisaient du matériel de guerre afin que les ouvriers puissent débattre des enjeux de la guerre, dresser la liste de leurs revendications et aussi faire des suggestions pour augmenter la production ⁴⁰. Sous le thème « Démocratie au pays pour gagner la guerre à l'étranger », [16] le Parti formula donc toute une série de propositions, y compris celle de sa propre légalisation, susceptibles de démocratiser l'effort de guerre et de faire participer davantage la classe ouvrière à la direction de cet effort ; malheureusement, le Parti demeura formellement illégal d'octobre 1939 à août 1943, de sorte qu'il dut accomplir son travail de propagande dans une semi-clandestinité peu propice à une large diffusion de ses thèses et surtout à une prise en main de ces revendications par de larges couches de la population. Signalons également que son attitude de 1939 à juin 1941, autant que son subit changement de ligne, hypothéquèrent lourdement son travail par la suite ⁴¹.

Au Québec, le Parti dénonça « la clique (Paul) Bouchard-Lacombe-*le Devoir* » qui cherchait à diviser le Canada au profit de Hitler en jouant sur les sentiments nationalistes des Canadiens français et il invita ces derniers à voter oui au plébiscite d'avril 1942 ⁴². Il demanda aux catholiques du Québec de se débarrasser de leaders tels que Philippe Girard (de la C.T.C.C.), Gérard Filion (U.C.C.), Fréchette (S.S.J.B.), et Bégin (éditeur du journal *le Travail*) qui propageaient l'anticommunisme et les

⁴⁰ Voir l'article de A.A. MACLEOD dans *Canadian Tribune* (hebdomadaire du Parti à compter de janvier 1940), « Production Front for Victory », 1er novembre 1941, 11, où ce dernier citait en exemple les ouvriers de l'avionnerie à Montréal qui avaient décidé de faire du mois de novembre 1941 un mois record de production pour soutenir l'effort de guerre du pays.

⁴¹ Sur la période de clandestinité du Parti au début de la guerre, il faut consulter les entrevues que Tim Buck accorda à Radio-Canada quelques années avant sa mort et qui sont regroupées dans *Yours in the Struggle*, en particulier les pages 290 à 299 et 305 à 319.

⁴² Pour se défaire d'une promesse qu'il avait faite aux Canadiens français de ne pas recourir à la conscription, King eut l'idée de tenir un plébiscite le 27 avril 1942 à travers tout le pays afin d'avoir les mains libres, le cas échéant. Au Québec, Maxime Raymond dirigea la campagne d'opposition avec la Ligue pour la défense du Canada, regroupant Jean Drapeau, André Laurendeau et autres nationalistes. Les résultats du plébiscite montrèrent le degré élevé de division au pays sur la question de l'engagement du Canada dans la guerre : 2 045 514 Canadiens répondirent oui contre 1 643 006 non ; au Québec, 933 633 dirent non contre 376 188 oui.

idées corporatistes. À travers le journal *la Victoire*⁴³, les propagandistes du Parti dénonçaient les « colonnards » (partisans conscients ou inconscients d'une 5e colonne hitlérienne au pays) et les « blocards » (partisans du Bloc populaire fondé à partir du travail de *la Ligue pour la défense du Canada* à l'automne 1942) qui s'opposaient à l'effort de guerre et à la conscription. Mais la campagne acharnée qu'il mena en faveur de la conscription pour le service outre-mer contribua certainement à isoler le Parti et le journal *la Victoire* au Québec. En effet, *la Victoire* se prononça sans nuances pour la conscription immédiate alors que pour les Canadiens français elle représentait un nouveau symbole, terriblement concret celui-là, de l'oppression nationale⁴⁴.

Par ailleurs, le Parti était en faveur d'un « No strike pledge », ou d'un pacte de non-grève, semblable à celui que les syndicats américains avaient convenu avec le patronat et l'État pour ne pas nuire à l'effort de guerre. En retour, il exigeait la levée du gel des salaires imposé par le gouvernement King, l'élévation des salaires [17] des Québécois au niveau ontarien et le respect des droits syndicaux fondamentaux, le droit à la libre négociation en particulier⁴⁵. Dans la pratique, et ceci est bien souvent ignoré par les analystes « critiques » de la pratique du P.C.C.⁴⁶, les

⁴³ Le journal *la Victoire* parut d'août 1941 à décembre 1944 sous forme de bimensuel puis d'hebdomadaire. Emery Samuel, E. Roger (S.B. Ryerson), Évariste Dubé, Jean Bourget, Roméo Duval, O.H. Richard et Fred Rose, du P.C.C., en étaient des collaborateurs réguliers. De 1941 à août 1943, l'orientation communiste du journal ne ressortait pas nettement car des collaborateurs du mouvement syndical, des partis bourgeois et même du clergé y signaient des articles. Mais, dès la légalisation du P.C. sous la forme du Parti Ouvrier-Progressiste en août 1943, le journal s'afficha beaucoup plus ouvertement comme le porte-parole québécois des idées communistes.

⁴⁴ Voir en particulier J. L. GRANATSTEIN, « Le Québec et le plébiscite de 1942 sur la conscription », *R.H.A.F.*, juin 1973, 43-62, et J.Y. GRAVEL, « Le Québec militaire, 1939-1945 », dans *le Québec et la guerre*, Trois-Rivières, Éd. du Boréal Express, 1974, pp. 77-108.

⁴⁵ Pour une analyse de la législation ouvrière des gouvernements du Canada et du Québec en temps de guerre, voir notamment Victor LEVANT, *Capital et Travail*, Montréal, Éd. L'Étincelle, Montréal, 1978, pp. 192-207.

⁴⁶ Ici, les trotskystes rejoignent pour l'essentiel les marxistes-léninistes ; pour Charles HALARY, dans *le Mouvement ouvrier québécois. L'intégration syndicale par l'anticommunisme*, Cahiers de Recherches Marxistes Révolutionnaires, Montréal, 1974, le P.C.C. « était le premier à s'attaquer au sein du mouvement ouvrier aux fauteurs de grève » ; pour En Lutte ! le P.C.C. se rendit coupable de rien de moins qu'une « alliance contre les grèves ouvrières conclue avec le gouvernement King » (*Unité prolétarienne*, « Les leçons de l'action des communistes et du P.C.C. lors de la Seconde Guerre mondiale », vol. 2, n° 4, avril-mai 1978, 43) alors que la revue *Mobilisation* décréta, elle, qu'il s'agissait d'une « tactique mécanique et incorrecte » (vol. 4, n° 4, 1975 (?), 17). Tous évitent de répondre à la question : toute grève était-elle correcte dans les conditions de la guerre antifasciste ? Les intérêts immédiats ne devaient-ils pas être subordonnés parfois aux intérêts de toute la classe ouvrière qui étaient alors de tout mettre en oeuvre pour

militants communistes dans les syndicats eurent diverses attitudes face aux grèves, selon la conjoncture économique, selon le contexte dans l'entreprise, le militantisme des ouvriers ou l'agressivité des patrons. Parfois, ils soutenaient et organisaient eux-mêmes les grèves contre les patrons qui cherchaient à profiter du gel des salaires ⁴⁷ ; parfois ils étaient contre telle ou telle grève, en particulier la grande grève des mineurs dirigée par John Lewis aux États-Unis, et ils firent adopter des pactes de non-grève dans plusieurs syndicats au nom de l'intérêt supérieur de la lutte contre le fascisme. En fait, plus la guerre avançait, plus les communistes adoptaient une attitude de collaboration avec le gouvernement ⁴⁸. Le P.C.C. se fit même dépasser sur sa gauche par la C.C.F. qui, elle, refusait toute collaboration avec le gouvernement King qu'elle espérait remplacer prochainement, favorisait des grèves et centrait sa propagande sur la nécessité du socialisme au pays « pour une plus grande justice en temps de paix mais aussi pour gagner au plan militaire une guerre menée au nom de la démocratie ⁴⁹ ». Pour le P.C.C., au contraire, « toute contestation fondamentale des bases de la société canadienne d'aujourd'hui jouait en faveur d'Hitler ⁵⁰ » en divisant les forces démocratiques.

vaincre le fascisme et empêcher que l'U.R.S.S. soit vaincue par Hitler ? Aucune analyse concrète, aucune périodisation dans le travail du P.C.C., aucune référence à la conjoncture internationale, non : on veut « prouver » à tout prix que le P.C.C. était « traître à la classe ouvrière », au mépris de la réalité.

⁴⁷ Soutien à la grève des mineurs de Kirkland Lake contre l'I.N.C.O. ; grève à l'Imperial Tobacco à Montréal en 1942, grève du cuir avec Mme Léo Lebrun, celle des 13 000 ouvriers de l'acier en Ontario et en Nouvelle-Écosse en 1943, celle des ouvriers de Canadair la même année avec Bob Haddow, L. Burman et P. Gélinas, du P.C., grève des employés municipaux à Montréal en 1943 avec Léo Lebrun, actions militantes de Danièle Cuisinier dans les Defense Industries Ltd., de Jean Paré à R. C. A. Victor, de Madeleine Parent et de Kent Rowley dans le textile à Montréal et Valleyfield, etc. Voir DIONNE, op. cit. pp. 182 et ss, et le compte rendu des grèves de la période 1934-1944 que l'on retrouve dans l'ouvrage de Evelyn DUMAS, *Dans le sommeil de nos os*, Ottawa. Leméac, 1971.

⁴⁸ Ce point de vue est développé dans la revue théorique de l'Organisation marxiste-léniniste En lutte ! *Unité prolétarienne*, n° 10, vol. 2, n° 4 : avril-mai 1978, 34-47, « Les leçons de l'action des communistes et du Parti communiste canadien lors de la Seconde guerre mondiale », et dans la revue, théorique du Revolutionary Communist Party (U.S.A.), *The Communist*, « On the character of World War Two », vol. 1, n° 1, oct. 1976, 76-108, et « On the Origins of World War Two », vol. 2, n° 1, 1977, 3-70. Voir également Denis PELLETIER, « Le Parti communiste du Canada et la Deuxième guerre mondiale », travail présenté au département d'histoire de l'U.Q.A.M., mai 1976, 44 p. Pour une analyse de la ligne politique du P.O.P. à partir de 1943, voir DIONNE, op. cit., chap. 3 et 4, « Un nouveau parti de communistes », pp. 192-216.

⁴⁹ C.C.F., *Report of the Sixth National Convention* (1940), dans YOUNG, op. cit., p. 104 (notre traduction).

⁵⁰ *Canadian Tribune*, 14 mars 1942 (notre traduction).

Mais, malgré sa politique de soutien du gouvernement King, ce dernier maintint le P.C.C. dans l'illégalité ⁵¹ jusqu'à ce qu'en 1943, suite à la dissolution de l'Internationale communiste ⁵² par Staline, le P.C.C. se transforme en Parti ouvrier progressiste (P.O.P.).

La création du P.O.P. : 1943

Les dirigeants du Parti entrevoyaient depuis juin 1941 la nécessité de créer un parti légal : déjà, ils avaient mis en place des cadres légaux, tels les *Tim Buck Plebiscite Committees* et le *Communist-Labor Total War Committee* qui étaient plus ou moins tolérés par les autorités. Mais la dissolution de l'Internationale [18] communiste en mai 1943 accéléra sans aucun doute le travail en vue de la création d'un Parti non clandestin. En effet, la résolution du comité exécutif de l'I.C. qui annonça la dissolution de l'Internationale précisait les tâches des P.C. dans les pays comme le Canada : « ... dans les pays de la coalition anti-hitlérienne le devoir sacré des larges masses populaires, et avant tout des ouvriers avancés, est de soutenir par tous les moyens les efforts militaires des gouvernements de ces pays, en vue de l'écrasement le plus rapide du bloc hitlérien et pour garantir l'amitié réciproque des nations sur la base de leur égalité de droit ⁵³. » La question de la révolution n'est pas abordée dans ce texte ; on y prescrit plutôt une tactique d'union large, « sans distinction de parti et de religion » pour vaincre le fascisme. Tout ceci pour faciliter l'ouverture du deuxième front en Europe (et alléger le fardeau de l'U.R.S.S. envahie par les troupes allemandes). Le P.C. canadien pouvait donc voir dans cette déclaration un encouragement à se transformer en un parti légal entièrement dévoué à l'effort de guerre total, donc entièrement prêt à soutenir la politique du gouvernement de Mac-

⁵¹ Le P.C.C. put agir ouvertement sous les noms de *National Council for Democratic Rights* et *Communist-Labor Total War Committee* (fondé en 1942 sur la base des *Tim Buck Plebiscite Committees*) jusqu'en août 1943.

⁵² Sur la dissolution de l'I.C., voir STALINE, (Oeuvres, N. B. E., tome XVI (1941-1949), pp. 91-92 ; CLAUDIN, op. cit., DESANTI, op. cit. Sur l'attitude du P.C. canadien, voir DIONNE, op. cit., pp. 192-195.

⁵³ Texte de la Résolution du présidium du Comité exécutif de l'I.C., 15 mai 1943, point 4, dans CLAUDIN, op. cit., t. 1, pp. 45-47. Signalons que, pour Claudin, la cause immédiate de la dissolution de l'I.C. c'est « la raison d'État stalinienne » : pour Staline, l'I.C. était un obstacle aux négociations avec Churchill et Roosevelt en vue du partage du monde. Selon Claudin, il n'y a eu qu'une consultation formelle des P.C. sur la dissolution de leur organisme dirigeant sur le plan international. Enfin, toujours selon Claudin, cette concession de Staline aux démocraties bourgeoises ouvrait la voie à l'ère de la « coexistence pacifique » qui commença ainsi treize ans avant l'arrivée de Khrouchtchev au pouvoir en U.R.S.S. Pour de plus amples détails sur la réaction du P.C. canadien suite à la dissolution de l'I.C., voir DIONNE, op. cit., pp. 192-202.

kenzie King. En effet, Louis St-Laurent, alors ministre de la Justice du cabinet de M. King, avait déclaré le 24 mai 1943 que « si un autre Parti ou groupement se formait de gens appartenant auparavant à cette organisation (le P.C.C.), toute action ultérieure à leur sujet dépendrait de l'attitude qu'ils adopteraient ⁵⁴ ». La voie devenant libre, les communistes se lancèrent dans une campagne d'organisation et de propagande au cours de l'été 1943 qui déboucha sur un congrès de fondation du P.O.P. au cours duquel les délégués adoptèrent un nouveau programme et des statuts.

Au départ, le P.O.P. se présentait comme le Parti de la classe ouvrière canadienne en lutte pour la victoire future du socialisme. Mais le gros du programme énumérait les tâches des communistes pour la période de guerre et l'immédiat après-guerre et la perspective du socialisme était fort lointaine, c'est le moins que l'on puisse dire, selon les termes mêmes de ce programme. Fervent propagandiste de l'unité nationale pancanadienne comme condition préalable à un effort de guerre total, le P.O.P. croyait que cette [19] unité ne serait réelle que lorsque les revendications des Canadiens français seraient finalement acceptées. En fait, selon le programme, l'égalité nationale des Canadiens français sur le plan politique aurait été gagnée à la faveur des luttes démocratiques menées au 19^e siècle contre le colonialisme britannique. Le P.O.P. était ainsi amené à camoufler le fait que l'État fédéral canadien, issu précisément de ces luttes, reposait en fait sur l'oppression nationale des autochtones et des Canadiens français et que toute cette question ne pouvait être réductible à ses seuls aspects économiques et sociaux, comme si l'aspect politique était réglé.

En somme, le P.O.P. se refusait à réclamer l'autodétermination pour les Canadiens français de peur de favoriser les nationalistes québécois et les profascistes ⁵⁵ alors qu'au nom de la réalité de l'oppression nationale, justement, le P.O.P. aurait pu réclamer publiquement que ce droit soit reconnu aux Canadiens français pour que ces derniers se sentent parfaitement à l'aise et libres d'adhérer à l'effort de guerre et aux sacrifices que cela demandait.

⁵⁴ Louis St-Laurent à la Chambre des Communes, le 24 mai 1943, cité par Tim BUCK, *le Canada a besoin d'un Parti de communistes*, pp. 28-29. Quelque 500 délégués assistèrent au Congrès de fondation du P.O.P. Le nouveau nom fut adopté après un violent débat qui opposa un groupe de militants de Colombie britannique, qui voulait conserver le nom de Parti communiste, à la direction du Parti plus favorable à un nom susceptible de rassurer la population. Tim Buck fut élu leader national et Évariste Dubé, président national. Voir *Reminiscences...* chap. 33, pp. 320-324.

⁵⁵ Trente-six ans plus tard, le dirigeant du P.C. au Québec, Samuel Walsh, reprend la même analyse et tente de la légitimer ainsi : sous le prétexte que les nationalistes québécois de l'époque subissaient l'emprise des fascistes : « Il ne fallait pas s'attendre à ce que les communistes (y compris ceux du Québec) insistent à ce moment-là sur le droit à l'autodétermination »... ce qui « aurait plutôt favorisé Duplessis lui-même ». (S. WALSH, « L'évolution de la position nationale du Parti communiste », dans *le Communiste*, vol. 1, n° 1, févr.-mars 1979, 21-22 et 23.)

C'est au congrès de 1943 que le P.O.P. introduisit pour la première fois, de façon détaillée et ouverte, la question du passage pacifique au socialisme. Pour le P.O.P., le socialisme signifiait « la libération des ouvriers industriels de l'exploitation capitaliste, la libération des petits fermiers de la domination des trusts et des compagnies de prêt et la libération des petits hommes d'affaires de la domination des monopoles ⁵⁶ ». Le P.O.P. voyait conséquemment l'avenir en trois étapes bien distinctes : une étape de « démocratie populaire » (avant que ce concept ne soit popularisé par Staline en 1945 et le Kominform en 1947 à propos des régimes intermédiaires des pays d'Europe de l'Est) alors que la classe ouvrière partagerait le pouvoir avec les fermiers et travaillerait à la réalisation de grandes réformes en alliance avec une fraction de la bourgeoisie, les « petits hommes d'affaires », contre les capitalistes monopolistes ; puis, une étape carrément socialiste, alors que les Canadiens voteraient en faveur de ce type de régime suite aux succès remportés au cours de la première étape, et, finalement, l'étape dite communiste telle que Marx et Engels la définissaient. Se proclamant toujours le « parti du socialisme scientifique » et de [20] « l'internationalisme prolétarien », le P.O.P. considérait que c'est en luttant pour des réformes que progressivement la classe ouvrière s'élève à un stade plus avancé d'organisation et de conscience de classe et que c'est à travers sa propre expérience qu'elle apprend la nécessité de la transformation socialiste de la société. C'est pourquoi le P.O.P. rejetait-il la conspiration et la violence comme méthodes de prise du pouvoir, allant jusqu'à défendre les « institutions démocratiques populaires du Canada » contre les groupes fascisants et les visées réactionnaires des tories. Toute cette conception reposait en fait sur l'illusion que l'après-guerre verrait se développer la coopération pacifique entre l'U.R.S.S. et les démocraties capitalistes, coopération garante de la souveraineté de chaque pays et permettant l'accession pacifique au socialisme sans intervention étrangère.

Sur le plan organisationnel, le Parti adopta une structure en apparence plus conforme au système électoral canadien, les « clubs » régionaux (de quartier, de comté électoral, de région) laissant une certaine place aux « cellules d'entreprise » qui étaient censées former la structure de base du P.C., mais qui, en pratique, n'avaient jamais regroupé plus de 10 pour 100 des effectifs du Parti ⁵⁷. Toutefois, dans une perspective d'union des forces de gauche, le P.O.P. demanda à la C.C.F. « d'élargir sa perspective et de coopérer à une grande fédération de démocrates canadiens renfermant les unions et les groupes de fermiers comme sections affiliées

⁵⁶ Le texte anglais se lisait comme il suit : « Socialism... means to free the industrial workers from exploitation by the capitalist, the small farmers from the domination of the trust and mortgage company, the small business man from the mastery of monopolies », dans Program of the L. P. P., p. 36.

⁵⁷ Selon Ryerson.

et incluant le P.O.P. comme détachement affilié ⁵⁸ », ce que la C.C.F. rejeta du revers de la main.

Le 1er congrès du P.O.P. du Québec

Les 27 et 28 novembre 1943, le P.O.P. tint son premier congrès provincial du Québec à Montréal. La presse du P.O.P. consacra une série d'articles à la question nationale et à la situation québécoise au cours des mois d'octobre et de novembre, pendant que les principaux dirigeants provinciaux donnaient plusieurs causeries radiophoniques, à C.K.A.C. notamment ⁵⁹.

[21]

Cent soixante-douze (172) délégués, représentant 40 clubs du Parti répartis à travers la province assistèrent au congrès ⁶⁰. Les délégués adoptèrent un programme axé sur les thèmes de l'égalité nationale pour les Canadiens français, le relèvement des salaires, la réforme agraire, la nationalisation des monopoles dans les services publics ⁶¹, l'amélioration des conditions sociales (santé, logement, garderies), la réforme de l'éducation (gratuité, extension de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, création d'un ministère de l'Éducation, etc., toutes les réformes qui seront mises en place 20 ans plus tard !), la restauration de la démocratie municipale, à Montréal en particulier, et le droit à la syndicalisation ⁶².

Le P.O.P. se présente comme le « parti de l'unité populaire », le « Parti de la classe ouvrière », le « Parti de la démocratie canadienne », et le « Parti du socialisme scientifique » tout à la fois ⁶³. En conclusion du préambule au programme, on retrouve cette expression condensée de toute la ligne du P.O.P. : « La survivance et le pro-

⁵⁸ *Manifeste du Parti Ouvrier-Progressif*, p. 2.

⁵⁹ Voir en particulier : S. CARR, *The road to a United Canada* », *Canadian Tribune*, 16 oct. 1943 ; J. BOURGET, « Quebec Masses Seek Progress », *C.T.*, 20 novembre 1943 ; E. DUBÉ, « The L.P.P. in French Canada », *C.T.*, 27 novembre 1943 ; Fred ROSE, « In Every City and Village », *C.T.*, 27 novembre 1943. Voir également le journal *la Victoire* qui publia en octobre et en novembre 1943 le texte des causeries prononcées par les dirigeants du Parti à C.K.A.C., dont celle d'Évariste Dubé intitulée « Pourquoi le Nouveau Parti chez nous ».

⁶⁰ Fred ROSE, « In Every City and Village », *Canadian Tribune*, 27 novembre 1943, et « Quebec L.P.P. Meets in First Convention », *Canadian Tribune*, 11 décembre 1943.

⁶¹ Le 20 novembre 1973, Bourget salua l'annonce de la nationalisation de la *Montreal Light Heat and Power* par le gouvernement Godbout et réclama celle de la *Montreal Tramway* (*Canadian Tribune*).

⁶² Pour le bien-être de notre peuple, programme du P.O.P. du Québec, pp. 6- 10.

⁶³ Idem, pp. 4-5.

grès du Canada français ne seront assurés que par l'action résolue d'un peuple dédié au relèvement national, prêt à mâter la résistance des monopoles et à faire triompher la volonté démocratique et populaire ⁶⁴. »

Les années 1944-1945 verront l'application intégrale de cette ligne anti-monopolistique et démocratique, dont la consécration ultime sera l'alliance avec le Parti libéral (la *lib-lab coalition*) de Mackenzie King.

Liberal-Labor coalition

Un événement vint confirmer les dirigeants du P.O.P. dans la justesse de leur nouvelle ligne anti-monopolistique de collaboration avec les Libéraux et d'unité nationale pour un effort de guerre total : nous voulons parler de la célèbre conférence de Téhéran qui pour la première fois réunit les chefs des trois plus grandes puissances de la coalition antinazie, soit Roosevelt, Churchill et Staline, du 28 novembre au 1er décembre 1943, dans le but de fixer l'ouverture du second front en Europe et de régler le sort de l'Allemagne. À cette occasion, les trois dirigeants exaltèrent l'unité de [22] vue, la « fraternité » qui semblaient s'être dégagées de leurs discussions, gages d'un avenir meilleur sans guerres ni agressions. Immédiatement, les Partis communistes du monde entier préconisèrent une politique d'union nationale avec leur propre bourgeoisie dont les exemples les plus frappants restent la France et l'Italie où, pourtant, les communistes dirigeaient des mouvements massifs de résistance antinazie qui auraient fort bien pu provoquer une issue révolutionnaire à la crise de 1944-1945, n'eût été des directives contraires émanant en droite ligne de Moscou. En Chine et en Yougoslavie, Mao Tsé Toung et Josip Broz Tito refusèrent de subordonner la révolution sociale à l'unité nationale à tout prix, pendant qu'aux États-Unis les dirigeants du C.P.U.S.A., Earl Browder en tête, en vinrent à la conclusion que l'existence même du parti était nuisible à l'unité nationale et décidèrent par conséquent de le saborder ⁶⁵ !

Au Canada, dès février 1944, le comité national du P.O.P. adopta une politique conséquente à son programme de 1943 : selon Tim Buck, Téhéran avait ouvert une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité alors que la paix était maintenant ga-

⁶⁴ Idem, p. 6.

⁶⁵ D'ailleurs, le 20 mai 1944, ce n'est plus le Communist Party of the U.S.A. qui se réunit en congrès mais bien la Communist Political Association. Le 13e congrès du C. P. U.S.A., qui se reformera en tant que Parti en 1945, se tiendra le 26 juillet 1945. Voir *Highlights of a fighting History, 60 Years of the Communist Party USA*, New York, International Publishers, 1979, 516 p. : un appendice donne les dates des congrès du C.P.U.S.A., pp. 491-492.

rantie pour plusieurs générations à venir par la coopération des trois grands ⁶⁶. En fait, le P.O.P. prévoyait « une longue période de progrès social ordonné et de réformes progressives dans un monde de paix », oeuvre d'un « large camp démocratique » comprenant « les masses populaires de toutes les classes et partis, libéraux, conservateurs-progressistes, C.C.F. et nationalistes au Canada anglais tout comme au Canada français ⁶⁷. En juin 1944, Tim Buck annonça la conclusion pratique d'une telle analyse : il fallait mettre sur pied une coalition libérale-ouvrière pour battre les Conservateurs et forcer Mackenzie King à concéder des réformes populaires urgentes. Jusqu'à la fin de la guerre, le P.O.P. va ainsi soutenir les Libéraux, tant sur la scène fédérale que provinciale, et critiquer violemment la politique « sectaire » et « gauchiste » de la C.C.F. qui continuait à préconiser le socialisme comme solution immédiate aux problèmes des Canadiens. Aux élections provinciales d'Alberta, d'Ontario et du Québec qui eurent lieu en 1944, à l'élection fédérale de 1945, dans les syndicats du Congrès des métiers [23] et du travail du Canada (C.M.T.C.) et du Congrès canadien du travail (C.C.T.) en particulier, communistes et Libéraux s'unirent contre les socialistes, encore que les Libéraux hésiteront fréquemment à s'associer ouvertement aux communistes.

Au Québec, voyant le danger réel d'une victoire de l'Union nationale, du Bloc populaire ou des deux au sein d'une coalition réactionnaire, le P.O.P. ne présenta que cinq candidats aux élections convoquées par Adélard Godbout en août 1944 et il incita la population à élire les candidats libéraux dans les autres comtés, au nom de la « coalition libérale-ouvrière-démocratique » pour barrer la route à Maurice Duplessis. Michael Buhay obtint 6 512 votes dans Montréal-Saint-Louis, mais ce fut la seule performance digne de mention des candidats du Parti. Comme on le sait, Maurice Duplessis reprit le pouvoir de justesse et cette « victoire partielle des forces de la réaction » fut causée, selon le P.O.P., par la désunion des forces démocratiques, elle-même causée par la C.C.F., qui refusa d'appuyer les Libéraux ⁶⁸.

La crise de 1945

En mai 1945, la revue théorique du Parti communiste français publia un article de Jacques Duclos, membre du bureau politique du P.C.F. et remplaçant de Maurice Thorez parti à Moscou, dénonçant le « browderisme » comme une trahison, une révision

⁶⁶ Tim BUCK, *Canada's Choice : Unity or Chaos*, 1944. Pour une critique de la tactique de coalition libérale-ouvrière, voir John STANTON, *Life and Death of the Canadian Seamen's Union, Steel Rail*, Toronto, Educational Publishing, 1978, 182 p., en particulier le chapitre intitulé « Collaboration, 1944-45 », pp. 36-51.

⁶⁷ *La Victoire*, 26 février 1944, 3.

⁶⁸ P.O.P., *la Leçon des élections provinciales*, s. d., p. 1.

du marxisme-léninisme ⁶⁹. Duclos dénonçait également la liquidation du P.C. américain et condamnait en ces termes l'erreur de Browder : « une révision exprimée dans le concept d'une paix à long terme entre les classes aux États-Unis, d'une possibilité de suppression de la lutte des classes durant la période d'après-guerre et d'une harmonie entre le capital et le travail ⁷⁰ ». Duclos reprochait à Browder d'avoir transformé la déclaration de Téhéran, qui n'était selon lui qu'un document à caractère diplomatique, en une plate-forme politique de paix entre les classes aux États-Unis après la guerre. Enfin, Duclos signalait que les P.C. de Cuba et de Colombie avaient entériné la ligne de Browder ; il ne parlait pas du P.C. canadien, mais son article ne pouvait manquer de provoquer une vive discussion au sein du P.O.P. sur sa propre ligne politique. [24] Le P.O.P. n'avait-il pas reproduit et distribué les principaux ouvrages de E. Browder ? N'avait-il pas proclamé son attachement à ce « grand marxiste », selon sa propre expression ? Inévitablement, la critique de Duclos entraîna une remise en question de la ligne suivie par le Parti depuis le début de la guerre. Selon Tim Buck lui-même, un grand nombre de communistes canadiens se sont interrogés sur la portée de l'article de Duclos concernant le travail même du P.O.P. C'est pourquoi l'exécutif du Parti mit les points sur les « i » pour les récalcitrants.

Buck commença par se montrer d'accord avec la critique de Duclos, ce qui n'a rien d'étonnant : pouvait-il faire autrement devant une critique provenant d'une autorité communiste reconnue, critique émanant probablement de Moscou pour qui Browder était allé trop loin dans la collaboration de classe, et alors que les communistes américains eux-mêmes reconnaissaient maintenant leurs erreurs ? Puis, il prit soin d'indiquer que rien dans le texte de Duclos ne remettait en question la signification donnée par les communistes à la déclaration de Téhéran, « plate-forme de luttes démocratiques » autour de laquelle pouvait être unie une coalition de forces démocratiques « incluant une section de la classe capitaliste » derrière des politiques de plein emploi, de sécurité sociale et de progrès.

Cela dit, l'exécutif national du P.O.P. dut reconnaître que le travail théorique du Parti, en particulier, avait souffert de graves lacunes depuis 1943 : retenons surtout le fait que le P.O.P. n'a jamais combattu les conceptions de Browder, que, bien au contraire, il a salué chaleureusement la parution de son livre *Teheran*. Mais la direction mit l'accent sur les divergences qui se seraient manifestées entre le P.O.P. et le C.P.U.S.A. au cours de la guerre. Après tout, Browder n'avait-il pas liquidé formellement le Parti de la classe ouvrière américaine tandis que les communistes canadiens, eux, avaient créé le P.O.P. basé sur un programme marxiste. Mais cette mise au point de Buck en particulier n'a pas satisfait certains militants, dont ceux qui travaillaient

⁶⁹ *Les Cahiers du Communisme*, Paris, n° 6, avril 1945, 21-38.

⁷⁰ Jacques DUCLOS, « On the Dissolution of the Communist Party of the United States », *Daily Worker*, 24 mai 1945, reproduit en bonne partie dans Sydney HOOK, *World Communism*, Princeton, Van Nostrand, 1962, pp. 165-169 (notre traduction).

à la rédaction du *Pacific Advocate* autour de Fergus McKean, dirigeant du P.O.P. en Colombie britannique. Nous allons rendre [25] compte de sa critique, et de la réplique, de la direction du Parti qui a amené son expulsion du Parti, car le fond de sa critique fut repris quelques années plus tard par le groupe de Henri Gagnon qui quitta le Parti suite au congrès provincial de 1947.

Pour faire échec aux critiques grandissantes contre la ligne du Parti, la direction convoqua une rencontre du comité national du P.O.P. du 10 au 16 août 1945. Entre temps, Fergus McKean avait été suspendu, le 30 juillet, de son poste de leader provincial de la Colombie britannique qu'il occupait depuis 1942 parce qu'il aurait utilisé la discussion sur la révisionnisme comme prétexte pour calomnier la direction du Parti ⁷¹. Lorsqu'il comparut devant une commission spéciale du comité national, McKean dénonça toute la ligne politique du Parti de 1935 à 1945 comme révisionniste et qualifia le P.O.P. de « machine parlementaire et électorale petite-bourgeoise social-démocrate ⁷² ». Pour lui, le programme du P.O.P. n'était qu'une « glorification de la démocratie bourgeoise », « une falsification de la théorie de la révolution socialiste », bref, un abandon complet du marxisme-léninisme. La tactique de coalition libérale-ouvrière ne fut, à ses yeux, qu'une vulgaire tactique de collaboration de classe, une tentative de gagner des sièges au Parlement canadien. Selon McKean, le P.O.P. a accepté le maintien du capitalisme, il a proposé des méthodes pour consolider l'État capitaliste et pour accroître l'activité des monopoles canadiens à travers le monde. Il a prôné le passage pacifique au socialisme, sans révolution et sans destruction de l'État bourgeois ⁷³, etc.

Bien entendu, la direction du P.O.P. se servit de la critique globale et unilatérale de McKean pour couper court à tout débat en profondeur dans le Parti en « assommant » McKean de discours extrêmement virulents de la part des principaux dirigeants de l'heure. Coup sur coup, Tim Buck, Sam Carr, Leslie Morris, Stanley Ryerson, Fred Rose et Gui Caron s'en prirent à tel ou tel argument de McKean, expliquant aux autres militants que critiquer les mots d'ordre du P.O.P. équivalait à rejeter la

⁷¹ McKean fut accusé d'avoir dit à Kardash, leader du P.O.P. au Manitoba, que Buck, Carr, McEwen et T. Hill étaient devenus des agents provocateurs en échange de leur libération de la prison de Kingston en 1935. Mais cette « révélation » de Kardash n'eut lieu que le 12 août 1945 : on ne sait pas pourquoi McKean fut suspendu avant cette date. Voir *Canadian Tribune*, 18 juin 1945.

⁷² MCKEAN, *Communism versus Opportunism*, p. 139.

⁷³ L'attitude elle-même de McKean est fortement critiquable à plusieurs égards : sur la question des clubs, il ne fournit jamais une évaluation du travail pratique de ces derniers en comparaison, par exemple, avec ce que des cellules ont ou auraient fait à leur place. De plus, McKean ne s'autocritique jamais dans son livre pour sa prise de position sans équivoque en faveur de ces clubs en 1943 dans les pages mêmes de l'organe central du Parti... En fait, il ne revient nulle part sur son propre travail, alors qu'il reproduisait exactement le même discours que celui des autres dirigeants.

position de tous les Partis communistes dans le monde durant la période de la [26] guerre ⁷⁴, ce qui éliminait à l'avance toute critique ultérieure venant des militants de la base. En fait, seul le discours de Stanley Ryerson contenait quelques éléments d'autocritique, à propos notamment des illusions que le Parti avait répandues sur la possibilité de prévenir les crises et le chômage après la guerre et à propos de la publication des ouvrages de Browder par le P.O.P. ; il alla jusqu'à dénoncer le « chauvinisme de grande nation » au sein de la section canadienne-anglaise du Parti ⁷⁵.

À la fin de la rencontre, après avoir condamné McKean comme anarcho-syndicaliste, trotskyste et autres qualificatifs du même genre, le comité national adopta des résolutions confirmant la justesse de la ligne suivie par le P.O.P., reprenant du bout des lèvres quelques autocritiques superficielles, et expulsant du Parti McKean et ses fidèles. Ce dernier créa un éphémère Parti communiste du Canada avec sa femme et quelques amis, mais cela ne déboucha sur rien de solide, car ces militants s'étaient isolés des autres membres du Parti par leur critique à l'emporte-pièce. C'est donc dans l'unanimité que les délégués du comité national se quittèrent le 16 août 1945, non sans avoir résolu d'intensifier le travail théorique auprès des quelque 20 000 membres que le P.O.P. comptait alors ⁷⁶.

Mais le P.O.P. n'avait pas examiné en profondeur les conditions qui laissaient entrevoir son déclin futur. Bien sûr, l'heure était plutôt à l'euphorie pour les communistes canadiens à la veille de la capitulation du Japon devant l'armée américaine. En effet, les communistes pouvaient être fiers de leurs succès organisationnels et politiques au cours de la Seconde Guerre mondiale. Non seulement avaient-ils réussi à maintenir leur organisation contre les attaques de l'État qui fit tout en son pouvoir pour la faire disparaître, surtout de 1939 à 1942 environ, mais, en plus, le rayonnement des thèses communistes, aidé du prestige grandissant de l'U.R.S.S. qui battit presque à elle seule les hordes nazies, se traduisit par un accroissement sans précédent du membership du Parti. De plus, le Parti fit élire des députés aux élections provinciales d'Ontario et la section québécoise put s'enorgueillir d'avoir [27] fait élire deux fois Fred Rose au Parlement fédéral en 1943 et 1945 ; sans compter le nombre grandissant, à Toronto et Winnipeg en particulier, de conseillers municipaux élus, et sans compter aussi l'influence énorme des communistes dans le mouvement syndical, à Toronto, Vancouver et Montréal. De plus, la contribution des communistes à l'effort de guerre fut remarquable ; plusieurs donnèrent leur vie sur le front, pen-

⁷⁴ *The L.P.P. and Post-War Canada*, 1945, discours de L. MORRIS, p. 71.

⁷⁵ Voir l'important discours de RYERSON, pp. 81-87, dans *L.P.P. and Postwar Canada* ; aux pages 85-87, Ryerson se démarque carrément des positions chauvines traditionnelles de la direction du Parti.

⁷⁶ Ce chiffre de 20 000 est une estimation ; dix mois plus tard, Buck affirma que le Parti comptait 23 000 membres dans son rapport au 2e Congrès du P.O.P. à l'été 1946 ; voir *For Peace, Progress, Socialism*, p. 36.

dant que leurs camarades organisaient la production tout en défendant les intérêts immédiats des travailleurs contre la bourgeoisie canadienne qui, elle, profita des sacrifices imposés au peuple pour enfanter des dizaines de nouveaux millionnaires ou « one-dollar-a-year-men », du nom des profiteurs qui reçurent des postes dans l'administration et purent ainsi s'enrichir tout en ne recevant qu'un salaire d'un dollar par année...

À l'aube de la « guerre froide » que Churchill avait souhaitée à Fulton, au Missouri, en attaquant l'U.R.S.S., le Parti communiste avait déjà vécu son « époque glorieuse ». Malgré sa force apparente, des faiblesses internes le rendent très vulnérable au mouvement de répression qui prend de l'ampleur. Parmi ces causes internes qui seront déterminantes dans l'explication de son déclin, signalons la précarité de la position des chefs syndicaux communistes, dont la base était loin d'être acquise aux idées communistes elles-mêmes ; la persistance du doute quant à l'orientation nettement réformiste du Parti qui hantait bon nombre de militants peu convaincus par les discours des chefs au comité national d'août 1945 ; la faiblesse chronique du P.O.P. au Québec, malgré une percée qui dota le Parti d'une section canadienne-française forte d'environ 500 membres et sympathisants au lendemain de la guerre ; le chauvinisme persistant dans la section canadienne-anglaise du Parti, les lacunes sur le front théorique et dans la préparation idéologique des militants recrutés pour une bonne part sur une base réformiste ou purement syndicale ; l'échec, tout de même, de la coalition libérale-ouvrière du point de vue du P.O.P. qui ne reçut jamais le crédit attendu pour les compromis qu'il accepta de faire au cours de la dernière phase de la guerre ; l'échec, également, de toutes les tentatives de réaliser l'unité avec la C.C.F. [28] ou, du moins, avec sa base militante plus nombreuse que la sienne. La guerre froide et l'anticommunisme viendront à bout d'un Parti qui avait surestimé sa propre force au lendemain de la guerre.

La Seconde Guerre mondiale fut le théâtre de profonds bouleversements sociaux au Canada et au Québec qui marquèrent durablement le mouvement ouvrier dans sa composition, dans son degré d'organisation et dans ses rapports avec le pouvoir politique et l'État canadien. Mentionnons à titre d'exemples que c'est à la faveur du prodigieux développement industriel provoqué par la participation du Canada à cette guerre que le mouvement syndical put doubler ses effectifs au pays et étendre son influence dans des secteurs nouveaux et importants de l'économie canadienne. C'est également au cours de la guerre que les organisations politiques se réclamant de la classe ouvrière virent grandir considérablement leurs effectifs et leur influence. La

C.C.F. obtint le pouvoir en Saskatchewan en 1944 et devint une solution de rechange sérieuse au pouvoir bourgeois dans plusieurs provinces, tout en menaçant les positions libérales sur le plan fédéral, tandis que les communistes réussirent à effectuer plusieurs percées électorales en Ontario, firent élire deux fois Fred Rose dans Montréal-Cartier au fédéral et obtinrent sans contredit une audience politique plus grande que jamais auparavant dans la population.

Mais dans le cas du P.C.C.-P.O.P., cette percée s'est faite au prix de certains éléments de son programme d'une part et, d'autre part, cela masquait de profondes contradictions qui allaient très rapidement miner de l'intérieur le mouvement communiste Canadien. Nous ne pouvons formuler cette conclusion qu'après avoir examiné toute la politique du Parti communiste canadien au cours de la guerre.

Deux tournants majeurs ont marqué la politique du Parti au cours de la guerre : le premier fut l'abandon de la tactique de lutter sur deux fronts pour forcer l'état-major politique canadien et Chamberlain [29] à mener une guerre antifasciste d'une part, tout en luttant au pays pour faire la révolution d'autre part ; ce premier tournant eut lieu dès le début de la guerre, en octobre 1939. C'est l'invasion de la Pologne par l'U.R.S.S., le 17 septembre 1939, puis la définition nouvelle de la contradiction principale dans le monde par V.M. Molotov en octobre 1939 qu'ont entraîné le recul du P.C. en cette matière. Dorénavant, s'en tenant aux prescriptions de Staline et de l'I.C., le P.C. ne considérera la guerre que sous son angle impérialiste, faisant par conséquent tout en son pouvoir pour saboter l'effort de guerre du pays et transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Cette appréciation et la tactique qui en découlait empêchaient les P.C. dans le monde de tenir compte du caractère antifasciste que la guerre avait dès septembre 1939, et les empêchaient donc d'appliquer la tactique de front uni antifasciste adoptée au VIIe Congrès de l'I.C. puisque, à compter du 1er septembre 1939, toute la bourgeoisie et ceux qui soutenaient l'effort de guerre étaient dans le camp ennemi, au même titre que le fascisme lui-même ! Par ailleurs, cette tactique était suicidaire dans la conjoncture canadienne de 1939 en ce que les conditions d'une révolution au pays étaient inexistantes, ou à tout le moins très peu développées. Cet aventurisme condamna le P.C.C. à un isolement certain, malgré un profond et systématique travail de propagande critiquant le gouvernement et ses mesures répressives de 1939 à 1941 ⁷⁷.

Le second tournant majeur intervint lorsque l'Allemagne nazie envahit l'U.R.S.S. Ce geste modifia en profondeur le caractère de la Seconde Guerre mondiale, unissant les États démocratiques bourgeois au seul pays socialiste au monde dans la lutte commune contre l'Axe. Depuis longtemps, la caractéristique antifasciste de la guerre contre Hitler l'emportait sur la caractéristique impérialiste qui demeura cepen-

⁷⁷ À ce sujet, voir DIONNE, op. cit. pp. 119-130.

dant toujours présente quand on examine de près les buts de guerre des États-Unis ou de l'Angleterre, par exemple. L'invasion de l'U.R.S.S. jeta dans la bataille des forces qui auraient dû, dès le départ, lutter contre l'agression nazie. La signature du pacte germano-soviétique par l'U.R.S.S. rompit objectivement avec la politique d'unité antifasciste du VIIe Congrès [30] de l'I.C. et fut le point de départ d'un retrait systématique de la lutte contre Hitler de la part de l'U.R.S.S. et de l'I.C., au profit d'une dénonciation à outrance des démocraties bourgeoises que l'on tint responsables de la guerre. Le 22 juin 1941 rejeta l'U.R.S.S., l'I.C. et par conséquent le P.C.C. dans le camp antifasciste.

Du jour au lendemain, toute la pratique du P.C. envers le gouvernement King, l'unité syndicale, la C.C.F., le mouvement nationaliste québécois et la révolution canadienne fut modifiée intégralement. Il fallait maintenant s'unir à tous ceux qui combattaient Hitler et combattre ceux qui hésitaient devant l'effort de guerre isoler et détruire les « aventuristes » qui cherchaient à profiter de la guerre pour faire de la propagande en faveur du socialisme, etc. Il faut dire toutefois que dans un premier temps, de 1941 à 1943, le P.C. continua à critiquer sévèrement le gouvernement et à réclamer une politique de démocratisation de l'effort de guerre qui aurait été susceptible de rallier une large fraction de la classe ouvrière et de la population canadienne, n'eût été de l'isolement antérieur du Parti et de la répression gouvernementale qui l'empêchait dans une certaine mesure d'effectuer son travail. Mais, vers la fin de 1942, le Parti eut l'occasion de redevenir un Parti légal ou reconnu comme tel. La dissolution de l'Internationale communiste quelques mois plus tard enleva le dernier prétexte aux autorités pour le maintenir dans l'illégalité. C'est alors que les dirigeants du P.C.C. décidèrent de changer le nom du Parti et d'en modifier le programme au cours d'un congrès régulier en août 1943.

Le nouveau Parti que l'on créa, le Parti ouvrier progressiste, réorganisa les forces communistes sur de nouvelles bases, les « clubs », espérant faire une percée sur le plan électoral. Son programme préconisait bien la victoire future du socialisme, mais ne disait mot de la révolution, de la destruction de l'État capitaliste, abandonnait sa conception antérieure du rôle de la violence dans le processus de changement social, considérait l'État canadien comme une institution presque démocratique et ne parlait aucunement de la dictature du prolétariat. Politiquement, le P.O.P. traduisit [31] cette nouvelle orientation dans une stratégie d'alliances, parfois ouvertes, avec les Libéraux de M. King, afin, disait-il, d'isoler la réaction tory, de gagner d'abord la guerre et d'établir la prospérité d'après-guerre. Cependant, cette stratégie supposait l'abandon quasi-total des grèves et des critiques envers le gouvernement King, pendant qu'il devenait correct de louer le gouvernement King et sa politique d'unité canadienne, de critiquer les « aventuristes » qui organisaient les grèves illégales, de conclure des pactes électoraux avec les Libéraux et de soutenir ces derniers contre la C.C.F. lors de certaines campagnes électorales, au nom de la « coalition libérale-ouvrière ».

Si les dirigeants du P.O.P. ne sont pas allés aussi loin que E. Browder qui liquida le P.C. américain, c'est probablement parce que le contexte politique canadien ne le permettait pas. Cela eût laissé la voie libre à la puissante C.C.F. qui aurait sûrement profité de la disparition de son adversaire le plus direct au sein du mouvement ouvrier. Mais tout au long de la guerre, le P.C. s'inspira largement des conceptions browdériennes, elles-mêmes inspirées du « testament » que légua l'I.C. lors de sa dissolution en mai 1943. Or, nous tirons la conclusion que, pour le P.C., cette tactique d'unité avec les Libéraux contribua à isoler les communistes du mouvement ouvrier radical qui s'était confusément formé dans les luttes contre la crise capitaliste des années trente. Nous avons pu constater que le P.C. a mené à divers moments au cours de la guerre une intense propagande d'un haut niveau politique, impliquant la diffusion de connaissances en économie politique, en relations internationales et en théorie marxiste dans sa presse, à la radio et dans les assemblées publiques, pour expliquer la nature de la guerre, le rôle de la bourgeoisie et celui de la classe ouvrière, la nature de l'U.R.S.S., etc. Ce travail a porté fruit dans une certaine mesure puisque le nombre d'adhérents au Parti augmenta sensiblement, passant de 16 000 en 1939 à 23 000 en 1945 selon certaines estimations et que son influence dans le mouvement syndical connut son apogée au cours de la guerre, malgré son adhésion au *No Strike-Pledge*. Mais la tactique de la coalition libérale-ouvrière hypothéqua tout cet effort et illusionna les propres militants [32] du Parti sur les soi-disant « immenses possibilités de l'après-guerre » ouvertes par la collaboration des trois grandes puissances depuis Téhéran. On crut pouvoir prendre une place politique importante dans l'après-guerre parce que l'on avait soutenu l'effort de guerre et parce que l'U.R.S.S. et le Canada étaient devenus des alliés contre le fascisme ; on crut pouvoir contraindre le Parti libéral à mettre en oeuvre des réformes allant dans le sens des intérêts de la classe ouvrière et on crut que Mackenzie King adopterait une position progressiste à l'échelle internationale, au Nations unies et dans les relations du Canada avec les colonies et les pays sous-développés. Mais la réalité montra que la bourgeoisie monopoliste canadienne n'avait pas l'intention de jouer le rôle que lui prêtait le P.O.P., ni au pays ni à l'extérieur.

Par ailleurs, nous avons vu que jamais au cours de la guerre, ni avant bien entendu, le Parti n'a constitué une réelle solution de rechange au pouvoir bourgeois. Il est bon de le noter, ne serait-ce que pour bien marquer la différence entre la conjoncture canadienne et la conjoncture française et italienne, par exemple. Le Parti sut, par contre, représenter une tendance radicale du mouvement ouvrier canadien en formulant d'abord un programme révolutionnaire au cours des années trente et en critiquant le gouvernement King avant et pendant la guerre sur sa politique étrangère et sa politique intérieure.

Mais, petit à petit, les exigences de la tactique prescrite par Staline et l'Internationale communiste aidant, le P.C. en vint à reléguer aux oubliettes les aspects révolutionnaires de son programme et à soutenir carrément le gouvernement King. Sa

nouvelle ligne réformiste, codifiée au congrès de fondation du P.O.P. en 1943, était conforme à la ligne générale du mouvement communiste international à ce moment-là. De sorte que lorsque la guerre « froide » lui tombera dessus, entraînant un revirement de ligne à 180 degrés de la part du mouvement communiste avec la création du Kominform en 1947, ses propres troupes ne furent pas préparées à un assaut généralisé contre les forces communistes tel qu'il se produisit en Amérique du Nord de 1947 à 1955 environ. Le Parti perdit ses dernières positions dans le mouvement ouvrier à cause [33] de la répression et de la chasse aux sorcières mais aussi parce qu'il n'avait pas su profiter de la guerre pour rompre définitivement avec le sectarisme sans tomber dans le réformisme.

Pourtant, la contribution des communistes canadiens au cours de la Seconde Guerre mondiale et en général auprès des ouvriers canadiens n'est pas à négliger : s'ils ne se sont pas conduits en leaders, les communistes ont du moins donné une forte impulsion aux luttes de la classe ouvrière canadienne pour l'obtention de l'assurance-chômage, pour l'organisation des travailleurs en syndicats industriels, et on peut affirmer que leur inlassable travail de propagande en faveur de politiques sociales progressistes au Canada dans les années 30-50 a connu en bonne partie son aboutissement avec les réformes mises en place par les Partis bourgeois à la fin des années 50 et au début des années 60. Les communistes se sont impliqués corps et âme dans la lutte pour le respect des droits syndicaux et des libertés démocratiques en général au Québec contre le régime Duplessis et ils ont fait l'éducation politique de milliers de jeunes et d'ouvriers tant sur les questions nationales qu'internationales, éducation à laquelle bon nombre de ceux-ci n'auraient jamais eu accès dans la société de l'époque. Sans vouloir exagérer l'importance du Parti communiste/Parti ouvrier-progressiste dans le mouvement ouvrier canadien, il convient tout de même de resituer son rôle à la lumière des récentes recherches en ce domaine. Trop souvent, par calcul politique ou par ignorance, l'historiographie a relégué aux oubliettes l'existence même d'un Parti dont le militantisme et l'idéologie ont pourtant constitué une menace certaine au pouvoir de la classe dominante canadienne.

Robert COMEAU et Bernard DIONNE.

[45]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

Les partis politiques

2. "Le Parti ouvrier-progressiste en crise, 1946-1956."

par Robert Comeau
et Bernard Dionne

[pp. 45-119.]

[Retour à la table des matières](#)

De 1946 à 1956, le Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.) fut secoué par trois profondes crises politiques et idéologiques. En premier lieu, la campagne anticommuniste qui se développa à la faveur de la guerre froide porta de durs coups au Parti avec les procès et condamnations de Fred Rose et Sam Carr pour espionnage au profit de l'U.R.S.S., d'une part, et la répression de la célèbre grève des marins des Grands-Lacs en 1949, d'autre part. Entre temps, la section québécoise du Parti perdit près de la moitié de ses membres à la suite d'une scission survenue à son congrès de 1947. Enfin, les révélations du rapport de Nikita Khrouchtchev au XXe congrès du Parti communiste d'Union soviétique (P.C.U.S.) en 1956 ébranlèrent toutes les instances du Parti. À chaque reprise, le Parti subit des pertes en termes quantitatifs ; mais le plus grave, ce fut l'incapacité du Parti de surmonter la crise de confiance qui suivait chacune de ces épreuves et qui entraînait l'isolement toujours croissant des communistes au Québec et au Canada.

Les crises de 1946 et de 1956 marquent respectivement les débuts de la « guerre froide » et ceux de la « coexistence pacifique » entre les blocs capitaliste et socialiste ; toute analyse de l'idéologie et des pratiques du P.O.P. au cours de cette période doit prendre cette réalité pour cadre et tenter d'en expliquer les effets et les limites sur l'activité propre des communistes au pays. Mais, par ailleurs, chacune des trois crises provoqua de profonds remous au sein du P.O.P. et servit de catalyseur à l'éclatement au grand [46] jour des contradictions internes du mouvement communiste au Québec en particulier. Fred Rose en 1946, Henri Gagnon en 1947 et Gui Caron en 1956 quitteront le P.O.P. pour des raisons radicalement différentes, mais, chaque fois, c'est l'influence même du Parti et de son idéologie auprès des travailleurs québécois qui sera sérieusement ébranlée.

Parallèlement, pourrait-on dire, à cette succession d'événements, le Parti tout entier fut mobilisé dans le grand affrontement historique entre le bloc capitaliste, dirigé par les États-Unis, et le bloc socialiste, dirigé par l'U.R.S.S., affrontement qui éclata après l'échec de la « grande alliance » du temps de la guerre à maintenir sa cohésion face aux problèmes de reconstruction d'après-guerre. De l'automne 1946 au printemps 1947, l'alliance des États capitalistes avec le seul État socialiste au monde produisit des résultats tangibles qui parvinrent à masquer quelque temps les profondes contradictions qui opposaient en réalité les alliés éphémères d'hier : en octobre 1945, les gouvernements de France, du Luxembourg, d'Italie et de Belgique comptaient des ministres communistes en leur sein tandis que le P.C. de Tchécoslovaquie, de Belgique, des Pays-Bas et du Japon remportaient de brillants succès électoraux en 1946. Le P.C.F. devenait le « premier parti de France » ; la République populaire fut proclamée en Albanie, tandis que les P.C. des autres pays d'Europe orientale se préparaient à y assumer la plénitude du pouvoir.

La bourgeoisie d'Amérique et des pays capitalistes européens avait dû faire ces concessions dans le feu de la lutte à finir contre l'Axe. Maintenant que le fascisme était abattu et que les États-Unis apparaissaient, après Hiroshima et Nagasaki, comme la principale puissance économique et militaire du monde, les milieux dirigeants des principales puissances capitalistes estimèrent venu le temps de freiner « l'expansion » communiste en Europe et en Asie.

Il revint à Winston Churchill lui-même de « tirer le rideau de fer » entre l'Europe occidentale et orientale et de lancer la grande croisade anticomuniste qui prendra le nom de « guerre froide ». Dès mars 1947, le gouvernement italien chassa les ministres [47] communistes de ses rangs, et il fut imité peu de temps après par les gouvernements français et belge. Au même moment, la « doctrine Truman » d'aide à la Grèce et à la Turquie contre la révolution achevait de briser la fragile alliance du

temps de guerre. L'adoption du « Plan Marshall » de relèvement des pays touchés par la guerre provoqua la rupture définitive ⁷⁸.

À la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (O.T.A.N.), Staline répliqua par la mise sur pied du Kominform ⁷⁹, du C.O.M.E.C.O.N. ⁸⁰ puis du Pacte de Varsovie ⁸¹ afin de consolider le « camp socialiste » en pleine expansion.

À la chasse aux communistes dirigée par le célèbre « Comité de la Chambre sur les activités anti-américaines » et le procureur général des États-Unis contre les fonctionnaires, enseignants, syndicalistes, comédiens, réalisateurs de films, journalistes et scientifiques soupçonnés d'appartenir au P.C. ou d'avoir des idées communistes ⁸², le bloc communiste répliqua par un durcissement général de la doctrine et

⁷⁸ Sur la rupture de l'alliance, les débuts de la guerre froide, la naissance du Kominform sur les cendres du Komintern, voir Dominique DESANTI, *l'Année où le monde a tremblé : 1947*, Paris, Éd. Albin Michel, 1976, 394 p. L'ouvrage comporte une excellente bibliographie sur ces questions, pp. 383-386.

⁷⁹ Le Bureau d'information des Partis communistes (Komin-form) fut créé après une réunion secrète du 22 au 27 septembre 1947 en Pologne, réunion à laquelle participèrent les représentants des P.C. de l'U.R.S.S., de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie, de la France et de l'Italie, pour « l'organisation des échanges d'expériences et de coordination des activités sur la base d'un accord mutuel » (communiqué du Kominform diffusé quelques semaines après la rencontre, cité par François FEJTO, *Histoire des démocraties populaires*, t. I., *l'Ère de Staline. 1945-1952*, Paris, Seuil, 1971, p. 189.) Sur la réunion constitutive du Kominform, on consultera le compte rendu d'un des participants, Eugenio REALE, *Avec Jacques Duclos au banc des accusés à la réunion constitutive du Kominform*, Paris, Plon, 1958, dont l'authenticité n'a jamais été mise en question ; voir aussi le point de vue des Yougoslaves V. DEDIJER, *Tito parle*, Paris, Gallimard, 1953, et Milovan DJILAS, *Conversation avec Staline*, Paris, Gallimard, 1962.

⁸⁰ Le C.O.M.E.C.O.N. est une alliance économique des démocraties populaires et de l'U.R.S.S. créée en 1949 pour contrer le Plan Marshall.

⁸¹ Le Pacte de Varsovie est une alliance militaire des démocraties populaires et de l'U.R.S.S. créée en 1955.

⁸² Aux États-Unis, le 22 mars 1947, le président Truman émit l'ordre n° 9835 permettant d'enquêter sur la loyauté des fonctionnaires américains ; 90 organisations soupçonnées d'être communistes ou sympathisantes aux idées communistes furent interdites. Richard Nixon fit passer une loi obligeant les communistes à s'enregistrer à la police comme agents de l'étranger en 1948 ; 12 membres du bureau national du C. P. U.S.A. furent poursuivis puis condamnés à 6 mois de prison et 10 000\$ d'amende en vertu du Smith Act selon lequel la reconstitution du C.P.U.S.A. en 1945 visait à renverser le gouvernement des États-Unis ; 108 dirigeants de ce Parti furent également poursuivis en vertu de cette loi et des centaines d'autres durent se cacher, s'exiler ou subir des interrogatoires policiers. Les procès les plus célèbres de la période furent toutefois ceux de Alger Hiss, fonctionnaire, et des époux Éthel et Julius Rosenberg trouvés coupables de trahison et, dans le cas de ces derniers, électrocutés en 1953 malgré une campagne mondiale de protestation. Sur la responsabilité américaine dans le déclenchement de la guerre froide, voir David HOROWITZ, *De Yalta au Vietnam*, Paris, U.G.E., coll. 10/18, 2

de la discipline de Parti. Au nom de la guerre sainte contre le bloc capitaliste, l'U.R.S.S. écrasa toute velléité de « nationalisme » ou d'autonomie dans les démocraties populaires ⁸³ tandis qu'à l'Ouest les communistes furent mobilisés dans d'innombrables campagnes pour dénoncer la guerre de Corée, revendiquer un « Pacte des cinq grands pour la paix » ou faire signer « l'Appel de Stockholm » en faveur de l'interdiction des armes nucléaires. La lutte pour la paix et contre l'impérialisme américain devinrent ainsi les deux motivations essentielles des militants communistes durant les années 1946-1956, y compris des communistes canadiens. Ces derniers, comme tous les communistes et les progressistes du monde capitaliste, seront alors considérés comme autant de traîtres à la nation, d'espions potentiels et d'ennemis à abattre, tandis que tous les corps intermédiaires de la société canadienne, y compris les syndicats et la C.C.F., proclameront leur allégeance indéfectible envers l'ordre capitaliste incarné par l'impérialisme américain et assureront leur soutien concret à la chasse aux communistes que le maccarthysme dirigera dans tout le bloc capitaliste.

[48]

Loin de provoquer un retour à la tactique « classe contre classe » et à une stratégie ouvertement révolutionnaire, cette situation amena plutôt le P.O.P. à mettre de l'avant la lutte pour la paix et pour l'indépendance canadienne face à l'impérialisme américain comme tâches prioritaires. L'examen des thèses adoptées lors des congrès de 1946, 1949 et 1954 le montre aisément et tout ceci est parfaitement conforme, il ne faut pas l'oublier, à la ligne générale du mouvement communiste à travers le monde telle que définie par Staline et par Khrouchtchev aux XIXe et XXe congrès du P.C.U.S. de 1952 et 1956 et telle qu'on peut la retrouver dans le dernier ouvrage de Staline, *Fondements économiques du socialisme en U.R.S.S.*, de même que dans la revue du Kominform justement intitulée *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !* Le nationalisme pancanadien du P.O.P., son anti-américanisme virulent et ses campagnes de dénonciation de l'armement nucléaire constituèrent

tomes ; sur le P.C. américain, Joseph STAROBIN, *American Communism in crisis, 1943-1957*, University of California Press, 1975, et John SOMERVILLE, *The Communists Trials and the American Tradition*, N.Y., Cameron Associates, 1956.

⁸³ Dans le bloc socialiste, l'expulsion de la Yougoslavie de Tito du Kominform en 1948, le « coup de Prague », la mainmise grandissante des P.C. en Pologne et dans les autres démocraties populaires, les grands procès et les exécutions sommaires de « titistes » tels Kostov, Rajk, Clementis et Slansky pour ne nommer que les plus célèbres, et les expulsions des éléments jugés « incertains » dans les P.C. occidentaux, tels André Marty et Charles Tillon du P.C. F., sans parler du maintien de la dictature en U.R.S.S. et des événements de Pologne et de Hongrie en 1956, constituèrent une partie seulement des manifestations de cette politique. Sur cette question, consulter FEJTO, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Seuil, 2 tomes, 1971 (rééd.) ; Fernando CLAUDIN, *la Crise du mouvement communiste, du Komintern au Kominform*, Paris, Maspéro, 2 tomes, et DESANTI, *les Staliniens, une expérience politique, 1944-1956*, Paris, Fayard, 1975.

ainsi une application directe de cette ligne. La conjoncture internationale, les positions de Staline et la répression continuelle dont furent victimes les communistes ne sauraient cependant expliquer à elles seules l'échec certain du P.O.P. à se constituer solution de rechange réelle, de masse, au pouvoir bourgeois au Canada. Nous verrons que l'absence de situation révolutionnaire au Canada et au Québec, de même que les « erreurs », les « limites » et les « insuffisances » propres au P.O.P. et à ses fondements doctrinaux et organisationnels y ont été pour beaucoup dans la réduction du mouvement communiste canadien au rôle du succursale du P.C.U.S. qu'il était devenu à la fin des années cinquante.

I. - La politique générale du P.O.P. de 1946 à 1956

Avant la guerre, la position des communistes sur le passage du capitalisme au socialisme se résumait ainsi : le capitalisme au stade impérialiste est un capitalisme « moribond », selon l'expression de Lénine, et la révolution socialiste prolétarienne, le renversement violent de la bourgeoisie au pouvoir par la classe ouvrière est à l'ordre du jour dans tous les pays impérialistes ⁸⁴. C'est du moins ce [49] que les dirigeants communistes ont cru au cours des années vingt en particulier. La montée du fascisme contribua toutefois à modifier quelque peu ce schéma trop simple. Georges Dimitrov, dirigeant de la IIIe Internationale des Partis communistes, introduisit la notion de « front populaire » au septième congrès de l'I.C. en 1935, comme « forme de transition ou de rapprochement conduisant à la révolution prolétarienne » mais non comme « stade intermédiaire démocratique » entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat, notion confuse inculquant aux ouvriers « l'illusion d'une paisible promenade parlementaire » vers le socialisme ⁸⁵. Le front populaire français, la coopération entre communistes et socialistes, puis entre communistes et « bourgeoisies éclairées » au cours de la guerre pour vaincre le fascisme mirent cette théorie en pratique. Mais c'est le processus d'accession au pouvoir des Partis communistes en Europe orientale après la guerre qui provoqua l'introduction du nouveau concept de la « démocratie populaire » et qui impulsa les mouvements d'unité populaire dans les pays capitalistes pour des objectifs tels que la paix, la sécurité collective, le progrès social et le socialisme.

⁸⁴ V. I. LÉNINE, *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Moscou, Éd. du Progrès, 1969.

⁸⁵ G. DIMITROV, « L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale Communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme », rapport soumis au VIIe congrès de l'I.C. le 2 août 1935, in *Oeuvres choisies*, Paris, Éd. Sociales, 1972, p. 101.

Au Canada, le P.O.P. appliqua sa conception de l'unité populaire avec son slogan de *Liberal-Labor coalition* pour isoler la réaction conservatrice et l'aventurisme de la C.C.F. vers la fin de la guerre ⁸⁶. Bien que cela n'ait que peu à voir avec l'unité populaire dont parlait Dimitrov, Buck justifiait cette ligne par la présence du « gauchisme » de la C.C.F. qui refusait effectivement toute collaboration avec le P.C.C. Le P.O.P. tint son second congrès en juin 1946 afin de faire le point sur la situation d'après-guerre. En ce 25^e anniversaire de la fondation du Parti communiste au Canada, les observateurs prévoyaient une contestation en règle de la direction que Buck avait imprimée au Parti au cours de la guerre ⁸⁷. Au contraire, même si Buck s'auto-critiqua pour avoir encouragé l'étude des œuvres du révisionniste américain E. Browder, il entraîna l'adhésion des militants à une voie intermédiaire vers le socialisme que l'on formula ainsi : « 1946 n'est pas 1917. Les conditions existent pour que la classe ouvrière et le peuple, s'ils consolident leur unité, affaiblissent et contiennent les monopolistes [50] et, à travers la paix, le progrès et la démocratie, avancent vers le socialisme ⁸⁸. »

Il n'était alors plus question de faire alliance avec les « capitalistes éclairés » de la bourgeoisie canadienne ; on revint à l'analyse du début des années trente sur l'État et la bourgeoisie canadienne impérialistes qui cherchent à subordonner le Canada aux intérêts américains. Contre ces monopolistes, la classe ouvrière devenait le leader d'un mouvement populaire qui comprenait « toutes les sections de la population qui sentaient la main lourde du monopole, fermiers, vétérans, ménagères, petits hommes d'affaires et professionnels, pour la défense de leurs intérêts communs ⁸⁹. » L'ennemi principal n'était donc plus telle ou telle fraction, libérale ou conservatrice, de la bourgeoisie canadienne, mais bien la bourgeoisie monopoliste canadienne elle-même.

Mais au fur et à mesure que le capital américain pénétrait au pays et que les États-Unis assumaient concrètement, par la doctrine Truman et le Plan Marshall, leur rôle de leader du monde capitaliste - et donc d'ennemi n° 1 de l'U.R.S.S. et des peuples - le P.O.P. identifiait l'indépendance du Canada comme la question-clef par laquelle le socialisme pourrait se réaliser au pays ⁹⁰. C'est le point de vue que Tim

⁸⁶ P.O.P., *L.P.P. in Postwar Canada, 1945*, pp. 3 à 22 en particulier.

⁸⁷ Voir notamment D. P. O'HEARN, « Communist Convention Will Decide Line », dans le *Saturday Night* du 1^{er} juin 1946, 9. Les 350 délégués représentant 23 000 membres resserrèrent les rangs autour de Tim Buck.

⁸⁸ William KASHTAN, préface à *For Peace, Progress, Socialism*, Tor., L.P.P., 1946, 3 (notre traduction).

⁸⁹ Tim BUCK, Discours d'ouverture au 2^e congrès du P.O.P., dans *For Peace, Progress, Socialism*, Toronto, L.P.P., 1946, p. 56 (notre traduction).

⁹⁰ C'est le point de vue de l'ex-militant communiste N. Penner, que nous reprenons ici à notre compte tout en le complétant, sur les rapports entre la ligne du P.O.P. et celle des P.C. dans le monde, celle de Staline et du P.C.U.S. en particulier. Voir Norman PENNER,

Buck développa lors des rencontres du comité national (équivalent du Comité central, dans la structure communiste traditionnelle) du Parti en 1948 et dans son livre *Canada : the Communist Viewpoint*⁹¹. En clair, le P.O.P. dénonçait la vente à bon marché des richesses naturelles du pays aux États-Unis (c'est l'époque de l'arrivée de l'Iron Ore en Gaspésie), la mainmise de ces derniers sur l'industrie canadienne, la transformation du Canada en base militaire américaine, le suivisme des dirigeants canadiens envers la politique de préparation d'une troisième guerre mondiale par les États-Unis. En somme, le P.O.P. mettait de l'avant tous les thèmes chers aux nationalistes canadiens des années cinquante et soixante.

Pour le P.O.P., il y avait une politique délibérée de la part de la bourgeoisie canadienne, le plan Abbott le démontrait aisément. Du nom du ministre des Finances de l'époque, ce plan visait à [51] maintenir le Canada dans son rôle de pourvoyeur de matières premières (uranium, nickel, fer, amiante et zinc en particulier) aux États-Unis, et d'acheteur de produits manufacturiers à ces derniers, maintenant ainsi le Canada dans une position de sous-développement industriel et de déficit chronique de sa balance commerciale. Contre le Plan Abbott, Buck demandait rien de moins qu'une « nouvelle politique nationale », faisant allusion à la « national policy » de MacDonald en 1873, afin de développer « l'unité populaire » autour d'un plan de relèvement des salaires, de l'industrialisation, du commerce avec les pays sous-développés et du bloc socialiste, etc. Comme le soutient Norman Penner, « ces propositions avaient un caractère réformiste ou social-démocrate, insistant pour une hausse du commerce et une expansion de la production manufacturière canadienne⁹² ». En somme, les dirigeants communistes canadiens réclamaient une politique nationaliste comme si la bourgeoisie canadienne avait eu le choix de sa politique ou comme si les lois marxistes du développement économique avaient soudainement cessé de s'appliquer au Canada. Mais au fur et à mesure que les investissements améri-

The Canadian Left, A Critical Analysis, Scarborough, Prentice-Hall of Canada, 1977, pp. 86 à 108 notamment.

⁹¹ BUCK, Canada, *The Communist Viewpoint*, Toronto, Progress Books, 1949, (2e éd.), 288 p. L'ouvrage est préfacé par Stanley B. Ryerson, alors secrétaire national à l'organisation pour le P.O.P. Il contient trois appendices intéressants sur l'analyse de l'oligarchie financière canadienne. Pour un retour sur cette analyse de Buck, voir « La voie de la révolution au Canada », dans *Unité prolétarienne*, vol. 1, n° 3 (févr. 1977), 12 à 39. En janvier 1948, le rapport de Buck s'intitulait *Keep Canada Independant* et, en mai 1948, *Canada's Path to Peace and Security*; en 1950, le P.O.P. publiera *The Yankee Occupation of Canada*, dénonçant tous les aspects de la pénétration américaine au Canada (y compris la présence de footballeurs américains au pays !). Pour une critique du nationalisme canadien que l'on retrouve à des degrés divers dans les groupes qui sont issus du P.C.C. dans les années soixante, en particulier le Progressive Workers Movement dirigé par Jack Scott, voir « Brève histoire de la lutte pour la reconstruction d'un parti prolétarien », dans *Unité prolétarienne*, n° 7 (vol. 2, n° 1), octobre 1977, 14 à 39.

⁹² PENNER, op. cit., p. 101.

cains inondaient le pays ⁹³, les communistes canadiens raffermirent leur position. Dès 1948, préfigurant la thèse de Staline selon laquelle la « bourgeoisie a vendu la nation pour des dollars », le P.O.P. avançait l'idée que la classe ouvrière devait lever l'étendard national et le faire sien en portant au pouvoir un véritable gouvernement d'unité nationale qui adopterait des politiques favorisant l'indépendance économique, politique, culturelle et militaire du Canada.

Cette nouvelle ligne politique fut codifiée au début des années cinquante dans la formulation « *Indépendance canadienne et Démocratie populaire* ⁹⁴ ». Loin d'être un simple programme nationaliste, ce document énonçait pour la première fois en détail l'application que proposait le P.O.P. aux ouvriers canadiens du modèle de la démocratie populaire : « Ce qu'il faut, disait le P.O.P., c'est un nouveau rassemblement politique, une coalition populaire autour des tâches nationales démocratiques : la lutte pour l'indépendance nationale, pour la paix, pour les intérêts du peuple ⁹⁵. » Cette coalition populaire « comprendra des ouvriers, des [52] cultivateurs, des représentants des classes moyennes des villes, des intellectuels, des professionnels, des artistes, les masses anti-impérialistes du Québec, le Parti Ouvrier-Progressiste, les masses qui appuient la C.C.F., des unionistes, des sections de capitalistes que les trusts américains sont en train de ruiner, des Partis politiques fondés pour défendre des intérêts régionaux et des groupes particuliers de la population, des groupements politiques des classes moyennes s'opposant aux monopoles ⁹⁶ »... La coalition ainsi formée exprimera aussi bien les revendications « de Canadiens qui préconisent l'entreprise privée comme celle de Canadiens qui veulent le socialisme ⁹⁷ ». Ses ennemis seront l'impérialisme américain et la classe dirigeante du Canada, soit « les cercles dominants des trustards qui sont les agents des États-Unis ⁹⁸ »... « Dès le tout début, c'est la classe ouvrière qui sera la section dirigeante, la plus active, de la coalition populaire ⁹⁹. » Le but : élire une majorité au Parlement, former un gouvernement populaire. Mais le P.O.P. rappelle que « la coalition populaire se développera aussi dans les luttes quotidiennes, comme les grèves, les campagnes de pétitions, les démonstrations, la résistance de tous les jours aux fauteurs de guerre et à réac-

⁹³ De 1946 à 1952, le total des investissements américains au Canada est passé de 5,1 milliards à près de 8 milliards de dollars, représentant 77 pour 100 de l'investissement étranger au pays. Ce montant sera de 16,7 milliards en 1960 et ainsi de suite. Voir, entre autres, Kari LEVITT, *la Capitulation tranquille*, Montréal, Réédition-Québec, 1972, p. 78 (tabl. 3).

⁹⁴ C'est le titre du projet de programme de 1952 tel qu'élaboré par le comité national du P.O.P.

⁹⁵ *Indépendance canadienne et Démocratie populaire*, P.O.P., 1952, p. 15.

⁹⁶ Ibidem.

⁹⁷ Ibidem.

⁹⁸ Ibidem.

⁹⁹ Ibidem.

tion ¹⁰⁰ »... Le P.O.P. ne réduisait donc pas la lutte de la classe ouvrière à une simple bataille parlementaire.

Le document précise ensuite la « voie de la démocratie populaire » : adhésion à une politique de paix, de démocratie et d'indépendance et, pour la première fois depuis son existence, le P.O.P. faisait sienne une proclamation du « droit du Canada français à disposer de lui-même, y compris le droit de sécession » ; adoption de réformes constitutionnelles démocratiques, telles que le suffrage universel à l'âge de 18 ans, abolition du Sénat, le droit de révoquer tous les élus par le peuple, renforcement du Parlement, adoption d'une Déclaration des droits, révision du code criminel, réorganisation et extension des services sociaux, politique de logement, introduction du principe « À travail égal, salaire égal » pour les femmes, réseau de garderies, etc.

Sur le plan économique, outre une politique de soutien aux agriculteurs, « les petits marchands et les petits hommes d'affaires [53] bénéficieront de la prospérité croissante d'un Canada en Paix ¹⁰¹. » Mais devant la résistance attendue des trusts à tous ces changements, le gouvernement devra nationaliser les industries clefs, les banques et le commerce étranger, les richesses naturelles, les mines et les ressources hydrauliques, etc. En somme, « il posera les premiers jalons d'une économie planifiée ¹⁰² », lèvera de forts impôts sur les profits et reformera le système de taxation. En conséquence, le P.O.P. voyait la cohabitation de trois types d'économie au pays : une Économie socialiste, le maintien de la petite propriété privée et d'un secteur capitaliste contrôlé par l'État. Ce sera donc le terrain d'une lutte de classes aiguë entre la grande alliance populaire et les trustards. Comme le signale le document, « il est inévitable qu'il y ait une lutte pour transformer la société capitaliste en société socialiste. Il faudra passer des buts démocratiques de l'indépendance nationale et de la paix au but socialiste de la transformation de la société pour laquelle, objectivement, le Canada est déjà prêt. La lutte pour l'indépendance nationale va se fondre avec l'idée grandissante du socialisme parmi les masses du Canada ¹⁰³. » Le P.O.P. rappelait que c'est à travers leur propre expérience que les masses populaires édifieront une voie canadienne vers le socialisme.

Au Québec, les dirigeants du Parti reprenaient cette analyse en popularisant le nouveau slogan du Parti, *le Canada d'abord*, à l'élection fédérale de 1953. Invitant à « briser la dictature des trusts », Gui Caron soutenait que le programme du P.O.P. nous ferait « Maîtres chez nous »... sept ans plus tôt que le Parti libéral ¹⁰⁴.

¹⁰⁰ Idem, p. 17.

¹⁰¹ Ibidem.

¹⁰² Ibidem.

¹⁰³ Idem, p. 21.

¹⁰⁴ Gui CARON, *le Canada d'abord*, 1953.

C'est en 1954 que le P.O.P. adopta le projet de programme proposé par la direction, au cours de son 5e congrès. Ce programme préconisait le passage pacifique au socialisme par le Parlement populaire, sur la base des nationalisations socialistes, dans un État de type nouveau : la démocratie populaire. En cela, le P.O.P. appliquait la stratégie préconisée par Staline lui-même au 19e congrès du P.C.U.S. tenu en octobre 1952, six mois avant sa mort ¹⁰⁵. Mais, encore une fois, l'appel que les communistes canadiens lançaient aux socialistes et aux gens progressistes en général, [54] de même qu'aux petits capitalistes, ne fut pas - ne pouvait probablement pas être - entendu.

II. - Le P.O.P. dans la guerre froide

L'affaire Gouzenko

À l'élection fédérale de juin 1945, le P.O.P. avait obtenu 109 778 votes pour ses 70 candidats et il avait réussi à faire réélire Fred Rose comme député de Montréal-Cartier. Rose, né Rosenberg, était citoyen canadien depuis 1925, année où sa famille arriva de Pologne. Successivement secrétaire national de la *Young Communist League* en 1925, membre du comité exécutif international de la YCL en 1930, membre de l'exécutif du P.C.C., puis du P.O.P., depuis 1929, candidat défait au fédéral en 1935 et au provincial en 1936, Rose fut élu pour la première fois au Parlement fédéral en août 1943 au cours d'une élection partielle où il défit les candidats du Bloc populaire, du Parti libéral et de la C.C.F. (en l'occurrence David Lewis). Il fut réélu le 11 juin 1945 au cours des élections générales avec une majorité de 1 510 voix ¹⁰⁶. Inutile de

¹⁰⁵ Citons le texte de STALINE sur cette question, de fait un bref discours de clôture du XIXe Congrès du P.C.U.S., en octobre 1952 : « The bourgeoisie used to be regarded as the head of the nation : it championed the rights and independence of the nation, placing them « above all ». Now not a trace remains of the « national principle ». Now the bourgeoisie sells the Nation's rights and independence for dollars. The banner of national independence and national sovereignty has been thrown overboard. There is no doubt that it is up to you, the representatives of the Communist and Democratic parties, to lift the banner and carry it forward if you wish to be patriots of your country, if you wish to become the leading force of the nation. There is nobody else to lift it. It is obvious that all these circumstances should lighten the work of the Communist and Democratic parties which have not yet come to power. » Dans PENNER, op. cit., p. 108 (les italiques sont nôtres).

¹⁰⁶ À l'élection de 1943, Rose n'obtint que 261 voix de majorité (la Patrie, 12 août 1943) ; en 1945, les votes qui lui furent favorables passèrent de 5 767 à 9 672 et il augmenta sa majorité à 1 510 voix sur son plus proche adversaire, S. Schwisberg, du P.L.Q. (la Presse, 12 juin 1945).

dire que Fred Rose fut le seul député communiste à avoir siégé au Parlement canadien. Déjà, il avait axé sa campagne électorale sur le thème de la lutte pour la paix ¹⁰⁷.

Mais le 5 septembre 1945, Igor Gouzenko, travaillant pour l'attaché militaire soviétique à l'ambassade de l'U.R.S.S. à Ottawa, demanda l'asile politique au Canada. Or, en quittant l'ambassade, Gouzenko emporta avec lui des documents secrets établissant l'existence d'un réseau d'espions travaillant pour le compte de l'Union soviétique et dirigé par Fred Rose et Sam Carr, respectivement organisateur du Parti pour le Québec et pour l'ensemble du Canada. Dès le 5 février, le gouvernement instaura une commission royale d'enquête ¹⁰⁸, présidée par les juges R. Taschereau et R.K. Kellock, qui interrogea 116 témoins et releva les noms de 20 fonctionnaires, militaires et scientifiques qui auraient communiqué des renseignements aux agents de l'ambassade soviétique au [55] cours de la guerre ¹⁰⁹. La commission publia son rapport le 27 juin suivant ¹¹⁰ après que l'enquête préliminaire et le procès de Rose eu-

¹⁰⁷ Voir Fred ROSE, *la Lutte pour la paix*, P.O.P., 1945, 11 p. ; cette brochure reproduisait le discours qu'il prononça à la Chambre des Communes sur la Conférence de San Francisco le 21 mars 1945. Il est bon de noter que la brochure était préfacée par Daniel Longpré et Danielle Cuisinier, respectivement président et secrétaire du « comité dirigeant du Parti ouvrier-progressif du Canada français », alors que le P.O.P. avait toujours refusé l'autonomie à sa section québécoise ; ce qui n'empêchait pas les militants de jouer sur l'illusion d'un parti propre au Canada français.

¹⁰⁸ Sur la répression qui a suivi la Seconde guerre mondiale, consulter Lorne et Caroline BROWN, *An Unauthorized History of the RCMP*, Lewis & Samuel, édit., Toronto, 1973. Le chapitre 7, « The RCMP and the cold War » (p. 87-98), aborde l'affaire Gouzenko et montre comment le gouvernement canadien ne se soucia pas de respecter les droits démocratiques élémentaires en donnant un chèque en blanc à la R.C.M.P. pour écraser la pseudo-menace communiste. S'appuyant notamment sur l'ouvrage de William REUBEN, *The Atom Spy, Hoax*, N.Y., Action Books, 1955, les auteurs procèdent à une analyse des pouvoirs énormes confiés aux procureurs de la commission d'enquête royale qui devenait en fait un véritable tribunal d'exception. Mentionnons simplement le fait que le rapport de la commission avouait franchement que les témoins n'avaient pas le droit de consulter leur avocat durant les interrogatoires, niant ainsi aux prévenus le droit à une défense pleine et entière. « Some who were later convicted of espionage were convicted largely on their own testimony, given before the Royal Commission. Some who refused to talk were acquitted ; the Crown had no admissible evidence against them. » (Témoignage de Blair Fraser, cité par les auteurs, p. 90.) Les auteurs ont également abordé la destruction du syndicat des marins canadiens (C.S.U.) par le criminel notoire Hal Banks avec la complicité du gouvernement canadien et de la G.R.C.

¹⁰⁹ En fait, après avoir publiquement dénoncé les 20 personnes que le rapport de la Commission identifiait comme espions, le procureur ne put en faire condamner que 10, neuf furent acquittées et une ne fut jamais poursuivie en justice. (L. et C. BROWN, op. cit., p. 89.)

¹¹⁰ Le rapport de la commission royale pour enquêter sur les faits intéressants et les circonstances entourant la communication, par des fonctionnaires publics et autres per-

rent capté l'attention publique comme jamais un procès ne l'avait fait auparavant. La presse s'empara de la moindre déclaration des inculpés pour tenter de démontrer hystériquement que chaque communiste était en fait un espion et que le P.O.P. n'était qu'une couverture pour les activités d'espionnage de l'U.R.S.S. au Canada. Au même moment, la guerre froide se développait entre les États-Unis et l'U.R.S.S., et des cas similaires d'espionnage étaient révélés aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Le P.O.P., devant les aveux mêmes du gouvernement soviétique qui rappela son attaché militaire ¹¹¹, ne put faire autrement que de dénoncer la campagne anti-communiste qui commença dès le début de 1946. Gouzenko n'avait-il pas dénoncé les cellules et les cercles de formation du Parti comme des endroits « où l'on développait graduellement le mobile propre à l'espionnage ¹¹² » ? Et n'avait-il pas conclu que « le Parti communiste, dans les pays démocratiques, s'est depuis longtemps transformé, de Parti politique qu'il était, en une agence du gouvernement soviétique, en une cinquième colonne dans ces pays en vue d'une guerre ¹¹³ » !

Rose en prison, condamné à six ans de pénitencier, Carr en exil aux États-Unis ¹¹⁴, le P.O.P. attaqué par une presse déchaînée, il ne faisait pas bon s'affirmer ouvertement communiste en ces temps difficiles. Mais la plupart des membres, aguerris par les années de la clandestinité, restèrent au Parti malgré la campagne idéologique contre le communisme et la domination de Moscou sur le P.O.P. Comme l'a signalé fort justement l'ex-communiste française Dominique Desanti, « pour un communiste de ces années-là, s'arrêter, mettre en question, douter... c'était flancher, retomber... désertier. La guerre froide exigeait une infanterie de marche-ou-

sonnes occupant des postes de confiance, de renseignements secrets et confidentiels aux agents d'une puissance étrangère, Ottawa, 27 juin 1946, par l'honorable juge Robert TASCHEREAU et l'honorable juge R. L. KELLOCK, 753 p. Sur ce rapport, voir, entre autres, F. A. VOIGT, « A Royal Commission », dans *Nineteenth Century and After*, vol. 140, déc. 1946, pp. 302-313, et W. EGGLESTON, « The report of the Royal Commission on espionnage », dans *Queen's Quarterly*, vol. 53, n° 3, août 1946, 359-378, qui résumait le rapport. On consultera également les revues *Canadian Business*, *Financial Post*, *Maclean Magazine* et *Saturday Night* pour la période 1946-1956, de même que le journal *le Devoir* et la revue *l'Action nationale* pour se faire une petite idée de l'ampleur de la campagne anticommuniste qui déferla sur le pays en ce temps-là ; sans oublier les revues syndicales, dont le Travail (C.T.C.C.) et Trades Labor (C.M.T.C.) qui reprenaient les mêmes refrains.

¹¹¹ Voir le rapport de la commission, pp. 645 à 656, sur la réaction du gouvernement soviétique.

¹¹² Idem, p. 70.

¹¹³ Idem, p. 656.

¹¹⁴ Rose refusa de se défendre devant la commission ; il purgea une partie de sa peine puis retourna en Pologne en 1949. Carr fut démis de ses fonctions à l'exécutif du P.O.P. en 1946, étant en exil aux États-Unis. Le F.B.I. le retrouva à New York et il fut déporté au pays ; condamné à six ans de prison, il vit toujours au Canada. Voir AVAKUMOVIC, op. cit., p. 172.

crève. En ces années, être communiste en Occident exigeait des sacrifices évidents, quotidiens, de carrière, d'argent, de « promotion sociale » comme on dit aujourd'hui ¹¹⁵. » Après tout, l'U.R.S.S. n'était-elle pas la patrie du socialisme ? Ne fallait-il pas lui fournir toutes les informations nécessaires à sa défense contre la menace d'une troisième guerre mondiale ?

[56]

Le P.O.P. du Québec entreprit donc de défendre publiquement Fred Rose qui proclama toujours son innocence ¹¹⁶. Mais la police brisa ses réunions, arrêta Gui Caron et des dizaines de militants, saisit les tracts du Parti et appliqua la « loi du cadenas » pour empêcher le Parti de s'exprimer. *Le Devoir* des 16, 18 et 27 mars 1946 fait état des actions de l'escouade anticommuniste (selon les propres termes du journal) de la police montréalaise contre les militants du P.O.P. En fait, il était pratiquement impossible pour le P.O.P. de réserver une salle pour tenir une assemblée, la police prévenait les propriétaires de salles que la réunion tournerait à la violence à cause des communistes et ainsi de suite. Et quand les communistes se regroupaient devant les portes closes de l'établissement qu'ils avaient loué, la police procédait à des arrestations pour attroupement illégal et saisissait les tracts que les militants tentaient de distribuer à la population. Mais le climat même du procès ou plutôt de la série de procès qui furent intentés à Rose et aux autres fut envenimé par les déclarations des hommes politiques : telle cette dénonciation hystérique de « l'infiltration communiste » par Solon Low, chef créditiste, qui alla même jusqu'à accuser en Chambre Radio-Canada de complaisance envers cette infiltration dans une fonction publique « infestée ¹¹⁷ » ! Ne voulant pas être en reste, Maurice Duplessis déclara en pleine grève à la *Montreal Cotton* à Valleyfield qu'il n'y a pas de place pour les communistes dans Québec ¹¹⁸. Signalons enfin que l'avocat de la Couronne au procès de Rose exhorta les membres du jury à le trouver coupable en les présen-

¹¹⁵ DESANTI, op. cit., p. 137. D. Desanti fut elle-même militante communiste en France de 1943 à 1956.

¹¹⁶ Dans *Yours in the Struggle*, Buck raconte comment la direction du Parti tenta de défendre Rose ; Buck lui-même eut des entretiens avec Rose pour clarifier la situation. On y apprend la profonde motivation en faveur de la paix qui animait Raymond Boyer, un scientifique qui voulait que les découvertes en matière d'armements, d'explosifs et d'énergie nucléaire soient partagées par les grandes puissances, l'U.R.S.S. y comprise, afin d'éviter qu'une de ces puissances ne devienne trop forte et ne soit tentée d'utiliser des armes destructrices. Buck raconte également que, lorsque Rose eut terminé de purger sa peine d'emprisonnement, il ne put se trouver de travail ou, lorsqu'il en trouva, la R.C.M.P. se chargea d'exercer des pressions sur ses employeurs ou ses clients afin qu'il ne puisse exercer de profession ; résultat, Rose demanda asile politique à la Pologne. Voir le chapitre 37, « The Spy Trials », pp. 349-360.

¹¹⁷ *Le Devoir*, 20 mars 1946.

¹¹⁸ Idem, 6 juin 1946.

tant comme les « responsables de la civilisation occidentale devant le monde entier ¹¹⁹ ».

La répression dans le mouvement syndical

Par ailleurs, toute la campagne de presse qui se déchaîna au cours de l'année 1946 ouvrit la voie aux purges anticomunistes dans les syndicats canadiens et québécois de 1947 à 1953 particulièrement. Il faut d'abord signaler à ce propos que le P.O.P. s'était résolument impliqué dans un grand nombre de grèves en 1946 après la grande grève de Ford en 1945 ¹²⁰ qui permit l'obtention de la formule Rand : grève des bûcherons de Colombie britannique, [57] des marins des Grands-Lacs à l'été de 1946 dont l'un des objectifs était, à part la revendication centrale de la journée de huit heures, la création d'une marine marchande canadienne, objectif qui cadrerait bien avec la nouvelle « politique nationaliste » du P.O.P. ¹²¹, sans oublier la célèbre grève des travailleurs et travailleuses du textile à Valleyfield et à Montréal au cours de laquelle Kent Rowley, du P.O.P., fut accusé de sédition et de conspiration et emprisonné pendant six mois, peu de temps après la condamnation de Fred Rose à six ans de pénitencier ¹²².

¹¹⁹ Idem, 17 juin 1946.

¹²⁰ Sur cette grève, voir l'analyse de David MOULTON, « Ford, Windsor, 1945 » dans I. ABELLA, *On Strike. Six Key Labour Struggles in Canada 1919-1949*, Lewis & Samuel éd., Toronto, 1974, le chap. 5, pp. 129 à 161.

¹²¹ Voir J. STANTON, op. cit., pp. 83-94 ; Robert COMEAU, « Le Canadian Seamen's Union : un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier canadien », dans *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 4, mars 1976, 503-538, et R. COMEAU et Jacques SAMSON, « Le Searchlight : journal exemplaire de l'Union des marins canadiens », dans *Stratégie*, nos 13-14, printemps-été 1976, 7-49. Le journal *Searchlight* produit par les dirigeants communistes du Canadian Seamen's Union (C.S.U.) fournit beaucoup d'informations sur la répression dont les membres du P.C.C. furent les victimes durant les années 1936 à 1949. L'article publié dans la revue *Stratégie* aborde à la fois le contenu du *Searchlight* (luttres syndicales, politiques, idéologiques) et son apport culturel au moyen de poèmes, bandes dessinées et caricatures. Ce dernier travail d'analyse concrète d'éléments de « culture prolétarienne » a été élaboré par Jacques Samson.

¹²² Sur le harcèlement dont les communistes ont été l'objet, on consultera Sidney KATZ, « Inside Canada's secret police », dans *Maclean's*, 20 avril 1963 ; Blair FRASER, « Blair Fraser's Column », dans *Maclean's*, 15 janvier 1952 ; W. EGGLESTON, « How to deal with Communists », *Saturday Night*, 65 : 3, 16 mai 1950 ; « Outlaw the Communist Party ? » éditorial du *Canadian Business*, 23 : 8, 10 octobre 1950. Bien entendu, il s'agit ici de quelques échantillons parmi une masse d'articles anticomunistes écrits durant cette période. Sur le contexte syndical, on consultera G. FRANQ, « Comment combattre le communisme », *Trades Labor*, 28 : 40, mars 1940 ; M.I. THOMPSON, « Communism and

C'est donc dans le but de stopper le mouvement gréviste et sa fraction la plus militante, alors que ce mouvement atteignait le record de 139 474 travailleurs en grève pour 4 516 393 journées au Canada en 1946, que la classe dirigeante canadienne et québécoise déclencha la chasse aux communistes et la lutte contre les syndicats combattifs. Le *Financial Post* demanda au gouvernement de « faire le nettoyage » dans les 14 syndicats suivants :

Les Ouvriers unis de l'électricité (C.I.O.)
 Les Ouvriers unis de l'automobile (C.I.O.)
 Les Ouvriers unis de la fourrure et du cuir (C. I.O.)
 Les Ouvriers unis des mines et des fonderies (C.I.O.)
 La Fédération de la Colombie canadienne des ouvriers des chantiers maritimes (C.I.O.)
 Les Ouvriers unis du bois d'Amérique (C.I.O.)
 Les Ouvriers unis des bureaux (C.I.O.)
 L'Union des marins canadiens
 Les Ouvriers unis du textile d'Amérique (A.F.L.)
 Les Ouvriers des chantiers et des scieries
 L'Union des pêcheurs canadiens
 Les Pêcheurs unis et unions affiliées (A.F.I.) ¹²³ (46)

En fait, les communistes eurent à affronter l'alliance du Capital, du clergé, du mouvement nationaliste québécois, de l'État et des dirigeants syndicaux de la C.T.C.C., du C.C.T. (de la F.U.I.Q. après 1952) et du C.M.T.C./F.P.T.Q. au Québec. Le Capital encouragea la formation directe de syndicats de boutique que la Commission des relations de travail accréditait tout en révoquant ou en refusant l'accréditation à des syndicats militants ¹²⁴.

the trade unions », *Canadian Forum*, 27 : 204-205, déc. 1947 ; Gérard DION, *le Communisme dans la province de Québec*, P.U.L., Québec, Services extérieurs d'éducation sociale, « Chrétienté d'aujourd'hui », n° 3, 1949, 22 p. ; Gérard DION, « Les communistes et les unions ouvrières » dans *Relations industrielles*, vol. 11, n° 4, septembre 1956, 234-253, comme autres échantillons d'articles anticomunistes. On consultera les ouvrages suivants pour un point de vue plus « sympathique » aux syndicalistes communistes : Charles LIPTON, *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec, 1827-1959*, Montréal, Parti-pris, 1976, pp. 412-451 ; Victor LEVANT, op. cit., pp. 203-204, et C.S.N./C.E.Q., op. cit., pp. 116-140.

¹²³ *Financial Post*, 2 août 1947, dans *Searchlight*, 11 septembre 1947, 8.

¹²⁴ De janvier 1947 à août 1950, la Commission des relations de travail du Québec révoqua l'accréditation de 12 pour 100 des syndicats, refusa l'accréditation à 17 pour 100 des syndicats qui en firent la demande mais accrédita pas moins de 114 associations directement créées par l'employeur ! Voir Victor LEVANT, op. cit., p. 206. « L'accréditation,

[58]

En plus de diriger une répression impitoyable contre les grévistes en qui il voyait autant de communistes réels ou potentiels, le gouvernement Duplessis encadrait le mouvement syndical dans un tissu de lois qui avaient pour but de l'intégrer encore davantage à l'appareil d'État et d'éliminer tout militantisme syndical ¹²⁵. Il était en cela largement appuyé par le mouvement nationaliste, la S.S.J.B., les périodiques *le Devoir* et *l'Action nationale*, l'École sociale populaire qui rivalisaient de zèle pour publier brochures et articles anticommunistes et antisoviétiques ou pour organiser des conférences publiques sur ce thème ¹²⁶.

Enfin, les dirigeants syndicaux eux-mêmes appuyèrent l'ensemble de la politique étrangère américaine, le Plan Marshall, la création de l'O.T.A.N., la guerre de Corée et ils s'employèrent à « nettoyer » leurs syndicats des éléments communistes qui cherchaient à promouvoir une politique neutraliste de paix et d'indépendance du Canada face aux États-Unis. Jean Marchand, secrétaire-général de la C.T.C.C. définit ainsi l'attitude de sa centrale syndicale face aux ouvriers communistes : « Afin de prévenir l'infiltration communiste dans les rangs des unions ouvrières, la C.T.C.C. demande aux employeurs d'être prudents lors de l'embauche de nouveaux ouvriers qu'ils ne connaissent pas et à la police de collaborer avec les syndicats afin de leur

écrit Levant, était devenue l'arme du Capital pour maintenir sa domination sur le mouvement syndical (p. 207). »

¹²⁵ Lois 5, 60, Code du travail, etc.

¹²⁶ L'École sociale populaire publia certainement une cinquantaine de brochures dénonçant la doctrine communiste, les régimes communistes, les manuels scolaires en vigueur en Chine, etc. Par exemple : *le Manuel anti-bolchevique* (nos 207-208), *Cahier anticommuniste* (217-218), *la Menace communiste au Canada* (254-255) de J.-Papin Archambault ; *Pour le Christ-Roi et contre le communisme* (274-275), *Petit catéchisme anticommuniste* (277) de Richard Arès ; *la Vague communiste* (390), et combien d'autres. *Le Devoir* ouvrait ses pages à François Mauriac qui donnait la réplique à Pierre Hervé de l'Humanité (quotidien du P.C.F.) et il reproduisait fidèlement les causeries des trésors de l'É.S.P., dont celle du R.P. Desjardins qui, le 31 janvier 1946, dénonçait le P.O.P. comme « une cinquième colonne de l'U.R.S.S. au Canada », reprenant ainsi mot pour mot le témoignage de Igor Gouzenko qui était encore inconnu à l'époque... (*le Devoir*, 31 janvier 1946). Il est malheureux que les archives du père Joseph-Papin Archambault, jésuite, organisateur en chef de la lutte anticommuniste au Québec durant cette période, ne soient plus accessibles. Cela rend difficile l'évaluation des liens entre ce jésuite et Maurice Duplessis. Sa correspondance révèle en effet qu'il recevait des fonds pour l'organisation de ses expositions anticommunistes à Montréal à la fin des années trente notamment, de la part du Premier ministre. Cette même correspondance fait état de l'étroite collaboration qui unissait le père Archambault au chef de police de Montréal. Il repérait pour ce dernier les « journaux ethniques à orientation communiste » et l'informait de l'existence de « salles rouges » où les communistes pouvaient se réunir ainsi que des noms des syndiqués rouges. (Documentation consultée par Robert Comeau aux archives de la maison Bellarmin.)

faire connaître les noms des agents communistes reconnus ¹²⁷. » La C.T.C.C. demanda l'interdiction pure et simple du P.O.P. en 1947, 1948 et 1949 ¹²⁸... Avec pareille caution, on ne saurait se surprendre de la brutalité de l'action policière contre les grèves et les communistes au cours des années de la « grande noirceur » au Québec. La lutte anticomuniste fut particulièrement virulente dans les syndicats de métiers de la Fédération provinciale du travail du Québec qui collabora ouvertement avec le gouvernement Duplessis contre le cartel formé par la F.U.I.Q. et de la C.T.C.C. pour le retrait des lois 19 et 20. *Le Monde ouvrier*, organe de la F.T.Q., signalait que « les hommes d'affaires devaient seconder le travail organisé dans sa lutte communiste ¹²⁹ ». En fait, la campagne des syndicats de métiers visait à casser le développement des syndicats [59] industriels plus militants, et l'épouvantail communiste servait bien les fins de cette « aristocratie du travail ».

Le P.O.P. a réagi à la campagne anticomuniste en tentant de montrer que la répression visait tout ce qui était progressiste, militant et combatif dans le mouvement ouvrier et pas seulement les communistes eux-mêmes. Les syndicalistes communistes cherchèrent à freiner l'adoption de politiques anticomunistes lors des congrès syndicaux et ils mirent sur pied le « Comité des droits unionistes » au cours des années cinquante afin d'organiser la résistance contre l'offensive antisyndicale de Duplessis. Le comité publia de nombreuses brochures, dont celles-ci : *Unissons-nous contre les bills 19 et 20* (1954, 12 p.) et *Les ouvriers de Québec luttent pour le droit de s'organiser* (1953). Dans les syndicats locaux, les communistes animaient des comités de défense et publiaient des brochures anti-duplessistes, comme celle-ci, publiée par les Ouvriers unis de l'électricité, radio et opérateurs de machines d'Amérique (U.E.) intitulée *Les ouvriers accusent Duplessis* (1952), qui brossait le tableau des difficultés que rencontraient les organisateurs syndicaux dans le textile, le bois, l'électricité, chez les mineurs d'Asbestos, et dénonçait les attaques aux libertés d'organisation, de presse et de parole au Québec. Les rédacteurs invitaient à l'unité syndicale la plus large « pour repousser victorieusement la contre-attaque de nos ennemis communs : les monopoles et leur ami Duplessis ¹³⁰ ».

Nous disons donc que l'on ne peut absolument pas faire abstraction de cette immense accumulation de forces sociales, politiques et policières qui étaient dirigées contre le P.O.P. en cette période de guerre froide lorsque vient le temps d'examiner le travail du Parti et sa ligne politique. C'est dans pareil contexte que le P.O.P. du Québec fut appelé à définir son orientation conformément à la ligne générale du Parti. Mais disons immédiatement qu'il ne saurait non plus être question d'éviter l'analyse du travail du P.O.P. en lui-même, travail qui ne fut pas exempt d'erreurs,

¹²⁷ *Le Travail*, 10 octobre 1952.

¹²⁸ AVAKUMOVIC, op. cit., p. 208.

¹²⁹ *Le Monde ouvrier*, décembre 1949.

¹³⁰ *Les ouvriers accusent Duplessis*, Ouvriers Unis de l'électricité, 1952, (0), p. 21.

loin de là, comme le débat de 1956-1957 le révéla. Nous allons donc examiner maintenant le contenu idéologique proprement dit des [60] thèses du P.O.P. du Québec tout en nous réservant l'analyse de ses positions sur la question nationale pour le prochain chapitre.

Au Québec comme ailleurs, les militants du Parti consacraient le gros de leurs énergies à la lutte pour la paix, aux luttes syndicales et aux campagnes électorales. Les congrès annuels de la section québécoise du Parti reprenaient les grands thèmes de la ligne du P.O.P. et cherchaient à en appliquer la substance à la réalité particulière du Québec, ce qui entraînait bien entendu des débats majeurs sur des thèmes comme les relations fédérales-provinciales, le contenu d'une nouvelle constitution démocratique, la bataille du P.O.P. pour un code national du travail versus l'autonomie provinciale, la question de l'autonomie elle-même, etc. Mais en règle générale, la propagande du Parti s'employait à présenter Maurice Duplessis comme « un ennemi avéré de la paix, de la sécurité et des droits du Canada français » au même titre que le premier ministre fédéral Louis St-Laurent. C'est là le thème du 9^e congrès du Parti au Québec en 1951. Pour Gui Caron, chef provincial de 1946 à 1956, il y a deux camps au pays : le camp de la guerre et de la réaction, qui regroupe Duplessis, St-Laurent et les trusts, et le camp de la paix et du progrès, qui regroupe les travailleurs et les cultivateurs, la jeunesse opposée à la conscription, les femmes, les classes moyennes, les petits commerçants et les professionnels nationalistes, de même que les masses de l'Union nationale, du Parti libéral et de l'Union des électeurs qui veulent la paix, le progrès et la sécurité. « Lutter pour la paix est (...) le premier devoir des membres du P.O.P. ¹³¹. »

La lutte pour les droits démocratiques, l'amélioration des standards de vie du peuple québécois et la construction du « Parti de la classe ouvrière canadienne, de la nation canadienne-française ¹³² » sont au nombre des autres tâches prioritaires que le rapport présente aux délégués. Évaluant le travail effectué auprès des chômeurs, des locataires et des ouvriers, le rapport énumérait toutes les actions concrètes du Parti qui s'efforçait de traduire dans les luttes quotidiennes une orientation communiste. Dans un article sur cette question rédigé en octobre 1949 par Pierre Gélinas, un des intellectuels les plus en vue du Parti au Québec, ce dernier insistait [61] sur l'urgence d'appliquer « une politique active de masse », c'est-à-dire, « de prendre le programme du Parti et de l'identifier aux luttes quotidiennes des masses ouvrières, d'en faire une chose vivante qui concerne et qui influence la vie immédiate des masses ouvrières ¹³³ ». Car, « en plus de critiquer le système capitaliste et de placer

¹³¹ CARON, *l'Axe St-Laurent-Duplessis : ennemi avéré de la paix, la sécurité et les droits du Canada français*, p. 5.

¹³² Ibidem.

¹³³ P. GÉLINAS, « Le Parti sur le front de l'action », dans *Action*, vol. 3, n° 31, septembre-octobre 1949, 3.

devant les yeux des masses la perspective du socialisme, il est décisif de mener une lutte active quotidienne pour les besoins immédiats de la classe ouvrière, d'organiser la bataille pour les revendications ouvrières les plus urgentes ¹³⁴. » Il insiste également sur le fait que la conscience politique des masses se développe justement à travers leur propre expérience. Mais cette position sera critiquée au sein du Parti par ceux qui croyaient que, ce faisant, les communistes réduisaient leur travail à une agitation de type syndical, et négligeaient leur travail révolutionnaire d'éducation et d'organisation communistes. Or, « vouloir concentrer tous les efforts sur les luttes du prolétariat industriel, faisait remarquer Henri Gagnon, entre autres, c'est tout simplement refuser de conduire la bataille contre le capitalisme dans sa plénitude. C'est réduire la politique communiste au niveau de la politique trade-unioniste ¹³⁵. » Et, plus précisément, « dans certains cas, notre travail se limitera à atteindre certains postes stratégiques pour ensuite régner par décret dans certaines branches du mouvement ouvrier (...) ne pas combattre la tendance économiste, c'est glisser vers le bureaucratisme syndical ¹³⁶ ». À quoi la direction du Parti répliquait ce qui suit : « au lieu de concentrer tous les efforts vers le support et la participation active aux luttes du prolétariat industriel, (la minorité veut) s'en isoler, négliger le travail industriel et porter l'attention surtout sur les rapports avec des groupements en dehors du prolétariat industriel ¹³⁷ ». La direction faisait allusion ici aux thèses défendues par Henri Gagnon et son groupe au 5e congrès provincial du Parti en 1947 à l'effet que les communistes devaient établir des liens avec les locataires, les organisations nationalistes québécoises et les jeunes travailleurs chrétiens notamment.

Il ne saurait être question de trancher ici un pareil débat opposant deux conceptions du travail pratique parmi le peuple. Signalons toutefois au passage que tout Parti communiste est aux prises [62] avec ce problème théorique et pratique qu'engendre sa « liaison aux masses ». Selon la théorie léniniste du Parti, le marxisme est

¹³⁴ Idem, p. 5. Sur cet aspect du travail des communistes, on lira avec profit le chapitre 3 consacré « À la défense des intérêts immédiats » dans l'ouvrage de Marcel FOURNIER, *Communisme et Anticommunisme au Québec*, pp. 59-83, chapitre consacré essentiellement aux années trente, mais dont la conclusion demeure d'actualité pour les années cinquante également : « Les militants sont conscients de certaines faiblesses de l'orientation « économiste » de leur action syndicale (...) Mais, pour la plupart issus de milieux populaires, ils peuvent facilement comprendre l'attitude des ouvriers qu'ils tentent de mobiliser et respectent leurs convictions politiques et religieuses, leurs craintes, leur niveau de conscience. Ils évitent ainsi d'assimiler les intérêts des travailleurs qu'ils organisent en syndicat à leurs propres intérêts de militants (et de membres du Parti). Le syndicalisme apparaît comme un moyen non pas tant de consolider l'organisation du P.C. (recrutement, contrôle d'appareils syndicaux, etc.) que de fournir aux travailleurs un instrument pour se défendre eux-mêmes (p. 83). »

¹³⁵ *Contribution*, 8 février 1949, n° 3, article de Henri GAGNON, 8-9.

¹³⁶ Idem, p. 15.

¹³⁷ Ibidem, extrait d'une résolution du 5e Congrès provincial du P.O.P. tenu en 1947.

inculqué à la classe ouvrière de l'extérieur par les intellectuels. Livrée à elle-même, la classe ouvrière n'aurait qu'une conscience étroitement liée à la satisfaction de ses intérêts économiques immédiats pour lesquels l'organisation syndicale a été créée. Le rôle du Parti, à la différence de celui des syndicats, est davantage politique. Il consiste à élever la conscience des ouvriers de son stade trade-unioniste à un stade politique, au stade de la conscience de classe et à canaliser les différentes facettes de l'action ouvrière vers l'objectif suprême : la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière représentée par son Parti d'avant-garde, l'établissement de la dictature du prolétariat, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'instauration du socialisme puis du communisme. Mais comment inculquer ces notions dans le travail quotidien des militants communistes, dans un syndicat par exemple ? C'est là le rôle des cellules d'entreprise dans la structure léniniste ou des « clubs ouvriers » dans la nouvelle structure du Parti depuis 1943 ¹³⁸.

¹³⁸ Selon la conception « marxiste-léniniste », l'organisation du Parti sur la base des cellules communistes d'entreprise (en plus des cellules de quartier) est la seule façon d'entretenir une liaison réelle et soutenue avec les masses ouvrières. À son 5^e congrès, l'Internationale communiste avait affirmé qu'un Parti communiste « ne peut être considéré comme une organisation de masse sérieuse que lorsqu'il possède des cellules puissantes dans les usines (*les Questions d'organisation au 5^e Congrès de l'Internationale communiste*, brochure éditée par la « Cellule militante ouvrière », C.M.O., Montréal, 1975, p. 47) ». C'est en juillet 1943 que le P.O.P. est traversé par un débat autour de la question de la structure de base que doit se donner le nouveau Parti ; le 10 juillet, Sam Carr propose dans *Canadian Tribune* que la nouvelle unité de base du Parti ne soit pas la cellule d'entreprise mais plutôt le « club » ou la « branche », regroupant de 50 à 70 membres d'un territoire donné. Au Congrès d'août 1943, on précise que « exceptionnellement le comité provincial pourra recommander que certaines branches ou clubs soient organisés sur la base de l'occupation ou de la langue (*Constitution du P.O.P.*, 1943) ». Selon S.B. Ryerson (1979) l'importance de ce changement de structure aurait été largement exagérée puisque le P.C.C. n'aurait jamais eu un nombre important de ses membres regroupés dans des « cellules d'entreprise » (moins de 10 pour 100). Selon cet ex-dirigeant, donc, un pareil changement « formel » n'avait pratiquement pas d'effet, mais il officialisait la pratique des clubs ouvriers larges, plus accessibles que les cellules clandestines. Les « marxistes-léninistes » voient au contraire dans ce changement une des manifestations de la transformation du P.C. en un Parti réformiste et non plus révolutionnaire : « Selon nous, la cause fondamentale du rejet par le P.O.P. des cellules communistes d'entreprise comme structure de base de son organisation c'est son passage à la politique réformiste ; c'est l'abandon de la lutte révolutionnaire de masse au profit de la lutte légale, principalement de la lutte électorale. Toutes les mutations qu'a subies la ligne de ce Parti entre 1935 et 1945, sa transformation de Parti de la révolution en un Parti réformiste, ne pouvaient pas ne pas avoir d'incidence sur sa structure organisationnelle (François SEGUIN, op. cit., p. 267). » Déjà, Fergus McKean, après avoir dans un premier temps défendu le changement en faveur des clubs dans le journal du Parti, s'était élevé en 1945 contre cet abandon des structures léninistes traditionnelles. Ce point de vue est repris par le groupe En Lutte ! dans sa revue Unité prolétarienne. Pour une analyse des positions de McKean et du débat dans le Parti en 1943 et

En plus de diriger le travail syndical, le travail de mobilisation des chômeurs, des locataires, des femmes et des groupes défavorisés en lutte pour la satisfaction de leurs revendications immédiates, les membres du Parti doivent en recruter les éléments les plus conscients, les plus révolutionnaires et leur fournir une perspective politique socialiste, autrement dit, montrer que seul le socialisme fournira une solution durable aux problèmes du peuple. Faire le lien entre les besoins immédiats et la question du pouvoir politique, de la lutte pour la paix et l'indépendance du Canada, de l'oppression nationale des Canadiens français, devenait ainsi la tâche quotidienne des membres du Parti. Pour la direction du Parti, la classe ouvrière, et en particulier les ouvriers regroupés dans la grande industrie, constituait la cible privilégiée de sa propagande en même temps que la base naturelle de tout parti communiste. Pierre Gélinas exprimait alors la nécessité, non pas de s'en tenir aux revendications élémentaires des masses mais bien de « faire passer » le programme du Parti dans le travail quotidien des militants [63] communistes. Lorsque les communistes s'impliquaient dans la lutte contre la hausse des tarifs du transport à Montréal, lorsqu'ils faisaient élire Harry Binder à l'hôtel de ville de Montréal comme conseiller, lorsqu'ils participaient à l'organisation des « Assises nationales de la Paix » au Québec, quand ils recrutaient des membres pour les syndicats des électriciens, des tisseurs, des ouvriers de la fourrure, des mineurs, des ouvriers de l'avionnerie ou de l'automobile, ou qu'ils mettaient sur pied le « comité des droits unionistes » en 1953 pour lutter contre les lois 19 et 20 de Duplessis, ils le faisaient certainement pour gagner davantage de personnes à la cause du communisme. Mais il arrivait très souvent que les militants communistes s'en tenaient à leur travail d'organisateur syndical et négligeaient « l'éducation communiste des masses » ou se contentaient de répéter les clichés habituels sur les victoires du socialisme en U.R.S.S. sans vraiment partir des besoins et de la situation concrète de la classe ouvrière québécoise, d'où une baisse des effectifs du Parti constatée en 1951 par Gui Caron, constat qui sera répété en 1956, baisse attribuée à la faiblesse du travail idéologique et au caractère non systématique de la concentration des communistes en milieu industriel.

Comme nous l'avons précédemment montré, il faut rajouter à ces causes l'offensive idéologique et répressive des forces conjuguées du capital, de l'Église, de l'État et des chefs syndicaux réformistes contre les communistes qui connaissait alors son apogée au cœur de la guerre de Corée. Cette offensive avait même forcé le P.O.P. à suspendre la publication de son journal *Combat*, interdit et saisi en 1948 en vertu de la loi du Cadenas ¹³⁹. Mais par ailleurs le P.O.P. rencontrait au Québec la concurren-

1945 sur cette question, voir B. DIONNE, « La politique du Parti communiste canadien au cours de la Seconde Guerre mondiale », thèse M. A. (Histoire), U.Q.A.M., 1979, pp. 192-216 et 259-262.

¹³⁹ À ce sujet, voir l'article de Camille DIONNE, membre dirigeant du Parti au Québec, dans le mensuel *Clarté* d'octobre 1956. Pour Dionne, le Parti n'aurait jamais dû suspendre la publication de *Combat* à ce moment-là ; il aurait dû tout tenter pour le publier

ce idéologique et politique de deux grandes forces sociales : la social-démocratie et le libéralisme, qui disputaient à l'idéologie clérico-nationaliste en perte de vitesse la position dominante dans le mouvement ouvrier québécois.

La C.C.F. incarnait bien sûr la social-démocratie avec un programme certes anti-communiste mais également anticapitaliste et réformiste. Au Québec, elle était implantée dans la F.U.I.Q. principalement. Or la lutte que cette dernière mena de concert avec [64] la C.T.C.C. contre les lois antisyndicales de Duplessis amena bon nombre de ses dirigeants à rejeter et l'U.N. et les Libéraux, et à préconiser la formation d'un Parti de travailleurs sur la scène provinciale. Le Parti libéral qui, comme on le verra, se présentait « solution de rechange démocratique » à Maurice Duplessis sera son principal concurrent dans le mouvement ouvrier. C'est en 1954 que Philippe Vaillancourt de la F.U.I.Q. proposa la création d'un comité conjoint d'action politique pour « que les mouvements ouvriers soient représentés à l'Assemblée législative ¹⁴⁰ ». Sur la base d'un Manifeste regroupant les principales revendications exprimées par le mouvement ouvrier organisé ¹⁴¹, les Raymond Lapointe, Fernand Daoust, Roméo Mathieu, P. Vaillancourt et J.V. Morin souhaitaient la mise sur pied d'un nouveau Parti de travailleurs au Québec ; comme le signala le secrétaire général de la F.U.I.Q., Roméo Mathieu, « il y a une possibilité de lancer dans le Québec un parti politique qui aura un programme probablement très parent de celui du parti C.C.F., mais qui aura un caractère distinctement québécois. C'est la seule solution à nos problèmes ¹⁴². » Mais les partisans d'un appui à une C.C.F. davantage reliée au mouvement syndical l'emportèrent sur ces derniers au congrès de 1955 de la F.U.I.Q. Ceux qui préconisaient un Parti travailliste québécois fondèrent alors la Ligue d'action socialiste qui devait se consacrer à un travail d'éducation en faveur d'un socialisme démocratique québécois ¹⁴³. Cette dernière tentative aboutira plus tard à l'éphémère Parti socialiste du Québec de Michel Chartrand et autres, pen-

clandestinement car, sans presse hebdomadaire, le Parti ne peut vraiment rejoindre les travailleurs.

¹⁴⁰ F.U.I.Q., « Vers plus d'unité syndicale », les Nouvelles ouvrières, organe du C.C.T., mars 1954, cité par Roch DENIS, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, p. 159. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹⁴¹ F.U.I.Q., « Manifeste au peuple du Québec », dans *Constitution et Manifeste politique*, 14 mai 1955.

¹⁴² *Le Devoir*, 7 juin 1954, cité par Roch DENIS, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, Montréal, 1979, p. 161.

¹⁴³ Outre l'ouvrage de Roch Denis qui fait la synthèse de ces débats sans toutefois mentionner l'existence même du P.O.P. puis du P.C., ce qui est une grave lacune, signalons la thèse de Michel GRANT, « L'action politique syndicale et la Fédération des Unions industrielles du Québec », thèse de maîtrise (rel. ind.), Université de Montréal, 1968, 176 p., et Louis-Marie TREMBLAY, *le Syndicalisme québécois, Idéologies de la C.S.N. et de la F.T.Q., 1940-1970*, Montréal, P.U.M., 1972, 286 p.

dant que les partisans de l'appui à la C.C.F. se regrouperont dans un tout aussi éphémère Parti social-démocratique puis dans le Nouveau Parti démocratique fondé en 1961. Au même moment, les libéraux P.E. Trudeau, Gérard Filion, Jean Marchand, Gérard Pelletier et Gérard Bergeron, dans *Cité libre* et ailleurs, préconisaient l'union des « forces démocratiques » pour d'abord renverser Duplessis tout en s'opposant, bien entendu, à la « chimère » d'un Parti de travailleurs au Québec.

Durant cette période d'effervescence politique, le P.O.P. apparut de moins en moins capable d'influencer les débats au sein du [65] mouvement ouvrier à cause de la répression et de son propre isolement d'une part, mais également à cause de la profonde division des militants communistes francophones sur la question nationale qui hypothéqua le travail du Parti de 1947 à 1956.

Les élections fédérales de 1953, notamment, illustrèrent la baisse radicale de la popularité du Parti au pays, alors que les 100 candidats du Parti ne recueillirent que 59 622 votes contre 636 310 à la C.C.F. (rappelons que le P.O.P. en avait recueilli près de 110 000 en 1945). Dans Montréal-Cartier et dans Spadina-Toronto, deux châteaux-forts communistes pendant la guerre, le nombre de voix obtenues par les candidats du P.O.P. passa respectivement de 10 413 et 10 050 en 1945 à 869 et 1 938 en 1953. La ligne nationaliste du P.O.P., centrée sur le slogan *Le Canada d'abord!* ne saura mettre fin à son chauvinisme, ce qui contribua certainement à maintenir hors du Parti un groupe important de communistes francophones du Québec, et ce qui aura des effets négatifs à long terme sur l'influence que le Parti avait dans le mouvement ouvrier. Au cours des années cinquante, Gui Caron et d'autres dirigeants de la section québécoise du Parti tenteront de corriger cette erreur historique, mais ces efforts seront lourdement hypothéqués, comme nous allons le voir maintenant, par les effets de la crise de 1947 et l'expulsion du groupe de Henri Gagnon ¹⁴⁴.

III. - Le P.O.P. et la question nationale québécoise

Dans cette section, nous présenterons d'abord les principales prises de position du Parti (de 1943 à 1947) sur la question de l'oppression nationale du peuple québécois et le débat opposant Oscar Roy à Henri Gagnon à l'automne 1947 sur la question des relations fédérales-provinciales. Après avoir rappelé l'activité de Gagnon à la Ligue des vétérans sans logis et les dissensions qui s'en suivirent, nous tenterons d'expliquer la scission qui s'est produite au 5e Congrès provincial du P.O.P., en octo-

¹⁴⁴ Voir, à ce sujet, Gui CARON, « Les 30 ans du Parti de la nation », dans *Action*, organe du P.O.P., mars 1952, 1 à 5.

bre 1947. Nous confronterons les diverses interprétations de cette crise et décri-
rons les relations entre le groupe dirigé par Gagnon et le Parti ouvrier-progressiste.

[66]

Les positions du P.O.P. de 1943 à 1947

Au moment du « front national pour la victoire », le P.C. insiste plus que jamais sur la nécessité de cimenter l'unité du Canada français et du Canada anglais au sein du front uni ¹⁴⁵ sans reconnaître, à ce moment-là, le droit à l'autodétermination de la nation québécoise allant jusqu'à comprendre le droit de séparation, reconnaissance pourtant essentielle si l'on veut travailler à l'unité. Un seul exemple de chauvinisme anglo-saxon à l'égard des francophones : la brochure *A National Front for Victory* qui fait précisément appel à la solidarité des Canadiens français ne sera pas traduite en français. La lutte contre les privilèges de la nation canadienne-anglaise que devait mener la direction du Parti n'a jamais pris beaucoup d'ampleur. Durant cette période le P.C. luttait surtout pour « l'égalité des salaires pour les ouvriers canadiens-français et canadiens-anglais, pour la reconnaissance du français dans les forces armées et une représentation adéquate de ce groupe au sein des organismes qui planifient l'effort de guerre ¹⁴⁶ ». Le Parti jugeait indispensable le relèvement des conditions de vie des Canadiens français pour obtenir leur adhésion à l'effort de guerre. Sur le plan politique, on oublie que la Confédération fut imposée aux Québécois et que ces derniers n'ont jamais obtenu la pleine reconnaissance de leurs droits nationaux et politiques. Les Québécois n'ont jamais eu le droit politique de décider librement, sans aucune forme de contrainte, de leur avenir politique.

La direction actuelle du Parti communiste québécois justifie ainsi son refus de reconnaître ce droit démocratique à l'époque, comme nous l'avons vu précédemment : « C'était au Québec que le fascisme avait sa plus forte emprise au Canada. Ses représentants, abusant des sentiments nationaux légitimes des Canadiens français, tentaient de les transformer en sentiments nationalistes extrêmes. Il ne fallait pas s'attendre à ce que les communistes (y compris ceux du Québec) insistent à ce moment-là sur le droit à l'autodétermination ¹⁴⁷. » Et encore : « Parce que Duplessis fut élu sur une vague nationaliste qu'il exploitait « au coton » avec ses droits provinciaux contre la réalisation de l'égalité nationale, le Parti considérait qu'il fallait met-

¹⁴⁵ BUCK, *A National Front for Victory*, p. 16.

¹⁴⁶ Idem, p. 17 (notre traduction) Du même auteur, *Canada in the Coming offensive*, p. 7.

¹⁴⁷ Samuel WALSH, « L'évolution de la position nationale du Parti communiste », dans *le Communiste, revue théorique et politique du Parti communiste du Québec*, vol. 1, n° 1 (janvier-mars 1979), 21-22.

tre l'accent justement sur la lutte [67] pour l'égalité nationale. Mettre de l'avant le mot d'ordre d'autodétermination nationale dans ces circonstances, aurait plutôt favorisé Duplessis lui-même ¹⁴⁸. »

Dans la question du plébiscite de 1942, le P.C.C. mène une énergique campagne pour le « oui » à travers ses *Tim Buck Plebiscite Committees*; à son congrès national de février 1942, il se prononce en termes non équivoques en faveur de la conscription obligatoire ¹⁴⁹. Ce n'est qu'en 1944 que le Parti comprit que la nécessité de lutter contre le fascisme n'exigeait pas d'utiliser cette mesure contraignante : le 10 novembre 1944, le P.O.P. appuyait la politique de volontariat de King. La campagne en faveur de la conscription pour le service outre-mer avait sans doute contribué à isoler le P.C. et le journal *la Victoire* au Québec. Ce journal s'était prononcé sans nuances pour la conscription, ce qui représentait une nouvelle fois l'imposition de la volonté de la majorité anglophone au détriment de la minorité francophone. Évidemment, il insistait sur les revendications pour une démocratisation de l'effort de guerre. Le fait que les communistes du Québec défendaient moins chaleureusement la conscription que leurs camarades du Canada anglais a peut-être contribué à infléchir la position du Parti en 1944. Il serait nettement exagéré de voir dans le refus du P.O.P. de soutenir le mouvement anti-conscriptionniste la cause de la scission de 1947, comme le soutient Charles Halary : « Le P.O.P. ne pouvait donc soutenir le mouvement anti-conscriptionniste contre ce gouvernement auquel il s'était rallié dans la pratique. Cette attitude entraîna l'apparition de militants oppositionnels dans la section québécoise du P.O.P. parmi les ouvriers francophones ¹⁵⁰. » Il est vrai que la démarcation avec les nationalistes canadiens-anglais réactionnaires aurait dû se manifester plus tôt et que l'appui à une mesure aussi contraignante que la conscription n'était pas nécessaire. Le P.C.C. n'a pas su voir dans l'échec du « oui » au Québec à la conscription une manifestation réelle, mais mal canalisée, d'une résistance à l'oppression nationale. Au contraire, il explique ses piètres résultats par les manigances d'une poignée de traîtres : « Êtes-vous satisfaits Messieurs les isolationnistes, arrivistes et cabotins politiques ? Votre triomphe est complet ¹⁵¹. »

[68]

Le chauvinisme de la direction du Parti est tel qu'il va jusqu'à rendre responsables de l'infériorité économique et sociale des canadiens français ses propres dirigeants nationalistes réactionnaires. La bourgeoisie canadienne n'aurait rien à voir

¹⁴⁸ Idem, p. 25. Voir également les notes 25, 35, 55 de l'article précédent du présent tome.

¹⁴⁹ *Resolution of the National Party Conference, 1942*, page 8.

¹⁵⁰ Charles HALARY, « Étude de la question nationale dans les formations sociales impérialistes : le cas du mouvement ouvrier québécois », Doctorat en sociologie, Université de Montréal, février 1977, page 274.

¹⁵¹ *La Victoire*, 14 mars 1942, 2.

dans l'oppression nationale des Québécois puisque cette infériorité est due aux agents québécois de l'ennemi fasciste : « En prenant conscience d'elle-même la nation réalise de plus en plus que les raisons fondamentales de son infériorité économique et sociale sont surtout dues à ces soi-disant sauveurs de la race qui n'ont jamais été autre chose que des agents de l'ennemi fasciste ¹⁵². » De même, pour isoler les « Quislings » du Québec, le P.C. n'hésite pas à faire appel au gouvernement central : « The offensive against quislingism must be carried forward with relentless vigor, the alleged subsidizing of fascism in Quebec by the multi-millionnaire insurance magnates of Montreal must be made the subject of immediate and public investigation by the federal authorities ¹⁵³. »

Le Parti communiste considérait le gouvernement libéral au pouvoir comme un allié contre les forces de la réaction... Bien plus, on peut retrouver dans *la Victoire* des analyses qui ne sont pas exemptes de racisme. Ainsi on rendra les Canadiens français responsables de leur propre infériorité : « Ce qui est vrai, et ce qu'il faut que nous sachions bien, c'est que l'Anglais est plus économique que nous, qu'il est plus prudent, plus sage, plus pratique dans le placement de ses économies et surtout qu'il a en lui un sens, un véritable instinct de l'union et de la coopération qui font complètement défaut aux Canadiens de langue française ¹⁵⁴. »

Au Congrès de 1943, le Parti a mis au cœur de son programme « l'Unité nationale » et le « progrès démocratique ». On a déjà montré comment il semblait placer l'intérêt national du Canada au-dessus des intérêts de classe : « Notre première préoccupation a toujours été, est et sera toujours de défendre les intérêts nationaux de notre pays, le Canada. Nous sommes un produit de la démocratie canadienne ¹⁵⁵. »

Durant la guerre déjà, le Parti s'engage à raffermir sa collaboration avec la bourgeoisie dans la période d'après-guerre : « L'unité [69] solide des alliés, fondée sur l'unité d'action dans chaque pays, *unité de toutes les classes*, est la garante de la victoire. Cette unité devra survivre à la guerre. C'est pour elle que les peuples du Commonwealth, de l'U.R.S.S., des États-Unis, de la Chine et des autres pays alliés réalisent le programme de progrès démocratique proclamé par la Charte de l'Atlantique ¹⁵⁶. » Et dans *LPP and Post War Canada* : « La lutte que nous aurons à mener pour l'unité nationale après la guerre devra prendre pour base des propositions que tous les démocrates pourront accepter, indépendamment de leur classe, de leur reli-

¹⁵² Idem, 30 janvier 1943, 3.

¹⁵³ S.B. RYERSON, « Quebec - Touchstone of National Unity », dans *Canadian Tribune*, 24 avril 1943, 7.

¹⁵⁴ *La Victoire*, 28 novembre 1942, 2.

¹⁵⁵ BUCK, *Canada needs a Party of Communists*, p. 20 (notre traduction).

¹⁵⁶ BUCK, *le Canada a besoin d'un Parti communiste*, p. 19.

gion ou de leur allégeance politique ¹⁵⁷. » Ce rapprochement avec la bourgeoisie aura des conséquences directes sur le programme des communistes au chapitre des réformes sociales et des relations fédérales-provinciales. En effet, le P.O.P. voit dans le gouvernement central un instrument privilégié (aux dépens des gouvernements provinciaux jugés très réactionnaires) pour accomplir des réformes sociales, dont il critiquera par ailleurs les modalités. Comme les autres progressistes du Québec qui seront « fédéralistes » par opposition à Duplessis, le P.O.P. considère qu'il est possible de modifier le statu quo constitutionnel s'il peut permettre au fédéral d'assurer une meilleure redistribution des richesses et des services. Déjà au printemps 1938, dans un mémoire soumis à la Commission Rowell-Sirois, le P.C.C. préconisait une « centralisation fédérale » justifiée pour assurer une plus grande égalité entre les Canadiens français et les Canadiens anglais. On a longtemps maintenu l'illusion que, par des réformes, le gouvernement central pouvait apporter une solution définitive à l'oppression nationale : « L'Unité nationale est nécessaire afin d'établir pour la première fois les droits minoritaires des Canadiens français en garantissant au peuple du Québec des droits économiques, sociaux, culturels égaux à ceux des autres provinces et en imposant au gouvernement central l'obligation d'assurer aux Canadiens français la jouissance de ces droits ¹⁵⁸. »

Nous ne reviendrons pas sur les efforts menés par Paul Délisle, Emery Samuel et Stanley Bréhaut Ryerson pour amener la direction centrale du Parti à accorder plus d'importance à la question québécoise ¹⁵⁹. Tim Buck et Stuart Smith, qualifiés de chauvins par [70] Emery Samuel, seraient responsables de la persistance de cette attitude méprisante envers la question québécoise. Dans *Thirty Years*, le secrétaire général du Parti, Tim Buck, ne fait qu'indiquer en passant que les communistes canadiens-français s'intéressaient à cette question : « While fighting in the Party for more energetic advocacy of the Party's demand for the right to full self-determination to the people of French Canada ¹⁶⁰. » Dans son histoire du Parti, Buck énonce ainsi la position retenue par le Plenum de janvier 1943 : « The struggle for the right to national self-determination has yet to be won in French Canada but the bourgeoisie will not lead it ; the bourgeoisie has become an enemy of that ideal. Today, only the working class will lead the democratic forces of French Canada to full national self-determination ¹⁶¹. » Le programme du Parti ouvrier-progressiste de 1943 n'apporte pas de changements significatifs sur la question nationale du Qué-

¹⁵⁷ *L.P.P. and Post War Canada*, p. 16.

¹⁵⁸ *Clarté*, 11 juin 1938, 3.

¹⁵⁹ À ce sujet, consulter les enregistrements sonores de la conférence prononcée par M. Emery Samuel dans le cadre d'un séminaire sur l'histoire du Parti communiste du Canada, au département d'histoire de l'U.Q.A.M. en 1974.

¹⁶⁰ BUCK, *Thirty Years*, p. 189.

¹⁶¹ Idem, p. 182.

bec. Le plus souvent c'est encore la lutte pour l'égalité des droits économiques et sociaux, sans impliquer la reconnaissance explicite du droit à l'autodétermination qui est mise de l'avant : « The Party presses the governments, provincial and federal, to take immediate measures to redress the burning grievances of the French Canadian people. It fights for the establishment of explicit constitutional guarantees of the cherished language rights of the French-Canadians. It works to win the support of English Canada for the achievement of full national equality for the French-Canadian people ¹⁶². »

La même année voit la publication de l'ouvrage *French Canada* de Stanley Ryerson. L'auteur poursuit sa réflexion théorique et historique en reconnaissant maintenant le statut de nation au Canada français ¹⁶³, ce que Fred Rose refusait au nom de la définition stalinienne. Selon le propre témoignage de l'auteur, *French Canada* aurait créé certains remous au sein de la direction puisqu'il affirmait : « It is important to understand the fact that the democratic struggle of French-Canadian people during the whole of preceding period (leading to Confederation) had been a *struggle for the right of national self-determination* for their right as a nation to choose their own form of state. (...) The French-Canadian attitude toward the Confederation proposals was dominated by a [71] profound concern lest the right to their own state be denied them by the English-Canadian majority ¹⁶⁴. » Ryerson ne remettait pas alors en question l'absence « d'égalité politique » mais seulement les inégalités « sociales, culturelles et économiques », conformément à la ligne du Parti. Ainsi, écrivait-il dans *le Canada français*, sa tradition, son avenir (1945) : « La nation canadienne-française a conquis son indépendance politique et ses libertés démocratiques, il y a cent ans ; mais au point de vue économique, social et culturel elle se trouve encore dans une situation d'infériorité vis-à-vis du Canada anglais. La lutte pour l'égalité nationale complète, intégrale, se poursuit encore aujourd'hui ¹⁶⁵. » En 1972, dans une mise au point importante, il réfuta cette position qu'il défendait en 1943 : « On ne saurait prétendre que la question nationale fut résolue en 1848 (et en 1867) qu'en attribuant à l'aspect politique, étatique, de l'autodétermination un rôle tout à fait secondaire. L'inégalité nationale, pour nous à cette époque, était une question centrée sur les conditions sociales et économiques (l'essentiel de l'égalité politique étant déjà acquis grâce aux luttes des années 1830 et 1840 ¹⁶⁶. »

De la fin de la guerre jusqu'au 5e Congrès provincial d'octobre 1947, l'accent fut mis sur la lutte pour l'égalité dans le cadre constitutionnel existant. En mai 1947,

¹⁶² *Programm of the LPP*, pp. 9-10 (1943).

¹⁶³ RYERSON, *French Canada. A Study in Canadian Democracy*, Toronto, Progress Books, 1943, pp. 63-64.

¹⁶⁴ Ibidem.

¹⁶⁵ RYERSON, *le Canada français*, p. 10.

¹⁶⁶ RYERSON, *le Capitalisme et la Confédération*, Parti pris, 1972, page 509.

Oscar Roy explicitait ce point de vue : « Si la lutte pour l'autonomie du Québec et son égalité avec les autres provinces est légitime, ce n'est qu'en autant qu'elle vise d'abord « l'égalité sociale et économique du peuple québécois », c'est-à-dire dans un premier temps ou à court terme, « l'égalité des salaires avec le reste du pays » et pour la « reconnaissance des droits démocratiques dont le droit d'organisation sans intervention d'une police d'État ¹⁶⁷. » En 1946, dans « La question nationale et l'impérialisme canadien », S.B. Ryerson reconnaissait comme légitime l'aspiration du Canada français à l'autodétermination ; il soutenait que la « lutte pour obtenir une distribution plus équitable du revenu national pour l'ensemble des provinces allait de pair avec l'égalité nationale du Canada français et son droit en tant que nation à disposer d'elle-même ¹⁶⁸. » « We uphold the right of self-determination for French Canada including [72] the right to secede, to form a separate state should its people so desire. We place the struggle for genuine national equality as a major task of the working class in the fight for progress, democracy and socialism. We uphold the federal principle in the Canadian constitution as necessary recognition of the national character of French Canada. We advocate specific guarantee of national rights, and *fight for the achievement of conditions of real national equality for the French Canadian people*. But we are not nationalists. And the thing that distinguishes us from nationalists is this, that for us the national demands are relative, conditional, while the proletarian aim of overthrowing capitalism and achieving the victory of the working class is absolute and unconditional ¹⁶⁹. »

Ce ne sera qu'en 1952 que le droit à l'autodétermination du Québec sera explicitement reconnu, cinq ans après l'éclatement de la section québécoise du P.O.P. En 1952, Guy Caron explique le nouveau programme : « Le programme a ceci d'unique qu'il est le seul programme jamais publié par aucun parti politique au Canada qui pose le problème de la reconnaissance du droit du Canada français à disposer de lui-même.

¹⁶⁷ Roy, *Combat*, 1947, p. 1. Guy Caron (« La lutte du Canada français pour l'égalité nationale », dans *Action*, sept. 1947, 12) explique le point de vue de Buck exprimé lors d'une discussion au Comité national du Parti en mai 1947 et résumé dans *Action* en sept. 1947 : « Il (Buck) ajouta que l'un des principaux buts de notre Parti était d'aider le Canada français à obtenir le droit de la nation à disposer d'elle-même d'une manière véritablement démocratique. À cette fin, le camarade Buck fit bien remarquer que la condition indispensable (...) est une action pour réaliser dès maintenant la pleine égalité nationale du Canada français. » Pour connaître la position du P.C.C. en mai 1947, voir BUCK, « French Canada versus Duplessis, LPP National Committee Meeting, May 1947 », dans *Our Fight for Canada*, pp. 299-300.

¹⁶⁸ RYERSON, « La question nationale et l'impérialisme canadien », dans *National Affairs Monthly*, octobre 1946 (vol. 13, n° 10). Traduction française résumée, 9 pages. La citation provient de la page 8 de ce texte tiré à part (s. 1. ni d.).

¹⁶⁹ Idem, page 302. Ce point de vue ne semble pas avoir été repris dans la presse du parti avant 1952.

Le programme déclare que le Canada français est une nation et que l'union des deux nations au Canada ne peut se réaliser et se préserver que sur la base de la reconnaissance par les Canadiens de langue anglaise des pleins droits et de la souveraineté y compris le droit de sécession du Canada français. Il déclare que le Canada de langue anglaise ne saurait imposer au Canada français aucune institution, changement social ou politique contre la volonté du peuple de Québec. Il proclame : « L'avenir du Canada français sera décidé par le peuple canadien-français lui-même ¹⁷⁰. » Le programme ajoute : « Les droits arrachés à la classe dirigeante britannique par le peuple canadien-français doivent être préservés et garantis, (...) y compris la reconnaissance du français comme une des deux langues officielles du Canada et le droit à un gouvernement provincial autonome en ce qui a trait au contrôle de l'éducation et autres matières qui concernent particulièrement les Canadiens français ¹⁷¹. »

[73]

La question des relations fédérales-provinciales

Dans la revue *Action*, bulletin de la section québécoise du P.O.P. du mois de septembre 1947, un véritable débat est amorcé sur cette question. Une première contribution de Buck soutient que « des modifications de l'Acte (*BNA act* de 1867) dans les sections qui touchent à la responsabilité des services sociaux, de la santé publique, etc., peuvent très bien être introduites sans la moindre atteinte aux droits politiques et culturels des masses canadiennes-françaises ¹⁷² ».

Henri Gagnon, dans « Discussion sur les relations fédérales-provinciales », se dit d'accord avec l'établissement d'un « plan de réformes sociales à l'échelle canadienne. Cela en vue, dit-il, d'opérer une redistribution plus équitable du revenu national ¹⁷³. » Il y dénonce les attitudes négatives de Duplessis à l'égard des ententes fédérales-provinciales, affirme qu'il est erroné de s'opposer à tout changement constitutionnel et que « la lutte pour une législation sociale unifiée, pour l'égalité

¹⁷⁰ CARON, « Les 30 ans du Parti et la Nation », *Action*, mars 1952.

¹⁷¹ Ibidem.

¹⁷² BUCK, « Le Canada français contre Duplessis », *Action*, sept. 1947. Sur la question du droit à l'autodétermination, Buck écrivait alors : « Les Canadiens français ne peuvent obtenir le droit véritable de disposer d'eux-mêmes que par la défaite politique des trustards et de leurs serviteurs (p. 8) », car « la seule voie pour obtenir le droit véritable de la nation à disposer d'elle-même est d'unir toutes les forces démocratiques contre les trustards (p. 10) ».

¹⁷³ GAGNON, *Action*, septembre 1947, 24.

nationale du Canada français, est une partie intégrante de la bataille pour le droit de détermination nationale ¹⁷⁴ ».

La contribution d'Oscar Roy intitulée « Sur des points soulevés par le camarade Gagnon » ¹⁷⁵ fait le procès de Gagnon qui « exprime certains différends avec la ligne politique du parti », à son avis. Il reproche à Gagnon de traiter la question des réformes sociales en réformiste, « comme si, dit-il, en lui apportant une réponse nous devons solutionner tous les problèmes ». Il lui reproche également de ne pas mentionner le fait que le but du Parti « n'est pas d'apporter une solution aux problèmes de la bourgeoisie, mais bien de changer de système économique et social ». Enfin, Roy reproche à Gagnon de s'appuyer sur des auteurs bourgeois réclamant des changements constitutionnels pour fonder son point de vue. Détectant « l'existence d'une certaine teinte nationaliste » qui devient un peu plus loin une « tendance inquiétante », il dénonce l'expression « faux nationalisme » attribuée par Gagnon pour caractériser Duplessis : « Le camarade Gagnon dit que le nationalisme de Duplessis est un « faux nationalisme » (...) D'où on ne peut faire [74] autrement que de conclure qu'il y a un vrai nationalisme qui, étant « vrai », doit être supporté. (...) Pour les marxistes, la question ne se pose pas de savoir s'il y a un vrai ou un faux nationalisme ¹⁷⁶. » Oscar Roy dans son attaque concluait : « La teinte nationaliste apparaît dans différentes parties de l'article du camarade Gagnon. Et assez souvent pour démontrer qu'il y a là, sur ce point, une idée complète et bien développée et non pas seulement des fautes de formulation. (...) Dans la présentation des propositions pour des changements constitutionnels, dans la justification de ces propositions, par l'argument « qu'ils serviraient les vraies aspirations nationales », par l'idée qu'il donne que ces changements sont le seul but du Parti, plaçant ainsi des limites très étroites à la lutte. (...) Cette lutte pour le socialisme, le camarade Gagnon n'en parle pas. (...) Il n'avance pas de perspective marxiste. Il trahit chez lui des tendances nationalistes ¹⁷⁷. »

Au 5e Congrès d'octobre 1947, le P.O.P. exige pour réaliser l' « égalité nationale » une législation sociale couvrant tout le pays. Cette revendication implique une redistribution des pouvoirs de taxation et une augmentation des responsabilités du fédéral ¹⁷⁸. Dans la nouvelle entente fédérale-provinciale que le P.O.P. proposera à ce congrès, « afin de permettre au Canada d'amender sa propre constitution », on remettait au fédéral l'entière responsabilité des « services sociaux, du contrôle des prix, des salaires minimums des services de secours aux chômeurs », soutenant la

¹⁷⁴ Idem, 26-27.

¹⁷⁵ Oscar Roy, *Action*, sept. 1947, 31.

¹⁷⁶ Idem, 32-33.

¹⁷⁷ Voir *Combat*, vol. 1, n° 47 (23 octobre 1947), 1. « Le 5e Congrès provincial du P.O.P. attaque la politique anti-nationale de Duplessis. »

¹⁷⁸ Programme du P.O.P., dans *Combat*, vol. 1, n° 47, 1.

« reconnaissance du droit du Canada français à l'égalité nationale ». Cette entente constitutionnelle proposée par le P.O.P. aurait été particulièrement mal reçue par les militants soi-disant « nationalistes » regroupés autour de Henri Gagnon. Avant d'analyser le fameux congrès de 1947, rappelons brièvement l'activité de Henri Gagnon à la Ligue des vétérans sans logis.

**Henri Gagnon et la Ligue des vétérans sans logis
(octobre 1946-août 1947)**

À son retour du front, Henri Gagnon a été particulièrement sensibilisé par le problème de la rareté des logements, étant donné l'absence de construction domiciliaire pendant la guerre. Gagnon [75] entreprit une lutte pour obtenir des logements par des moyens radicaux : l'occupation sauvage, ce qu'on a désigné sous le terme : Mouvement des « squatters ¹⁷⁹ ». Gagnon considérera le travail auprès des sans-logis aussi important que le travail en milieu syndical, on lui en fera grief en 1947.

La ligue des vétérans sans logis est fondée par des militants communistes fin septembre 1946. Gagnon, qui avait été très actif au sein des Jeunesses communistes au début des années 40 et qui était déjà impliqué dans l'organisation des « vétérans sans logis », est désigné par le comité provincial pour prendre en charge le travail de cette organisation. Il en est officiellement vice-président. Selon Choko, « il semble qu'au début la Ligue ait eu comme objectif de servir de base de harcèlement contre la Légion canadienne, que l'organisateur provincial de langue anglaise, Harry Binder, voulait tenter de noyauter ¹⁸⁰ ». La fougue avec laquelle Gagnon se lancera dans la bataille, dès octobre 1946, occasionnera certains problèmes d'encadrement aux dirigeants du P.O.P. Ce mouvement fut le plus important mouvement de revendication des travailleurs portant spécifiquement sur la question du logement dans toute l'histoire de Montréal. Gagnon, partisan de l'action directe, n'est pas étranger à l'orientation radicale qu'a prise la Ligue des vétérans : « Mais la Ligue, plutôt que de faire valoir des revendications, va opter pour un mouvement d'occupation, ce qui sera accepté par la direction provinciale du P.O.P., H. Binder suggérant même l'idée d'occu-

¹⁷⁹ Sur ce sujet voir l'intéressant travail effectué par Marc CHOKO, *Cent ans de crises du logement à Montréal*, vol. 1 (1861-1939), C.R.I.U. - Université de Montréal, avril 1979, 302 pages. L'Annexe C porte sur « le mouvement des squatters de 1946-1947 », pp. 252-270. Choko rapporte que pas moins de 400 à 500 articles de journaux ont couvert ce sujet en moins d'un an (p. 254). Pour pousser l'analyse de ce mouvement populaire des sans-logis, le cadre théorique de France Fox PIVEN et Richard A. CLOWARD, auteurs de *Poor Peoples' Movements. Why They Succeed. How They Fail*, New York, Pantheon Books, 1977, serait très pertinent. Voir chapitre 1er de leur ouvrage : « The Structuring of Protest », pp. 1-40.

¹⁸⁰ CHOKO, op. cit., p. 258.

per des maisons de jeu. Il semble toutefois que les dirigeants du P.O.P. n'avaient pas prévu que le premier « squatter » serait H. Gagnon, qui devient ainsi le porte-parole de la Ligue et son président, le 24 octobre 1946. Assez rapidement des dissensions vont apparaître au sein de la direction provinciale du P.O.P., les membres de langue anglaise, entraînés par H. Binder, voulant faire cesser le mouvement d'occupation ¹⁸¹. »

Henri Gagnon, qui réintégrera le Parti après en avoir été exclu en 1947, s'est expliqué en 1956 sur ses difficultés avec la direction provinciale : « Le camarade Binder exprimait l'avis qu'il fallait cesser le mouvement des « squatters » et que la « prise des maisons [76] de jeu » par les vétérans jetait de la confusion dans le public et que l'angle anti-vice portait préjudice au mouvement des « squatters ». J'étais d'avis contraire, de plus j'expliquais que cette affaire de maison de jeu loin de nuire renforcerait notre mouvement. Je fus assez surpris de cette position de Harry car l'idée originale de prendre une maison de jeu venait de lui-même. Cependant, après une discussion assez vive, il me fut permis de continuer ces opérations ¹⁸². » Le travail de Gagnon continua d'être critiqué. Les militants anglophones vont être retirés un à un de la Ligue et diverses rumeurs vont courir, accusant Gagnon de gauchisme, pour finir six mois plus tard sur le ton de la calomnie, alors qu'il était absent de Montréal pour un stage de formation à l'école du Parti à Sudbury. Selon Gagnon, « voilà ce qui se disait en certains milieux : L'affaire des vétérans est plus nuisible au Parti qu'elle ne lui aide. L'idée s'étendra parmi les personnes qui ne connaissaient rien des activités de la Ligue que ce n'est pas là une lutte révolutionnaire mais de l'humanisme. Le camarade Brunelle pour sa part ira beaucoup plus loin, il déclarera qu'il est impossible d'accomplir ce travail sans l'aide de la police. Au camarade Dubé, il dira plus encore, il déclarera que Gagnon n'est nul autre qu'un agent de la RCMP ¹⁸³. »

On peut facilement comprendre que les solides costauds du groupe de Gagnon inquiétaient la nouvelle direction du P.O.P. formée davantage d'intellectuels respectables plus à l'aise dans les soirées culturelles que dans les occupations de logis ¹⁸⁴. Cette direction provinciale qualifiée par Gagnon et Samuel de « libérale », « petite-bourgeoise » et « embourgeoisée » sera effectivement peu encline à encourager et applaudir les fougueuses initiatives de Gagnon qui ne se laissait pas encadrer facile-

¹⁸¹ Le Parti ouvrier-progressiste a largement publicisé cette lutte. Voir GAGNON, « Les condamnés de Sainte-Hélène », *Combat*, 11 janvier 1947, 1 ; CHOKO, op. cit., pp. 258-259.

¹⁸² GAGNON, « Estimation de la période 1947-1956 », miméo, 1956, p. 4.

¹⁸³ Idem, p. 5.

¹⁸⁴ La ligue des vétérans bénéficiait de l'aide des militants de l'Union des marins canadiens (C.S.U.) pour les déménagements et la garde des maisons occupées. De plus, la direction provinciale se méfiait des actions trop spontanées de Gagnon.

ment. En 1948, dans un article qui retrace toute l'histoire de Gagnon du point de vue de la direction, Oscar Roy rappelle que, dès l'été 1947, Gagnon et ses amis formaient une « faction qui avançait une ligne de déviation de nationalisme ». On reproche à cette « faction » de « compter sur l'attraction personnelle, sur l'amitié cultivée pour Gagnon et Samuel avant le Parti ¹⁸⁵ ». Ses manques de discipline, ses initiatives spontanées, ses tendances populistes et anarchistes devaient scandaliser [77] plus d'une fois la jeune direction stalinienne pour qui les premières qualités sont d'abord et avant tout la discipline et l'esprit de Parti.

Pour les dirigeants provinciaux, « communistes respectables » de l'après-guerre, qui avaient remplacé à la direction les vieux bolcheviks de la première heure, les mémoires au Parlement apparaissaient plus efficaces que les actions spectaculaires du groupe de Gagnon. Son enthousiasme débridé à servir ses frères de classe était presque devenu embarrassant pour certains dirigeants, qui chercheront à s'appuyer sur la direction centrale pour briser ces « gauchistes » francophones impénitents. Gagnon reprochera à l'équipe dirigeante de s'appuyer bureaucratiquement sur Toronto au lieu de véritablement s'expliquer avec la base militante qu'il constituait partiellement au Québec. Depuis leur retour des forces armées, Gagnon et Samuel ne reconnaissaient plus leur Parti, ils considéraient Danielle Cuisinier, Gui Caron, le docteur Longpré, Pierre Gélinas trop intellectuels. Ils accuseront ces « personnalités respectables » qui avaient le soutien du prestigieux intellectuel du Parti - le professeur Roger - de tenir à l'écart les vieux militants moins formés théoriquement. Faut-il se surprendre que la direction provinciale ait trouvé chez le responsable de l'école du Parti un allié indéfectible dans la lutte contre le spontanéisme et le gauchisme de Gagnon ? On comprend mieux dans ce contexte pourquoi, en 1947-1948, Gagnon rappelle qu'une direction communiste a le devoir de maintenir « une forme illégale (clandestine) d'organisation parallèlement aux formes légales d'organisation ¹⁸⁶ ». Entre Gagnon et la direction québécoise, le manque de confiance s'était installé avant le Congrès d'octobre qui sera en quelque sorte un règlement de comptes.

Le 5e Congrès provincial : octobre 1947

À l'été 1947, alors que la situation ne s'était pas encore détériorée au sujet de l'importance à accorder au travail parmi la Ligue des vétérans sans logis, le P.O.P. semblait prêt à modifier son attitude face au mouvement nationaliste québécois. Ainsi, Oscar Roy en juillet 1947, dans « Développements importants dans le [78]

¹⁸⁵ Roy, « Les aboyeurs anti-parti », dans *Action*, nov. 1948.

¹⁸⁶ GAGNON, *Contribution pour l'avancement des forces progressives dans Québec*, vol. 1, n° 1, 1948.

mouvement nationaliste ¹⁸⁷ », écrivait que le mouvement nationaliste qui jusque-là « n'avait pas de base dans la vie du peuple » et véhiculait des « idéaux vagues comme la famille, l'Église et nos traditions », a maintenant développé une « politique de réalité » et qu'il existe au sein du mouvement nationaliste un « groupe qui préconise un nationalisme réformateur ». Dans un autre article, « L'apport de la classe ouvrière dans le mouvement nationaliste », le même Oscar Roy qui reprochera en septembre 1947 à Henri Gagnon d'employer l'expression « faux nationalisme » pour désigner l'idéologie duplessiste voyait parmi les tâches du mouvement ouvrier celle de « défendre le nouveau groupement d'éléments nationalistes progressistes contre les tentatives de la réaction (...) on lui assurera ainsi la liberté de suivre son évolution naturelle et de lutter aux côtés des forces ouvrières progressistes ¹⁸⁸ ». Roy voyait également comme tâche de « développer une action unie entre le mouvement ouvrier et ce nouveau groupement sur des points précis, comme la question du logement, sécurité sociale ¹⁸⁹ », etc., sans donner, dira-t-il, « un appui inconditionnel à la lutte pour la défense de l'autonomie provinciale ¹⁹⁰ ». Dans son accusation de nationalisme portée contre Henri Gagnon, en septembre 1947, Oscar Roy apporte cette précision : le P.O.P. est prêt à travailler avec certains nationalistes « dans la mesure où l'on reconnaît qu'on ne peut défendre les intérêts nationaux véritables qu'en appuyant la lutte de la classe ouvrière pour le socialisme ¹⁹¹ ». Nous avons évoqué dans une section précédente ¹⁹² le débat opposant Gagnon à Oscar Roy qui ne défendait pas sans dogmatisme la ligne « juste » au Parti sur la question des relations fédérales-provinciales.

Or, au 5e Congrès, l'équipe dirigeante québécoise dépose une résolution-surprise, qui dénonce la « fraction nationaliste, anti-marxiste qui s'est opposée à la direction du centre du Parti ». Samuel Walsh présente ainsi les circonstances de l'affrontement : « Il faut reconnaître toutefois que la critique d'Henri Gagnon et de quelques autres membres fut introduite à la veille du Congrès d'octobre 1947 par le comité provincial sortant dans une « résolution surprise » sans avertissement préalable. De plus, le président [79] du Congrès n'a pas permis la discussion sur l'ordre

¹⁸⁷ Voir FOURNIER, *Communisme et Anticommunisme au Québec*, p. 104. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT] Les principaux articles sont : O. Roy, « L'enjeu des aspirations nationales à Lachute », *Combat*, 24 mai 1947, 1 ; « Développements importants dans le mouvement nationaliste », *Combat*, 18 juillet 1947, 1, et « L'apport de la classe ouvrière dans le mouvement nationaliste », *Combat*, 26 juillet 1947, 1.

¹⁸⁸ Roy, *Combat*, 26 juillet 1947, 1, dans FOURNIER, op. cit., p. 105.

¹⁸⁹ Ibidem.

¹⁹⁰ Ibidem.

¹⁹¹ Roy, « Discussion sur les relations fédérales-provinciales soulevée par le camarade Henri Gagnon », *Action*, sept. 1947, 32.

¹⁹² Voir la section III, 2 sur ce débat.

du jour et a procédé au vote précipitamment même si l'ordre du jour tel que proposé ne pouvait manquer d'avoir une grande influence sur la manière d'élire le nouveau comité provincial. Ces deux atteintes à la démocratie interne (telle que stipulée dans les statuts du Parti) étaient des erreurs graves qui ont précipité une scission prématurée sans que les membres puissent vraiment saisir le fond des différends politiques et la gravité du fractionalisme d'Henri Gagnon ¹⁹³. » Les représentants principaux de cette « faction » sont identifiés comme étant E. Samuel, G. Pellerin et M. Lapalme avec l'appui de Henri Gagnon. La résolution leur reprochait (1) de refuser de défendre le point de vue de la direction sur la question des relations fédérales-provinciales, (2) de refuser de privilégier le travail en industrie au profit du travail avec des groupes en dehors du prolétariat industriel, (3) d'exprimer ouvertement une attitude de mépris à l'égard de l'internationalisme, de faire de l'antisémitisme et de propager le séparatisme organisationnel et politique dans le Parti, (4) de négliger le travail théorique et (5) de prendre une attitude d'hostilité envers la direction du centre du Parti et tenter d'organiser une faction en opposition à la direction du Parti ¹⁹⁴.

Le point de vue « officiel » apporté par S. Walsh résume ainsi le problème : « Après la guerre un certain nombre de membres du Parti avec Henri Gagnon à leur tête n'étaient pas satisfaits de la politique du Parti sur la question nationale. Leurs interventions en 1947 et même dix ans plus tard, (...) démontrent qu'ils avaient énormément de difficultés à préciser leurs différends, face aux accusations de nationalisme portées contre eux. Mais ce fut leur fractionalisme inguérissable, en particulier celui de Henri Gagnon, qui a mené à l'expulsion de quelques-uns d'entre eux en 1947 ¹⁹⁵. » En fait, les accusés feront porter leurs critiques sur trois points en particulier : la question nationale, le manque de démocratie dans le Parti et la façon de mener le travail dans les masses.

En 1948, Henri Gagnon s'est expliqué clairement sur ses divergences à propos de la question nationale : il accuse la direction de « fermer les yeux sur le problème national lui-même ¹⁹⁶ » : « Le refus d'envisager ce problème comme facteur existant dans la lutte [80] des classes est du « nihilisme national ». (...) La tendance la plus prononcée chez nos nihilistes nationaux, c'est de se prononcer sur les aspirations nationales après qu'ils auront soigneusement mis de côté le droit qui est au cœur même des aspirations nationales : le droit de la libre disposition nationale. Lorsqu'ils parlent de ce droit, c'est pour en renvoyer la lutte dans un lointain futur

¹⁹³ WALSH, « L'évolution de la politique nationale... », p. 26.

¹⁹⁴ La résolution est reproduite en entier dans FOURNIER, op. cit., pp. 108-109.

¹⁹⁵ WALSH, « L'évolution de la politique nationale... », p. 26. L'auteur tente de mettre en contradiction les positions de Gagnon sur la question nationale, comme a tenté de le faire à l'époque Gui Caron.

¹⁹⁶ GAGNON, *Contribution*, vol. 1, n° 1, 3-4.

ou, encore, pour le placer comme un problème qui aura sa solution après le socialisme ¹⁹⁷. »

Marcel Fournier a montré que la scission ne s'explique pas que par les divergences sur la question nationale : « Ce n'est donc pas seulement parce que le Parti ouvrier-progressiste néglige la « question canadienne-française ». Il y a certes au sujet des ententes fédérales-provinciales une divergence, les éléments les plus « nationalistes » du Parti refusant tout accroissement des pouvoirs (de taxation) et des responsabilités du gouvernement fédéral. Mais le conflit qui oppose alors les dirigeants québécois du P.O.P. comme Gui Caron, le Dr Longpré, Danielle Cuisinier à des militants francophones du Parti, dont Henri Gagnon, E. Samuel, E. Dubé touche aussi au mode de fonctionnement, à l'autonomie d'action du groupe francophone au sein du Parti ¹⁹⁸. »

Charles Halary fait remonter la cause de la scission de 1947 à la politique d'appui du P.O.P. à la conscription, de 1942 à 1944 : « Le P.O.P. ne pouvait donc soutenir le mouvement anti-conscriptionniste contre ce gouvernement auquel il s'était rallié dans la pratique. Cette attitude entraîna l'apparition de militants oppositionnels dans la section québécoise du P.O.P. parmi les ouvriers francophones ¹⁹⁹. » Il n'en fait pas la seule cause du mécontentement des militants québécois : « Leur critique passait en revue la question nationale, le droit de discussion à l'intérieur du P.O.P. et surtout l'attitude à adopter vis-à-vis de la lutte économique et du travail syndical. De fait cette critique provenant de militants ouvriers francophones a imposé le premier et le seul véritable débat politique fondamental au sein du P.O.P. au Québec ²⁰⁰. » Halary, comme les partisans de la thèse « indépendance québécoise et socialisme », semble se rallier aux positions exprimées par Gagnon dont « le mérite (...) est de commencer à effectuer [81] la première tentative consciente au Québec de relier la question nationale au développement de la conscience de classe parmi les travailleurs francophones ²⁰¹ ».

L'analyse des communistes d'En Lutte ! rejette tout autant le chauvinisme anglo-saxon de la direction centrale que le « nationalisme étroit » de Gagnon. Dans leur « Brève histoire de la lutte pour la reconstruction d'un Parti prolétarien », les rédacteurs d'*Unité prolétarienne* affirment : « Le P.O.P. et avant lui le P.C.C. a toujours

¹⁹⁷ Idem, 8 février 1949, n° 3, 5.

¹⁹⁸ FOURNIER, op. cit., pp. 107-108.

¹⁹⁹ HALARY, *Étude sur la question nationale*.... p. 274.

²⁰⁰ HALARY, op. cit., p. 274. Dans « L'influence du marxisme au Québec », revue *Politique - Aujourd'hui*, nos 7-8 (1978), 126. Halary explique les divergences : « C'est ainsi qu'en 1947, la quasi-totalité de l'aile ouvrière francophone dirigée par Henri Gagnon du P.C.C. fut expulsée en manifestant son désaccord avec la politique pro-libérale, les tendances économistes et la bureaucratisation interne du Parti ».

²⁰¹ HALARY, *Étude sur la question nationale*.... p. 276.

eu une ligne erronée sur la question nationale québécoise, n'a jamais été un ferme défenseur du droit de la nation québécoise à s'autodéterminer, ni un solide combattant contre le chauvinisme de grande nation au Canada anglais. Au 5e Congrès du P.O.P. (...) une scission éclata au sein du Parti sur sa ligne chauvine concernant la question nationale. (...) Le chauvinisme de grande nation des militants du Canada anglais avait aiguisé le nationalisme étroit chez les militants du Québec. Du point de vue des intérêts du prolétariat canadien dans son ensemble, les deux parties avaient tort car cela conduisit à renforcer la division du prolétariat sur des bases nationales ²⁰². »

Emery Samuel, qui avait dirigé le travail des communistes du Québec de 1939 à 1943 et qui sera directement visé par la résolution de l'exécutif de 1947, reprochera à la direction du Parti de n'avoir jamais mené au Canada anglais une lutte conséquente contre le chauvinisme anglo-saxon : « L'entente à l'intérieur du P.O.P. était fondée sur la proposition que (...) les membres de langue anglaise acceptaient l'existence bi-nationale du Canada, comme une vérité fondamentale. La vérité était tout autre, car la reconnaissance du fait national canadien-français était limitée au Québec. Les Canadiens-anglais du P.O.P. à l'exception du petit groupe montréalais n'ont jamais accepté que le Canada soit un État bi-national, pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais débattu le sujet ²⁰³. » Henri Gagnon a porté le même jugement à plusieurs reprises. Ainsi, dans son intervention à la Commission d'enquête interne au Parti sur les événements de 1947, il rappelait : « Durant plusieurs années, le Parti n'a pu adopter une approche conséquente vis-à-vis le fait national au Canada français. Pour plusieurs années, [82] notre Parti s'est limité à prendre position que sur les aspects économiques du problème national ²⁰⁴. »

La deuxième grande critique porte sur le mauvais fonctionnement du centralisme démocratique. Dans son « estimation sur les événements de 1947 » Gagnon est très catégorique : « Nous pouvons dire sans crainte de nous tromper : les violations du centralisme démocratique ont conduit à la division dans les rangs du Parti et à la liquidation des forces dans le secteur de langue française ²⁰⁵. » Non seulement accusait-il la direction du P.O.P. d'avoir une ligne politique erronée sur la question na-

²⁰² *EN LUTTE!* « Brève histoire de la lutte pour la reconstruction d'un parti prolétarien », dans la revue *Unité prolétarienne*, n° 7 (vol. 2, n° 1), octobre 1977, 17.

²⁰³ E. SAMUEL, « Lettre d'un exilé », dans la revue *Voie canadienne* (mars-avril 1960), 18. Après la scission de 1947, M. Samuel s'est établi en Colombie britannique. En 1974, il a accepté de nous accorder de longs entretiens sur l'histoire du Parti et son activité communiste au Québec. Sa conférence publique a été enregistrée et des vidéos ont également été réalisés par l'équipe de recherche sur le Mouvement ouvrier politique du Département d'histoire de l'U.Q.A.M.

²⁰⁴ GAGNON, « Intervention à la Commission d'enquête sur les événements de 1947 », 1956, 22.

²⁰⁵ IDEM, « Estimation sur les événements de 1947 », ronéo, 1956, 9.

tionale, mais il s'en prenait à la manière bureaucratique de la faire passer. Même Gui Caron, dans sa lettre de démission en 1956, dans une sorte d'« autocritique » avouera : « Nos discussions concernant 1947 ont été un facteur additionnel (pour démissionner, n.d.l.r.). À la suite des révélations (de Khrouchtchev), j'ai pensé que nous devrions ré-examiner l'histoire récente de notre propre parti à la lumière de ce qui est survenu là-bas. (...) Je suis venu à la conclusion que nous étions profondément dans l'erreur en 1947, quand nous avons présenté devant le congrès provincial une résolution relevant de tout poste dans le parti trois membres du comité provincial, alors que les accusations contre eux n'avaient jamais été discutées avec eux dans le comité provincial. Je suis venu à la conclusion que nous avons agi d'une façon non-démocratique et que nous portions la principale responsabilité pour la scission qui s'est produite ²⁰⁶. »

La troisième divergence concernait la façon d'entrevoir le travail dans les masses et particulièrement le travail syndical. D'un côté, la direction du P.O.P. reprochait au groupe de Gagnon de ne pas vouloir s'impliquer totalement dans le travail syndical. La Résolution de 1947 disait : « Au lieu de concentrer tous les efforts vers le support et la participation active aux luttes du prolétariat industriel la minorité veut s'en isoler, négliger le travail industriel et porter l'attention surtout sur les rapports avec des groupements en dehors du prolétariat industriel ²⁰⁷. » De l'autre, Gagnon soutenait que l'action de la Ligue des vétérans sans-logis était positive et que les [83] communistes devaient établir des liens avec les locataires, les organisations nationalistes et les jeunes travailleurs chrétiens notamment. Gagnon se heurtait au dogmatisme de certains dirigeants du P.O.P. et faisait face aux multiples accusations tendant à discréditer son travail qualifié de « réformiste » et d'« humaniste » auprès des sans-logis. Gagnon et son groupe avaient donc une autre conception du travail pratique parmi le peuple que celle des « intellectuels » de la direction. Gagnon s'était par ailleurs attiré beaucoup de publicité par son travail à la Ligue et n'acceptait pas facilement de quitter la scène, et de remettre en question son travail à la base. Il prendra l'offensive contre la direction provinciale : « Vouloir concentrer tous les efforts sur les luttes du prolétariat industriel, c'est tout simplement refuser de conduire la bataille contre le capitalisme dans sa plénitude. C'est réduire la politique communiste au niveau de la politique trade-unioniste ²⁰⁸. » Et dans le même numéro de *Contribution* de 1949 : « Notre façon d'aborder les organisations petites bourgeoises et nationales ne nous rapproche pas des milliers de personnes qui suivent ces organisations mais plutôt nous en éloigne. Combien y a-t-il de membres de notre Parti qui comprennent qu'un de leurs devoirs est justement de se créer des relations avec des personnes appartenant à d'autres groupements tels la

²⁰⁶ CARON, Lettre de démission de 1956, page 5.

²⁰⁷ Résolution du 5e Congrès provincial, 1947, reproduite dans *Contribution*, 8 février 1949,

²⁰⁸ GAGNON, *Contribution*, 8 février 1949, 8-9.

J.O.C., Société St-Jean-Baptiste, organisation nationale ²⁰⁹ ? » Concernant le travail dans les syndicats, il y dénonce l'économisme : « Dans certains cas, notre travail se limitera à atteindre certains postes stratégiques pour ensuite régner par décrets dans certaines branches du mouvement ouvrier. Dans d'autres cas, la discussion des problèmes et la prise de décisions se limiteront au bureau et à l'exécutif de l'union pour être ensuite transmis comme un décret dans les groupes industriels. En d'autres mots, ne pas combattre la tendance économiste, c'est glisser vers le bureaucratisme syndical ²¹⁰. » Charles Halary poussera encore plus loin cette critique, en y voyant la cause de l'expulsion des communistes des syndicats, en adoptant un point de vue trotskyste : « Implantés généralement bureaucratiquement dans le mouvement syndical au cours de la guerre à cause de leur politique de Front National et de leur alliance tacite avec le Parti libéral contre les mouvements de grève, les militants du P.O.P. en furent [84] chassés tout aussi bureaucratiquement après la guerre. (...) Aucune réaction de la moindre fraction de la classe ouvrière québécoise ne fut enregistrée pour s'opposer à la chasse aux membres du P.O.P. Celui-ci payait sa renonciation à donner une éducation communiste aux ouvriers dans les unions où il était influent ²¹¹. »

Nous ne partageons pas ce point de vue ; outre le fait que les syndicalistes communistes ont bâti de façon militante les syndicats industriels et non de façon bureaucratique comme l'affirme Halary, il est un peu facile d'attribuer à l'absence d'éducation communiste un rôle aussi déterminant dans la répression généralisée de l'après-guerre. Pour conclure que le travail dans les syndicats fut principalement économiste, il faudrait approfondir notre enquête.

Au Congrès d'octobre 1947, la scission n'opposa donc pas deux lignes clairement définies sur la question nationale et les relations fédérales-provinciales. Il ne faudrait pas caricaturer la position du groupe de Gagnon en disant qu'il voulait défendre « l'autonomie provinciale » et s'opposer à l'introduction, par le gouvernement libéral fédéral, d'importantes réformes sociales, pour ensuite s'opposer à cette position ²¹². Les accusés de 1947 n'avaient pas formulé explicitement une position de rechange à la ligne critiquée. Au delà de la question nationale, c'est toute la façon de diriger de l'équipe provinciale s'appuyant bureaucratiquement sur le palier supérieur qui a entraîné une attitude d'hostilité de la part des dissidents et le développement de ce qui fut appelé la « faction nationaliste ». L'attitude rigide, pour ne pas dire « dogmatique », de la direction du P.O.P. avait rendu très difficile la résolution des

²⁰⁹ Idem, 12.

²¹⁰ Idem, 15.

²¹¹ HALARY, op. cit., pp. 279 et 280.

²¹² C'est un peu ce que fait FOURNIER dans *Communisme et Anticommunisme*, p. 109, lorsqu'il donne raison à la direction du P.O.P. d'avoir agi comme « la plupart des autres éléments progressistes du Québec ».

contradictions au sein du Parti. Plutôt que d'engager un véritable débat avec ses militants ouvriers de la base, il fut plus facile pour la direction de procéder à un règlement de comptes radical avec les « gauchistes » embarrassants, au moyen d'une résolution en provenance de Toronto. D'une certaine façon, Gagnon remettait en cause le fonctionnement de l'autonomie d'action du groupe francophone au sein du Parti. C'est pourquoi on le força à démissionner avec Samuel et les autres, entraînant du même coup la défection d'environ 300 des 700 membres francophones du Parti.

[85]

Les relations du groupe de Gagnon avec le P.O.P. après octobre 1947

Après l'éclatement de la section québécoise du P.O.P., les membres exclus et les nombreux démissionnaires qui les suivirent hésitèrent avant de créer un autre Parti. On consacra beaucoup d'énergie à discuter des possibilités de réintégration au Parti. Après la scission, un petit groupe forma la « Ligue d'action ouvrière ». Oscar Roy dans une dénonciation du groupe de Gagnon, en novembre 1948, résume ainsi la situation : « Après enquête menée par le Parti, Henri Gagnon fut expulsé pour ses attaques contre le Parti, les autres à l'exception de Emery Samuel qui a aussi été expulsé, se retirèrent du Parti n'étant pas d'accord avec la politique du Parti. Dans leurs lettres, ils caractérisaient les chefs élus du Parti comme « petits bourgeois » et déviationnistes de droite. (...) cela servait à les rapprocher de plus en plus des trotskistes et leur ralliait un nombre d'individus à tendances anarchistes qui gravitaient autour du Parti. Ils formèrent alors la Ligue d'action ouvrière ²¹³. »

En décembre 1947, Tim Buck se rendit lui-même chez Henri Gagnon, de la part du Comité provincial, pour discuter de la possibilité de la réadmission de Gagnon. Selon Oscar Roy, Gagnon aurait exigé que tout le groupe de la Ligue d'action ouvrière puisse réintégrer « en bloc » le Parti. Buck aurait exigé la dissolution immédiate du groupe, la demande d'admission individuelle et l'acceptation par chacun de la politique du Parti. Roy écrit : « H. Gagnon indiqua qu'il considérait de telles conditions inacceptables et qu'en tout cas, c'était lui et son groupe qui était le Parti, qu'il avait le contrôle sur les membres du Parti et qu'il serait mieux pour les chefs du Parti de faire la paix avec lui immédiatement ²¹⁴. » La Ligue fut dissoute. Le P.O.P. y vit « une manoeuvre pour faciliter leur entrée dans le Parti dans le but de continuer la lutte

²¹³ Roy, « Les aboyeurs anti-parti », *Action*, nov. 1948. Il apporte la version officielle de l'époque en retraçant l'histoire de la « faction Gagnon ».

²¹⁴ Ibidem.

sous d'autres formes ²¹⁵ », sans accepter l'autocritique exigée ni la ligne du Parti. Oscar Roy fait grand état des rapports que certains membres du groupe de Gagnon entretenaient alors avec « un trotskyste notoire, Dawson ²¹⁶ ». En 1948, après la dissolution de la Ligue, [86] les ex-membres du P.O.P. fondèrent une Ligue pour la paix. Les militants du Parti trotskyste formé en 1946, le Parti ouvrier révolutionnaire, s'intéressaient aux activités de la Ligue pour la paix ²¹⁷. En mars 1948, les trotskystes faisaient paraître le premier bulletin en français au Québec, *la Vérité* ²¹⁸. Ils y publiaient une lettre ouverte à la Ligue pour la paix afin d'ouvrir un débat entre le P.O.R. et les dissidents du P.O.P. d'octobre 1947 : « Le P.O.R. caractérisait les oppositionnels comme une tendance de gauche émanant du stalinisme et approuvait dans leurs grandes lignes les critiques effectuées tout en émettant des réserves sur la dynamique pacifiste de la Ligue pour la paix, en lui opposant la nécessité de construire « un parti prolétarien de masse ²¹⁹ ». » Ils menaient campagne contre le P.O.P., « parti communiste stalinien », qui avait, selon le P.O.R., appuyé la dernière guerre, brisé les grèves, favorisé le travail accéléré dans les usines, dénon-

²¹⁵ Ibidem.

²¹⁶ Ibidem.

²¹⁷ Sur les origines du mouvement trotskyste au Canada et en particulier l'histoire du Parti ouvrier révolutionnaire, section canadienne de la 4e Internationale, consulter HALARY, *Étude de la question nationale...* (Thèse de doctorat, sociologie, Univ. de Montréal, 1977), pp. 291 à 296 (et p. 280, note 1). On y apprend que pendant la 2e guerre les trotskystes entrèrent dans l'illégalité jusqu'en mai 1945, date où une publication régulière *Labor Challenge*, ouvrit la voie à la formation à l'automne 1946 du P.O.R. Ce parti est essentiellement composé de syndicalistes, peu nombreux toutefois. Au Québec, deux dirigeants importants du C.I.I., Jean-Marie Bédard et Julien Major, constituaient avec Murray Dawson les dirigeants les plus connus du mouvement trotskyste, qui se désintégra au Québec au début des années cinquante en même temps que la grande scission de 1953 sur le plan international.

²¹⁸ Le journal *la Vérité* est une publication miméographiée mensuelle et son influence se limitait principalement au Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique qui organisait les bûcherons en Abitibi et en Gaspésie - Bas-Saint-Laurent. Dans le numéro 3 (vol. 1) de mai 1949, on trouve le Manifeste du P.O.R. et un historique du trotskysme au Canada. C'est dans le n° 1 (vol. 1) de mars 1949 que le P.O.R. publie une lettre ouverte à la Ligue pour la paix et la démocratie animée par Gagnon. Dans le numéro d'*Action* (du P.O.P.) de mai-juin 1949, 7-11, Pierre Gélinas accusera Gagnon de reprendre les accusations des trotskystes. Voir « Gagnon et les trotskystes : deux armes de l'anticommunisme » : « Que Gagnon et la clique trotskyste ne soient que deux mains du même polichinelle anticommuniste que Duplessis fait danser au Québec, c'est ce qui est évident aujourd'hui (p. 10). » Gagnon est accusé d'attaquer le leader national du P.O.P., de ne pas défendre l'U.R.S.S., d'aider les propagateurs de l'anticommunisme et d'adopter les analyses trotskystes.

²¹⁹ *La Vérité*, organe du P.O.R., mars 1949, 9, dans HALARY, op. cit., 280, note 1.

cé les trotskystes et travaillé en faveur de la Conscription ²²⁰ ! Ils tentèrent sans succès de rallier le groupe de Gagnon ²²¹.

Ce n'est qu'en 1949 que le groupe Gagnon fonda le « Parti Communiste du Canada français » dont la publication mensuelle *Contribution* s'affichait comme l'« Organe pour l'avancement des forces communistes » et affirmait, toujours en première page que : « L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes ». Ce Parti rival du P.O.P. ne connaîtra qu'une courte existence. Il sera dissous en 1950. Gérard Filion dans le *Devoir* décrivait ainsi la division chez les communistes : « Voilà ce qui se passe chez la poignée de communistes canadiens-français qui s'agitent à Montréal. Ils sont à peine quelques centaines et déjà ils sont divisés en deux et même en trois mouvements ennemis. Il y a des communistes de la commune observance dont l'expression politique est le Parti Ouvrier Progressiste et qui obéissent strictement à la règle du Parti. Il y a aussi un clan de trotskystes, pour qui le groupe de Gui Caron, Pierre Gélinas sont des embourgeoisés et des vendus. Il y a enfin un groupe de communistes nationalistes (sic) qui se réclament de Marx, Engels, Lénine et Staline, mais qui prêchent la nécessité d'un Parti séparé pour le Canada français ²²². » Gui Caron refusera toujours au nom du P.O.P. d'accorder la moindre reconnaissance [87] à ce qu'il a toujours considéré comme un « soi-disant Parti communiste ».

La publication du comité provincial du Québec, *Action*, maintient une vive polémique contre le groupe de Gagnon ²²³. Par exemple, dans l'éditorial du mois de mars 1950, Gui Caron accuse le Parti communiste canadien-français d'être « un agent du State Department ²²⁴ ». Dans le même numéro d'*Action*, on publie une lettre du P.O.P. à Henri Gagnon dans laquelle Gui Caron reproche à Gagnon de ne pas appuyer la position du Parti adoptée au 7^e Congrès provincial qui consistait à « réclamer une

²²⁰ *La Vérité*, mars 1949, 4, dans C. HALARY, op. cit., 292.

²²¹ Selon HALARY (Thèse de doctorat, p. 295), « Sur la question nationale le P.O.R. semblait plus préoccupé de ses répercussions sur le mouvement ouvrier que le P.O.P. mais aucune prise de position précise n'en découlait au niveau politique. Le P.O.R. manqua une chance de consolider un pôle communiste alternatif à celui représenté par le courant stalinien du P.O.P. en ne menant pas à bien le débat avec le groupe de militants ouvriers francophones qui avaient quitté le P.O.P. en 1947. »

²²² Gérard FILION, *le Devoir*, éditorial du 13 juillet 1949.

²²³ Parmi les principaux articles dénonçant le groupe Gagnon, consulter ceux de novembre 1948 (contre la revue *Contribution*), janvier 1949 (dans le rapport du 6^e Congrès, déclaration du P.O.P. refusant les réadmissions de H. et Yvonne Gagnon, Évariste et Angéline Dubé, Guy et Jeanne Desjardins, Mme Morand et Albert Binette ; février-mars 1950 (Éditorial de Caron et Lettre du P.O.P. à H. G.) ; août 1951 (le rapport du 9^e Congrès aborde le cas de Gagnon) et septembre 1951 (dénonciation du groupe de l'Unité ouvrière de Gagnon).

²²⁴ Éditorial, dans *Action*, mars 1950.

constitution canadienne qui reconnaisse explicitement le droit du Canada français de ne pas être entraîné en guerre contre son gré ²²⁵ ». Caron reproche au dirigeant de la « faction » d'avoir dans un premier temps accusé le Parti d'avoir adopté une politique de « nihilisme national » et, dans un deuxième temps, « voilà que vous aboutissez en nous accusant de « vouloir placer la nation avant tout et au-dessus de tout » en nous accusant de nationalisme ²²⁶ ». « Est-ce un écart de la position marxiste sur la question nationale que de réclamer un des aspects les plus importants du droit de la nation canadienne-française à disposer d'elle-même ? » se demande paradoxalement le chef de la section québécoise du P.O.P. Dès 1950, la question du droit à l'autodétermination pour la nation canadienne-française devient plus présente dans les textes du P.O.P. Commentant la proposition adoptée au 7e Congrès sur le projet de nouvelle constitution, O. Roy y voit « l'expression vivante, dans des termes qui peuvent atteindre et remuer les masses, du droit de la nation canadienne-française à disposer d'elle-même ²²⁷ ». En août 1951, le Rapport du 9e Congrès provincial aborde de nouveau le cas de Gagnon, qui vient de dissoudre son « Parti » mais qui a lancé une nouvelle publication signée par le « Groupe de l'unité ouvrière ». Le P.O.P. conclut que Gagnon est résolu à maintenir à tout prix un groupe organisé en opposition au P.O.P. On le considère toujours comme un « scissionniste et diviseur professionnel ²²⁸ ». En septembre 1951, *Action* publie un article signé par le comité provincial du P.O.P. : « Gagnon continue à maintenir son organisation, avec le seul changement de [88] nom. Il a repris la publication de son « organe » « L'Unité » dont le sous-titre (« Pour la paix et l'instauration du socialisme ») (...) révèle sans aucun doute possible l'identité politique du soi-disant « Parti communiste » et du groupe d'« Unité ouvrière ». Les membres sont les mêmes, le programme est le même, les activités sont les mêmes. (...) Gagnon seul porte la responsabilité du fait qu'il se trouve encore en dehors du Parti ²²⁹. »

Les tentatives de Gagnon pour réintégrer le Parti ouvrier-progressiste avaient échoué. Au 6e Congrès provincial, les dirigeants avaient émis une déclaration, publiée dans le numéro d'*Action* de janvier 1949, qui expliquait le refus de réintégrer au Parti une dizaine d'ex-membres. On demandait aux « factionalistes » de reconnaître et de corriger leurs erreurs et on concluait que « leurs applications pour réadmission au Parti font partie de leurs tentatives pour introduire à nouveau dans le Parti leur activité factionnelle et leur idéologie nationaliste petite-bourgeoise. Toute leur cam-

²²⁵ « Lettre du P.O.P. à Henri Gagnon », dans *Action*, févr.-mars 1950, 7.

²²⁶ Ibidem.

²²⁷ Ibidem.

²²⁸ « Construisons le Parti de la classe ouvrière, le Parti de la nation canadienne », dans *Action*, août 1951.

²²⁹ « Henri Gagnon et l'« Unité ouvrière » », par le comité provincial du P.O.P., *Action*, septembre 1951, 5.

pagne pour réadmission au Parti a été conduite sur la base de leur « droit démocratique » de partager des opinions anti-marxistes et de lutter pour les faire reconnaître dans le Parti ²³⁰. »

Dans son numéro de mars 1950, *Contribution* publie une « Lettre ouverte à M. Caron », datée du 27 février 1950, l'invitant à convoquer « une conférence où serait discuté le problème de l'unité des forces communistes ». Gagnon rejette l'attitude du P.O.P. qui lui attribue le monopole de l'erreur. Gagnon y rappelle les tentatives de son groupe pour réintégrer le Parti ouvrier-progressiste ; parlant au nom du Parti communiste canadien-français, Gagnon souligne les gestes d'unité de son groupe : « Chez les membres de notre groupe ce désir de travailler à l'unité des forces communistes n'est pas un fait nouveau. Déjà en 1948, la Ligue d'action ouvrière qui n'était pas un Parti fut dissoute à la demande du P.O.P. sans que cela n'apporte aucun résultat. En 1949, plus de 140 militants ouvriers, sans Parti, vous adressaient une pétition demandant de convoquer une conférence où serait discuté le problème de l'unité. (cf. *Contribution*, vol. 1, n° 6, juin 1949). Ce n'est qu'après et à la suite de votre refus de considérer toutes ses demandes que se forma en 1949 le Parti communiste du [89] Canada français. Mais je tiens à vous faire remarquer que dans la même période nous déclarions dans *Contribution* : « Conscients de notre devoir nous avons pris la responsabilité de demander au Parti ouvrier progressiste d'appeler une conférence. Pour nous, ce qu'il y avait d'important n'était pas de savoir qui avait raison lors du Congrès de 1947. Comme des communistes nous nous tournons surtout vers les nécessités actuelles et vers l'avenir. Ce qu'il y a d'important pour nous, c'est la lutte pour le socialisme en 1949. C'est pourquoi la porte reste ouverte pour toute conférence où seraient discutées franchement les divergences politiques en vue de l'Unification des forces militantes du socialisme ²³¹. »

C'est dans cette lettre que Gagnon soulignait que l'on a « absolument tort de regarder le Parti communiste du Canada français comme un groupe d'opposition au P.O.P. » et que son groupe ne désirait « d'aucune façon vous amener à reconnaître l'existence du Parti communiste du Canada français ». Il répondait à plusieurs critiques adressées par Gui Caron, en particulier au chapitre de la reconnaissance de ses « erreurs » : « Sur l'absence d'autocritique que vous avez remarquée dans l'Appel à l'Unité que j'ai envoyé à Tim Buck, je ne puis que vous répondre que l'absence d'autocritique ne se fait pas sentir uniquement chez moi. Il ne serait pas incorrect de dire que l'autocritique et la critique manquent depuis beaucoup plus de deux ans. En parlant d'autocritique absente, je ne m'exclus nullement. Sur ce sujet j'espère qu'une Conférence d'unité tiendra place et que c'est sous le signe de l'autocritique

²³⁰ *Contribution*, mars 1950, vol. 2, n° 3, 1 à 7, « Lettre ouverte à M. Caron ». La lettre est datée du 27 février 1950 et constitue une réponse à la lettre envoyée par Caron à Gagnon le 16 février 1950.

²³¹ *Contribution*, vol. 2, n° 3, mars 1950, 1.

que les discussions prendront place, et que l'autocritique sera employée par les uns comme par les autres ²³². » La réconciliation n'eut pas lieu. Le groupe de Gagnon va réduire ses activités, les militants quittant peu à peu en abandonnant la partie. Certains d'entre eux revinrent quelque temps au P.O.P. en 1956. Gagnon réintègre alors pour quelques mois le P.O.P., participe à une vaste enquête sur les événements de 1947, écrit dans *Clarté* et relance le débat contre le dogmatisme. Les révélations de 1956 l'amèneront à quitter de nouveau.

Quant au P.O.P., à la veille des élections provinciales de 1952, il lance un « Appel à tous les Canadiens français patriotes ²³³ », [90] « qu'ils aient été supporteurs de l'UN ou du Parti libéral ». Pierre Gélinas va jusqu'à donner l'exemple de Papineau comme « un grand moment d'unité nationale » : « Ce n'est pas d'aujourd'hui que les meilleurs fils du Québec cherchent à se libérer de la dictature des vieux Partis. À créer l'unité des Canadiens français au-dessus des petites partisaneries. L.-J. Papineau symbolise un des plus beaux moments de notre histoire. (...) Longtemps Henri Bourassa a lutté pour le même idéal ²³⁴. » Gélinas reprend même des extraits de René Chaloult, dans sa dénonciation des vieux Partis, en insistant sur le « dévouement à la patrie ». En même temps qu'on essaie de se rapprocher des « patriotes sincères », trompés par Duplessis, on tend la main fraternelle aux « catholiques ». Action cite les « paroles chrétiennes » de Mgr Charbonneau en démontrant les liens qui unissent l'humanisme chrétien et le marxisme.

Depuis le 9e Congrès, dont le Rapport a été publié dans la livraison d'*Action* du mois d'août 1951, le Parti semble avoir adopté la ligne politique « nationaliste québécoise ». Le slogan mis de l'avant à ce Congrès était : « Construisons le Parti de la classe ouvrière canadienne, le Parti de la nation canadienne-française ²³⁵ ». La direction du P.O.P. est de plus en plus consciente de la question québécoise. Le Parti lutte pour accentuer son travail en milieu francophone. Ainsi Camille Dionne écrit dans « La bataille pour *Combat* » qu'il faut hausser la diffusion de *Combat* dont la publication a été temporairement interrompue par Duplessis qui a cadenassé les bureaux de la presse, chez les francophones : « Certains camarades remarquent souvent que nous n'avons pas suffisamment de littérature de langue française dans le Parti. C'est juste. Une des méthodes de combler cette lacune, c'est en bâtissant la circulation de *Combat* ²³⁶. »

²³² Ibidem.

²³³ GÉLINAS, « Union de tous les patriotes », dans *Action*, janvier 1952, 1-5.

²³⁴ Ibidem.

²³⁵ Rapport au 9e Congrès. Août 1951, *Action*, Gui CARON, « L'axe St-Laurent - Duplessis, ennemi avéré de la paix, la sécurité et les droits du Canada français », 25 p.

²³⁶ Camille DIONNE, « La bataille pour *Combat* », *Action*, janvier 1952.

Le nouveau programme du P.O.P., « premier document de ce genre que nous avons adopté depuis les années 1930 ²³⁷ », rendu public avant les élections de 1952, reconnaissait enfin explicitement les droits nationaux des Canadiens français, « y compris le droit de sécession du Canada français ». Il déclare que « le Canada [91] anglais ne saurait imposer au Canada français aucune institution, changement social ou politique contre la volonté du peuple de Québec. (...) Il confirme (...) l'identité d'intérêts de la classe ouvrière canadienne et de la nation canadienne-française toute entière, à l'exception d'une poignée de « chouayens », traîtres à leur patrie ²³⁸. » Le Parti serait-il passé d'une position « chauvine » à une position « étroitement nationaliste » ? La surenchère nationaliste pratiquée par Duplessis et sans doute la crise de 1947 ont forcé le P.O.P. à tenir compte davantage du problème national québécois. Dans la déclaration du Comité provincial du P.O.P. sur les élections provinciales qui avaient réélu Duplessis en 1952, on faisait cette analyse : « La différence entre le campagne de Duplessis en 1952 et celle de 1948 indique qu'il devient quasi impossible de soutenir effectivement sa ligne démagogique de nationalisme (...) Il est clair que la lutte pour l'indépendance nationale continuera à prendre de plus en plus d'importance au fur et à mesure que le peuple comprendra que les intérêts nationaux sont trahis aussi bien par l'Union nationale que par les Libéraux ²³⁹. » L'adoption d'une ligne nationaliste par la section québécoise du P.O.P. est également liée à la position de Staline sur la question nationale, comme l'a démontré N. Penner.

IV. - le rapport Khrouchtchev et le P.O.P., 1956-1957

Le 24 février 1956, au cours du XXe Congrès du P.C.U.S. tenu trois ans après la mort de Staline, Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du comité central du Parti, prononça le célèbre « rapport secret » sur le « culte de la personnalité » en U.R.S.S. Véritable réquisitoire contre le stalinisme, le rapport ne se contentait pas de dénoncer abstraitement les violations de la légalité socialiste, les atteintes à la démocratie au sein du P.C.U.S., les erreurs théoriques, économiques et militaires de Staline et les génocides de minorités nationales, mais il donnait les faits, les chiffres, bien que de façon incomplète, concernant les exécutions sommaires et les procès truqués de milliers de communistes étrangers [92] et soviétiques pendant la période 1934-1953. De plus, le rapport mettait à nu le culte effréné de la personne de Staline que le Parti avait édifié en près de trente ans de pouvoir absolu. Les exemples de ces

²³⁷ CARON, « Les 30 ans du Parti de la Nation », ibidem.

²³⁸ CARON, *Action*, mars 1952, 4.

²³⁹ Déclaration du P.O.P. sur les élections provinciales de 1952, dans *Action*, août 1952, 8.

crimes et de ce culte sont trop connus pour qu'il convienne de s'y arrêter ici ²⁴⁰. La plupart des dirigeants du mouvement communiste mondial prirent alors connaissance de ces faits, mais les simples membres n'apprirent l'existence de ce rapport qu'en mars par la presse bourgeoise et ce fut le New York Times qui en publia pour la première fois le contenu en juin 1956. Comme l'a signalé Branko Lazitch, aucun P.C., y compris le P.C.U.S., n'a encore publié ce rapport. Aucune étude n'est venue le compléter en U.R.S.S. même ²⁴¹ et les seuls effets tangibles qu'il eut en ce pays se matérialisèrent par quelques milliers de « réhabilitations à titre posthume » des victimes du stalinisme. Par ailleurs, les rapports officiels de Khrouchtchev et de Malenkov à ce congrès mirent de l'avant les thèses de la possibilité d'un passage pacifique au socialisme dans certains pays développés et de la coexistence pacifique entre régimes socialiste et capitaliste ²⁴². Ces dernières thèses seront développées au cours des XX^e et XXII^e Congrès du P.C.U.S. et elles serviront de justification à la rupture sino-soviétique des années soixante. Quant aux relations entre Partis communistes, elles devaient être maintenant marquées au coin de l'égalité et de la fraternité et les références au Parti-guide se firent de plus en plus rares, du moins pendant une brève période de temps. En fait, cela correspondait à la situation complexe du mouvement communiste qui comprenait alors des Partis au pouvoir, d'autres dans l'opposition, certains en pays développés, d'autres dans les pays du Tiers-monde, et qui voyait surgir concrètement la pluralité des voies menant au socialisme. C'est dans cet esprit que le Kominform fut aboli dès avril 1956.

Au Canada, la direction du Parti convoqua une rencontre de l'exécutif national (N.E.C.) en mai 1956. Dans une lettre que le département d'éducation du N.E.C. avait fait parvenir aux membres en mars, la direction avait précisé les grandes lignes du nécessaire débat que le P.O.P. (qui prenait aussi le nom de Parti ouvrier canadien comme « front électoral » à l'époque) devait tenir [93] sur les implications du rapport secret de Khrouchtchev. Pour la direction, la situation d'ensemble offrait de nouvelles perspectives avec l'édification d'un système d'États socialistes aux côtés de l'U.R.S.S., l'imminence d'une crise du monde capitaliste et les possibilités nouvel-

²⁴⁰ Voir à ce sujet le Rapport Krouchtchev et son histoire de Branko LAZITCH, Paris, Seuil, 1976 (coll. Points d'histoire), qui contient le texte du rapport tel que traduit par le journal le Monde en 1956, revu par l'auteur.

²⁴¹ Signalons toutefois l'ouvrage critique de l'historien soviétique Roy MEDVEDEV, *le Stalinisme, origines, histoire et conséquences*, Paris, Seuil, Combats, 1972, 638 p. ; Medvedev entreprit ce travail dans la foulée des XX^e et XXII^e Congrès du P.C.U.S. alors que les historiens soviétiques étaient mis à contribution pour éclairer le passé de l'U.R.S.S., mais la déstalinisation avorta et les Soviétiques eux-mêmes ne purent prendre connaissance de ce volume qui n'est publié qu'en Occident.

²⁴² Sur cet aspect voir, entre autres, François FEJTO, *l'Héritage de Lénine*, Librairie générale française, Nouvelle éd. revue et aug., 1977, le Livre de poche, coll. Pluriel, n : 8318, 263-292, et Jacques LEVESQUE, *le Conflit sino-soviétique*, Paris, P. U. F., coll. Que sais-je ? 1973.

les d'alliance que l'on croyait déceler dans la conjoncture politique canadienne avec les socialistes de la C.C.F. Comme on le verra plus tard, cette perspective euphorique tranchait rigoureusement avec la réalité d'un P.O.P. pratiquement absent de la scène politique canadienne et isolé de plus en plus au sein des masses populaires. Quoi qu'il en soit, la direction cherchait à enjoliver la situation d'ensemble pour tenter d'isoler les implications terribles des révélations de Khrouchtchev sur le moral des communistes canadiens. C'est pourquoi elle choisit dans un premier temps de lancer un appel à la lutte contre le dogmatisme au sein du P.I.P. et reprit à son compte les thèmes du rapport secret contre la culte de la personnalité ²⁴³. Rappelons que ce n'est qu'au mois de juin que les membres purent prendre connaissance du contenu du rapport à travers la presse bourgeoise, puis la Canadian Tribune qui le reproduisit. La direction semblait alors prête à ouvrir une large discussion sur le rapport et ses implications quant à la vie interne du P.O.P. lui-même. Mais cette libéralisation fut rapidement étouffée par Tim Buck ²⁴⁴. La position de ce dernier était relativement précaire dans pareil contexte : n'avait-il pas lui-même fait l'objet d'un certain culte de la personnalité dans les rangs du P.O.P. et n'avait-il pas largement encouragé celui de Staline ? Ne voyait-il pas, par ailleurs, que les révélations contenues dans le rapport Khrouchtchev risquaient de décevoir bon nombre de militants et de travailleurs à propos de Staline et du système socialiste. Mais il semble que dans un premier temps Buck ait laissé s'exprimer la critique des membres, par choix ou parce que la pression à la base était trop forte, peu importe. Vers la mi-juin, l'exécutif du Parti fit circuler un projet de lettre ²⁴⁵ à envoyer au C.C. du P.C.U.S. qui exprimait la vive insatisfaction du P.O.P. au sujet des explications fournies par Khrouchtchev sur les raisons des violations de la démocratie socialiste par Staline de 1934 à 1953. Selon le N.E.C., Khrouchtchev n'a fourni aucune explication réellement marxiste des circonstances ayant permis [94] à Staline d'exercer un pareil pouvoir en U.R.S.S. On questionnait ouvertement la direction elle-même du P.C.U.S. sur sa faiblesse devant Staline, sur ses responsabilités devant les révélations et on se demandait comment concilier l'idée que le socialisme s'édifiait en U.R.S.S. pendant que des milliers de communistes étaient tués ou emprisonnés et que la peur avait remplacé la démocratie dans le P.C.U.S. Par ailleurs, le N.E.C. critiquait la « naïveté » du P.C.U.S. qui crut pouvoir garder secret le rapport de Khrouchtchev alors que sa publication par le New

²⁴³ Discussion of the 20th Congress of the C.P.S.U., lettre du N.E.C., 26 mars 1956, ronéo, 3 p., Archives Robert Comeau.

²⁴⁴ Voir le point de vue de Buck lui-même sur les effets du XXe Congrès dans *Yours in the Struggle*, les chapitres 41, « Personal impressions of Stalin and Trotsky » ; 42, « The Stalin period » ; 43, « The Twentieth congress of the C.P.S. U. ». Mais Buck demeure avare de commentaires sur le rôle personnel qu'il a joué dans le P.O.P. pour étouffer la libéralisation du Parti et la critique envers le P.C.U.S.

²⁴⁵ Deux versions furent produites de ce document, l'une le 22 juin, l'autre, le 26, sous les titres respectifs : Draft of letter to National Committee Members, Party clubs and Committees et Statement of the National Executive Committee, L.P.P.

York Times avait placé les communistes du monde entier dans une position inconfortable. Qualifiant la situation en U.R.S.S. comme un « calvaire de sang et de souffrances » sous Staline, le N.E.C. tirait les conclusions qui s'imposaient du XXe Congrès. Il fallait d'abord restaurer le principe de l'égalité entre les P.C. De plus, la voie soviétique n'était plus la seule voie vers le socialisme ; chaque parti pouvait contribuer à enrichir la théorie et la pratique du socialisme et, finalement, le P.C.U.S. devait fournir davantage d'explications aux Partis-frères. Le N.E.C. allait même jusqu'à s'auto-critiquer pour avoir tardé à tirer les leçons du XXe Congrès, signalant que la dépendance du P.O.P. à l'endroit du P.C.U.S. en était la cause. La deuxième version de ce document insistait sur la question juive en U.R.S.S., la responsabilité collective de la direction du P.C.U.S., l'usage de la peine de mort comme solution aux crises politiques, etc.

De plus, dans une lettre de préparation au prochain Congrès national du P.O.P., le N.E.C. exhortait les membres du Parti à débattre de toutes les questions théoriques et pratiques concernant le Parti, y compris le concept de dictature du prolétariat, et concluait sur un appel à faire du P.O.P. un authentique Parti des socialistes canadiens ²⁴⁶.

Au même moment, le célèbre dirigeant du Parti communiste italien, Palmiro Togliatti, avançait ses thèses sur l'absence d'une analyse marxiste du phénomène stalinien, la bureaucratisation de l'État soviétique et le « polycentrisme » dans le mouvement communiste international, au cours d'une entrevue qu'il accorda à [95] une revue italienne ²⁴⁷. La brèche ouverte par Khrouchtchev dans l'édifice du stalinisme risquait maintenant de provoquer l'écroulement de tout l'édifice lui-même ²⁴⁸. Aussi, dès le 30 juin, le C.C. du P.C.U.S. rendit publique une mise au point condamnant ceux qui critiquaient la direction du P.C.U.S. et qui laissaient croire que toutes les explications n'avaient pas été fournies par les dirigeants soviétiques. En juillet, le N.E.C. approuva cette position, à l'exception de Gui Caron et de J.B. Salsberg ²⁴⁹. Quelques mois plus tard, Buck expliquera que cette déclaration du C.C. du P.C.U.S. « a marqué le point où nous, en tant que Parti, devons revenir aux problèmes canadiens ²⁵⁰ ».

²⁴⁶ *Open Wide and Free Discussion of the Party Work, Program and Constitution*, N.E.C., ronéo (suite au document du 26 juin 1956).

²⁴⁷ LAZITCH, op. cit., p. 27. La revue était *Nuovi Argumenti*, n° 20, 16 juin ; l'Unità, organe du P.C. italien, la reproduisit le 17.

²⁴⁸ D'ailleurs, les brèches n'étaient pas qu'idéologiques. 1956 verra l'insurrection ouvrière de Poznan en Pologne, la « révolution hongroise », le conflit Pologne-U.R.S.S., etc. Voir le n° spécial de la revue les Temps modernes de déc. 1957-janv. 1958.

²⁴⁹ Déclaration de Gui Caron, 19 oct. 1956, 4.

²⁵⁰ BUCK, « La voie canadienne vers le socialisme », dans *Clarté*, oct. 1956, 7.

Mais il était déjà trop tard, trop de questions avaient été soulevées, trop peu de réponses avaient été données aux membres. En août, Buck dirigea une délégation du P.O.P. à Moscou comprenant Salsberg, L. Morris et W. Kardash. Ce n'est qu'en octobre que la délégation publia les impressions de son voyage après un violent débat opposant Salsberg à Buck sur la question juive notamment ²⁵¹. À Montréal, les militants francophones et anglophones n'acceptaient pas le recul de Buck et les explications insatisfaisantes de Khrouchtchev. De plus, la brutale intervention du P.C.U.S. dans les affaires du Parti polonais (épreuve de force Gomulka-Khrouchtchev) et de la Hongrie ²⁵² provoqua de nouveaux débats acerbes : la déstalinisation n'était-elle qu'un rêve ?

Arrivé d'urgence à Montréal, Buck rencontra les dirigeants de la section québécoise du Parti et posa les limites claires et nettes du débat. Ceux qui questionnaient le P.C.U.S. et critiquaient la direction du P.O.P. étaient des éléments anti-Parti, cherchaient à s'emparer de la direction du Parti de la classe ouvrière canadienne, etc. N'en pouvant plus, le leader provincial du P.O.P. Gui Caron démissionna avec cinq autres dirigeants, soit Frank Arnold, Pierre Gélinas, Norman Nerenberg, Harry Gulkin et Ken Perry. Pour Caron, les révélations du XXe Congrès avaient été un véritable choc et seule la perspective, encore réelle au printemps 1956, d'un changement profond dans l'attitude, le style de travail et la démocratie interne du Parti l'avait retenu de remettre sa démission avant octobre 1956. La position irréductible et les attaques virulentes [96] de Buck à son endroit et à l'égard de ceux qui critiquaient la direction centrale eurent raison de lui. Dans une déclaration pathétique, Caron expliqua comment l'idéal d'une démocratie socialiste en U.R.S.S. l'avait soutenu au cours de ses 18 ans de militantisme au Parti, alors que le rapport Khrouchtchev avait révélé « une réalité qui, du point de vue cruauté, est plus apparentée à l'absolutisme médiéval, à la Sainte Inquisition ou à la Gestapo nazie qu'à autre chose ²⁵³ ». Écoeuré par le récit des crimes de Staline, Caron croyait partager une certaine responsabilité pour ses crimes puisqu'il avait, disait-il, contribué à les couvrir. Mais il voulut d'abord transformer le Parti sur les trois points suivants : « D'abord mettre fin à la conception du mouvement communiste mondial monolithique (...) Il faudrait briser une fois pour toutes la servilité idéologique envers le P.C.U.S. qui a caractérisé notre

²⁵¹ À J.B. Salsberg qui s'inquiétait du sort des Juifs soviétiques, Khrouchtchev aurait dit que « là où s'établit un Juif, pousse une synagogue », sur un ton méprisant (« When a Jew sinks his anchor there immediately springs up a synagogue »), *Kochenblatt*, Toronto, 6 déc. 1956, dans AVAKUMOVIC, op. cit., p. 229.

²⁵² Le 23 octobre, les chars soviétiques tirent sur les « insurgés » hongrois. Imre Nagy redevient chef du gouvernement. Des conseils ouvriers se forment au cours d'un cessez-le-feu, mais, le 5 novembre, nouvelle intervention soviétique et déportation de Nagy en Roumanie. Les conseils sont dissous, la loi martiale et les soldats russes viendront à bout d'une grève générale du 11 au 18 novembre.

²⁵³ Déclaration de Gui Caron, 19 oct. 1956, 2.

Parti » ; ensuite « rejeter la conception étrangère de la démocratie avec laquelle nous sommes associés aux yeux du peuple canadien », c'est-à-dire la « dictature du prolétariat », et propager plutôt l'idée « d'une Démocratie socialiste fondée sur les traditions parlementaires canadiennes » ; enfin, il fallait, selon Caron, « réviser la conception du rôle d'un Parti marxiste » en rejetant l'idée de vouloir dépasser à tout prix la C.C.F. ²⁵⁴.

Mais les débats stériles de 1956 le convinquirent que le P.O.P. « ne peut pas être transformé en un parti socialiste véritablement démocratique et véritablement canadien ²⁵⁵ ». De plus, Caron constatait que le P.O.P. était lui-même aux prises avec « le problème du culte du chef national ²⁵⁶ ». Revenant sur la scission de 1947, il se disait convaincu que la direction, et donc lui-même, avait agi de façon antidémocratique au Congrès lui-même, ce qui avait provoqué la scission dont le Parti ne se releva jamais au Québec finalement. Caron concluait sur « le fait incontestable que le prestige moral et politique de notre Parti au Canada ne cesse de diminuer » et que cela était dû « dans une très grande mesure à nos propres actions » et à « notre servilité conséquente, et parfois ridicule, à l'égard du P.C.U.S. ²⁵⁷ ». Enfin, il ne voyait pas comment le Parti, « presque complètement exclu des grands courants [97] de la vie politique de notre pays ²⁵⁸ », pouvait avoir de l'avenir au Canada.

Effectivement, le Parti n'était plus que l'ombre de ce qu'il avait été au cours de la guerre. Cette démission surprise et l'intense agitation qui régnait dans les clubs du Parti forcèrent la direction à réunir le Comité national (équivalent du Comité central dans la structure traditionnelle des P.C.) durant 12 jours consécutifs, soit du 28 octobre au 9 novembre 1956 pendant les événements de Pologne et de Hongrie ²⁵⁹. Au début, le leadership de Buck fut ouvertement remis en question par un groupe de militants qui préconisaient la mise en place d'une direction collégiale, ce qui impliquait une critique de l'exercice du pouvoir de Buck depuis qu'il assumait le poste de leader du Parti. Mais la position rigide du P.C.U.S. en Europe de l'Est découragea les militants et confirma Buck dans son indéfectible attachement à l'U.R.S.S. C'est finalement lui qui ressortit victorieux de cette épreuve de force entre orthodoxes-staliniens et révisionnistes au sein du comité national. L'exécutif au grand complet démissionna, provoquant l'élection des seuls partisans de Buck à la direction des affaires du Parti et le rejet de ceux que Buck appelait les « révisionnistes de droite ». C'est ainsi que des dirigeants aussi connus et expérimentés que Harry Binder, organisateur du P.O.P. au Québec, Steve Endicott, Sam Lipshitz, A.A. MacLeod, J.B.

²⁵⁴ Idem, 3.

²⁵⁵ Idem, 5.

²⁵⁶ Idem, 6.

²⁵⁷ Ibidem.

²⁵⁸ Ibidem.

²⁵⁹ Sur cette réunion du N.C., voir AVAKUMOVIC, op. cit., p. 229.

Salsberg et Stewart Smith quittèrent le Parti, complètement écoeurés ²⁶⁰. Au Québec seulement, au moins deux cents militants quittèrent le Parti, pendant que des dizaines d'autres ne participaient plus aux activités de leur club ²⁶¹.

Le 6e Congrès du P.O.P. fut retardé jusqu'en avril 1957, la diffusion de *Canadian Tribune*, l'organe central du Parti, chuta à moins de 4 000 exemplaires au pays et, aux élections fédérales de 1957 et 1958, le Parti, complètement désorganisé, ne put présenter que 10 et 18 candidats qui ne recueillirent que 7 760 et 9 869 voix à travers le pays ²⁶². D'octobre 1956 à avril 1957, la direction québécoise et plusieurs clubs de Montréal tentèrent de renverser la vapeur en critiquant le dogmatisme et le sectarisme de Buck, en revenant même sur l'emploi de mots d'ordre « opportunistes », [98] tels la *Liberal-labor coalition* du temps de guerre, l'élection d'un gouvernement C.C.F. au cours de la campagne électorale de 1948 et le parlementarisme du P.O.P. ²⁶³. L'enjeu du débat dépassait donc les seules retombées du rapport de Khrouchtchev ; c'est toute la ligne politique du P.O.P. depuis la guerre qui fut remise en question, quoique de façon très inégale et sans coordination. En avril, peu avant le Congrès national, la revue *Clarté* publia une analyse d'un club de Montréal qui constatait la profonde démoralisation des membres et le dépérissement de l'organisation du Parti à Montréal. La cause : le dogmatisme de la direction, la croyance aveugle en l'U.R.S.S. comme guide qui entraîna une absence d'analyse des conditions concrètes au Canada et qui a empêché le Parti de maintenir ses positions au cours de la période d'après-guerre ²⁶⁴. Le document expliquait ainsi la situation : « THERE is no doubt, however, that our tendency to idealize and dogmatize Marxism instead of enriching and extending it by our own actual observations and experiences in the struggle for a socialist Canada, has retarded our development. Our dull and un-imaginative styles of writing and speaking, filled with the jargon of 1848, 1917 and contemporary Soviet verbiage, our cold « political » approach to people, our incessant, almost gloating prophecies of economic disaster, our fear of new ideas, open debates and non-conformist views, and our critical and unquestioning support and admiration for the Soviet Union -these undialectical, un-human and un-Canadian practices have set us apart from and alienated us from our fellow Canadians ²⁶⁵. » La crise de 1956-1957 acheva de briser le P.O.P., particulièrement au Québec, alors qu'une nouvelle généra-

²⁶⁰ Selon la revue *Clarté* de février 1957, AVAKUMOVIC parle de plusieurs centaines de militants de Montréal qui quittèrent le P.O.P. à ce moment-là (op. cit., p. 229).

²⁶¹ Selon R. LAUZIÉ (Clarté, oct. 1956), compagnon de Gagnon, seulement 40 pour 100 des membres assistaient aux assemblées de clubs à cette époque-là, tellement grande était la confusion à la base du Parti.

²⁶² AVAKUMOVIC, op. cit., p. 235.

²⁶³ Texte de John SWITZMAN dans *Clarté*, mars 1957.

²⁶⁴ « Statement to the National Committee from a Montreal club of the L. P. P. », dans *Clarté*, avril 1957, 6-14.

²⁶⁵ Idem, 9.

tion de dirigeants quittaient un Parti trop identifié au stalinisme, au dogmatisme, et à l'Union soviétique ²⁶⁶. Huit ans plus tard, en 1965, le Parti reconnut une certaine autonomie organisationnelle à sa section québécoise en formant le Parti communiste du Québec, mais il était trop tard et le Parti ne put exercer un rôle important dans la classe ouvrière québécoise au cours de la « révolution tranquille ».

[99]

Après la guerre, le Parti vécut un temps sur la lancée de ses propres illusions sur la coopération entre les blocs capitaliste et socialiste. Mais au fur et à mesure que la confrontation se développait entre les États-Unis et l'Union soviétique, les communistes changèrent leur appréciation de la situation et radicalisèrent leur position. Ils s'impliquèrent dans de dures grèves, notamment dans celles du textile et des marins en 1946 et de nouveau avec les marins des Grands-Lacs en 1949, et ils participèrent à la campagne contre les projets des Lois 19 et 20 du gouvernement Duplessis. Mais la guerre froide ne laissa aucune chance aux communistes de montrer leur enracinement dans le mouvement ouvrier. Dès septembre 1950, le Congrès des métiers et du travail de Montréal expulsait de ses rangs les délégués suspects de communisme, imitant le geste des grandes centrales syndicales canadiennes et américaines. Nous avons montré que loin de demeurer passif devant la répression, le P.O.P. a bien tenté de montrer que celle-ci était dirigée à la fois contre les communistes et les progressistes dans le mouvement syndical, mais ce fut peine perdue : l'anticommunisme triomphant ne lui permettait même pas d'être entendu. Au Québec, le Parti fut évidemment affaibli par la condamnation de Fred Rose pour espionnage en 1946 et par la scission au Congrès de 1947 qui confirmèrent aux yeux de bien des gens que le P.O.P. n'était rien d'autre que la « cinquième colonne » de l'U.R.S.S. au Canada, pour reprendre l'expression de Gouzenko, tandis que la section québécoise se retrouvait affaiblie du tiers de ses membres, y compris de plusieurs cadres et organisateurs francophones dont le Parti avait tant besoin. Par la suite, la direction de la section québécoise du P.O.P. fut continuellement aux prises avec le groupe des dissidents. Elle cherchait tantôt à en nier l'existence, à en discréditer les chefs ou à l'écraser, ce qui divisait les forces communistes au Québec.

La crise de 1956-1957 occasionnée par les révélations de Khrouchtchev sur Staline fournit une nouvelle occasion aux dissidents qui avaient entre-temps réintégré le

²⁶⁶ Gagnon continua sa critique du Parti ouvrier-progressiste en fondant la revue *Débat* qui prolongea *Contribution*. Dans le n° 5 de *Débat* (avril-mai 1957) il s'en prend à la thèse du passage pacifique dans « Sur la transition pacifique au socialisme ». En 1961, il lance la *Tribune populaire* (25 mars 1961, vol. 1, n° 1) qui se veut l'« organe de l'Université ouvrière de Montréal ».

Parti démettre leurs critiques concernant l'économisme dans le travail du Parti, les méthodes bureaucratiques de la direction et le suivisme du P.O.P. à [100] l'égard de l'U.R.S.S. Nous avons vu que certaines de ces critiques furent reprises par Gui Caron et d'autres cadres dirigeants du P.O.P. mais que la direction centrale étouffa le débat qui secoua le Parti de fond en comble à l'automne 1956 et à l'hiver 1957. Or cette dernière crise avait comme caractéristique principale qu'elle attaquait ce que les communistes avaient de plus cher au monde depuis la création du P.C.C. : la ferme croyance que se construisait en U.R.S.S. une véritable société nouvelle, socialiste, plus juste et plus humaine, où le simple travailleur - la simple cuisinière, disait Lénine - dirigeait un État nouveau. Les révélations de Khrouchtchev démontraient qu'au contraire la répression, le mensonge et l'arbitraire avaient régné en maître en U.R.S.S. Deux solutions s'offraient alors aux communistes : le choc passé, reprendre espoir en l'U.R.S.S. puisque le fait même que Khrouchtchev ait révélé les crimes du stalinisme semblait démontrer la supériorité du socialisme et démontrait surtout que, si Staline avait perverti le socialisme, le système lui survivrait, d'une part. D'autre part, tenter de pousser au bout de leur logique les critiques de Khrouchtchev contre la dictature de Staline et remettre alors en question le centralisme démocratique, la dictature du prolétariat, le mythe du « Parti-guide », et ainsi de suite. La plupart de ceux qui choisirent la seconde voie furent progressivement isolés et expulsés du Parti quand ils ne le quittèrent pas d'eux-mêmes. Quelques individus refusèrent toutefois cette logique, croyant que Khrouchtchev était le révisionniste et non Staline et croyant que le P.C. soviétique trahissait la révolution mondiale en adhérant aux thèses sur la « coexistence pacifique ». Ils créèrent le *Progressive Workers Movement* dirigé par Jack Scott qui ne réussit pas à s'imposer comme autre formule de masse au P.C. dans les années soixante mais qui regroupa des éléments qui aujourd'hui adhèrent au mouvement marxiste-léniniste. La scission entre la Chine et l'U.R.S.S. au début des années soixante acheva de diviser les forces communistes au Canada anglais en particulier. Au Québec, la faiblesse chronique du P.O.P. jointe à la division issue du Congrès de 1947 empêchèrent les communistes de jouer un rôle politique dans les débats qui avaient cours entre les tenants de la création d'un Parti de travailleurs et les partisans d'un regroupement [101] des forces démocratiques autour du Parti libéral, dans la lutte pour abattre le régime Duplessis. En somme, le P.O.P. avait perdu toute influence réelle dans le mouvement ouvrier au pays.

Mais comment expliquer pareil échec ? S'agit-il d'abord de l'échec d'une idéologie à s'implanter en un sol particulièrement hostile ? S'agit-il plutôt de l'échec d'un Parti qui ne sut offrir un programme et des structures adéquates au mouvement ouvrier canadien ? Ou de l'échec temporaire d'un Parti dirigé par des « révisionnistes » qui « trahirent » la classe ouvrière et provoquèrent la faillite du P.C., comme le prétendent les « marxistes-léninistes » aujourd'hui ? Nous n'avons pas l'intention ni les moyens actuellement de proposer une réponse ferme et définitive à ce genre de

question. Nous allons plutôt chercher à identifier ce qui nous apparaît constituer les grandes causes objectives et subjectives de la faillite réelle du P.C. à s'imposer comme force importante dans la classe ouvrière canadienne de façon prolongée.

Les causes objectives d'abord. Il n'y a pas eu de situation révolutionnaire au Canada dans les années 1939-1957 malgré les bouleversements que le monde entier a connus au cours de cette période. La bourgeoisie canadienne n'a pas eu besoin de recourir au fascisme pour briser la montée des revendications de la classe ouvrière consécutive à la grande crise comme ce fut le cas en Allemagne par exemple. Elle s'identifia même au combat antifasciste car elle y trouva son avantage et, dans le contexte de l'époque, le P.C. n'eut d'autre choix que de soutenir l'effort de guerre du gouvernement, en accord avec les prescriptions que l'Internationale communiste rendit publiques lors de sa dissolution en mai 1943.

Après la guerre, l'affrontement des deux blocs capitaliste et socialiste à l'échelle mondiale survint avant même que le P.C. ait pu consolider ses acquis de la période antérieure. Le Canada, qui se définissait déjà comme un indéfectible allié de l'impérialisme américain, ne pouvait tolérer l'existence d'un P.C. pro-soviétique au pays. On discuta un temps de son interdiction pure et simple, [102] mais le « nettoyage » dont il fut victime dans le mouvement syndical régla pratiquement la question. Selon Marcel Fournier, il semble que, « aux principales phases de son histoire, le mouvement communiste n'ait pas trouvé réuni au Québec l'ensemble des conditions favorables à son développement. À aucun moment, il n'y a eu en effet correspondance entre les conditions économiques et les conditions politiques et idéologiques d'un tel développement ²⁶⁷. » La domination idéologique du clergé, le conservatisme des milieux politiques et syndicaux, puis, après la guerre, l'élévation du niveau de vie et de l'accès à la consommation pour de larges fractions de la classe ouvrière constituèrent autant d'obstacles à l'affirmation d'un Parti révolutionnaire au Québec. À l'opposé de la vision « réaliste » de Fournier, les critiques trotskystes et marxistes-léninistes, que Fournier lui-même qualifie d'« idéalistes », accordent la plus large part aux « erreurs » et « trahisons » des dirigeants du P.C. dans l'analyse qu'ils font de son échec. Pour Charles Halary, « l'électisme du recrutement, le laxisme organisationnel avait grandement contribué à la dissolution de la force politique autonome du P.C.C. De plus, les méthodes bureaucratiques de direction de Tim, Buck, principal dirigeant communiste, interdisaient toute discussion aux effets politiques ²⁶⁸. »

Pour le groupe En Lutte, « le Parti communiste du Canada sombra dans le révisionisme à son tour au cours des années 40. Il se mit à adopter des points de vue

²⁶⁷ FOURNIER, op. cit., p. 127.

²⁶⁸ HALARY, « L'influence du marxisme au Québec », dans *Politique Aujourd'hui*, nos 7-8, 1978, 126. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

réformistes et conciliateurs ; au lieu de préserver l'indépendance politique de la classe ouvrière, il l'incita à se mettre à la remorque des politiques des différents Partis bourgeois. Cette liquidation progressive de la lutte de classe du prolétariat aboutit à la liquidation du Parti communiste lui-même et à la création en 1943 du Parti ouvrier-progressiste dont le programme n'était pas révolutionnaire ²⁶⁹. » D'une part, les conditions objectives n'auraient pas été réunies, ce qui est bien certain mais pas suffisant comme facteur d'explication ; d'autre part, les chefs auraient trahi, abandonné la voie révolutionnaire, mais on ne sait trop pourquoi ni comment un tel phénomène a pu se produire dans [103] des conditions où le seul fait d'appartenir au Parti ne rapportait que des embêtements pour les militants communistes.

Il nous semble qu'une étude en profondeur de la réalité politique canadienne de l'époque, des principes organisationnels des P.C. et de la ligne politique du P.O.P. doit servir de base à toute analyse du P.C. Dans le contexte particulièrement troublé des années de guerre, le P.C. modifia sa tactique en insistant davantage sur un certain nombre de réformes sociales, économiques et politiques et en les présentant comme des étapes dans la lutte pour le socialisme. S'inspirant, tout en le développant, du concept de « démocratie populaire », le Parti chercha à montrer aux travailleurs canadiens que leurs aspirations à la démocratie et aux réformes étaient parfaitement compatibles avec la lutte pour le socialisme et que cet objectif de démocratie populaire constituait justement le moyen de garantir les conquêtes sociales de la classe ouvrière canadienne. Au même moment, la pénétration croissante de l'impérialisme américain au Canada et ses effets sur l'indépendance du pays, l'indépendance des syndicats et l'industrialisation du Canada amenèrent le P.O.P. à développer une ligne politique nationaliste, opposée à cette pénétration américaine, parfaitement conforme à la ligne générale du mouvement communiste international qui voyait alors dans l'impérialisme américain le principal ennemi des peuples du monde.

Réformisme et nationalisme devinrent donc les deux constantes du discours politique du P.O.P. au cours des années d'après-guerre. Mais, en cela, le P.O.P. ne se démarquait plus de la C.C.F. que par un attachement permanent à l'U.R.S.S., attachement devenu suspect aux yeux des travailleurs canadiens en période de guerre froide. Ne réussissant plus à se démarquer de son principal adversaire dans le mouvement ouvrier canadien sur le plan du programme, mais apparaissant toujours comme une secte vouée à la défense de la politique extérieure de l'U.R.S.S., le P.O.P. ne trouvait plus la place qui aurait pu lui revenir sur la scène politique canadienne, encore moins sur la scène politique québécoise. Et ce d'autant moins que les principes organisationnels dont le Parti s'inspirait contribuaient à le maintenir en marge de la [104] vie politique canadienne. Les préceptes léninistes, Parti discipliné, centralisme

²⁶⁹ « Les leçons de l'action des communistes et du P.C.C. lors de la Seconde guerre mondiale », dans *Unité prolétarienne*, n° 10 (vol. 2, n° 4), avril-mai 1978, 39.

démocratique, cellules d'entreprises, forme clandestine, fractions syndicales rouges, furent-ils « abandonnés » par les communistes canadiens ou révélèrent-ils leur inefficacité dans le contexte d'un pays capitaliste avancé comme le Canada où la tradition démocratique, quoique fortement tronquée par une bourgeoisie qui aimerait bien s'en passer, est bien implantée dans la classe ouvrière, de même que le réformisme ? Telle est bien la question qui reste à approfondir par le mouvement ouvrier canadien.

Robert COMEAU et Bernard DIONNE.

[45]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

Les partis politiques

3. "Le Bloc populaire canadien."

par Paul-André Comeau

[pp. 121-152.]

[Retour à la table des matières](#)

L'Arrivée au pouvoir du Parti québécois, le 15 novembre 1976, a soulevé au Québec l'intérêt que l'on sait et donné lieu à une interrogation collective comme l'histoire en offre peu d'occasions au cours d'un siècle. C'est en procédant à cette réflexion que les hommes politiques, les éditorialistes et plus d'un citoyen ont été amenés à évoquer l'histoire du Bloc populaire canadien. Une histoire, presque une épopée, qui réveille des souvenirs précis pour toute une génération de Québécois qui ont aujourd'hui entre 55 et 70 ans, mais dont les leçons n'ont jamais été dégagées au cours des 30 années qui nous séparent de la disparition de ce parti né en plein conflit mondial. Une épopée qui n'a pas encore fait l'objet d'un traitement rigoureux en science politique ou en histoire, deux disciplines qui auraient pourtant un intérêt commun à tenter de cerner cet axe de référence imprécis.

Le Bloc populaire représente en fait un moment important dans le cheminement de la collectivité québécoise, ne serait-ce qu'en raison de l'association momentanée, mais vraisemblablement marquante, d'un certain nombre d'hommes politiques canadiens-français appelés à jouer un rôle important au cours des trois dernières décen-

nies ²⁷⁰. Évidemment, en évoquant le Bloc, on songe automatiquement à Maxime Raymond, à André Laurendeau, à Jean Drapeau, à René Chaloult, au docteur Philippe Hamel, à Paul Gouin. On oublie - sans doute parce qu'on l'ignore - la participation de Michel Chartrand, de Philippe Girard, de Pierre Elliott Trudeau, de J.-Z. Léon Patenaude, d'Iberville-Fortier... et d'autres [122] encore ! Le cheminement politique de chacun de ces hommes constitue à lui seul un objet de réflexion et tout à la fois d'étonnement.

L'aventure du Bloc populaire coïncide aussi avec une étape charnière de la transformation de la société canadienne-française. La Première Guerre mondiale, la grande dépression ont propulsé le Québec dans un monde radicalement différent, même si ce changement n'a pas encore été assimilé au niveau du subconscient collectif et n'a pas modifié le discours politique du moment ²⁷¹. Le parti de Maxime Raymond, comme on le désigne aussi à l'époque, naît au lendemain du plébiscite sur la conscription où le Canada a pris brutalement conscience de son dualisme originel, où la société canadienne-française s'est sentie plus que jamais isolée et différente. C'est donc en pleine crise qu'apparaît le Bloc populaire canadien. Une naissance saluée avec enthousiasme et espoir dans les milieux nationalistes : « Dieu soit loué ! Serions-nous enfin à la veille d'une politique de régénération ? Pour la première fois peut-être, dans notre histoire depuis 1867, un groupe d'hommes aussi sincères et aussi considérables auront tenté l'aventure ²⁷². » L'auteur de ce jugement, le chanoine Lionel Groulx, sera d'ailleurs l'un des premiers à déchanter. La fin de la guerre, la fin de cette crise socio-politique, signifiera aussi la disparition du Bloc populaire canadien.

L'éphémère carrière du Bloc populaire aura permis le ralliement des forces vives de la nation canadienne-française et hantera, ou presque, les mémoires de toute une génération. À ce seul titre et dans le but de favoriser une meilleure compréhension de l'originalité de cette expérience de politique partisane vécue dans les heures les

²⁷⁰ En 1942, date de la naissance du Bloc populaire, l'expression *canadien français* comporte déjà une connotation nationaliste analogue à celle dont sont aujourd'hui chargés l'épithète et le substantif *québécois*. Toutefois, dans les milieux populaires, tout est encore plus simple. Le *Canadien* désigne uniquement le francophone d'ici. Les *Anglais*, ce sont évidemment les Canadiens anglais. Les *étrangers* désignent tous les autres groupes ethniques, exception faite sans doute des « juifs », déjà répertoriés dans la mémoire collective.

²⁷¹ La démonstration d'André-J. BÉLANGER sur l'apolitisme des idées au Québec durant les années 30 nous paraît illustrer cette inadéquation entre une réalité objective - un Québec devenu urbain et industriel - et le discours politique du moment, ou plutôt l'intérêt des intellectuels du moment (l'apolitisme des idéologies québécoises, Québec, Presses de l'université Laval, 1974, surtout pp. 353 à 369). [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

²⁷² Lionel GROULX, Notes extraites de son « Petit journal des rapaillages » en date du 17 août 1942 et reproduites dans Maurice FILION (directeur), *Hommage à Lionel Groulx*, Montréal, Leméac, 1978, p. 198.

plus sombres de la Seconde Guerre mondiale, l'histoire de ce parti mériterait d'être retracée avec minutie. Un aspect paraît cependant dominer l'ensemble de cette aventure politique : c'est l'élaboration d'une *doctrine originale* qui tente d'intégrer dans une formulation politique l'ensemble des problèmes économiques et sociaux imposés par l'histoire et la conjoncture. Et surtout qui confie au politique la mission d'imaginer des solutions concrètes à ces problèmes de la collectivité canadienne-française. À l'opposé [123] des expériences politiques et des démarches intellectuelles de toute la période de l'entre-deux-guerres, le Bloc populaire amorcerait donc la prise en charge par le politique du destin collectif du peuple canadien-français. C'est en regard de cette hypothèse que s'inscrit notre examen de l'idéologie du Bloc populaire.

La doctrine du Bloc est tributaire des hommes et des circonstances. Impossible d'en comprendre l'élaboration sans situer cette démarche intellectuelle et partisane dans le contexte des années 40 où apparaît la nouvelle formation politique. La mise sur pied de ce mouvement, les différentes conceptions politiques de ses leaders, les tiraillements de sa petite histoire vont, presque de nécessité, se refléter dans un corps doctrinal qui offre l'avantage d'avoir été défini de façon à peu près satisfaisante avant la dislocation du parti. Comment s'inscrit cette idéologie dans le cheminement de la pensée politique et sociale du Canada français ? Dans quel cadre politique les penseurs du Bloc populaire envisagent-ils de traduire concrètement leur projet ? Quelles fonctions précises accordent-ils à l'appareil politique ou étatique ? Autant de questions autour desquelles vont s'articuler les éléments de vérification d'une hypothèse qui devrait permettre de poser de nouveaux jalons dans la connaissance du devenir collectif canadien-français.

Les années 40

Au début de 1942, la situation sur le front n'est guère brillante. Les forces de l'Axe contrôlent encore le déroulement du conflit. À Ottawa, climat de fronde ou presque : le Premier ministre Mackenzie King, pour être délié des promesses solennelles faites au Québec, pour éviter aussi l'éclatement de son gouvernement, se résout à tenir un plébiscite sur la conscription. Les résultats de ce plébiscite, ou plus correctement de ce référendum, donneront carte blanche au chef du gouvernement fédéral, tout en encadrant dans une dimension tragique la farouche opposition des Canadiens français à l'égard de la participation du Canada à cette guerre. À Ottawa, comme au Québec, on suppose les conséquences possibles de la constitution de facto d'un véritable front des Canadiens français.

[124]

C'est une organisation improvisée de toutes pièces, au moment où Ottawa annonce la tenue de ce plébiscite, qui a rallié les francophones du Québec et des régions limitrophes en Ontario et au Nouveau-Brunswick. En orchestrant la campagne du NON à ce référendum astucieusement déguisé en plébiscite, la *Ligue pour la défense du Canada* intrigue et inquiète les dirigeants politiques aussi bien à Ottawa qu'à Québec ²⁷³. En plus de retrouver l'unité longtemps rêvée par ses dirigeants nationalistes, le Québec disposait subitement d'une structure inédite, en marge des partis politiques traditionnels et au-dessus des associations patriotiques. C'est de ce capital fraîchement accumulé qu'un certain nombre de Québécois vont tenter de retirer les intérêts pour lancer un nouveau parti politique : la Ligue pour la défense du Canada aura préparé le lit du Bloc populaire canadien, né cinq mois après le plébiscite d'avril 1942.

Si la Ligue pour la défense du Canada peut revendiquer la paternité effective du Bloc populaire canadien, il n'en demeure pas moins qu'en annonçant, le 9 septembre 1942, la fondation d'un nouveau mouvement politique, M. Maxime Raymond prenait le relais d'une série de tentatives qui ont scandé les étapes du nationalisme canadien-français ²⁷⁴. Les fondateurs du Bloc populaire ont pleinement conscience de s'inscrire dans un sillon creusé et approfondi plus ou moins périodiquement depuis un peu plus de 100 ans. Du « parti canadien » de Pierre Bédard au Bloc populaire canadien lui-même, sans oublier l'Action libérale nationale, les références ne font pas défaut qui ne manqueront pas d'être exploitées dans les assemblées publiques, dans les entretiens radiophoniques, dans les publications du nouveau parti ²⁷⁵. Cet héritage nationaliste que revendiqueront les leaders du Bloc, en plus d'annoncer la couleur, du point de vue idéologique, constitue en quelque sorte le moule où vont se couler les grandes articulations et les choix doctrinaux : c'est en marge des « vieux partis » et en réaction contre ces formations traditionnelles que va s'inscrire l'histoire du Bloc populaire.

L'échec de l'Action libérale nationale en 1935 et l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale de Maurice Duplessis semblent avoir [125] éloigné, un certain temps, les jeunes francophones du Québec de la tentation de créer de nouvelles formations

²⁷³ André LAURENDEAU, *la Crise de la conscription*, Montréal, Éd. du Jour, 1962, 158 p.

²⁷⁴ Voir à ce sujet Omer HÉROUX, « Demain », *le Devoir*, 28 avril 1942, p. 1, où l'éditorialiste annonce la permanence de la Ligue pour la Défense du Canada et invite les Canadiens français à maintenir leur appui à ce mouvement.

²⁷⁵ Dans une émission diffusée par plusieurs stations de radio, les 18 et 19 octobre 1942, Gouin relie le Bloc aux autres tentatives d'union nationale sous Papineau, Lafontaine, etc. (Voir Paul Gouin, *le Combat s'engage pour la libération du Canada français*, Montréal, les Documents du Bloc (doc. n° 2), 1944, pp. 5-7.)

politiques ²⁷⁶. Le déclenchement de la guerre va cependant relancer cette habitude. Ainsi le parti d'Adrien Arcand, qui ne parviendra pas à dépasser le cercle restreint des sympathisants nazis. Par contre, une foule de tentatives plus ou moins sérieuses précéderont de peu la création du Bloc populaire. Le « groupe des Onze », rassemblé autour d'Emmanuel d'Anjou, ne renoncera qu'in extremis à créer un parti qui aurait coupé l'herbe sous le pied au Bloc populaire ²⁷⁷. Une autre initiative à peu près concomitante sera vouée au même sort : Liguori Lacombe tentera, lui aussi, de lancer son propre parti au tout début de 1942. L'initiative fait long feu et se termine au lendemain de la publication d'un manifeste dans *le Devoir* ²⁷⁸.

Un parti éphémère

La petite histoire du Bloc Populaire est riche de ces tractations, de ces concilia-bules, de ces réunions plus ou moins secrètes à Québec, Trois-Rivières et Montréal qui ont précédé le lancement du mouvement. Rappel historique significatif : dès 1939, plusieurs des futurs dirigeants du Bloc avaient vainement tenté de créer un « parti canadien » dont Maxime Roy aurait assumé la direction ²⁷⁹. Les premières démarches concrètes coïncideront avec le procès intenté à René Chaloult pour des propos supposément insidieux, durant l'été 1942. Ces initiatives auront un objectif commun : convaincre Maxime Raymond, prestigieux député de la circonscription de Beauharnois aux Communes, de devenir le *chef* d'un nouveau parti qui prendrait la relève de la Ligue pour la défense du Canada et capitaliserait sur la désaffection présumée des Canadiens français à l'égard des « vieux partis ». Sans être l'initiateur de ces démarches, le chanoine Lionel Groulx jouera un rôle déterminant lors de la fondation du nouveau parti : il servira en quelque sorte d'intermédiaire entre le chef pressenti et ceux qui se réclament déjà de Maxime Raymond ²⁸⁰.

²⁷⁶ Exception faite de l'éphémère « parti national » créé, après l'élection de 1936, par MM. Hamel, Drouin et Grégoire. Voir Pierre VAN DER DONC, « L'Action libérale nationale », thèse de M. A. (Histoire), Université de Montréal, 1966, pp. 111 et ss.

²⁷⁷ Voir à ce sujet le télégramme d'Emmanuel d'Anjou à Maxime Raymond, le 29 octobre 1942, et la lettre cosignée par Jos Thériault, le 30 octobre 1942. Archives de Maxime Raymond déposées au centre d'histoire de l'Amérique française, rue Bloomfield, à Montréal.

²⁷⁸ « Manifeste du parti canadien », *le Devoir*, 31 janvier 1942.

²⁷⁹ Dans une lettre du 21 septembre 1942, le chanoine Groulx incite Maxime Raymond à accepter la direction du « parti canadien » où se retrouveraient René Chaloult et le docteur Philippe Hamel, notamment.

²⁸⁰ Les archives de Maxime Raymond et celles du chanoine Groulx sont particulièrement riches à cet égard. Voir aussi Maurice FILION, op. cit., et Lionel GROULX, *Mes mémoires*, Montréal, Fides, 1974, Tome IV, pp. 130 et ss.

C'est finalement le 9 septembre 1942 que Maxime Raymond annonce officiellement la fondation d'un nouveau mouvement politique et son intention d'en assumer le leadership. S'engage alors [126] la phase d'organisation du mouvement - Maxime Raymond refuse encore l'appellation de *parti* - dans un enthousiasme qu'allaient illustrer les causeries radiophoniques des dirigeants du parti. Le 8 novembre 1942, première des grandes assemblées publiques que tiendra le Bloc populaire un peu partout à travers le Québec : c'est à Saint-Georges de Beauce, dans son fief, qu'Édouard Lacroix accueillera Maxime Raymond en présence de plusieurs centaines de Beaucerons.

Ironie du sort, ces deux hommes seront au cœur d'un pénible conflit qui hypothéquera toute l'histoire du Bloc dès ses débuts. Cette affaire qu'on désignera sous l'appellation d'imbroglia va littéralement empoisonner les premiers mois du Bloc : répétition de tant d'autres incidents dans l'histoire des mouvements partisans au Québec, elle opposera en fait les « clans » de Montréal et de Québec. Dans la vieille capitale, le député provincial René Chaloult et le docteur Philippe Hamel, auxquels se joignent Paul Gouin, le chef de l'ancienne Action libérale nationale, et certains de ses partisans, envisagent, pour le Bloc, une organisation et un partage d'autorité que ne peut accepter Maxime Raymond. De même, le *trio*, selon l'appellation que lui donne la presse du Québec, se refuse à accepter Édouard Lacroix, le « roi de la Beauce », qui sera d'ailleurs, tout un temps, l'un des principaux bailleurs de fonds du nouveau parti. Les efforts de médiation du chanoine Groulx ne parviendront pas à ramener l'harmonie entre les deux factions et, dès l'été 1943, le *trio* s'est de fait exclu du Bloc, même si la rupture ne sera officiellement consommée qu'au congrès du parti en février 1944, à Montréal ²⁸¹.

Cette lutte de pouvoir au sein de la jeune formation, qui s'envenimera à la faveur de la longue maladie de Maxime Raymond au printemps 1943, répercutera inévitablement ses effets sur l'organisation et l'activité du Bloc Populaire. Il est assez difficile de tracer l'organigramme du parti. Durant sa brève existence, le Bloc a plusieurs fois modifié ses structures, d'ailleurs plutôt lâchement articulées. Si le *conseil national*, issu du congrès de 1944, représente théoriquement l'instance suprême du parti, c'est, dans la réalité, le caucus informel qui sera appelé à prendre les décisions [127] les plus importantes, à la demande, il est important de le souligner, de Maxime Raymond lui-même. Aux heures les plus importantes de son histoire, le Bloc populaire pourra aussi compter sur une *section de jeunes* dirigée par J.-Z. Léon Patenaude. Malgré ces tiraillements entre ses ailes québécoises et montréalaise, le Bloc populaire s'est tout de même doté, au congrès de 1944, d'une autorité bicéphale : Maxime Raymond, qui demeure le chef incontesté du mouvement, délègue ses responsabilités, dans le domaine provincial, à André Laurendeau, déjà secrétaire général du parti. Ce dernier, qui avait orchestré la campagne de la Ligue pour la défense du Canada, diri-

²⁸¹ Lettre du chanoine Groulx à René Chaloult, le 5 août 1943.

ge en fait le secrétariat de la rue Saint-François-Xavier où un certain nombre de permanents - pas plus d'une douzaine en période d'effervescence - assumaient l'expédition des affaires courantes de l'organisation. C'est également à Montréal que se publiait l'hebdomadaire *le Bloc* jusqu'à sa disparition ²⁸². À Québec, le Bloc a aussi disposé d'une antenne qui n'a jamais eu l'ampleur de l'organisation à Montréal. Dans la plupart des circonscriptions, c'est autour d'un noyau de fidèles que s'articulait une organisation réduite à sa plus simple expression, mais fortement gonflée en période électorale par l'arrivée de volontaires nombreux et bien motivés.

Même si Maxime Raymond a répété maintes et maintes fois que le Bloc populaire était avant tout un mouvement d'idées, il n'en demeure pas moins que l'existence de cette formation a été dominée par une série d'échéances électorales. Quelques mois seulement après sa fondation, le parti s'engageait, à l'été 1943, dans la bagarre des élections partielles dans deux circonscriptions fédérales. Dans Stanstead, à la faveur de l'intervention personnelle du vieux leader nationaliste Henri Bourassa, le Bloc fait élire son premier député. Tout juste avant les élections provinciales de 1944 qui marqueront le retour et l'installation au pouvoir de Maurice Duplessis, le Bloc populaire connaîtra son apogée. Déjà au printemps 1943, selon un sondage de la maison Gallup, le parti de Maxime Raymond et le parti libéral se trouvaient nez à nez en ce qui concerne les « intentions de vote » des électeurs québécois ²⁸³. L'enthousiasme des leaders et des militants n'endigera pas la [128] vague de fond en faveur de l'Union nationale. Un an plus tard, le Bloc enregistre, au niveau fédéral, un deuxième échec électoral, à la suite de la campagne curieusement dirigée par Camilien Houde, qui a l'originalité de se présenter comme indépendant dans sa propre circonscription. En 1944, le Bloc aura fait élire quatre députés à Québec ; en 1945, il devra se contenter de deux élus aux Communes.

Les déboires électoraux du Bloc ne doivent cependant pas faire négliger l'aspect novateur des campagnes menées à travers le Québec par cette formation qui n'avait pas accès aux sources de financement des vieux partis. Les dirigeants du Bloc ont en effet pu compter sur la collaboration efficace et dynamique de nombreux jeunes qui n'étaient pas encore venus à la politique partisane. Le « bénévolat », qui n'était pas la caractéristique dominante de la politique au Québec, supplée alors à l'absence de deniers. De même, le style des organisateurs méduse littéralement les autres partis : ainsi, les *assemblées de cuisine*, tenues par le Bloc, notamment dans les circonscriptions rurales. Cette rupture avec les pratiques traditionnelles justifie évidemment les rapprochements que l'on peut tenter avec le style adopté par le Parti Québécois à son avènement sur la scène politique québécoise.

²⁸² Les collections complètes du journal *le Bloc* sont disponibles à la Bibliothèque nationale à Ottawa, de même qu'à la bibliothèque du Séminaire de Saint-Hyacinthe.

²⁸³ Sondage Gallup du 18 avril 1943.

Malgré un énorme capital de bonne volonté, le Bloc populaire ne survivra pas longtemps à la fin des hostilités en Europe et dans le Pacifique. Fortement miné de l'intérieur des suites du conflit entre le *trio* de Québec et les dirigeants montréalais, le parti de Maxime Raymond est emporté dans le mouvement qui fait de Duplessis le chef incontesté de la vie politique au Québec. L'histoire du Bloc populaire est bien terminée. Le constat d'échec ne sera dégagé qu'à la dernière session du Conseil national à l'automne 1947, deux mois après la démission d'André Laurendeau qui se joint, à ce moment, à l'équipe éditoriale du *Devoir*. L'aventure du Bloc populaire aura duré un peu moins de cinq ans. L'institution permanente que projetait d'établir Maxime Raymond se sera donc limitée à un moment privilégié de l'histoire politique du Québec ²⁸⁴.

[129]

Quelques innovations au chapitre des techniques électorales, un recours intensif au « bénévolat », une histoire interne marquée de déchirements pas toujours très glorieux, une organisation de fortune : est-ce suffisant pour justifier l'intérêt que l'on continue à porter au Bloc populaire ?

Une idéologie en gestation

Le Bloc populaire a marqué une étape importante dans l'histoire politique de la société canadienne-française au double titre de l'articulation d'une idéologie globale et de sa formulation dans un programme électoral. C'est ce qu'affirment volontiers les survivants de l'épopée du Bloc, de même que bon nombre d'observateurs et de spécialistes. Une telle affirmation ne pourrait relever que de l'ordre des souvenirs embellis par l'action du temps. Pourtant, 30 ans après la disparition du Bloc, la persistance de ces affirmations au sujet de l'une des facettes de cette formation partisane justifie, à elle seule, un examen systématique de l'idéologie du parti de Maxime Raymond.

L'élaboration de cette doctrine politique n'a pas constitué une activité connexe et mineure au sein du Bloc populaire, comme c'est habituellement le cas au sein des partis politiques traditionnels. Tout au long de son histoire, la doctrine politique et le programme électoral du parti feront l'objet de discussions et de travaux. En ce sens, on comprend mieux l'insistance de Maxime Raymond à définir le Bloc comme un mouvement d'idées, et non comme un simple parti ²⁸⁵. La mise au point de ce corps doctrinal s'est ressentie des tensions et des crises qui ont jalonné l'histoire du mou-

²⁸⁴ Maxime RAYMOND, « Le Bloc n'est pas une aventure électorale, mais une institution permanente », *le Bloc*, vol. 1, 2, 19 février 1944, 5.

²⁸⁵ Lettre de Maxime Raymond à André Laurendeau, le 25 juillet 1947.

vement et, dans un certain sens, accéléré sa disparition. Curieusement, à la veille même de sa dislocation, le Conseil national du Bloc tiendra à préciser les articulations d'une idéologie qui n'aura cessé d'être cernée, précisée, enrichie au cours des années précédentes ²⁸⁶. C'est tout comme si les leaders du parti avaient tenu à indiquer, tel un héritage dogmatique, l'essentiel des textes qui rendraient compte de leur cheminement.

[130]

Depuis le début du siècle, la formulation d'une doctrine n'a pas tellement préoccupé les partis politiques. La plupart du temps, on se contentait, à la veille d'une échéance électorale, de rédiger un manifeste ou un programme, souvent sous la simple forme d'un discours inaugural prononcé par le leader de la formation ²⁸⁷. C'est en fait à l'extérieur des partis politiques que s'est situé le débat idéologique au Canada français durant les quarante premières années du XXe siècle. Le Bloc populaire s'inscrit en faux contre cette tradition partisane.

Il aura fallu plus d'un an aux leaders avant d'en arriver à la formulation plus ou moins complète de leur doctrine politique et de leur programme électoral ²⁸⁸. Dès les premières réunions en vue de la formation du parti, à l'été 1942, une tentative de définition retenait l'attention des initiateurs du projet et allait accaparer une bonne partie de leurs énergies. Le rejet d'un programme élaboré par le docteur Hamel a même cristallisé les premières tensions entre l'aile de Québec et les Montréalais. Le « radicalisme » du docteur Hamel, dans le domaine économique, avait en effet effrayé le chef du Bloc populaire qui profitera de ses échanges avec Me Marie-Louis Beaulieu, jeune avocat de Québec et professeur à l'université Laval, pour élaborer un programme plus conforme à sa perception des problèmes réels de la collectivité canadienne-française ²⁸⁹. En plus de ses contacts fréquents avec ses collaborateurs immédiats, comme André Laurendeau, M. Raymond a consulté, à cette fin, un certain nombre de personnes, notamment François-Albert Angers, professeur aux H.É.C.

²⁸⁶ C'est à la réunion au Camp Maupas, en juin 1947, qu'est défini le « corpus » de la doctrine du Bloc populaire canadien. Il englobe : les discours (programmes) de Maxime Raymond, publiés par *le Bloc*, documents 9 et 10 ; les résolutions des congrès de 1944 et celles des caucus de 1944 et 1945 ; les « attitudes » des députés du Bloc à Ottawa et à Québec.

²⁸⁷ Pour s'en convaincre, on lira avec profit les programmes électoraux des partis politiques au Québec, durant cette période. Voir Jean-Louis Roy, *les Programmes électoraux du Québec*, Montréal, Leméac, 1971, vol. II, pp. 237-282.

²⁸⁸ C'est à la faveur de quatre émissions radiophoniques (en octobre 1943) que Maxime Raymond exposera en détail le programme du Bloc, au fédéral et au provincial. Les idées maîtresses figuraient toutefois dans deux autres émissions, en octobre et novembre 1942.

²⁸⁹ Lettre de Marie-Louis Beaulieu à Maxime Raymond, le 24 mars 1944, où est retracée l'histoire de la formulation du programme du Bloc.

Officiellement, c'est au congrès de février 1944 que sera adopté le programme électoral du Bloc populaire canadien. Il ne s'agira là que d'une ratification, d'une légitimation symbolique de l'aboutissement d'une démarche, échelonnée sur plusieurs mois. L'imprimatur aura auparavant été donné par le chanoine Groulx que Raymond a consulté très fréquemment durant cette période ²⁹⁰.

Omer Héroux, éditorialiste au *Devoir*, aura beau écrire que les hommes du Bloc populaire sont « presque neufs, sans passé politique un peu marqué », la formulation du programme du parti, en [131] plus de s'effectuer sous la pression d'une crise majeure, ne se conçoit pas hors de toute filiation.

Directement issu de la Ligue pour la défense du Canada, le parti de Maxime Raymond épouse, presque de nécessité, les thèses canadiennes-françaises à l'égard du second conflit mondial : pas de participation à un conflit étranger, encore moins de conscription pour service outre-mer ²⁹¹. Dans leurs écrits, dans leurs discours, tous les leaders du Bloc se réfèrent constamment à la trahison dont le Canada français a été victime dans ce conflit. En plus de propulser le Québec dans un conflit où l'impérialisme de la Grande-Bretagne polarise une réaction instinctive, la participation canadienne à la Seconde Guerre accentue l'isolement de facto des Canadiens français ²⁹². De façon très négative, le Bloc va presque automatiquement se servir du repoussoir que représentent alors les vieux partis pour justifier sa présence sur la scène politique et tenter de tirer profit du fort ressentiment suscité en 1917 par le gouvernement d'union et maintenant ravivé par le parti de Mackenzie King. Le Bloc populaire tente donc de réaliser l'union sacrée contre l'ensemble des formations partisans aussi bien à Ottawa qu'à Québec. Maxime Raymond résume ainsi ce point de vue : « Faisons, une bonne fois, table rase de ce qui jusqu'ici nous a divisés, Accomplissons les gestes nécessaires. Brûlons les vieux drapeaux *bleu et rouge* pour lesquels nous nous sommes battus comme s'ils eussent été des emblèmes de patriotisme ²⁹³. »

C'est faire appel à un vieux thème de la politique canadienne-française, presque un réflexe, qui a inspiré tous les fondateurs de factions, de formations partisans plus ou moins éphémères au cours de l'histoire du Québec. Aussi, faut-il résolument situer dans cette perspective du rejet des *vieux partis* la ferme détermination de Maxime Raymond de refuser l'appellation de parti pour son propre mouvement. Atti-

²⁹⁰ Confirmé par plusieurs des dirigeants du Bloc populaire à la faveur d'interviews échelonnées entre janvier 1968 et septembre 1971.

²⁹¹ Il faut aussi signaler l'absence presque totale de référence au rôle de la France dans cette guerre et ce, dans presque toutes les interventions des dirigeants du Bloc.

²⁹² Voir dans la série des « documents du BPC » : Édouard LACROIX, Édouard Lacroix analyse les budgets de guerre du Canada (document n° 5), 7 pages ; Jean MARTINEAU, le Québec est-il isolé ? (document n° 8), 15 pages.

²⁹³ RAYMOND, *Politique agricole et ouvrière du Bloc*, Les documents du Bloc, n° 3, p. 10.

tude logique d'un homme isolé au sein de l'un de ces vieux partis, la démarche de Maxime Raymond témoigne aussi d'un certain idéalisme quant au rôle du sentiment partisan dans le comportement politique du Canadien français. Dans une lettre quasi prophétique, le vieux leader nationaliste Henri Bourassa avait pourtant clairement indiqué cet écueil : « Vous [132] aurez à combattre l'esprit de parti qui nous a fait tant de mal. » Sage conseil d'un homme politique qui ne s'est pas mépris sur la signification réelle du caractère massif du NON au plébiscite de 1942 ²⁹⁴.

Société traditionnelle encore sous l'influence prépondérante de l'Église, le Québec de 1940, même s'il est sollicité par certaines expériences en Europe et en Amérique latine, ne songe pas à remettre en question deux siècles de fidélité à un idéal collectif où le conservatisme est le corollaire obligé de la survivance. Même si certains aspects du fascisme ²⁹⁵, certaines idées du Maréchal Pétain ont éveillé des sympathies chez quelques-uns de ses membres ²⁹⁶, le Bloc populaire se situe avant tout dans la lignée du nationalisme canadien-français. Évidemment, ces traits seront vite relevés par la presse canadienne-anglaise, par une certaine presse francophone plus ou moins ralliée à l'effort de guerre ou tout simplement soumise à la ligne du parti, comme c'est le cas notamment du quotidien montréalais *le Canada*. L'éditorialiste d'un des deux quotidiens anglophones de Montréal, *The Gazette*, illustre bien le mépris dans lequel une bonne partie de la population canadienne tenait la formation de Maxime Raymond. Ainsi le Bloc populaire serait : « Un groupe qui voile à peine ses penchants fascistes et dont le doyen, Henri Bourassa, a, au cours des derniers mois, qualifié l'Italie et l'Espagne d'États authentiquement chrétiens dans notre monde moderne ²⁹⁷. »

Le nationalisme du Bloc populaire canadien s'inscrit dans le prolongement de l'école illustrée par Henri Bourassa et réinterprété, dans un cadre historique, par le chanoine Lionel Groulx dont l'influence sur une bonne partie des dirigeants du nouveau parti est loin d'être négligeable. Dès sa première intervention, au moment de la fondation du Bloc, Maxime Raymond est on ne peut plus explicite à ce sujet : « Élu en 1925 député fédéral de Beauharnois, je suis entré à la Chambre des Communes comme libéral imbu de certaines notions de haute et sincère politique émises, il y a une

²⁹⁴ Lettre de Henri Bourassa à Maxime Raymond. Voir également d'autres documents publiés par le Bloc : Maxime RAYMOND, Maxime Raymond dit pourquoi il lance un nouveau mouvement politique, Document n° 1 ; Paul GOUIN, Le Combat s'engage pour la libération du Canada français, Document n° 2 ; Fernand CHAUSSÉ, Fernand Chaussé dit pourquoi il a quitté l'Union nationale, document n° 4 ; Philippe HAMEL, les Vieux Partis contre le peuple, Document no 7.

²⁹⁵ C'est le cas notamment de l'un des candidats du Bloc. Voir Dostaler O'LEARY, *Séparatisme, doctrine constructive*, Montréal, Éditions des Jeunesses patriotes, 1937, p. 203.

²⁹⁶ Voir la lettre ouverte au Maréchal Pétain, *le Devoir*, 2 mai 1942, 1.

²⁹⁷ *The Gazette*, 10 août 1943. Voir aussi Horace BROWN, « Is Canada really a Nation ? » *Saturday Night*, 57, n° 43, juillet 42, 5.

trentaine d'années, par un homme que je n'ai cessé d'admirer, Henri Bourassa ²⁹⁸. » Au-delà de l'admiration presque filiale que lui vouait Maxime Raymond, c'est sans doute cette orthodoxie doctrinale [133] qui incitera le vieux lion nationaliste à rompre le silence de sa retraite et à intervenir directement dans plusieurs des bagarres engagées par le Bloc populaire. Dès l'été de 1943, le discours du fondateur du *Devoir* sur le parvis de l'église Saint-Patrick, à Magog, retentit à travers tout le Québec, tel un coup de tonnerre, tel le signal du ralliement des forces vives du Canada français.

Pour linéaire qu'elle soit, cette filiation doctrinale s'est pourtant enrichie des diverses expériences intellectuelles et politiques qui ont marqué l'entre-deux-guerres. *L'Action nationale*, qui a pris la relève de *l'Action française*, fondée par le chanoine Lionel Groulx, servira en fait de bréviaire politique à la majeure partie des militants du Bloc, en plus d'offrir un banc d'essai à ceux qui tenteront de structurer la doctrine et le programme du nouveau parti. D'où le nationalisme classique, pour reprendre le mot d'André-J. Bélanger ²⁹⁹, qui animera tout l'effort idéologique du Bloc. D'autres expériences, moins marquantes, se grefferont autour de ce tronc initial, qui permettront d'élargir les horizons et peut-être de dépasser ce « nationalisme de l'inaction ³⁰⁰ ».

Il s'agit tout d'abord de *l'École sociale populaire*, ce laboratoire doctrinal avant la lettre, animée par les jésuites depuis 1911 et qui, dans la fidélité aux enseignements des encycliques pontificales, favorisera une approche plus objective des problèmes économiques et sociaux qui naissent de la transformation radicale de la société canadienne-française ³⁰¹. Dans un même ordre d'idées, les tournées sociales en Gaspésie, organisées par le père Georges-Henri Lévesque, O.P., vers la fin des années 30, en plus de révéler un aspect plutôt inédit du mouvement coopératif, susciteront un brassage d'idées chez plusieurs des futurs dirigeants du Bloc ³⁰². Ces préoccupations sociales auront cependant trouvé l'amorce d'une traduction en termes politiques dès 1935 dans la formulation du programme électoral de l'Action libérale nationale. Du parti de Paul Gouin à la formation de Maxime Raymond, le raccord idéologique ne relève pas d'une simple construction mentale, surtout si l'on tient compte des diverses moutures qu'aura connues ce programme avant la disparition de l'A.L.N. au moment des élections provinciales de 1939 ³⁰³. D'ailleurs, une comparai-

²⁹⁸ RAYMOND, « Programme du Bloc populaire canadien », *la Presse*, octobre 1943, 1.

²⁹⁹ BÉLANGER, *l'Apolitisme des idéologies québécoises*, pp. 299-305.

³⁰⁰ Idem, p. 297.

³⁰¹ J.-Papin ARCHAMBAULT, « L'École sociale populaire », *Culture*, tome II, 1941, 351-357.

³⁰² Émile BOUVIER, « En Gaspésie coopérative », *Relations*, août 1941, 218.

³⁰³ Voir à ce sujet les déclarations d'un des dirigeants de l'A.L.N. impliqués dans l'imbroglio du Bloc populaire, pour qui le programme adopté par le B.P.C. au congrès de 1944

son sommaire des programmes [134] électoraux de ces deux partis - Bloc et A.L.N. - ne contredira pas cette affirmation.

Héritier de ce legs nationaliste qui commence à peine à saisir les problèmes réels d'une société en pleine urbanisation, si ce n'est en voie de prolétarianisation, le Bloc populaire canadien assumera ces expériences, mais sera obligé de les adapter aux circonstances de la guerre, à la désorganisation entraînée par l'important effort de guerre volontairement consenti par le Canada.

Les articulations de l'idéologie du Bloc

Les codificateurs de la doctrine du Bloc populaire ne se sont pas contentés de dresser un simple catalogue de réformes ou de promesses, comme les y aurait normalement incités la pratique partisane du moment. Avant de dégager les mesures concrètes qu'ils préconisent à chacun des deux paliers de gouvernement - le lieu propre d'un programme électoral - le Bloc populaire va énoncer sa conception particulière du politique et de l'État où s'inscrit cette activité : l'État canadien, issu d'un pacte confédéral entre deux nations.

Le Bloc populaire situe résolument son action dans le cadre politique, en acceptant la prise en charge du destin de la collectivité par l'État lui-même, ce qui n'était pas une donnée évidente de la pensée nationaliste traditionnelle érigée en système par le chanoine Groulx ³⁰⁴. Le politique devra cependant se soumettre à certaines valeurs fondamentales qui transcendent l'agir du pouvoir étatique. Pour Maxime Raymond, aucun doute n'est possible, dès que l'on songe aux caractéristiques spirituelles de la nation canadienne-française : « Le Canada est un pays chrétien et qui doit être gouverné comme un pays chrétien. Il en va de même de chacune de ces provinces. Cette pensée, mise à la base de notre politique fédérale ou provinciale, entraînera des conséquences de droiture et de haute moralité qui ne pourront que faciliter les bons effets de l'action gouvernementale ³⁰⁵. » Inutile d'ergoter sur l'apparente ouverture vers l'œcuménisme que comporterait cette prise de position en faveur de la morale chrétienne plutôt que catholique, l'essentiel, [135] c'est évidemment la primauté reconnue aux valeurs spirituelles dans l'action politique. Il ne s'agit pas d'un simple tribut rendu du bout des lèvres. Ce credo s'enracine profondément dans deux siècles de morale politique où saint Thomas interdit toute référence à Machiavel.

n'est qu'une copie du texte mis au point par l'A.L.N. à son congrès de 1938, à Sorel. Voir Marcel LAFAILLE, « Le Congrès du Bloc », *l'Union*, Montréal, 11 mars 1944, 4.

³⁰⁴ Jean-Pierre GABOURY, *le Nationalisme de Lionel Groulx ; aspects idéologiques*, Ottawa, Éd. de l'Université d'Ottawa, 1970.

³⁰⁵ RAYMOND, M. *Raymond dit pourquoi...*, op. cit., p. 11.

Cette théologie de l'action politique a revêtu au Canada français une dimension particulière et le Bloc populaire canadien n'évacuera pas du politique le messianisme, vocation assignée au peuple français d'Amérique par son clergé et ses chefs nationalistes ³⁰⁶. En définissant les objectifs du nouveau parti, l'un des leaders du Bloc Fernand Chaussé rappelle, on ne peut plus clairement, la mission première de ce groupe d'hommes indépendants, honnêtes et sincères : « Donner à notre province l'importance économique et sociale à laquelle elle a droit et à notre race sa place dans le monde comme apôtre de la culture française en Amérique et, tant que ne luiira plus le flambeau de la civilisation française en Europe, comme gardienne farouche de cet immortel flambeau ³⁰⁷. » Rien de moins. L'ambition est de taille ! Et, comme pour donner un visage moderne à cette ambition séculaire, le Bloc populaire proposera même la création d'un *office de défense et d'expansion de la langue française*. Cet organisme aurait comme rôle non seulement d'encourager le tourisme et de prendre la défense des Canadiens français au Canada et dans le monde, mais de répandre (...) la connaissance et les bienfaits, pour l'humanité, du fait français en Amérique ³⁰⁸.

Messianisme et morale politique ne sont pas ainsi évoqués seulement pour satisfaire aux exigences rituelles d'une époque : ils inspirent et nourrissent des attitudes profondément ancrées. Notamment à l'égard de ce qui pourrait menacer la collectivité canadienne-française précisément définie en regard de ces deux caractéristiques interreliées. C'est ce qui explique, entre autres, le rejet farouche du communisme envisagé comme philosophie ou comme système politique ³⁰⁹. Il s'agit là d'une lame de fond de la pensée politique du Canada français. De façon très catégorique, dans son allocution aux congressistes qui venaient de lui confier le leadership de l'aile provinciale du Bloc, André Laurendeau rejette [136] le communisme qui menacerait directement et dangereusement la foi et la culture des Canadiens français ³¹⁰. Ironiquement, c'est devant un candidat communiste que Jean Drapeau, porte-couleurs du Bloc aux élections complémentaires de l'été 1943, mordra la poussière : Fred Rose, élu dans une circonscription montréalaise, devient le premier député communiste à siéger à la Chambre des Communes ! On comprend alors l'ampleur de la campagne anticommuniste que lancent les collaborateurs de la revue *Relations* et que

³⁰⁶ Pour une définition presque contemporaine de ce messianisme, voir la Vocation de la race française en Amérique du Nord, rapport publié par le Comité permanent de la Survivance française en Amérique du Nord, Québec, 1945, pp. 12 et ss.

³⁰⁷ CHAUSSÉ, op. cit., p. 11.

³⁰⁸ Roy, *les Programmes électoraux du Québec*, p. 236.

³⁰⁹ Jean NICOLET, « Chroniques : Les Soviets jettent du lest », *Action nationale*, XXI, juin 1943, 536-538.

³¹⁰ LAURENDEAU, « Le congrès national du Bloc populaire canadien », *le Devoir*, 4 février 1944, 6.

relaient les ténors du Bloc populaire ³¹¹. À son retour au pouvoir en (1944), Maurice Duplessis, qui avait fait voter la Loi du cadenas en 1938, n'aura qu'à exploiter cette même veine : l'épouvantail du communisme pourra encore être agité durant une bonne décennie au pays du Québec ³¹². Cette hantise du communisme s'étendra aussi au socialisme dont l'apparition, dans l'Ouest canadien, avait profondément inquiété l'épiscopat québécois. Le Bloc populaire canadien épousera aussi cette aversion ³¹³.

De façon tout aussi viscérale, le nationalisme canadien-français a favorisé un certain antisémitisme. Le Bloc populaire ne se lancera pas dans ce courant, même si certains de ses candidats ne cacheront pas leurs sentiments à l'endroit des fils d'Israël ³¹⁴. Au delà du fondement religieux de ce ressentiment, c'est la crainte d'une arrivée massive de Juifs européens qui semble motiver les préoccupations ou plutôt les appréhensions des dirigeants du Bloc populaire. Le Québec pourrait, d'après certains d'entre eux, être envahi par quelque cent mille Juifs qui viendraient s'emparer des meilleures terres : c'est la théorie du complot que reprendront à leur compte certains candidats du Bloc, lors des élections fédérales et provinciales ³¹⁵.

Anticommunisme et antisémitisme traduisent de façon instinctive l'appréhension des leaders d'une société qui a vécu en vase clos durant de nombreuses décennies. De façon plus positive, les têtes d'affiche du Bloc ont repris les thèmes traditionnels du nationalisme au sujet du tissu social. C'est la famille, la famille chrétienne et, dans une large mesure, la famille rurale qui représente l'idéal des penseurs du mouvement au chapitre de ce qu'on appelait à l'époque le « capital humain » : « Le souci de ce capital [137] exige au premier chef une politique familiale qui protégera, aidera la famille chrétienne nombreuse, lui facilitera l'éducation et le placement de ses enfants. Et puisque le milieu le plus favorable au développement de la famille c'est encore le milieu rural, une politique saine et intelligente ne doit rien négliger pour attacher l'homme au sol, soit par un soin donné à l'agriculture, soit par un système raisonné et pratique de colonisation ³¹⁶. » Il est significatif de constater que le programme électoral du Bloc populaire consacre son premier chapitre aux problèmes

³¹¹ « Le premier député communiste à Ottawa », *Relations*, septembre 1943, 226-227. Voir aussi : « Déclarations de René Chaloult à l'Assemblée législative, le 29 février 1944 », *l'Union*, Montréal, 11 mai 1944, 9.

³¹² On lira avec intérêt le numéro spécial consacré à ce sujet par l'Action nationale, mai 1943. Notamment les « conclusions » qu'y dégage François-Albert ANGERS, 422-439.

³¹³ LAURENDEAU, op. cit.

³¹⁴ Voir le compte rendu d'une assemblée du Bloc dans Québec-Est : *l'Action catholique*, « En marge des élections », 5 août 1944, 11. Et, surtout, O'LEARY, op. cit., pp. 207 et ss.

³¹⁵ Jean NICOLET, « Chroniques : Dressons-y notre tente », *l'Action nationale*, XXII, décembre 1942, 299-301.

³¹⁶ RAYMOND, *Maxime Raymond dit pourquoi...* p. 9.

de la famille, alors que l'Action libérale nationale s'attardait, dès le début, aux seuls problèmes agraires.

À la faveur des discussions qui ont jalonné la mise au point de son programme électoral, le Bloc prend ses distances par rapport à l'idéal de la famille rurale célèbrée par Maxime Raymond, quelques mois auparavant. C'est peut-être l'analyse plus objective de la situation de la société canadienne-française au début des années 40 qui incitera les penseurs du Bloc à réorienter leurs objectifs en matière de politique familiale. Un pareil changement de perspective serait d'ailleurs intervenu chez Maxime Raymond lui-même, au dire d'un commentateur anglophone peu suspect de flagornerie à l'égard du fondateur du Bloc populaire : « (Maxime Raymond) a évolué d'un nationalisme radical à la Henri Bourassa pour se rapprocher de la gauche au fur et à mesure qu'il embrassait la misère économique de ses compatriotes ³¹⁷. » D'ailleurs, la majeure partie de ce programme électoral est consacrée aux divers aspects d'une politique sociale (questions de l'habitation, assurance-maladie, alimentation et éducation physique, organisation des hôpitaux, coopération, législation ouvrière et sociale) dont l'originalité première est sans doute de se démarquer très nettement de ce qu'avaient élaboré les rédacteurs du manifeste électoral de l'Action libérale nationale. Ces derniers étaient visiblement plus préoccupés de réformes économiques et, en ce sens, l'A.L.N. refléterait bien les préoccupations d'une petite bourgeoisie traumatisée par la crise économique. Le Bloc populaire rend davantage compte des graves problèmes sociaux qui accompagnent et aggravent la transformation de la collectivité [138] canadienne-française. Le Bloc s'éloigne ici sensiblement des stéréotypes développés et propagés par les chantres du nationalisme traditionnel.

On relève d'ailleurs une même évolution en ce qui concerne la dimension économique de la doctrine du Bloc populaire. En moins de 20 mois, c'est-à-dire de la fondation du parti jusqu'à son congrès de février 44, le terme *corporatisme* aura complètement disparu du vocabulaire des dirigeants du Bloc. Et pourtant, à l'automne 1942, cette doctrine du corporatisme semblait avoir le vent dans les voiles : « Ni socialiste, ni capitaliste-libéral, ennemi de toutes les dictatures et surtout de ces dictatures anonymes que sont l'Argent ou l'État, le Bloc veut démolir la puissance des trusts sans construire le trust unique de l'État. Il entend introduire de l'ordre dans la société par l'intermédiaire d'une puissante organisation professionnelle. En d'autres termes, ce sera la société corporative ³¹⁸. » C'est dans une formulation vague (« une doctrine qui tient le milieu entre l'État capitaliste, esclave du Trust de l'Argent, et l'État socialiste, esclave de la bureaucratie ») que le programme officiel du

³¹⁷ Blair FRASER. Voir la note suivante. L'article a été traduit dans *le Devoir*, 31 décembre 1943, 14.

³¹⁸ RAYMOND, *Programme provincial du Bloc*, Documents du Bloc, n° 10, p. 7. Voir aussi Blair FRASER, « What does the Bloc Populaire Stand for ? » *Maclean's Magazine*, 1er janvier 1944. Réponse à la question n° 20.

Bloc s'éloignera de cette idéologie du corporatisme de plus en plus discréditée par la déchéance imminente des régimes fascistes, exception faite de l'Espagne.

De façon concrète, le Bloc fait appel au mécontentement réel de la population à l'égard de sa situation économique : en ce sens, il se range dans la catégorie des partis réformateurs. Il s'agit, bien sûr, d'un réformisme prudent, acquis avant tout à la préservation des intérêts de la petite industrie, du petit commerce. La propriété privée demeure au cœur des préoccupations des artisans du Bloc. Cette idéologie « petite-bourgeoise » résulte en fait du compromis entre les thèses radicales défendues par le docteur Philippe Hamel et les idées plus conservatrices des conseillers de Maxime Raymond, à commencer par François-Albert Angers ³¹⁹. Tout de même, le Bloc franchit ici un autre pas important en acceptant le principe même de la nationalisation de certains services d'utilité publique dans des circonstances prudemment qualifiées d'exceptionnelles par Maxime Raymond ³²⁰. Cette question du droit à l'étatisation aura en fait provoqué l'un des débats les plus vigoureux au sein du [139] Bloc dès les premières semaines de son existence. De façon immédiate, le Bloc ne retient que le cas de la nationalisation de l'électricité, tout en déclarant la guerre aux trusts, ainsi que le réclame avec véhémence le docteur Philippe Hamel. De même, alors que la notion de crise énergétique ne viendrait à l'esprit de personne, le Bloc se prononce en faveur de la prise en charge par l'État de l'importation du charbon, de l'essence et du mazout. Encore ici, de l'Action libérale nationale au Bloc populaire, le rôle du politique dans la vie économique s'affermir et se précise...

Bref, le Bloc populaire, tout en souscrivant à la thèse traditionnelle du messianisme, inscrit l'avenir du peuple canadien-français dans un cadre politique qui remédierait aux problèmes sociaux de l'heure. De façon très précise, le gouvernement du Québec pourrait recourir à la nationalisation de certains services essentiels. Même si cette conception du politique est subordonnée à l'idéal chrétien, cette philosophie politique constitue un ensemble cohérent et représente, dans la pensée politique du Canada français, une première tentative d'insertion des espoirs de la collectivité d'ici, dans un appareil politique.

³¹⁹ François-Albert ANGERS, consulté fréquemment par Maxime Raymond sur les questions économiques et sociales, s'oppose, à cette époque, à toute intervention de l'État, au nom des principes religieux et au nom d'une conception de la démocratie. De même, rejette-t-il catégoriquement toute forme de nationalisation. Voir à ce sujet F.-A. ANGERS, « Le rôle de l'État dans la vie économique d'une nation », *l'Action nationale*, XXII, mai 1943, 196-203.

³²⁰ RAYMOND, *Programme provincial du Bloc*, p. 9.

La conception du Canada et du Québec

Ce cadre politique, c'est évidemment et sans remise en question le Canada ou, de façon plus exacte, la Confédération canadienne interprétée comme un pacte entre deux peuples fondateurs. Au lendemain de l'enquête royale Rowell-Sirois, le Bloc populaire canadien réintègre dans le débat politique une vision du pacte confédératif qui sera reprise et étoffée par la Commission Tremblay.

Bien sûr, cette interprétation qui débouchera sur des revendications autonomistes, s'inspire de l'appareil historique élaboré par le chanoine Groulx et va se nourrir des griefs accumulés par les Canadiens français contre Ottawa, contre les pratiques discriminatoires de l'administration fédérale : « À l'égalité souvent affirmée des deux races correspond dans la réalité, sinon la persécution flagrante d'une race par l'autre, avec l'aide ou la complicité de l'État, un régime de tracasseries, d'injustices irritantes et parfois [140] graves, dont la somme constitue le principal obstacle à l'unité nationale ³²¹. » La Seconde Guerre mondiale, son cortège de contrôles administratifs, la chasse aux Canadiens français réfractaires au service militaire obligatoire, la poussée centralisatrice justifiée par l'effort de guerre : les sujets de mécontentement ne font pas défaut et alimentent les discours des candidats du Bloc, les rubriques de *l'Action nationale* et, évidemment, de l'hebdomadaire *le Bloc* ³²².

Au delà de ces revendications, le Bloc préconisera une révision constitutionnelle complète qui restaurerait l'esprit de 1867 dans la gouverne effective de ce pays. Le Canada devrait devenir pleinement souverain, tandis que le Québec retrouverait la pleine autonomie qu'avaient négociée ses plénipotentiaires aux travaux de Charlottetown.

Le Canada, aux yeux des dirigeants du Bloc populaire, doit cesser d'être à la remorque de la Grande-Bretagne et même se retirer du Commonwealth. André Laurendeau, pour sa part, préconisera ouvertement l'adhésion du Canada à l'union panaméricaine ³²³. Dans la première version du programme fédéral de son parti, Maxime Raymond, au delà des grands principes, énumère toute une série de réformes qui ont d'ailleurs été reprises une à une ou presque par les gouvernements qui se sont succédé à Ottawa depuis la fin de la guerre. Leur simple énumération est éloquente : hymne et drapeau distinctifs, le poste de gouverneur général à un Canadien, suppres-

³²¹ IDEM, *Programme fédéral du Bloc*, Document n° 9, p. 9.

³²² François-Albert ANGERS, « Chroniques : des chiffres édifiants », *l'Action nationale*, XIX, juillet 1942, 421-431. De même : Léopold RICHER, « Chroniques : Derrière le rempart du silence », *l'Action nationale*, XVII, mars 1941, 227-230.

³²³ FRASER, op. cit., Questions nos 5 et 6.

sion des appels au Conseil privé de Londres, représentation diplomatique authentique à l'étranger, tamisage des capitaux étrangers et représentation proportionnelle des francophones au sein de la fonction publique fédérale ³²⁴. Vingt ans plus tard, Pierre Elliott Trudeau n'innovera guère. De même, André Laurendeau démontrera sa fidélité envers ces idées en reprenant plusieurs de ces réformes à l'occasion de la célèbre enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

L'ensemble de ces réformes n'aurait pas de sens s'il ne s'accompagnait d'un respect intégral et généreux de l'autonomie des provinces canadiennes : « Le Bloc considère l'autonomie provinciale comme l'épine dorsale du pays. Sans elle, le Canada risque [141] de s'affaïsser sous une législation trop uniforme, sous un centralisme qui ne tient compte d'aucun particularisme géographique, économique ou ethnique et sous les querelles qui naissent de la rupture violente de la Confédération ³²⁵. »

Cette autonomie devrait fournir au Québec la possibilité de diriger sa vie économique, sociale et culturelle conformément à l'esprit et à la lettre de la constitution de 1867 ³²⁶. Aussi ne faut-il pas se surprendre de l'opposition farouche du Bloc à la mise en place éventuelle par le gouvernement fédéral d'un régime d'assurance-maladie, domaine qui relève de la compétence des provinces canadiennes. Même attitude au sujet de la création d'un système d'allocations familiales. Le Bloc propose aussi une modernisation des législations provinciales dans le domaine de l'éducation et de la législation ouvrière. Il innove carrément en préconisant la création d'un office québécois de radiodiffusion, l'adoption d'une politique de logement, l'élimination des taudis.

Sans prôner le retour à la terre, le parti de Maxime Raymond insiste sur la nécessité de redonner aux agriculteurs et aux fils de fermiers les moyens de réussir leur exploitation. Encore une fois, Maxime Raymond et ses collaborateurs ne manquent pas d'imagination en prônant l'égalité de revenus entre l'agriculteur et l'ouvrier spécialisé : vingt ans plus tard, cette disposition constituera l'un des objectifs du plan Mansholt proposé à l'Europe verte. Tout n'est pas parfait dans ce programme : on peut facilement y déplorer l'absence de considérations originales, sinon généreuses sur la place des syndicats. On peut aussi regretter les concessions trop flagrantes aux aspects les plus agaçants du messianisme. Force est pourtant d'admettre qu'il s'agit là de l'esquisse impressionnante d'une conception globale de la place du politique en milieu canadien-français.

Canadiens à Ottawa, Français à Québec : ce leitmotiv reviendra souvent sur les lèvres des orateurs du Bloc populaire. Malgré tout, on ne manquera pas, surtout du

³²⁴ Idem, Réponses aux questions nos 17, 18 et 19 qui portent sur les aspects techniques des réformes souhaitées par Maxime Raymond.

³²⁵ RAYMOND, op. cit., p. 9.

³²⁶ IDEM, *Programme provincial du Bloc*, p. 5.

côté du Canada anglais, d'accuser les « bloqueux » de *séparatisme*. Évidemment, l'un des candidats du parti, Dostaler O'Leary, a même publié un ouvrage en faveur [142] de l'indépendance du Québec. Tous les dirigeants du Bloc se défendront de cette accusation. Ainsi, au congrès de février 1944, André Laurendeau lèvera son verre au Pape, au Canada, mais omettra le *toast* rituel au Roi de Grande-Bretagne. Enfin, au marché Saint-Jacques, lors de la première assemblée publique à Montréal de son parti, Maxime Raymond, vingt-cinq ans avant Daniel Johnson, laissera tomber cette phrase de Normand implanté en terre d'Amérique : « Je ne suis pas séparatiste, mais je pourrai le devenir si nécessaire ³²⁷. » L'accusation de séparatisme ne tient pas longtemps à l'examen. Le Bloc était avant tout un regroupement de nationalistes canadiens-français, dont certains pouvaient entretenir quelques velléités séparatistes, mais rien de plus ! Selon sa propre formulation, le Bloc populaire canadien cherche à promouvoir une « *politique profondément nationale à Ottawa et intensément française à Québec* ³²⁸ ».

S'ils n'étaient pas séparatistes, qu'étaient donc ces militants du Bloc ? Trente ans plus tard, il est évidemment difficile de répondre à cette question. Les sondages d'opinion se limitaient alors aux seules enquêtes de la *Canadian Institute of Public Opinion* - les fameux Gallup Pools. Néanmoins, grâce aux témoignages de quelque 150 anciens militants du Bloc populaire, il est possible de comparer sommairement les idées ou la doctrine du parti et les attitudes de ceux qui ont adhéré à ce mouvement ³²⁹.

Le commun dénominateur chez tous ces militants est un sentiment nationaliste très développé. Et ils se réclament, avant tout, de l'école de Henri Bourassa, même si le chanoine Groulx occupe une place importante à ce chapitre. Pour les militants du Bloc, c'est avant tout l'opposition farouche du fondateur du *Devoir* à l'égard de la conscription de 1917 qu'ils retiennent et valorisent. Ils sont d'ailleurs tous irréductiblement opposés aux résultats pancanadiens du plébiscite de 1942. De ce nationalisme traditionnel procanadien découle presque logiquement le rejet massif du socialisme à la Coldwell et du fascisme du führer Adrien Arcand. De même, ils partagent une vive aversion à l'égard des vieux partis.

[143]

Domaine socio-économique, à l'égard des problèmes qui assaillent la communauté canadienne-française - prépondérance des trusts, absence de législation ouvrière

³²⁷ Le 22 janvier 1943.

³²⁸ Roy, op. cit., p. 323.

³²⁹ Il s'agit de fragments dégagés des résultats obtenus par un questionnaire auquel ont répondu 151 survivants du Bloc populaire canadien. Ces données constituent l'ossature de ma thèse de doctorat en voie d'achèvement et font évidemment l'objet d'une critique interne. Néanmoins, elles peuvent être considérées comme suffisamment représentatives de l'opinion et des attitudes des membres du Bloc, à ce moment-là.

étouffée, situation des familles nombreuses, faible taux de scolarisation - les militants du Bloc se rangent dans le camp des progressistes. Ils sont donc, à des degrés divers, des réformateurs sociaux. À vrai dire, seul le niveau de scolarisation départage les adhérents du Bloc populaire canadien. Une tendance plus « conservatrice » se dessine chez ceux qui ont poursuivi des études supérieures ou universitaires ³³⁰. C'est à l'égard des problèmes qui n'entrent pas dans le *credo* du nationalisme traditionnel - telle l'irréductible opposition à toute participation à un conflit étranger - que se fait sentir le plus nettement ce clivage. Ainsi, ce groupe de privilégiés au plan de la scolarisation se montre beaucoup plus tiède que l'ensemble des militants en ce qui concerne notamment les projets de nationalisation de l'électricité, de contrôle des trusts et même de réforme de l'éducation.

Ces divergences, à l'origine des fortes tensions au sein du mouvement, cèdent cependant le pas à une forme de cohésion globale qui se dessine autour des problèmes rattachés, de près ou de loin, à la « question nationale ». Les motifs de désunion sont en effet mis en veilleuse en raison des dangers, réels ou appréhendés, qui pèsent sur la collectivité canadienne-française durant les heures sombres de la deuxième guerre mondiale. Ce nationalisme, exacerbé par la crise de la conscription et par une dégradation du pouvoir provincial durant ce même conflit, suscite et justifie le rassemblement d'hommes venus d'horizons assez différents : c'est le fil conducteur de cette épopée. Ce facteur d'union, lorsque la tension des événements se relâchera, pourrait aussi expliquer, du moins partiellement, la dislocation du Bloc populaire lui-même. Disparues les menaces qui hypothéquaient l'existence de la communauté - les ponctions de bras qu'allait entraîner la conscription pour service outre-mer -, dissipée la fièvre qui ramenait automatiquement à la mémoire les pages tragiques de 1837, les forces centrifuges auront raison de l'unanimité des temps difficiles...

[144]

Beaucoup de militants auront mis entre parenthèses leurs conceptions particulières relatives à l'organisation de la société, au rôle de l'État dans le devenir de cette collectivité. Certains d'entre eux n'auraient même retenu que l'aspect négatif du programme du Bloc populaire canadien ³³¹, alors que d'autres dimensions de cette

³³⁰ Cette tendance, que les sociologues électoraux américains assimileraient à une « orientation de droit », ne diffère pas tellement de ce que l'on constate aux États-Unis et, dans une certaine mesure, dans plusieurs pays d'Europe occidentale. Voir à ce sujet S. M. LIPSET, P. F. LAZARSFELD, Allen H. BARTON et J. LINZ, « The Psychology of Voting : An Analysis of Political Behavior », dans Gardner LINDZEY, édit., *Handbook of Social Psychology*, Heading Mass, Addison, Wesley Pub., 1959, pp. 1124-1175, notamment 1134-1137.

³³¹ Jean-Paul ROBILLARD, « Pour un nationalisme social », l'Action nationale, XXXI, avril 1948, 284-296.

doctrine ouvraient des perspectives nettement plus vastes. Non seulement se préoccupait-on de « préparer l'après-guerre », mais les dirigeants du Bloc n'avaient pas craint d'élargir le débat au type souhaité d'organisation internationale au lendemain de ce conflit, initiative peu commune dans la démarche politique des années 30. De façon très précise, Maxime Raymond prône la création d'une société internationale en des termes que ne renieront pas les architectes de l'Organisation des Nations unies. De même, avant la première conférence internationale d'où sortira le G.A.T.T., le chef du Bloc populaire se prononce en faveur de la libéralisation du commerce international et l'abolition des « tarifs préférentiels », deux propositions qui contrastent singulièrement avec les tendances protectionnistes de l'époque ³³².

Les clivages qui se sont manifestés au delà de l'unanimité à l'égard des axes fondamentaux du nationalisme peuvent-ils, seuls, rendre compte de la disparition du Bloc populaire ? Sous un autre angle, le nationalisme doit-il nécessairement être exacerbé, soumis à de vives tensions pour soutenir un rassemblement permanent, un effort partisan constant ? Ou, tout au contraire, peut-on imputer l'échec du Bloc à l'erreur de tactique qui aurait consisté à porter le combat électoral à Québec et à Ottawa, malgré les appréhensions de Maxime Raymond lui-même qui aurait préféré ne livrer bataille que sur la scène fédérale ? Impossible, pour le moment, de répondre à ces questions qui justifient une réflexion qui n'est pas dénuée d'intérêt pour la science politique et pour l'histoire des idées.

Propositions théoriques

Bref, le Bloc populaire s'est doté d'un appareil doctrinal relativement complet et cohérent. Insérée dans une filiation historique précise, cette doctrine s'est toute-fois élaborée dans un climat de crise majeure qui a mis à nu les problèmes les plus aigus de la [145] société canadienne-française. Fortement imprégnés des thèses nationalistes développées depuis quarante ans par Henri Bourassa et le chanoine Groulx, les penseurs du Bloc populaire ont résolument situé leur démarche dans le cadre politique mis en place par le pacte confédéral de 1867. C'est à l'intérieur du Canada, aux deux paliers de gouvernement, que le Bloc entend exercer son activité dans l'intérêt de la société canadienne-française. À condition que cet État confédéral adopte une série de réformes qui, en plus de lui assurer une souveraineté pleine et entière au sein du concert des nations, devaient permettre au Canada français, en fait au Québec, d'exercer pleinement ses pouvoirs dans les sphères de sa compétence propre.

³³² RAYMOND, *Programme fédéral du Bloc*, déjà cité.

C'est au Québec que le peuple canadien-français pourra réaliser ses « virtualités », pour employer l'expression en vigueur à l'époque. Le Bloc populaire n'échappe pas à la règle générale : les Canadiens français ont une mission unique sur le continent nord-américain et, durant le conflit qui paralyse la France, ils devraient même assumer une certaine forme de suppléance pour assurer à travers le monde la défense et l'illustration de la langue et de la culture françaises. Ce *messianisme*, les leaders du Bloc ne le remettent pas en question : ils imaginent même avoir recours à des techniques modernes pour en faciliter l'exercice sur ce continent ! Et pourtant, cette vocation ne se réalisera plus à l'ombre du clocher sur les terres agricoles du Québec, du moins pas exclusivement : c'est peut-être la découverte sociologique qu'ont enregistrée les codificateurs de la doctrine du Bloc en regardant avec des yeux un peu plus objectifs la société québécoise telle qu'elle achevait de se transformer ou, mieux, d'être transformée par des forces économiques sur lesquelles elle n'avait évidemment aucun contrôle. C'est peut-être l'un des mérites du Bloc populaire que d'avoir réussi à disloquer le triptyque à travers lequel s'est schématisée et sclérosée la pensée canadienne-française, selon l'expression de Michel Brunet ³³³. Le Bloc populaire évacue du devenir politique le thème lancinant de *l'agriculturisme*. Le Canada français pourra réaliser sa mission sans devoir perpétuer un style de vie rurale et agricole qui ne correspond d'ailleurs plus à la réalité, si ce n'est à [146] un rêve entretenu par des penseurs généreux mais éloignés du réel ou tout simplement impuissants à saisir l'ampleur et la nature des problèmes auxquels doit effectivement faire face cette collectivité.

À la lumière des encycliques pontificales, à l'aide d'expériences tentées ailleurs, d'autres définisseurs de situation ont essayé de trouver des solutions aux problèmes majeurs - séquelles de l'industrialisation, paupérisation et même prolétarianisation - en reportant tous leurs espoirs sur le *corporatisme*, cette organisation de la société qui tente de réconcilier les classes sociales, les divers agents de production, en les intégrant dans des dialogues locaux et régionaux, éventuellement chapeautés par des structures nationales. Le Bloc populaire, héritier d'une démarche intellectuelle menée surtout par l'École sociale populaire, souscrit à cette doctrine socio-politique ; le terme même de corporatisme revient d'ailleurs fréquemment dans le discours de ses dirigeants. Et pourtant, au moment de traduire en propositions concrètes les solutions qu'ils envisagent pour remédier aux problèmes de l'homme d'ici, le Bloc populaire rejette ou, plus exactement, oublie ce même corporatisme.

L'État est nettement perçu comme le seul moyen de rétablir une certaine justice, d'assurer à tous un minimum décent, de contrôler les agirs des puissances économiques, d'offrir à tous certains services essentiels. Devant la misère d'une partie importante de la population, les dirigeants du Bloc ont accepté, sans le dire trop

³³³ Michel BRUNET, *la Présence anglaise et les Canadiens*, Montréal, Éd. Beauchemin, 1958, pp. 113-166.

ouvertement, d'intégrer dans leur schème de pensée le concept du *welfare state*. Sans l'avouer, sans l'écrire. Mais les données du programme provincial du Bloc répondent directement à cette préoccupation. C'est dire que le Bloc populaire reconnaît à l'État - au politique - une mission qui lui était jusque-là refusée : la prise en charge des intérêts réels de la communauté canadienne-française. L'État n'est plus perçu comme le lieu d'un pouvoir abstrait, comme le prétexte à rivalités d'élites. L'État est assimilé, plus ou moins consciemment, à l'instrument suprême mis à la disposition de la collectivité pour mieux se réaliser en tant que telle. En intégrant l'État dans le discours nationaliste, pour ce [147] qu'il est vraiment, le Bloc populaire ouvre la voie à une réflexion plus profonde sur les relations entre le politique et la société.

Au niveau du vécu collectif, l'idéologie du Bloc populaire amorce et esquisse la réconciliation de la société canadienne-française avec ce qu'André-J. Bélanger appelle la *gouverne politique* ³³⁴. À l'opposé des idées ou du discours nationaliste des années 30, caractérisés par leur apolitisme, le Bloc assigne une mission fondamentale au politique et à l'exercice du pouvoir, à la gouverne si l'on préfère. Il s'agit là d'une contribution essentielle à la mise en place de solutions sérieuses et valables aux problèmes et aux besoins de la société. Si le Canada français a vécu en marge du politique, son avenir ne peut plus désormais se concevoir que dans le cadre d'un appareil politique plus ou moins contrôlé, selon les époques et les hommes, il est vrai. En ce sens, l'idéologie du Bloc populaire est *en rupture* par rapport aux courants traditionnels et encore majoritaires de la pensée du milieu ³³⁵. C'est probablement là la plus importante contribution des théoriciens du Bloc populaire : l'insertion de la dimension politique dans les schèmes de valeurs du Canada français.

Cette conclusion provisoire n'épuise pas la série de questions que continue de soulever l'histoire du Bloc populaire canadien. Notamment, impossible pour le moment, d'expliquer de façon satisfaisante les deux temps de la formulation de la doctrine du parti de Maxime Raymond : comment en effet est-on passé d'un corporatisme bon teint à la formulation des premières esquisses doctrinales qui admettent et préconisent même l'intervention de l'État dans la vie sociale et économique ? Quel fut le rôle exact d'André Laurendeau dans ce « saut qualitatif » à l'intérieur même de la petite histoire du Bloc populaire canadien ³³⁶ ? Comment rendre compte du grand silence qui enveloppera, toujours du point de vue idéologique, la vie politique

³³⁴ BÉLANGER, op. cit., voir notamment pp. 53-54.

³³⁵ IDEM, *Ruptures et constantes*, Montréal, Hurtubise HMH, 1977. Voir notamment pp. 1 à 11 et 195-203.

³³⁶ Pour quelques jalons, on consultera avec profit Louise GAREAU-CHÉNÉ, « L'évolution des idées de André Laurendeau avant la fondation du Bloc populaire », Mémoire de D.E.S. Département d'Histoire, Université de Montréal, 1972, notamment les chapitres IV et V.

partisane jusqu'à la naissance de la Fédération libérale du Québec vers la fin du régime de Maurice Duplessis ? Ces points d'interrogation laissés sans réponse devraient justifier de nouvelles recherches dans ce sillage.

[148]

Bref, l'agriculturisme et l'anti-étatisme qui, selon Michel Brunet, auraient composé deux volets du triptyque de la pensée sociale des Canadiens français sont non seulement balayés par les penseurs du Bloc populaire, mais ils cèdent la place à une amorce de définition du rôle de l'État dans le cheminement et l'évolution de la collectivité canadienne-française ³³⁷. La pensée sociale du Canada français, sans être laïcisée - le messianisme figure encore au programme du Bloc - en sort néanmoins dédouanée de certains de ses tabous les plus tenaces. D'autres intellectuels, d'autres partis prendront la relève pour en arriver à faire du politique le lieu privilégié du devenir collectif.

Paul-André COMEAU.

³³⁷ IDEM, *Ruptures et constantes*, Montréal, Hurtubise HMH, 1977. Voir notamment pp. 1 à 11 et 195-203.

[153]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

Les partis politiques

4. "L'idéologie de l'Union nationale, 1936-1976 *."

par Herbert F. Quinn

[pp. 153-184.]

[Retour à la table des matières](#)

AVANT D'ENTREPRENDRE la description de l'idéologie de l'Union nationale entre 1936 et 1976, nous nous trouvons en face d'un problème méthodologique qu'il faut d'abord élucider. Le problème consiste dans le fait que nous étudions un parti qui, presque tout au long de son histoire, a produit peu de documents relatifs à une constitution formelle, ou autres écrits qui aient clairement exprimé sa pensée politique, et avant les années 60 il n'avait jamais organisé de congrès du parti au cours duquel on aurait discuté de ses politiques et tracé un programme bien défini. Il s'ensuit que nous devons chercher à plusieurs sources son idéologie politique : les politiques qu'il poursuivait quand il était au pouvoir, et quand il n'y était pas, les manifestes électoraux et autres publications politiques, et surtout les déclarations des chefs du parti sur des sujets particuliers. Beaucoup plus que tout autre parti plus formellement structuré et plus démocratique, comme le Parti québécois, l'Union na-

* Traduit de l'anglais.

tionale s'est toujours tournée vers son chef pour connaître l'orientation générale des politiques à suivre.

Sauf de 1939 à 1944, l'Union nationale a exercé le pouvoir au Québec pendant toute la période de 1936 à 1960. Elle a repris le pouvoir une fois encore, de 1966 à 1970, après quoi elle se mit à décliner graduellement. Ayant pour but de décrire l'idéologie du Parti au cours des années 1936-1976, nous croyons utile de diviser notre étude en trois périodes de longueur inégale, dont les sous-titres seront les suivants : Le nationalisme conservateur de Maurice [154] Duplessis, 1936-1959 ; Révision du nationalisme conservateur de Daniel Johnson, 1959-1968 ; Un Parti en quête d'une idéologie, 1968-1976.

I.- Le nationalisme conservateur de Maurice Duplessis, 1936-1959

L'Union nationale formée en 1935 était le résultat d'une coalition entre le parti Conservateur québécois, dirigé par Maurice Duplessis, et un groupe de Libéraux de gauche qui, sous la direction de Paul Gouin, s'était séparé de ce parti et avait créé l'Action libérale nationale. L'A.L.N. avait établi un programme de réforme économique et sociale basé sur les encycliques du pape et les enseignements de l'Église en matière sociale. Elle était fortement nationaliste et dirigeait ses attaques principales contre la domination que subissait l'économie du Québec de la part du capital étranger.

Peu avant les élections de 1936, Duplessis déjoua Gouin et manœuvra pour transformer la coalition de l'Union nationale en un parti unifié sous son leadership. Après que le parti eut gagné les élections et que Duplessis fut devenu Premier ministre, ce dernier écarta les autres membres de l'A.L.N. qu'il jugeait trop radicaux. À partir de ce moment, jusqu'à sa mort survenue en 1959, Maurice Duplessis fut le chef incontesté de l'Union nationale, sur laquelle il exerça une domination qu'aucun de ses successeurs ne réussit à égaler. Cette domination lui permit de mouler l'idéologie du parti selon les lignes de ses convictions politiques personnelles, qui étaient celles d'un conservateur et d'un nationaliste. Notre tâche présente consiste donc à analyser attentivement chacune de ces croyances politiques.

La proposition de base qui sous-tendait la pensée économique de Duplessis voulait que la prospérité de la province et le bien-être de son peuple reposent sur l'exploitation des ressources naturelles du Québec et l'expansion de son industrie manufacturière, et qu'un tel développement industriel provienne de l'entreprise privée plutôt que de l'entreprise publique. L'initiative individuelle et l'entreprise [155] privée étaient considérées comme des forces progressives devant jouir d'une liberté complète pour se développer et prendre de l'expansion. Le rôle du gouvernement ne

consistait pas à régler ou contrôler les affaires, mais plutôt à donner son encouragement et à coopérer avec elles. Toute forme étatique de propriété de l'industrie, même le monopole d'un produit naturel comme le pouvoir électrique, était vigoureusement rejetée.

À partir de son second mandat en 1944, Duplessis poursuivit une politique d'encouragement et de collaboration avec les capitalistes américains et anglo-canadiens intéressés à investir dans la province. Cet encouragement se manifesta sous forme de location de vastes étendues de terres de la Couronne à des compagnies de pulpe et papier à des conditions fort généreuses : les compagnies qui exploitaient les ressources minières n'avaient à payer que des redevances nominales ; des exemptions de taxes étaient accordées aux entreprises manufacturières qui installaient des succursales dans la province ; certains - privilèges étaient concédés aux industries implantées dans les endroits les plus reculés de la province, ce qui favorisa la croissance de villes industrielles régies par les compagnies. Le monde des affaires bénéficiait également de politiques fiscales conventionnelles basées sur des budgets équilibrés, et d'une faible imposition de taxes. Toutefois, il est probable qu'un des plus grands avantages dont ait profité l'entreprise privée résultait du fait qu'elle trouvait en Duplessis un allié puissant dans sa lutte contre les syndicats qui s'étaient considérablement développés et étaient devenus plus puissants et militants pendant les années de la guerre.

L'attitude que Duplessis avait adoptée à l'endroit de l'organisation ouvrière en était une de tolérance, il n'éprouvait guère d'enthousiasme à son égard. D'ailleurs, il posait comme condition à cette tolérance que les syndicats « respectent les droits de l'employeur » et « se conforment à la loi et l'ordre ». Cela signifiait en réalité qu'ils ne devaient pas être trop agressifs dans leurs réclamations pour des meilleurs salaires et des avantages sociaux, et qu'ils utilisent l'arme de la grève uniquement dans des cas exceptionnels. Duplessis estimait que les grèves étaient en général choses peu [156] désirables, non seulement parce qu'elles perturbaient la stabilité de l'économie, mais surtout parce qu'elles constituaient une forme de « désordre ». Avec des attitudes de cette nature, il n'est pas étonnant que le chef de l'Union nationale ait été considérablement importuné par le nouveau militantisme du mouvement syndical d'après-guerre.

Les tactiques que Duplessis utilisait pour réprimer ce qu'il appelait les « excès » des syndicats, qu'il imputait souvent aux « agitateurs » et aux « communistes » infiltrés parmi leurs leaders, prirent différentes formes : la Loi des Relations de travail adoptée par le gouvernement libéral d'Adélard Godbout en 1944 était interprétée de telle façon qu'elle devait favoriser l'employeur ³³⁸ ; en 1949 une loi fut adoptée

³³⁸ Voir la description des diverses façons dont l'esprit et les intentions de la Loi des relations de travail ont été déformés, dans H.A. LOGAN, *State Intervention and Assistance in Collective Bargaining: The Canadian Experience, 1948-1954*, Toronto, University

établissant l'arbitrage obligatoire dans les conflits entre les municipalités et les commissions scolaires et leurs employés ; en 1950 les fédérations provinciales des policiers et des pompiers furent abolies. Deux projets de loi adoptés en 1954 furent probablement les mesures légales les plus restrictives qu'on ait vues ; le premier déclarait illégal tout syndicat qui « tolérait des communistes » parmi ses responsables ou ses organisateurs ³³⁹ ; le second condamnait à l'illégalité tout syndicat qui déclarait la grève ou même menaçait de se mettre en grève dans les services publics ³⁴⁰. Ces deux lois avaient un caractère odieux du fait qu'elles étaient rétroactives à 1944, remontant à dix ans en arrière. En plus d'imposer une législation restrictive, l'Union nationale pratiquait, pour briser les syndicats, une autre tactique qui consistait à dépêcher sur les lieux un grand nombre des agents de la police provinciale dès qu'une grève était déclenchée. Ce qui avait souvent pour effet de provoquer des batailles rangées entre les grévistes et les policiers ; les plus mémorables furent celles qui se produisirent à Asbestos en 1949, à Louiseville en 1952 et à Murdochville en 1957.

Maurice Duplessis n'était pas conservateur uniquement pour les questions économiques ; il l'était également en matières sociales et religieuses. Bien qu'il ait été un fervent catholique, son catholicisme avait un caractère traditionnel et peu influencé par certaines tendances réformistes qui commençaient à se manifester dans [157] l'Église à cette époque. En conformité avec les enseignements de l'Église, il était un ardent défenseur de la solidarité de la famille, opposé au divorce, et déterminé à maintenir le système des écoles confessionnelles. C'étaient ses convictions de catholique qui étaient à la source de sa violente hostilité à l'égard du « communisme athée ».

Le chef de l'Union nationale croyait fermement que la santé, le bien-être et autres services sociaux relevaient essentiellement de l'initiative philanthropique privée, ou des nombreuses organisations charitables de l'Église. Quoiqu'il ne soit pas juste d'affirmer que l'Union nationale sous Duplessis n'adopta aucune loi sociale, il faut reconnaître qu'en général ce dernier considérait le bien-être social d'État comme une forme de paternalisme. Rejetant une demande des syndicats qui réclamaient un système généralisé de pensions de vieillesse il déclara : « Le meilleur système est encore celui qui dépend le moins de l'État ³⁴¹. » Lorsque le parti libéral fit campagne en faveur d'un accroissement des services sociaux, Duplessis les accusa de

of Toronto Press, 1956, pp. 70-71 ; Fernand DANSEREAU, « Il n'y a plus de modérateur impartial », *le Devoir*, 29 avril 1953.

³³⁹ 2-3 Élisabeth II, c. 10 (Projet de loi 19).

³⁴⁰ 2-3 Élisabeth II, c. 11 (Projet de loi 20).

³⁴¹ *Le Devoir*, 12 janvier 1951.

ne pas être réalistes, « ... de créer des appétits, de faire des promesses irréalisables... Le gouvernement ne peut remplacer la charité et la philanthropie ³⁴². »

Les tendances conservatrices du chef de l'Union nationale se manifestaient sous un autre point : il considérait les gens des régions agricoles comme les éléments de la population les plus travailleurs et les plus respectueux des lois, « les vrais Canadiens français ». Il déclara un jour : « Nous trouvons dans la classe rurale l'élément stable qui peut contrecarrer l'esprit d'anarchie que l'on rencontre de nos jours dans certaines régions urbaines ³⁴³. » Cette idéalisation du mode de vie rural était plutôt paradoxale, étant donné que la politique d'industrialisation de l'Union nationale procédait de l'urbanisation rapide de la province. Il ne subsiste, toutefois, aucune raison de douter de l'authenticité des sentiments de Duplessis sur cette question car ils s'accordaient avec ses vues profondément traditionnelles de la société.

Après ces considérations sur les caractéristiques du conservatisme de Duplessis, nous aborderons maintenant un autre sujet de [158] son idéologie : ses convictions politiques en tant que nationaliste québécois. Il importe auparavant de signaler que, dès les années 30, la plupart des leaders et mouvements nationalistes au Québec s'inquiétaient de deux menaces qu'ils voyaient planer sur la survivance de la culture canadienne-française. L'une d'elles se situait à l'intérieur de la province : la domination de sa vie économique par les industriels américains et anglo-canadiens ; l'autre venait de l'extérieur : les politiques centralisatrices du gouvernement fédéral menaçaient d'affaiblir de façon draconienne les pouvoirs législatifs et financiers du Québec, la seule province au Canada à prédominance canadienne-française.

Contrairement à l'Action libérale nationale et aux autres partis nationalistes radicaux, l'Union nationale sous Duplessis se souciait peu de la domination étrangère exercée sur l'économie de la province. Au contraire, on considérait les activités des industriels comme bénéfiques parce que, entre autres choses, elles fournissaient de l'emploi aux gens qui quittaient la campagne pour s'installer dans les régions urbaines. La menace qui venait de l'extérieur, mentionnée précédemment, constituait la principale préoccupation du nationalisme québécois de Duplessis, et sa carrière politique a été pour une très large part consacrée à mener une guerre acharnée contre le gouvernement d'Ottawa. Cette lutte se présentait sur deux fronts : l'opposition aux politiques de guerre du gouvernement fédéral, la défense de l'autonomie provinciale contre la politique centralisatrice d'Ottawa.

Les politiques de Duplessis relatives à l'effort de guerre du gouvernement fédéral peuvent être interprétées uniquement si nous nous rappelons que, lorsque la guerre éclata en 1939, la majorité des Québécois, si on leur en avait laissé le choix, auraient probablement maintenu une politique de neutralité. On acceptait de participer

³⁴² *La Presse*, 19 novembre 1952.

³⁴³ *Montreal Star*, 15 juillet 1952.

à contrecœur, à la condition qu'il soit bien entendu que l'on n'impose pas la conscription pour le service outre-mer. Bien que Duplessis ne se soit pas opposé ouvertement à la participation du Canada à la guerre, il contesta indirectement l'effort de guerre en déclenchant subitement les élections (en octobre 1939) sur la question du vaste pouvoir du gouvernement central qui utilisait la Loi [159] des mesures de guerre comme prétexte pour priver la province de ses droits ³⁴⁴. La défaite de l'Union nationale au profit des Libéraux à cette élection n'était qu'un recul temporaire. Lorsque le gouvernement fédéral éprouva la nécessité de recourir au plébiscite (1942) afin de demander au peuple canadien de le relever de son engagement de ne pas imposer la conscription, Duplessis recommanda aux Québécois de voter « non ³⁴⁵ ». Plus tard, au cours de la même année, il s'opposa à l'adoption par le Parlement fédéral du projet de loi 80 qui accordait au gouvernement d'Ottawa le pouvoir de décréter la conscription à n'importe quel moment où une telle mesure serait jugée nécessaire. La question de la conscription était maintenant devenue la principale cible de l'Union nationale dans ses attaques contre les Libéraux, tant fédéraux que provinciaux. Elle devait s'avérer un facteur important de la victoire de l'Union nationale aux élections de 1944.

Quoique Duplessis ait été un ardent défenseur des droits de la province, depuis le début de son premier gouvernement, ce fut pendant les années de la guerre et de l'après-guerre qu'il apparut comme le défenseur le plus inflexible de l'autonomie provinciale. Pour le Québec, le sérieux du problème relevait de plusieurs facteurs : la poursuite efficace de la guerre nécessitait une augmentation considérable des pouvoirs du gouvernement central et le contraignait à légiférer dans des domaines qui relevaient ordinairement des provinces. Ainsi, durant les années de guerre, le gouvernement fédéral s'engagea dans un ambitieux programme de législation sociale, domaine essentiellement réservé à la juridiction des provinces. Enfin, comme l'effort de guerre et le programme de services sociaux exigeaient de fortes sommes d'argent, le gouvernement d'Ottawa jugea nécessaire de s'approprier les sources les plus lucratives des revenus parmi les impôts perçus par les provinces. À la fin de la guerre, les tendances centralisatrices d'Ottawa étaient devenues une habitude qu'il n'était pas facile de briser.

Le problème sérieux que constituait pour toutes les provinces la centralisation des pouvoirs par le gouvernement d'Ottawa était particulièrement crucial pour le Québec, à cause de l'étroite relation qui existe entre l'autonomie provinciale et la survivance culturelle. [160] Duplessis toucha au cœur du problème lorsqu'il prononça quelques-unes de ces phrases bien choisies : « La législature de Québec, c'est une forteresse que nous devons défendre sans défaillance. C'est elle qui nous permet de

³⁴⁴ Voir « Manifeste de l'Union nationale aux élections de septembre 1939 », *le Temps*, 26 mai 1944.

³⁴⁵ *Le Devoir*, 25 avril 1942.

nous construire des écoles qui nous conviennent, de parler notre langue, de pratiquer notre religion, de faire des lois applicables à notre population ³⁴⁶. » En conformité avec ces opinions, le chef de l'Union nationale s'opposait sur tous les plans à l'intrusion du fédéral dans les juridictions provinciales : il dénonça l'amendement à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique adopté en 1940 dans le but d'établir un système fédéral d'assurance-chômage. Le programme fédéral d'allocations familiales (1944) fut contesté, on le jugeait inconstitutionnel. Duplessis demanda qu'il soit reconsidéré. Il s'opposa aussi à la proposition du gouvernement central d'établir un système d'assurance-hospitalisation basé sur la coopération entre les autorités fédérale et provinciales. Pour leur part, les universités étaient contraintes de refuser des subventions annuelles très substantielles d'Ottawa sous prétexte que cela constituait une intrusion dans le domaine de l'éducation, de compétence provinciale. Duplessis rejetait aussi avec fermeté toutes les propositions voulant que le gouvernement fédéral amende unilatéralement l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, soutenant qu'il ne pouvait être amendé qu'avec le consentement unanime des provinces ³⁴⁷.

Dans sa lutte avec le gouvernement central, ce fut sur la question des impôts que l'Union nationale prit les positions les plus fermes et les plus efficaces. Après la prise du pouvoir par son parti en 1944, Duplessis résista vigoureusement aux pressions du gouvernement fédéral qui voulait renouveler les accords fiscaux de la période de guerre conclus par le gouvernement Godbout. Conformément à ces accords, la province avait cédé au gouvernement fédéral, pour la durée de la guerre, les champs de taxation des corporations et d'impôt sur le revenu personnel et des droits de succession, en échange de sommes globales accordées par le fédéral en subventions annuelles. Le chef de l'Union nationale invoquait l'argument que, si le gouvernement provincial devait un jour dépendre, pour se financer, des subventions du fédéral plutôt que [161] de ses propres sources de taxation, on en arriverait, comme résultat final, à une domination totale de la part du gouvernement d'Ottawa et à la mort de l'autonomie provinciale.

Le geste le plus réussi que posa Duplessis dans cette controverse sur la taxation fut, lorsque le Québec, en 1954, leva un impôt sur le revenu personnel et sur les corporations, avec des taux d'imposition se chiffrant par 15 pour 100 de l'impôt fédéral dans ces domaines. Il en résulta une concession arrachée au gouvernement fédéral permettant aux citoyens de la province de Québec et aux compagnies qui y opéraient de réduire de 10 pour 100 leur impôt fédéral. Tout en étant une concession mineure, c'était néanmoins un coin qui ouvrait la porte aux gouvernements ultérieurs du Québec et qui les aiderait à obtenir de plus larges concessions de la part d'Ottawa.

³⁴⁶ *Le Temps*, 16 juillet 1948.

³⁴⁷ Maurice DUPLESSIS, *Mémoire du gouvernement de la Province de Québec présenté à la conférence fédérale-provinciale*, Québec, Imprimeur du roi, 1946, pp. 3-6.

Si, l'on considère, en dernière analyse, l'héritage politique de Maurice Duplessis, il faut lui reconnaître une perspicacité et une vigueur dans la poursuite du développement industriel de la province, politique qui a établi les bases d'un bien-être et d'un niveau de vie relativement élevé dont profite aujourd'hui le peuple québécois. Il faut en même temps se demander si l'on n'a pas accordé des concessions trop excessives aux industriels étrangers. Il paraît également clair que l'État aurait pu jouer un rôle beaucoup plus positif dans l'exploitation des ressources naturelles.

Il reste d'autres aspects de l'héritage du régime Duplessis que l'on ne peut passer sous silence : un système d'éducation périmé ; des services sociaux et de santé inadéquats ; une fonction publique entachée de « patronage » ; une législation ouvrière discriminatoire ; et un système électoral déformé et injuste. Le paradoxe de l'action de Duplessis a été de faire du Québec un État industriel moderne tout en lui conservant des institutions politiques, éducatives et sociales d'une autre époque.

Si les politiques économiques et sociales de Duplessis ont été l'objet de nombreuses critiques justifiables, il est également vrai que d'autres caractéristiques importantes de son régime ont rarement reçu la reconnaissance qu'elle mérite : conforme à ses principes [162] et opiniâtre, sa lutte pour la défense des droits de la province contre l'empiétement de l'autorité fédérale, de même que la perception aiguë qu'avait Duplessis de l'étroite relation qui existe entre l'autonomie provinciale et la survie de la langue française et de la culture québécoise. Le chef de l'Union nationale n'a peut-être pas renversé les forces centralisatrices, mais ses efforts ont réussi à ralentir l'avance de l'invasion fédérale. La période durant laquelle Maurice Duplessis fut au pouvoir a été autre chose que celle de « la grande noirceur », comme le veut la croyance populaire.

II. - Révision du nationalisme conservateur de Daniel Johnson, 1959-1968

Au cours des premières années qui suivirent la mort subite de Duplessis, il ne s'est pas produit beaucoup de changement dans l'idéologie de l'Union nationale. Paul Sauvé qui avait succédé à Duplessis comme premier ministre mourut quelques mois après. Antonio Barrette qui le remplaça au poste de chef du parti se retrouva au milieu de factions rivales et remit sa démission peu de temps après les élections de 1960. C'est seulement au moment où nous en arrivons au leadership de Daniel Johnson, entre les années 1961 et 1968, que nous voyons apparaître des changements importants dans l'orientation du parti. Avant d'étudier la période d'activité de Johnson, comme chef du parti, il est cependant utile de faire quelques observations concernant les politiques du Parti libéral après 1960, et la nature du défi auquel l'Union nationale s'est trouvée confrontée.

Pendant la période où le Parti libéral de la province de Québec a détenu le pouvoir, de 1960 à 1966, sous le leadership de Jean Lesage, des réformes radicales dans les domaines de l'éducation, sur les plans économique, social et administratif, ont été apportées créant un impact profond dans le processus de modernisation et de démocratisation de la société québécoise. On a appelé ces changements « la Révolution tranquille ». Le système d'éducation fut [163] complètement renouvelé, à la suite des recommandations de la Commission Parent mandatée par le gouvernement, dans le but de fournir à la jeunesse les connaissances techniques dans la conduite des affaires et en administration que requiert une société industrielle. Contrairement au régime de Duplessis, l'État intervenait maintenant dans le domaine économique, surtout dans le champ des ressources naturelles. Les compagnies d'électricité ont été nationalisées et l'on a posé les premiers jalons d'un complexe intégré de l'acier propriété de l'État. Une corporation gouvernementale a été créée dans le but d'apporter une assistance financière et administrative aux petites entreprises établies dans le Québec. La fonction publique a subi une réforme et a été réorganisée, et l'on s'est sérieusement efforcé d'éliminer le régime du favoritisme. Plusieurs changements ont été effectués au niveau du financement des élections, et l'âge permis pour voter a été abaissé de 21 ans à 18. D'importantes lois ont été adoptées dans les domaines de la santé, du bien-être et du travail, parmi lesquelles il faut signaler un régime complet d'assurance-santé, le régime de pension à participation universelle, et un Code du travail. Il résulta de tous ces changements que l'État commença à supplanter l'Église comme pourvoyeur des services sociaux, et le champ de l'éducation passa de plus en plus sous son contrôle.

Daniel Johnson, ancien ministre des ressources hydrauliques dans le cabinet Duplessis, fut élu chef du parti au congrès de 1961 dans une lutte serrée contre Jean-Jacques Bertrand, lui aussi ancien ministre de Duplessis. Bertrand dirigeait l'aile réformiste du parti, tandis que Johnson était le porte-parole de la vieille garde du parti qui voulait maintenir la tradition politique du « Chef ». Quelques-unes des résolutions adoptées au cours du congrès du parti dominé par Johnson illustrent dans quelle mesure, à cette époque, les idées de ce dernier étaient fidèles à la philosophie politique de Duplessis : la récupération des droits constitutionnels de la province perdus au profit du gouvernement fédéral et qui étaient essentiels pour assurer « le rayonnement d'une civilisation française et catholique sur le territoire québécois » ; la province doit avoir la priorité sur le gouvernement fédéral en matière de taxation [164] directe ; un appui ferme au régime de l'entreprise privée et réduction des impôts sur le revenu ; « l'agriculture familiale » doit demeurer une des principales bases de l'économie provinciale, et l'agriculteur doit obtenir plus d'aide financière de la part du gouvernement ; le maintien du système des écoles confessionnelles, sans diminution du rôle des communautés religieuses et du clergé ³⁴⁸.

³⁴⁸ Voir résumé des résolutions adoptées, *le Devoir*, 25 septembre 1961.

Au cours des premières années de son mandat au leadership, Johnson continua de poursuivre la même idéologie conservatrice en matière économique et sociale, et la Révolution tranquille de Jean Lesage subissait ses attaques continuelles. On s'opposait à la nationalisation des compagnies d'électricité, et les réformes du gouvernement dans le domaine de l'éducation étaient dénoncées car elles menaient à la sécularisation des écoles du Québec et à la perte de l'autonomie des commissions scolaires. Johnson s'attaquait particulièrement au niveau élevé des taxes qui résultait des réformes modernisatrices entreprises par le Parti libéral, et aux présumées « tendances socialistes » de certains membres du cabinet, notamment René Lévesque, ministre des Ressources naturelles. Le chef de l'Union nationale critiquait aussi vertement les mesures adoptées par le gouvernement en matière de santé et de bien-être, qui profitaient autant « aux millionnaires qu'à ceux qui étaient dans le besoin ».

La tentative de Johnson de maintenir la philosophie politique traditionnelle du régime Duplessis n'avait pas beaucoup de succès, et vers 1964 le mécontentement grondait à l'intérieur du parti. Bertrand et ses partisans créaient toujours de l'agitation afin d'obtenir, pour le parti, une structure plus démocratique, pendant que certains adeptes plus jeunes réclamaient que le parti change son orientation trop fortement centrée sur l'agriculture et adopte une attitude plus positive à l'égard du rôle de l'État dans l'économie. Par-dessus ces problèmes internes, l'Union nationale subissait une sérieuse défaite au profit des Libéraux dans quatre élections partielles, en août 1964.

[165]

Face à ces événements décourageants, Johnson décida tout à coup de procéder à un de ces renversements spectaculaires de sa politique, dont il était capable. Politicien pragmatique, il prit enfin conscience que si l'Union nationale devait survivre, il fallait rétablir l'unité du parti et offrir à l'électorat un programme dynamique qui capterait l'imagination. En conséquence, il s'imposa la tâche de rajeunir l'Union nationale, de démocratiser les structures du parti, et d'en redéfinir les doctrines en conformité avec l'esprit général de la Révolution tranquille.

Le premier geste que posa Johnson, en mars 1965, dans le but de rajeunir l'Union nationale, fut d'organiser un congrès du parti, des assises comme il le disait, qui se composait non seulement de députés et de responsables du parti, mais aussi de délégués élus démocratiquement dans chaque comté de la province. Ce fut un congrès du parti pas comme les autres car, en plus des membres du parti, on avait invité un nombre impressionnant de spécialistes qui n'étaient pas membres du parti, et des dirigeants de différents corps intermédiaires qui venaient d'un peu partout dans la province. Ce congrès fut inhabituel également par la franchise des discussions et l'empressement de la direction du parti à accepter les nouvelles idées.

Un des effets les plus importants du congrès fut la réconciliation entre Bertrand et Johnson quand ce dernier consentit à refaire les structures du parti selon des règles démocratiques. Le congrès adopta de plus un grand nombre de résolutions relatives à la constitution, l'éducation, le travail, le bien-être social, et sur d'autres questions. Ces résolutions servirent à fournir les grandes lignes de la nouvelle orientation du parti qui sera évidente au cours de la campagne électorale de 1966, et dans les politiques que poursuivront les gouvernements Johnson et Bertrand entre 1966 et 1970.

Pour décrire la nouvelle idéologie dont Johnson a pourvu l'Union nationale à compter de 1965, nous examinerons d'abord les politiques du parti dans les sphères économiques, éducatives, sociales et administratives, et ensuite nous verrons quelles révisions Johnson a apportées au nationalisme traditionnel du parti [166] sous Duplessis. Les propositions les plus importantes du programme de l'Union nationale présentées aux électeurs lors du scrutin de 1966, si l'on met de côté pour le moment les questions constitutionnelles, peuvent se résumer de la façon suivante : la création d'un ministère de la planification économique, d'un ministère de l'immigration, et d'un réseau de radio et télévision québécois ; la nomination d'un « ombudsman » provincial, l'abolition du Conseil législatif, et la promulgation d'un projet de loi des droits de l'homme du Québec ; comme mesure pour favoriser le maintien de la langue et de la culture traditionnelles du Québec, on accorderait au français le statut de langue nationale de la province ; on fonderait une nouvelle université, l'Université du Québec, les écoles confessionnelles seraient maintenues, mais tout en reconnaissant pleinement les droits de ceux qui voudraient une éducation non confessionnelle pour leurs enfants ; on augmenterait les allocations familiales, réduirait les impôts sur le revenu des gens ayant les revenus les plus bas, subventionnerait le logement, et l'on établirait une assurance-récolte pour les agriculteurs ³⁴⁹.

L'aspect le plus intéressant de ce nouveau programme de l'Union nationale était le contraste considérable qu'il présentait, dans certains domaines, avec les résolutions adoptées lors du congrès de 1961. Il n'était plus question de « l'agriculture familiale » comme l'une des principales bases de l'économie de la province. En même temps que l'on préconisait encore l'école confessionnelle, les droits des parents qui désiraient des écoles non confessionnelles étaient également respectés. Faisant allusion à la culture du Québec on parlait maintenant de « notre langue et notre culture françaises » plutôt que de notre « culture française et catholique ». Le programme offrait la particularité d'être, dans plusieurs domaines, le même que celui du Parti libéral, ou de s'en rapprocher, quoiqu'il subsistât d'importantes différences entre les deux partis sur les questions de la santé et du bien-être.

³⁴⁹ Voir résumé du programme, idem, 2 mai 1966.

Après la victoire de l'Union nationale aux élections de 1966, Daniel Johnson affirma clairement que l'Union nationale continuerait dans l'esprit de la réforme et du renouveau des assises de 1965. Sous son gouvernement, de 1966 à 1968, et sous le gouvernement [167] Bertrand qui lui succéda jusqu'en 1970, les politiques de modernisation de la Révolution tranquille furent maintenues. Quoique l'on ait effectué certains changements aux niveaux supérieurs de la fonction publique, il n'y eut pas de destitutions radicales, ni de retour au système de « patronage » du régime Duplessis. On n'a pas « dénationalisé » Hydro-Québec ni démantelé les autres corporations gouvernementales. La révolution dans le domaine de l'éducation n'a pas été annulée, et le déclin de l'influence du clergé tant dans ce domaine que dans ceux de la santé et du bien-être se poursuivit à une allure régulière. Les employés du gouvernement conservèrent leur droit de se syndiquer et celui d'aller en grève que leur avait accordé le gouvernement Lesage.

Quoique plusieurs des politiques de l'Union nationale aient été de parachever des projets élaborés ou mis en marche par le gouvernement Lesage, le parti y ajouta aussi les siens, et sa contribution à la Révolution tranquille de la décennie de 1960 fut loin d'être négligeable. Dans le domaine de l'éducation, l'Union nationale mena à bonne fin, avec énormément de fermeté, l'application des recommandations de la Commission Parent et les réformes entreprises par les Libéraux ; un réseau de collèges d'enseignement général et professionnel, ou *cegeps*, a été établi à la grandeur de la province ; on n'a pas seulement maintenu mais développé le système des bourses gouvernementales pour les étudiants et des subventions annuelles aux universités ; une nouvelle université à multiples constituantes, l'Université du Québec, a été fondée.

En dépit de son lien très fort avec le système de l'entreprise privée, l'Union nationale était aussi disposée que les Libéraux à intervenir activement dans l'économie partout où il serait démontré qu'une telle intervention était nécessaire à l'intérêt public. Le complexe intégré de l'acier, Sidbec, dont le gouvernement Lesage avait établi le plan entra en pleine opération seulement en 1968 sous le régime Johnson ; une nouvelle corporation gouvernementale, connue sous le nom de Soquip, fut créée, en 1969, à des fins de recherche et d'exploitation du gaz naturel et du pétrole ; une corporation publique à peu près semblable, Rexfor, fut [168] constituée en vue de la conservation et de l'exploitation des ressources forestières de la province.

D'autres contributions importantes de l'Union nationale à la modernisation des institutions politiques du Québec vinrent s'ajouter : la création de plusieurs nouveaux services gouvernementaux, notamment dans les domaines des Affaires intergouvernementales, de la Fonction publique et de l'Immigration ; un Office de planification et de développement (O.P.D.Q.) a été constitué, et un réseau de télévision, Radio-Québec, a été édifié ; le Conseil législatif a été aboli, et en même temps on a changé le nom de la « Chambre basse », qui servait jusque-là à désigner l'Assemblée

législative, pour la nommer désormais l'Assemblée nationale. Le gouvernement a créé également un Office du protecteur du citoyen, ou Ombudsman, mis en vigueur une assurance-récolte au profit des agriculteurs, et établi un système provincial d'allocations familiales. À cette description des politiques de l'Union nationale à partir de 1965, il faut ajouter, en conclusion, qu'il est juste d'affirmer que, bien que le parti n'ait pas pris un virage à gauche, il a certainement tourné de l'extrême droite vers le centre modéré.

Lorsqu'on considère le second aspect de la nouvelle idéologie dont Johnson a pourvu l'Union nationale, c'est-à-dire les importants changements effectués au nationalisme traditionnel de Duplessis, un point doit être mis en relief : Johnson était un conservateur et un nationaliste, mais c'était son nationalisme qui primait. Dans les questions économiques et sociales il avait un sens pratique et il acceptait de faire des compromis et de changer d'orientation si l'application des politiques l'exigeait. En ce qui concerne le maintien des valeurs culturelles et des traditions québécoises, et les droits de la province à l'intérieur du système constitutionnel du Canada, il s'est toujours comporté en nationaliste inflexible. Ses fortes convictions nationalistes étaient la force motrice des positions constitutionnelles qu'il avait adoptées.

Peu de temps après avoir accédé au leadership de l'Union nationale, Johnson constate que la position du parti comme porte-parole [169] incontestable du nationalisme québécois était revendiquée par les Libéraux de Lesage. On pouvait l'expliquer en se rappelant que le Parti libéral québécois, dans la poursuite de sa Révolution tranquille, devint par nécessité un défenseur de l'autonomie provinciale, car son concept d'État interventionniste dynamique, légiférant dans plusieurs domaines, le mettait en conflit avec le gouvernement fédéral qui s'était déjà immiscé dans ces sphères ou s'apprêtait à le faire. En même temps, le programme législatif ambitieux du gouvernement Lesage requérait aussi des sommes d'argent de plus en plus considérables, et il s'ensuivait des luttes continues avec Ottawa pour obtenir une plus large part des dollars perçus en impôts. L'Union nationale sentait une autre menace de la part d'un certain nombre de petits partis et groupes nationalistes d'extrême gauche qui allaient plus loin que l'autonomie provinciale, et réclamaient que la province de Québec se sépare complètement du Canada.

Face à la revendication de la part des Libéraux et des séparatistes, Johnson décida de reprendre l'initiative de la question constitutionnelle en présentant une série nouvelle et originale de propositions concernant la position du Québec au sein du système fédéral canadien. Ces propositions furent énoncées dans un petit volume qui fut lancé avec beaucoup d'éclat aux assises de 1965, sous le titre d'*Égalité ou Indépendance* ³⁵⁰. Comme point de départ, Johnson affirme que le Canada est composé

³⁵⁰ Montréal, Éditions Renaissance, 1965.

de deux nations fondatrices, l'une anglaise, l'autre française. Il insiste sur le fait que la nation canadienne-française ne considère pas le Québec simplement comme une autre province, mais comme sa patrie ; elle l'envisage comme un État national authentique. Quoique chacune des communautés nationales canadiennes jouisse du droit fondamental à l'autodétermination, Johnson soutient que la nation canadienne-française a besoin de pouvoirs beaucoup plus grands que ceux qu'elle a reçus de la constitution de 1867 : « Ce que nous voulons en fait, c'est le droit de décider nous-mêmes ou d'avoir part égale aux décisions dans tous les domaines qui concernent notre vie nationale ³⁵¹. »

[170]

La solution au problème de la perpétuelle lutte constitutionnelle telle que perçue par le chef de l'Union nationale était de mettre entièrement de côté l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et d'édifier une constitution entièrement nouvelle. Cette constitution serait fondée sur une alliance des deux nations, chacune disposant de tout le pouvoir souverain nécessaire à l'accomplissement de ses objectifs culturels, sociaux et économiques, et travaillant ensemble en partenaires égaux dans la gestion de leurs intérêts communs. Elle serait élaborée par une assemblée constituante composée de délégués des deux nations canadiennes, et de quelques représentants des autres groupes ethniques. Pour Johnson, l'essentiel était que la constitution proposée accorde à la nation canadienne-française « tous les pouvoirs qui lui sont nécessaires pour assumer son propre destin ³⁵². »

Si les demandes fondamentales du Québec n'étaient pas satisfaites dans une nouvelle constitution, alors il ne resterait aucune possibilité autre que de s'engager dans la voie de l'option indépendantiste : « Si la sécession devenait pour les Canadiens français le seul moyen de rester eux-mêmes, de rester français, alors ce ne serait pas seulement leur droit, ce serait même leur devoir d'être séparatistes ³⁵³. » Reprenant la terminologie de Mackenzie King au temps de la crise de la conscription, Johnson déclarait : « Pas nécessairement le séparatisme, mais le séparatisme si nécessaire. »

Les propositions mises de l'avant dans le volume de Johnson reçurent un appui enthousiaste dans les rangs de son parti et l'approbation générale dans les autres cercles nationalistes partout dans la province. Il y avait cependant lieu d'énoncer quelques critiques, car, à certains endroits, le chef de l'Union nationale demeurait ambigu, particulièrement lorsqu'il utilisait le terme « égalité », et ses propositions

³⁵¹ Idem, p. 120.

³⁵² Idem, p. 123.

³⁵³ Idem, p. 110.

n'étaient pas suffisamment explicites ³⁵⁴. Toutefois, les déclarations qu'il fit ultérieurement à ce sujet indiquaient que l'idée fondamentale de ses propositions était que le Québec, agissant comme porte-parole de la nation canadienne-française, négocierait une nouvelle constitution avec le gouvernement fédéral qui, lui, agirait comme porte-parole du Canada anglais. La nouvelle constitution accorderait au Québec un accroissement si spectaculaire [171] de ses pouvoirs législatifs qu'il serait, dans la pratique sinon nominalement, presque un État souverain. Quels qu'en soient les points faibles, le volume de Johnson constituait une nouvelle orientation importante dans le débat constitutionnel. et atteignait son objectif qui était de réintégrer l'Union nationale dans sa position de principal porte-parole du nationalisme québécois.

À peu près en même temps que la publication d'*Égalité ou Indépendance*, Johnson marqua un autre point contre les Libéraux au sujet d'une proposition avancée par le gouvernement fédéral pour une nouvelle procédure d'amendement de la constitution canadienne que l'on appela la « formule Fulton-Favreau ». En résumé, cette formule aurait donné au Parlement du Canada le pouvoir d'amender la constitution, à l'exception de certains articles importants, pourvu que chacun de ces amendements soit approuvé par les Assemblées législatives des deux tiers des provinces qui devraient représenter au moins 50 pour 100 de la population du Canada.

Bien que le Premier ministre Lesage ait de prime abord endossé la formule Fulton-Favreau, cette dernière fut, dès son origine, l'objet des attaques d'une bonne partie de la presse francophone et, par-dessus tout, de l'Union nationale. Johnson prétendait que la formule éliminerait la possibilité de tout statut particulier pour le Québec, et toute modification apportée à la constitution déjà existante se ferait uniquement dans le sens d'un accroissement des pouvoirs fédéraux. L'agitation de l'Union nationale contre la formule, associée à l'opposition d'autres groupes dans la province, força Lesage à examiner de nouveau la question, et peu de temps après il retira l'appui du Québec aux propositions fédérales. La controverse autour de la formule Fulton-Favreau devait jouer un rôle de premier plan aux élections de 1966 qui ramenèrent l'Union nationale au pouvoir.

À partir du moment de son élection comme Premier ministre du Québec en 1966, jusqu'à sa mort survenue subitement en 1968, Johnson engagea toutes ses énergies dans une campagne poursuivant deux objectifs : des pouvoirs considérablement accrus pour le [172] Québec dans une constitution entièrement renouvelée d'après les directives exposées dans son *Égalité ou Indépendance* ; la création d'une certaine forme de statut international pour le Québec, particulièrement au sein de la communauté des nations francophones. Aux conférences fédérales-provinciales, dans ses rencontres avec les gouvernements des autres provinces, dans ses discours aux or-

³⁵⁴ Voir Richard ARÈS, S.J., « Égalité ou indépendance : quelle égalité ? pour qui et par qui ? » *Relations*, n° 321, novembre 1967.

ganisations nationales ou aux clubs sociaux, Johnson menait une lutte infatigable en vue d'atteindre ces deux objectifs.

Au cours de sa campagne, le chef de l'Union nationale fit la lumière sur certains points qui n'étaient pas très clairs dans son volume, en expliquant d'une façon plus précise, comme cela ne fut jamais fait auparavant, ce que le Québec recherchait réellement dans une nouvelle constitution. Johnson soumit les demandes du Québec à une conférence interprovinciale convoquée par le Premier ministre Robarts d'Ontario, en 1967 : « Comme assise essentielle d'une nation, celle-ci doit tenir librement les rênes qui lui permettent de prendre ses propres décisions devant influencer le développement de ses citoyens comme personnes humaines (c.-à-d. l'éducation, la sécurité sociale et la santé sous tous ses aspects), leur développement économique (c.-à-d. favoriser la création de tout outil économique et financier jugé nécessaire), leur épanouissement culturel (qui comprend non seulement les arts et la littérature, mais tout autant la langue française), et la présence à l'étranger de la communauté québécoise (c.-à-d. les relations avec certains pays et certaines organisations internationales ³⁵⁵). » En attendant l'élaboration de cette nouvelle constitution, Johnson proposait que le gouvernement du Québec prenne immédiatement charge de tous les programmes fédéraux existants comportant des dépenses publiques dans les domaines de l'éducation, la sécurité aux personnes âgées, les allocations familiales, la santé, le développement régional, l'aide municipale, la recherche et la culture. Ce transfert des pouvoirs devrait, bien entendu, s'accompagner d'un accroissement des sources de revenus et, depuis 1966, Johnson continuait de demander que le gouvernement fédéral remette au Québec 100 pour 100 des champs de taxation sur les corporations, et l'impôt sur le revenu personnel et les droits de succession. [173] Un examen attentif du caractère radical des propositions que Johnson avançait laisse l'impression que son « égalité » ressemblait de plus en plus à son « indépendance ».

Considérant que les propositions de l'Union nationale affaibliraient radicalement les pouvoirs de l'autorité centrale, il n'est pas étonnant qu'elles se soient heurtées à une opposition acharnée de la part du gouvernement fédéral de L.B. Pearson. Le perpétuel conflit entre Ottawa et Québec s'accrut face à la détermination de Johnson de mener à bonne fin, même avec une vigueur accrue, les initiatives prises par le gouvernement Lesage dans le but d'établir une présence québécoise sur la scène internationale.

Tout comme Lesage, le chef de l'Union nationale soutenait que le Québec possédait constitutionnellement le droit de faire des accords avec les autres pays sur les questions qui se trouvaient sous juridiction provinciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, et le droit de participer directement aux opérations in-

³⁵⁵ Reproduit dans « What does Quebec want ? » de Daniel Johnson, dans J. Peter MEEKISON, édit., *Canadian Federalism : Myth or Reality*, 2e éd., Toronto, Methuen Publications, 1971, p. 430.

ternationales à caractère apolitique telles que l'Organisation internationale du travail de l'Unesco.

Tandis que le gouvernement de l'Union nationale était intéressé à étendre ses contacts internationaux partout où c'était possible, pour des raisons évidentes des relations étroites avec la France revêtaient une importance particulière : cet « oxygène indispensable à notre vie collective ³⁵⁶ », comme le disait Johnson. En mai 1967, il effectua une visite de cinq jours en France afin de discuter des dispositions possibles en vue de diverses formes de coopération entre les deux gouvernements. Il fut accueilli par le Président de Gaulle avec tous les honneurs d'un chef d'État souverain. La visite que fit en retour de Gaulle au Canada, plus tard au cours de la même année, devait engendrer une énorme controverse lorsque le président de la France, dans un discours qu'il prononçait devant une foule immense à l'Hôtel de Ville de Montréal, termina en lançant ce cri historique, « Vive le Québec, Vive le Québec libre ». Bien que le gouvernement fédéral ait considéré ces propos comme une intrusion inacceptable dans les affaires internes du Canada, Johnson continuait de défendre le geste de de Gaulle. Le chef de [174] l'Union nationale soutenait que le président de la France affirmait tout simplement, à sa façon, que le peuple du Québec, ainsi que les autres peuples partout ailleurs, avait le droit incontestable de décider de sa propre destinée. D'autres conflits se sont élevés entre Québec et Ottawa sous le gouvernement Johnson concernant le rôle de la province sur la scène internationale, mais les efforts de Johnson furent interrompus brusquement par sa mort soudaine en septembre 1968.

Pendant son mandat qui dura sept ans à la tête du parti, Johnson avait bien servi l'Union nationale, Il avait adopté l'idéologie conservatrice démodée de Duplessis, l'avait révisée et modernisée, puis l'avait alignée sur les tendances réformatrices des années 60. (Il ne faudrait pas non plus oublier le rôle que joua Jean-Jacques Bertrand dans cette révision du conservatisme traditionnel.) Toutefois, les revendications persistantes de Johnson pour obtenir les pouvoirs accrus pour le Québec dans une nouvelle constitution demeurent sa contribution la plus importante à la cause nationaliste. Il en est de même de la lutte ardue qu'il livra en vue d'obtenir un statut international pour le Québec. Enfin, à titre de chef d'un des principaux partis du Québec, il a fait de la question de l'indépendance une option respectable qui ne devrait pas être rejetée a priori.

³⁵⁶ Jérôme PROULX, *le Panier de crabes : un témoignage vécu sur l'Union nationale sous Daniel Johnson*, Montréal, Éditions Parti pris, 1971, p. 77.

III. - Un parti en quête d'une idéologie, 1968-1976

La mort de Johnson en 1968 et la désignation de Jean-Jacques Bertrand comme Premier ministre inaugura la troisième et dernière étape de l'évolution de l'Union nationale. Ce devait être une période de déclin et de désagrégation au cours de laquelle le parti chercha en vain une idéologie politique qui justifierait son existence. On ne peut attribuer ce déclin uniquement au changement du gouvernement Johnson au gouvernement Bertrand, quoique c'en fût probablement un des facteurs. Peut-être plus important fut le défi que constitua pour l'Union nationale l'arrivée d'un nouveau parti nationaliste, le Parti québécois de René Lévesque, sur la [175] scène politique en 1968. Le Parti québécois différait de l'Union nationale en ce sens qu'il était un parti séparatiste avoué et aussi un parti social-démocrate.

Sous le gouvernement Bertrand, les problèmes de l'Union nationale débutèrent par une division au sein du parti entre deux groupes que l'on distinguera sous les épithètes d' « ultranationalistes » et de « modérés ». Les ultranationalistes favorisaient une politique de confrontation avec Ottawa et manifestaient une forte tendance vers le séparatisme ; les modérés croyaient que les objectifs constitutionnels du Québec pourraient être atteints grâce à une négociation patiente avec le gouvernement fédéral. Jean-Guy Cardinal, ministre de l'Éducation, était le leader officieux des ultranationalistes. Quoiqu'il n'ait été supporté que par quelques membres du cabinet et une poignée de députés, il comptait de nombreux adeptes chez les membres subalternes du parti. Jean-Jacques Bertrand, le protagoniste de la position modérée, avait l'appui de la plus grande partie du cabinet et de la grande majorité des députés à l'Assemblée.

La division interne du parti parut au grand jour lors d'un congrès pour le leadership organisé par Bertrand en 1969, dans une tentative d'obtenir un appui de la part des membres et une confirmation formelle de son statut de chef. Son principal adversaire était Cardinal qui lui livra une lutte étonnamment forte, soutenu surtout par les membres les plus jeunes du parti. Après la victoire de Bertrand au leadership emportée avec une majorité confortable, sans être écrasante, un bon nombre de jeunes partisans de Cardinal annoncèrent bruyamment qu'ils s'en allaient rejoindre les rangs du Parti québécois ³⁵⁷. La division entre les ultranationalistes et les modérés devait s'élargir quand une controverse s'éleva par toute la province au sujet de ce qu'on appela « la question de la langue ».

³⁵⁷ Description du congrès de l'Union nationale de 1969. Voir Richard B. HOLDEN, *Élection 1970 : le point tournant*, Montréal, Les Éditions Ariès, 1970, pp. 19-24.

Décrivons brièvement les fondements de cette controverse relative à la question de la langue. Au milieu de la décennie 60 une inquiétude grandissait dans les groupes nationalistes face à la menace qui pesait sur la prépondérance continue de la langue française au Québec. Des preuves commençaient à s'accumuler que le [176] français perdait lentement du terrain et il était possible qu'avec le temps l'anglais devienne la langue dominante, sinon à Québec dans son ensemble, du moins dans la région de Montréal. Deux raisons principales se cachaient derrière ces craintes : d'abord, le taux de natalité du Québec avait commencé à décroître de façon spectaculaire après la Seconde Guerre mondiale, et vers la fin des années 60 il était un des plus bas au Canada ; deuxièmement, le fait que la forte majorité des immigrants arrivant dans la province adoptaient l'anglais plutôt que le français comme langue seconde.

Un autre aspect de cette question ajoutait de l'huile sur le feu le ressentiment croissant parmi la population contre le fait que, dans une province majoritairement francophone, la langue de travail était l'anglais dans les affaires importantes et les grandes entreprises commerciales. Cela voulait dire que les gens de langue française étaient désavantagés par rapport à l'emploi et à la promotion. Il n'est pas étonnant que vers la fin de la décennie 60 la question de la langue soit devenue un sujet explosif. Un événement particulier, qui donna la manchette à cette question, se produisit juste avant que Bertrand entre en fonction en 1968 ; on le désignait communément comme « l'Affaire Saint-Léonard ».

La ville de Saint-Léonard, dans la banlieue de Montréal, comptait une population mélangée de gens d'origine française et anglaise, et se composait aussi d'un très grand nombre d'immigrants italiens récemment arrivés. Un organisme nationaliste connu sous le nom de Mouvement pour l'intégration scolaire (M.I.S.), qui avait pour objectif de faire du français la langue que tout immigrant non anglophone doit adopter, prit le contrôle de la Commission scolaire catholique de Saint-Léonard et imposa un règlement obligeant les immigrants italiens à envoyer leurs enfants aux écoles françaises. Les Italiens, qui voulaient que leurs enfants fréquentent les écoles anglaises, organisèrent des protestations et des démonstrations. Leurs protestations furent sans effet, car Cardinal, qui était ministre de l'Éducation, refusa d'intervenir auprès de la Commission scolaire. Ce résultat eut des suites, car le M.I.S. poursuivit sa campagne afin d'inciter d'autres commissions scolaires à suivre l'exemple de Saint-Léonard, tandis que la [177] presse anglophone de la province protestait bruyamment clamant que les droits traditionnels de la minorité anglaise étaient en danger.

Lorsque Bertrand devint Premier ministre, il était au courant du problème qui existait autour de la prédominance soutenue de la langue française au Québec, mais croyait qu'un compromis était possible, qui donnerait satisfaction aux deux groupes linguistiques. Par conséquent, en 1969, il présenta à l'Assemblée une législation connue sous le nom de projet de loi 63. Voici quels étaient les principaux articles de

ce projet : les étudiants de langue anglaise devaient acquérir une connaissance suffisante du français pour recevoir leur diplôme ; tous les parents avaient le droit d'envoyer leurs enfants aux écoles, soit anglaise, soit française ; les immigrants devaient être encouragés à inscrire leurs enfants dans les écoles françaises ; le gouvernement approfondirait la question afin de décider quelles mesures devraient être prises pour promouvoir le français comme langue de travail dans les bureaux et les usines ³⁵⁸.

Le compromis de Bertrand n'eut pas grand succès, car le projet de loi 63 fut l'objet d'une opposition véhémente de la part de presque tous les groupes nationalistes de la province qui en refusaient l'aspect le plus important, soit la liberté de choix de l'école. On allait également trouver de l'opposition à ce sujet dans les rangs mêmes de l'Union nationale, bien que le cabinet soit venu à bout de maintenir un semblant d'unité. En dépit de certaines réserves concernant quelques aspects du projet de loi, Cardinal décida d'y accorder son appui. Dans les rangs de l'Assemblée, environ une demi-douzaine de membres de l'Union nationale manifestèrent leur opposition en votant contre le projet, ou en s'abstenant. Ces défections auraient pu faire tomber le gouvernement, mais, le projet de loi recevant un solide appui des Libéraux, il fut adopté avec une énorme majorité.

L'adoption du projet de loi 63 par le gouvernement Bertrand, associée au fait qu'il n'était passé qu'avec l'aide des Libéraux, remettait nettement en question l'identité nationaliste de l'Union [178] nationale aux yeux de plusieurs de ses partisans. De plus, Bertrand qui lançait des attaques de plus en plus fortes contre les séparatistes semblait tendre plus fortement vers une position fédéraliste ³⁵⁹. Il était légitime de se demander à quel point l'Union nationale, ou du moins la majorité du parti qui appuyait Bertrand, différait des Libéraux. Pouvait-on encore appeler l'Union nationale un parti nationaliste ? Le fond du problème était que l'Union nationale commençait à souffrir d'une crise d'identité, et ne savait pas trop dans quelle direction elle s'orientait. Ce problème allait devenir plus sérieux lorsqu'une élection générale fut décrétée plusieurs mois plus tard.

Lorsque l'Union nationale s'engagea dans la campagne électorale de 1970, la division entre les ultranationalistes et les modérés persistait toujours et, en conséquence, les voix du parti n'étaient pas toujours concordantes. Un fait nouveau encore plus grave pour Bertrand fut que le Parti québécois récemment constitué participait aux élections pour la première fois. Cela signifiait que, à côté de son adversaire traditionnel le Parti libéral, l'Union nationale se trouvait confrontée à un autre parti qui pourrait lui livrer concurrence en lui disputant des votes nationalistes. Un facteur

³⁵⁸ Un court résumé du projet de loi dans le *Montreal Star*, 2 février 1970.

³⁵⁹ À un certain moment du débat sur le projet de loi 63 et à propos de la province, il affirma : « A Quebec which still belongs and as far as I am concerned will always belong to Canada. » *Montreal Star*, 21 novembre 1969.

supplémentaire de complication : la décision du parti du Crédit social fédéral d'entrer sur la scène politique provinciale sous le nom de Ralliement créditiste.

Bertrand aurait probablement préféré fonder sa campagne sur la somme des bienfaits accomplis par l'Union nationale. Pourtant, dans une élection où la question constitutionnelle était prépondérante, il était bien forcé de prendre position. Il tenta par conséquent d'en trouver une quelque part entre le « fédéralisme rentable » du Parti libéral et l'« indépendance » du Parti québécois. La proposition de Bertrand voulait en premier lieu faire pression sur Ottawa pour l'élaboration d'une nouvelle constitution qui satisferait les besoins législatifs et financiers du Québec ; et, si une nouvelle constitution n'était pas élaborée avant la fin des quatre prochaines années, un référendum serait décrété sur la question de l'indépendance.

[179]

Bertrand s'attendait probablement à ce que sa proposition constitutionnelle, étant suffisamment générale et imprécise, obtienne l'appui tant des séparatistes que des fédéralistes. Tout au long de la campagne électorale il demanda aux électeurs d'appuyer son parti à cause de sa position située à mi-chemin entre les deux extrêmes : le Parti libéral, « qui était fédéraliste à tout prix », et le Parti québécois, « qui était séparatiste à tout prix ». D'après Bertrand, l'Union nationale offrait « le meilleur dossier constitutionnel ³⁶⁰ ».

La tentative de Bertrand à la recherche d'une position médiane sur la question constitutionnelle ne réussit pas particulièrement à lui attirer l'appui de l'électorat, et l'Union nationale subit une écrasante défaite. Le parti ne gagna que dix-sept sièges - quatorze d'entre eux dans les comtés ruraux ou ruraux-urbains - perdit environ la moitié du vote populaire qu'il avait gagné en 1966. Encore incertain quant à l'orientation politique qu'il devrait prendre, il lui fallait maintenant envisager la lutte pour sa survivance.

Pour l'Union nationale, le nœud du problème à ce moment précis se trouvait dans la polarisation qui commençait à se former chez les électeurs vis-à-vis, soit du Parti libéral, soit du Parti québécois. Si l'Union nationale tentait de conserver son image de parti nationaliste, il était évident qu'elle était éclipsée par le nationalisme plus radical du Parti québécois. Si, d'un autre côté, elle adoptait une position fortement anti-séparatiste et défendait le fédéralisme, elle se rangeait dans un secteur politique en réalité déjà occupé par le Parti libéral de Bourassa.

Si l'Union nationale ne pouvait prouver une position médiane entre les deux autres partis à propos des questions constitutionnelles et autres problèmes semblables, il lui restait encore une autre possibilité : se concentrer sur l'autre rôle qu'elle a toujours joué dans la politique québécoise à titre de porte-parole principal des

³⁶⁰ *Le Devoir*, 28 avril 1970.

valeurs conservatrices en matière économique et sociale. En tant que parti conservateur provincial, elle pourrait établir ses bases dans les régions rurales et les plus petites villes commerçantes et industrielles. Cela aurait pu être la démarche logique à faire, [180] car les sièges gagnés par le parti aux élections de 1970 étaient une indication que, quelle que soit la force que l'Union nationale conservait, c'était dans les rangs de ces partisans que l'on pourrait reconnaître ceux que l'on désignait comme « conservateurs ruraux ». Vraisemblablement ce sera cette catégorie d'électeurs qui sera le plus intéressée à la solution des problèmes locaux économiques et sociaux, plutôt qu'aux débats complexes sur la constitution.

Peu de temps après les élections de 1970, Bertrand démissionna de son poste de leader, et un congrès du parti fut organisé pour le mois de juin 1971 afin de lui choisir un successeur. Le congrès désigna Gabriel Loubier qui avait occupé un poste relativement modeste dans les cabinets Johnson et Bertrand. Sa tâche, telle que perçue par les délégués au congrès, consistait à munir l'Union nationale de nouvelles politiques et de nouvelles stratégies qui la rétabliraient dans sa position dominante antérieure.

Le mandat de Loubier ne fut pas particulièrement réussi, car il fut ponctué de plusieurs erreurs graves et de revers qu'eut à subir le parti. De plus, le nouveau chef ne sut pas percevoir le caractère limité des choix qui s'offraient à lui. Même si les sondages d'opinion publique indiquaient l'appui décroissant que recevait l'Union nationale et la force ascendante du Parti québécois, Loubier considérait encore son parti comme le principal porte-parole du nationalisme québécois, et il espérait lui restituer le rôle dynamique qu'il avait joué sous Duplessis et Johnson. Il ne laissait guère entrevoir qu'il se satisferait du rôle plus restreint d'un parti de conservateurs ruraux, en dépit du fait que les sources des forces régionales du parti qui subsistaient encore semblaient indiquer cette orientation.

Entre 1971 et les élections de 1973, Loubier essaya de mettre en oeuvre plusieurs politiques et stratégies afin de ranimer la force du parti. Il ne cessa de rêver et de répéter « le miracle Johnson », rappelant la victoire imprévue de l'ancien leader en 1966. Sa principale position concernant la question constitutionnelle voulait que l'on transforme le Canada en une fédération d'États coopératifs au sein de laquelle la province de Québec aurait une voix égale au [181] reste du Canada ³⁶¹. Cette redéfinition de la théorie des deux nations de Johnson n'était pas très convaincante car Loubier avait oublié la menace de l'« indépendance » et à ce moment les dirigeants de l'Union nationale étaient fortement favorables au fédéralisme.

Plusieurs mois après avoir été élu chef du parti, Loubier tenta de changer le nom du parti pour Unité-Québec. Il espérait par là aboutir à une coalition globale de tous les partis anti-libéraux, comme ce fut le cas de la coalition Duplessis-Gouin des an-

³⁶¹ Idem, 29 mai 1972.

nées 30. Toutefois, ce geste contribua uniquement à créer des dissensions dans son propre parti et provoquer des démissions : quinze mois plus tard, l'Union nationale reprit son nom. Loubier tenta également de répéter l'expérience fructueuse de Johnson, lors du congrès du parti de 1965, en convoquant ses propres assises générales (mai 1973) dans le but de dresser un programme en vue des prochaines élections. Les assises n'obtinrent qu'un succès mitigé car elles ne réussirent pas à attirer des participants de même envergure qu'à celles de 1965, ou à soulever le même intérêt populaire. Les résolutions adoptées étaient en grande partie une répétition des propositions usées par le temps de l'Union nationale, ou des politiques empruntées aux programmes des autres partis ³⁶².

La seule démarche réaliste que fit Loubier fut d'essayer de combiner une sorte d'alliance avec le Ralliement créditiste à l'occasion du congrès pour le leadership de ce parti en février 1973. Cela semblait une mesure logique à prendre, car, à l'exception de la théorie monétaire, ces deux partis se ressemblaient sur plusieurs points importants : tous deux étaient fédéralistes, préconisaient les mêmes valeurs économiques et sociales, défendaient l'entreprise privée, et s'opposaient au contrôle centralisateur de la bureaucratie gouvernementale dans des domaines comme l'éducation, les affaires municipales et les services de santé. Cependant, et malheureusement pour Loubier, les Créditistes refusèrent sa proposition.

Lorsque le Premier ministre Bourassa, de façon assez inattendue, décréta une élection en octobre 1973, l'Union nationale livra une forte lutte, mais ce devait être « la fin du voyage » pour Loubier et son parti. Au cours de sa campagne, Loubier concentra ses [182] attaques contre le Parti québécois et affirma avec vigueur que l'Union nationale était le parti des « vrais nationalistes » et celui qui pourrait « humaniser le système ³⁶³ ». Tout cela fut sans effet ; les électeurs n'écoutaient plus. Quand les résultats sortirent, l'Union nationale n'avait gagné aucun siège, et son vote populaire était tombé, des quelque 20 pour 100 obtenus en 1970, à cinq pour cent. Le Parti québécois avait gagné seulement six sièges, mais remporté 30 pour 100 du vote populaire, et il venait remplacer l'Union nationale comme opposition officielle à l'Assemblée. Même s'il n'avait conquis que peu de sièges, l'ampleur du vote populaire du Parti québécois indiquait clairement qu'il était devenu le successeur de l'Union nationale comme porte-parole du nationalisme québécois ; la tradition nationaliste radicale qui remontait à l'Action libérale nationale de la décennie 30 avait enfin triomphé du nationalisme conservateur.

³⁶² Voir résumé des résolutions adoptées, *le Devoir*, 21 mai 1973 ; *Montreal Star*, 21 mai 1973 ; *Gazette*, 19, 21 mai 1973.

³⁶³ *La Presse*, 29 octobre 1973.

Face à ce qui semble être une résurrection de l'Union nationale sous Rodrigue Biron aux élections de 1976, puisque le parti a remporté onze sièges à l'Assemblée, deux questions se posent : est-ce vraiment le parti traditionnel de l'Union nationale, et quel avenir semble se dessiner pour cette dernière ? On trouvera la réponse à ces questions dans les deux points d'appui du parti de Biron : les électeurs anglophones de l'ouest de Montréal ; les gens des petites villes et des régions rurales des Cantons de l'Est. L'appui des électeurs anglophones, retournés depuis au Parti libéral, était attribué à la position fortement fédéraliste de Biron et à son engagement relatif à la liberté des parents de choisir les écoles que fréquenteraient leurs enfants. Quoi que l'on pense de ces politiques, elles n'étaient pas la voix du nationalisme québécois. De plus, comment est-ce possible qu'un authentique parti nationaliste québécois puisse recevoir un appui général (incluant le gain d'un siège) dans l'ouest de Montréal, tombeau des candidats nationalistes depuis les années 30 ? Il paraît évident que, quelle que soit la [183] façon dont Biron désigne son parti, son statut de groupement nationaliste est remis en question et, sauf par son conservatisme, il offre peu de ressemblance avec l'Union nationale traditionnelle.

La seconde source d'appui du parti de Biron, les Cantons de l'Est, peut fournir quelque indication pour son rôle futur dans la politique québécoise. Les sièges gagnés dans cette région étaient essentiellement les mêmes que ceux qu'avait perdus l'Union nationale au profit du Ralliement créditiste en 1970. Comme ce dernier parti semble se désintégrer, la nouvelle Union nationale de Rodrigue Biron pourrait bien prendre la succession des Créditistes comme parti des conservateurs ruraux, tout comme le Parti québécois a pris la succession de l'ancienne Union nationale de Duplessis et Johnson comme porte-parole du nationalisme québécois.

Lorsque nous évoquons le Parti québécois comme successeur de l'Union nationale, il est étonnant de constater l'existence d'une similarité, contestée par certains, entre les deux partis. Toutefois, si nous oublions un moment le large fossé qui sépare les deux partis dans leurs philosophies économique et sociale, et que nous les observons uniquement en rapport avec leur idéologie nationaliste, sans le moindre doute il existe un lien direct de Duplessis à Johnson, à Lévesque. La proposition de Johnson en faveur d'une nouvelle constitution élaborée par les deux nations fondatrices du Canada, se rencontrant sur un pied d'égalité, offre des ressemblances évidentes avec la proposition de René Lévesque de former une nouvelle association entre le Québec et le Canada. Par rapport à Duplessis, Lévesque pourrait-il être en désaccord avec la déclaration suivante faite par « le Chef » en 1952 : « La défense de nos

droits, c'est la question de l'heure. Voulons-nous vivre et survivre... Il faut absolument que Québec administre ses propres affaires. Nous n'avons pas de directives à prendre d'ailleurs ³⁶⁴. »

Herbert F. QUINN.

³⁶⁴ Idem, 4 juillet 1952.

[185]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

Les partis politiques

5. "L'idéologie du Parti libéral du Québec, 1940-1975."

par Paule Duchesneau

[pp. 185-211.]

[Retour à la table des matières](#)

Les partis politiques constituent des organisations qui ont pour objectif premier de prendre le pouvoir ou de le conserver. Lors des élections, ils présentent et défendent des politiques dont l'orientation est tracée dans leur programme électoral. Les mesures qui y sont préconisées nous indiquent la vision qu'ont les partis du modèle de société à construire, ce qui nous permet de dégager une certaine forme d'idéologie à travers les variations et l'ampleur des thèmes présentés.

Dans le cadre de cet article, nous tenterons d'analyser les principales positions prises par le Parti libéral du Québec pour la période s'échelonnant de 1940 à 1975 et, par ce biais, d'en dégager les grands thèmes idéologiques.

La caractérisation de l'idéologie du P.L.Q. s'appuie d'abord, dans l'étude qui suit, sur les données fournies par les programmes présentés lors des élections tenues au cours de la période considérée. Bien qu'ils soient des outils électoraux, ces programmes demeurent tout de même une source importante de renseignements rela-

tifs aux finalités et aux engagements futurs du parti. Ils constituent également un indicateur non négligeable de ses orientations du fait que le parti se prononce, d'une part, sur les problèmes de l'heure et, d'autre part, sur le type de développement sociétal à promouvoir. De plus, afin de mieux circonscrire l'idéologie du Parti libéral du Québec et éviter d'être enfermé constamment dans le discours électoral du parti, nous avons aussi fait appel [186] à d'autres textes émanant du parti ou de ses dirigeants et à certaines analyses souvent inédites.

Partant de ces considérations, nous verrons d'abord à présenter un bref rappel historique dans lequel nous avons tenté d'intégrer, avec le plus de concision et de précision possible, les facteurs dominants qui ont marqué les prises de positions du P.L.Q. Nous serons ainsi plus à même de cerner l'évolution idéologique du parti par cette référence à son passé.

Ensuite, la période 1940 à 1975 sera décomposée suivant des cycles de dix ans : 1940 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970, pour enfin terminer notre étude par la période récente des années 1970 à 1975, soit l'ère du gouvernement Bourassa.

En raison du caractère particulier de la décennie 1960-1970, marquée par la Révolution tranquille, trois subdivisions se sont révélées nécessaires : 1960-1962, 1962-1965 et 1965-1970 ; ces subdivisions tiennent compte des mouvements qui s'inscrivent à cette époque.

Le découpage de l'ensemble du texte selon cet ordre relève de deux considérations : permettre d'abord de dégager l'influence des chefs et de leurs proches collaborateurs sur l'orientation idéologique du parti puisque la tradition prête à un parti de cadres une idéologie malléable souvent modelée par les leaders ; ensuite, mieux retracer les continuités et les discontinuités de l'idéologie du P.L.Q. et en percevoir les tendances novatrices ou conservatrices.

Rappel historique

Les quatre premières décennies du XXe siècle sont marquées par la présence des libéraux à la direction du gouvernement du Québec ³⁶⁵. La succession des chefs à la tête du parti n'entraîne pas de changements importants dans l'orientation des poli-

³⁶⁵ Parent (1900-1905), Gouin (1905-1920), Taschereau (1920-1936). Le pouvoir passe ensuite aux mains de Maurice Duplessis (1936-1939) pour revenir immédiatement après aux Libéraux de Godbout (1939-1944). Les Unionistes reprennent le pouvoir en 1944 pour le conserver jusqu'en 1960.

tiques libérales ; les chefs ont la main haute sur le parti et ils restent fidèles aux valeurs politiques défendues ³⁶⁶.

[187]

Ainsi, l'élément moteur de l'idéologie du Parti libéral est sans contredit l'accent mis sur le développement économique. La prospérité du Québec passe d'abord par l'idéalisation de l'industrialisation, l'exploitation de ses richesses naturelles et de son énergie hydro-électrique.

L'expansion économique se dessine progressivement ; les industries s'implantent à un rythme accéléré et une vie urbaine s'organise de plus en plus. La politique industrielle s'articule, avant tout, autour de la protection des intérêts privés alors que des concessions généreuses sont accordées aux capitaux américains et anglo-canadiens ³⁶⁷. À quelques exceptions près, le contrôle de l'activité économique n'appartient pas aux Canadiens français.

Les progrès enregistrés sont énormes, et, sous l'administration Taschereau (1920-1936), le rythme de l'industrialisation s'accélère. Cette situation n'est pas étrangère à la position favorable au libéralisme économique chez la bourgeoisie du temps, position que viennent renforcer les liens qu'entretiennent entre eux les hommes d'affaires, d'une part, et, de l'autre, le chef libéral et ses proches collaborateurs détenant des directorats au sein de nombreuses entreprises.

On assiste également à la concentration des trusts et à la multiplication des grandes compagnies américaines exploitant nos richesses naturelles. Les Libéraux sont inféodés au grand capital et accordent un traitement préférentiel aux capitaux étrangers ; les portes du Québec sont toutes grandes ouvertes à ceux-ci. « Les libéraux ne se préoccupent guère de savoir d'où vient l'argent : le plus offrant l'emporte. Ils veulent avant tout industrialiser le Québec ³⁶⁸. »

L'orientation idéologique du P.L.Q. se révèle également dans le type de développement économique qu'il privilégie. C'est d'abord et surtout l'entreprise privée qui doit prédominer. Le progrès matériel est directement lié à l'effort individuel plutôt qu'à l'effort collectif et à l'entreprise publique - l'idéologie du Parti libéral s'associe à celle de la bourgeoisie qui valorise, il va sans dire, l'entreprise privée. Le parti justifie ses politiques économiques [188] en soulignant que la prospérité des grandes

³⁶⁶ Paul-André LINTEAU, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise*. Montréal, Éd. du Boréal Express, 1979, p. 555.

³⁶⁷ Robert RUMILLY, *Histoire de la Province de Québec*, Montréal, Éd. du Centre de psychologie et de pédagogie, 1953.

³⁶⁸ LINTEAU et al., op. cit., p. 450.

firmes est la source majeure du bien-être général ³⁶⁹. C'est ainsi qu'il légitime, dans son programme électoral de 1927, son appui au monde industriel et financier et les sommes versées pour le développement d'industries nouvelles : « Nous voulons donner toute l'ampleur possible au développement industriel, parce qu'il crée des marchés pour nos cultivateurs et nos colons, et qu'il garde chez-nous nos ouvriers et nos jeunes gens ³⁷⁰. »

Dès lors, en matière de développement économique, l'idéologie du Parti libéral n'est nullement animée d'un esprit nationaliste qui viserait le développement du Québec par les Québécois eux-mêmes ou par l'État québécois. La participation du peuple n'apparaît qu'en terme de main-d'oeuvre laborieuse et le Parti libéral ne voit pas d'intérêt particulier à favoriser la participation active de la bourgeoisie canadienne-française au développement industriel.

Pour le Parti libéral, l'industrialisation constitue le fondement véritable de la prospérité, la source de création d'emplois de sorte que la colonisation et le retour à la terre ne sont pas des préoccupations gouvernementales prioritaires. Mais, devant les pressions des ruraux et de l'Église liées à l'effet conjugué de la crise, le Parti libéral de Taschereau hausse légèrement les crédits à cet effet ³⁷¹. Si les Conservateurs voient l'agriculture comme une industrie et la ferme comme une usine ³⁷², il en est tout autrement des Libéraux ; pour eux, le progrès réside dans l'essor industriel et non dans la colonisation ³⁷³ :

Jusqu'au début des années 1920, l'État reste à l'écart du domaine social, champ réservé à l'Église et à l'entreprise privée. Les institutions sociales relèvent de l'initiative privée et, parfois, des collectivités locales. Mais la modification de la conjoncture sociale, politique et économique restreint la capacité du réseau des institutions sociales à répondre aux besoins des Québécois. Les budgets familiaux ne suffisent pas à assumer les coûts des services médicaux et hospitaliers.

Taschereau ne semble pas se croire justifié d'intervenir pour autant ; selon lui, cela relève de la charité. Mais devant l'insuffisance [189] des institutions privées, il fait adopter, en 1921, la Loi de l'assistance publique. Celle-ci s'adresse aux citoyens les plus démunis, incapables de payer, en mettant à la disposition des institutions

³⁶⁹ Jean-Louis Roy, *les Programmes électoraux du Québec....*, tome I, Montréal, Leméac, coll. « Quebecana », 1971, p. 227.

³⁷⁰ Ibidem.

³⁷¹ Idem, p. 584.

³⁷² Idem, p. 219.

³⁷³ Herbert F. QUINN, *The Union Nationale. A Study in Quebec Nationalism*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, p. 32.

privées certains montants d'argent ³⁷⁴. Ainsi, l'appareil politique commence à se modifier. On assiste à un début d'étatisme et de laïcisation. C'est également pendant cette période que le gouvernement libéral crée la Commission des liqueurs. Devant les récriminations de l'Église, Taschereau, par un amendement adopté en 1925, déclare qu'il n'y aura pas atteinte aux droits et intérêts des communautés, afin d'atténuer la crise entre l'État et l'Église.

De maigres progrès sont enregistrés mais le contexte de la crise économique qui s'instaure à la fin des années 1920 montre la faiblesse de la Loi de l'assistance publique. Afin de répondre aux besoins d'un Québec industrialisé et urbain, l'État doit accroître son programme d'aides et les pressions se multiplient en ce sens.

En matière d'éducation, l'idéologie du P.L.Q. évolue peu, même si l'on admet quelques réformes scolaires afin d'adapter le système d'éducation au développement industriel et économique du Québec.

En ce qui a trait au monde ouvrier, diverses législations sont promulguées : la Loi des accidents du travail, la création d'une Commission du salaire minimum et d'un Département du travail. L'intervention de l'État, dictée par l'essor industriel et les pressions sociales, n'amenuise en rien son idéologie capitaliste. Taschereau désire l'aisance des ouvriers, ce qui justifie la prospérité par l'industrialisation, mais cette aisance doit respecter les droits patronaux ³⁷⁵.

Enfin, la position constitutionnelle du Parti libéral, durant ces quatre décennies, est celle d'un parti qui refuse les empiétements du gouvernement fédéral en matière d'impôts, d'éducation, d'agriculture, de voirie. Le Parti libéral veille à l'autonomie du Québec sans toutefois être motivé par un patriotisme exalté. On s'oppose à la centralisation des pouvoirs aux mains de l'autorité fédérale. D'une part, comme on a pu le constater précédemment, l'idéologie des libéraux exclut toute forme de nationalisme économique. Le [190] seul nationalisme qui ressort du discours libéral en est un de type traditionnel défini par la défense des droits linguistiques et religieux des Canadiens français.

Bref, l'idéologie du P.L.Q. s'inspire de la philosophie du libre-échange, du libéralisme économique idéalisant le développement industriel et la création d'emplois qui doivent s'effectuer par et pour les financiers étrangers et par la mise en valeur des richesses naturelles. Cette idéologie est également caractérisée par le rythme lent et modeste des mesures sociales. Le Parti libéral est d'abord le parti de l'élite bourgeoise, le conservatisme des structures restant le facteur dominant de son idéologie.

³⁷⁴ Roy, op. cit., p. 213.

³⁷⁵ QUINN, op. cit., p. 32.

1940-1950

Attaqué par ces opposants sur la question des comptes publics et défait aux élections de 1936, Taschereau démissionne de la direction du Parti libéral. Adélard Godbout lui succède et demeurera à son poste jusqu'en 1950.

Godbout réussit à redonner le pouvoir aux Libéraux à l'élection de 1939. Il sera Premier ministre jusqu'en 1944. Sous sa direction, le Parti libéral connaît certaines modifications dans ses visées politiques et dans sa conception du modèle de société à construire. Les prises de position du régime Godbout indiquent bien que le parti commence à changer et qu'il oscille entre le statisme et le dynamisme politique.

En matière d'économie, les Libéraux défendent encore, au moment de la prise du pouvoir, l'entreprise privée et conservent des liens étroits avec les hommes d'affaires. Cependant, Godbout est conscient de l'insatisfaction populaire à ce sujet et il entreprend certaines réformes au sein du parti. Ainsi, il s'applique à interdire la détention de directorats aux membres de son cabinet. Il ne veut pas de conflits d'intérêts comme ceux qui ont été dévoilés sous Taschereau au moment des réunions du Comité des comptes publics.

[191]

D'autre part, Godbout est désireux de voir le Québec se développer en harmonie et d'une façon équilibrée. Sans remettre véritablement en question le système économique prévalant au Québec et sans dénier la place qui revient à l'entreprise privée dans l'essor industriel québécois, il n'insiste pas, autant que son prédécesseur, sur le fait que la prospérité est tributaire de l'industrialisation.

L'idéologie du Parti libéral annonce donc une certaine rupture avec son passé économique. Godbout mise avec force sur l'agriculture : « Restaurer l'agriculture pour restaurer toute notre vie économique, c'est le fond même de notre politique ³⁷⁶. »

Pour atteindre cet objectif, on facilite et accroît l'accès au crédit agricole, on favorise l'implantation de nouvelles industries agricoles, on construit des entrepôts et on développe la mécanisation des modes d'exploitation et de colonisation. À cela s'ajoutent la création de l'Office des débouchés agricoles, la multiplication d'écoles d'agriculture et l'accroissement des bourses aux fils d'agriculteurs ³⁷⁷. Une phrase résume bien l'esprit qui anime le Parti libéral d'alors : « Nous avons été guidés dans

³⁷⁶ Idem, p. 69.

³⁷⁷ Roy, op. cit., *Programme* de 1939, 1944.

notre politique agraire par le souci constant de préparer l'avenir ³⁷⁸. » La personnalité de Godbout explique sûrement cette préoccupation quant à la prospérité du Québec par le développement agricole ; il est lui-même agronome et exploitant agricole alors que Taschereau était avocat et homme d'affaires.

Sans toutefois désavouer les principes du libéralisme économique et du développement industriel par l'entreprise privée, en nationalisant la *Montreal Light Heat and Power Company*, l'administration libérale fait un premier pas vers l'expansion du rôle de l'État. Cet esprit novateur se concrétise par la création d'un système de propriété publique, Hydro-Québec, qui est maintenant relié à l'État québécois.

En ce qui concerne le domaine social, de grands pas sont accomplis comparative-ment à l'ère Taschereau. Si, pour ce dernier, les programmes de législation sociale sont du ressort de la charité ³⁷⁹, il en va tout autrement pour Godbout qui voit dans ce domaine toute la place qui revient à l'État « en vue du bien commun [192] autant que celui des individus ³⁸⁰ ». L'intervention étatique se manifeste par la création d'un ministère du Bien-être social, par l'instauration de cours familiales, par la promulgation d'une loi de la protection de l'enfance et enfin par l'attribution du droit de vote aux femmes ³⁸¹. L'idéologie du Parti libéral adopte ainsi un caractère dynamique et interventionniste assez remarquable qui l'éloigne du conservatisme des années 1930 du gouvernement Taschereau.

En matière d'éducation, on assiste également à une intervention assez prononcée de l'État. Les libéraux commencent par proclamer obligatoire la fréquentation scolaire, établissent la gratuité des manuels et haussent les crédits aux fins d'éducation ³⁸². La philosophie du Parti libéral est guidée par l'idée du progrès par l'instruction : « Nous professons que notre peuple, doué de qualités exceptionnelles d'intelligence, est promis à tous les progrès s'il est instruit ³⁸³. » Plusieurs projets de réforme sont aussi mis de l'avant en ce qui concerne le monde du travail, tels la reconnaissance du droit d'association, l'établissement du salaire minimum pour les femmes, l'institution de l'assurance-maladie et la création d'un Conseil supérieur du travail ³⁸⁴.

Le contexte social et économique (urbanisation, période de guerre) influence certainement le mouvement de réformes qui marque l'idéologie du Parti libéral et sa conception du rôle de l'État. Sous le gouvernement Godbout, on assiste à un début

³⁷⁸ Idem, op. cit., tome II, p. 318.

³⁷⁹ QUINN, op. cit., p. 46.

³⁸⁰ Roy, op. cit., tome II, p. 319.

³⁸¹ Idem, p. 320.

³⁸² Ibidem.

³⁸³ Ibidem.

³⁸⁴ Idem, p. 319.

de modernisation de l'appareil d'État, en particulier dans des domaines d'intervention : le secteur social et le monde de l'éducation. À travers cette révision de la place qui revient à l'État, le mouvement de laïcisation des structures devient de plus en plus évident.

Si, en matière de droits constitutionnels, les prédécesseurs de Godbout ont continuellement résisté aux empiétements du gouvernement fédéral et ont lutté pour le maintien des champs de juridiction propres au Québec, il en est autrement du régime Godbout. Ce qui le caractérise, c'est sa politique de coopération avec le gouvernement fédéral. Il accepte la politique de centralisation de celui-ci et permet l'occupation des champs de taxation. De fait, il abandonne la question des droits du Québec ³⁸⁵. Mais il faut souligner la [193]possibilité d'un lien étroit entre les positions de Godbout et la situation de guerre qui existe à cette période. Quoi qu'il en soit, les liens entretenus avec les Libéraux d'Ottawa marquent désormais la politique du Parti libéral.

À l'issue des élections de 1944, le parti se retrouve dans l'opposition. Le dynamisme des années 1939-1944 fait place à l'essoufflement. Cela se traduit par l'absence d'idées nouvelles dans les politiques énoncées : le climat est à la répétition et au statisme. Le programme électoral de 1944 tend à souligner les réalisations plutôt que les politiques à venir.

Toutefois, la fin de la décennie marque le retour à la vision du rôle de l'État du début des années 1940. Avec son programme électoral de 1948, le Parti libéral accentue sa philosophie de rattrapage politique à travers la place qui revient à l'État. Il poursuit ses programmes de sécurité sociale concernant le monde ouvrier, le monde agricole et la famille : « ... l'État et ses institutions n'existent que pour assurer le bien-être et la liberté de l'individu ³⁸⁶. » L'État doit contrer le communisme et c'est la façon adéquate pour y parvenir ³⁸⁷. On s'intéresse à la santé publique et au développement de l'instruction. La politique agricole et la colonisation connaissent encore la faveur de ce parti urbain.

Fidèle à lui-même, le Parti libéral préconise diverses mesures incitatives favorisant les intérêts financiers afin d'assurer l'expansion industrielle dont, entre autres, « la spécialisation de la main-d'oeuvre par le développement d'écoles techniques (...), des écoles d'arts et métiers ³⁸⁸ ». Par contre, si les ressources naturelles ont été jusqu'alors sous la tutelle des capitaux étrangers, le Parti libéral modifie désormais sa vision de leur exploitation : « Exploitation de nos richesses naturelles

³⁸⁵ QUINN, op. cit., p. 112.

³⁸⁶ Roy, op. cit., tome II, p. 335.

³⁸⁷ Idem, p. 339.

³⁸⁸ Idem, p. 336.

de façon rationnelle et scientifique par la création de centres de recherches, libres de toute ingérence politique ³⁸⁹. »

Le Parti libéral se montre aussi moins favorable à l'action centralisatrice du gouvernement central : le parti veut reprendre ses droits et privilèges quant aux lois régissant les municipalités, les commissions scolaires, les associations coopératives et les syndicats ³⁹⁰ : [194] « Le Parti libéral soutient que dans une confédération, l'autonomie des gouvernements provinciaux et des administrations locales (...) est essentielle à la gestion efficace des affaires publiques ³⁹¹. »

Nonobstant la période creuse de 1944-1948, on constate que l'idéologie du P.L.Q. adopte une tendance interventionniste jusque-là quasiment absente de la politique traditionnelle et de l'idéologie défendue depuis le début du siècle. Si l'industrialisation et l'urbanisation ont modifié la mosaïque sociale, il en va de même du rôle de l'État qui doit maintenant s'adapter aux besoins nouveaux.

1950-1960

Tandis que les années 1940 marquent une étape importante dans la modernisation du Québec en raison de la confirmation naissante du rôle attribué à l'État, du moins au sein du Parti libéral, l'arrivée du nouveau chef Georges-Émile Lapalme, en mai 1950, annonce une volonté plus grande de moderniser l'État québécois et de lui reconnaître un rôle privilégié dans l'organisation et la planification du développement économique et social du Québec.

L'idéologie du Parti libéral, déjà modifiée par les politiques de Godbout, connaît un élan avec le programme électoral de 1952. La philosophie des Libéraux s'inspire d'un nouveau slogan auquel Lapalme lui-même donne le ton : « Être libéral, c'est être socialement juste. » C'est la vague démocratique du gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ³⁹².

Sous un tel slogan, différentes législations concernant la justice sociale sont énoncées. En ce qui touche la santé et le bien-être social, le parti préconise l'institution de l'assurance-santé, une allocation de maternité et un système d'allocations aux infirmes ³⁹³.

³⁸⁹ Idem, p. 335.

³⁹⁰ Ibidem.

³⁹¹ Ibidem.

³⁹² Idem, p. 352.

³⁹³ Idem, p. 354.

La justice sociale exige également une révision de la législation du travail, ce qui comprend l'élaboration d'un code du travail, le droit à l'organisation des travailleurs, le droit à la négociation et la hausse du salaire minimum ³⁹⁴.

[195]

L'importance accordée à la justice sociale - thème déterminant des politiques préconisées par le parti - nous indique la prépondérance accordée à l'État comme régulateur et moteur de cette justice sociale. Ce thème préside au renouvellement du rôle de l'État en tant qu'institution qui doit intervenir plus directement dans la société québécoise.

Cette période représente pour le parti un effort collectif de démocratisation qui se manifeste non seulement dans les législations préconisées, mais aussi au sein même du Parti libéral. Sous Lapalme, le parti est rajeuni et reprend des forces. La Fédération libérale du Québec, constituée en 1950, est appelée à jouer un rôle plus officiel en 1955. Elle est la fierté du parti et de Lapalme. Le Parti libéral constitue désormais une organisation démocratique, il n'est plus le lieu du patronage et de la clandestinité en raison des liens organiques qui sont maintenant établis entre la base et la direction.

En ce qui concerne le développement économique, l'idéologie du Parti libéral conserve ses principes du bien-fondé du libéralisme économique et maintient sa position favorable à l'entreprise privée. Sans rejeter la promotion des intérêts capitalistes, la mention de la situation de colonialisme dans laquelle se trouve le Québec vient altérer le discours du parti : la direction des affaires économiques échappe aux Québécois. En 1952, le parti commence par annoncer son intention de favoriser la transformation des matières premières au Québec et, en 1956, il insiste davantage sur ce thème. Parlant de politique économique, le programme de 1956 stipule : « Il est indispensable d'élaborer une politique économique dans la province de Québec et, à cet effet, la loi de 1943 créant un Conseil d'Orientation Économique sera mise en vigueur ³⁹⁵. » Le parti formule des objectifs pour atteindre « une politique économique rationnelle ³⁹⁶ ». Ainsi, le Parti libéral entend créer un ministère des Richesses naturelles, donner une industrie sidérurgique au Québec augmenter les redevances des compagnies étrangères. De plus, il se prononce en faveur des petites et moyennes entreprises.

[196]

Bien que l'économie demeure la plate-forme favorite du Parti libéral et que l'effort d'industrialisation soit à la base de son idéologie, on peut observer l'amorce

³⁹⁴ Idem, p. 365.

³⁹⁵ Ibidem.

³⁹⁶ Ibidem.

d'une certaine rupture face à la tradition économique du parti, rupture qui se traduit par l'action de plus en plus interventionniste de l'État et la valorisation du politique comme élément fondamental du développement social et économique du Québec.

En matière de développement agricole, on assiste plus à la répétition des mêmes politiques (crédits divers, augmentation des prêts) qu'à l'innovation. Citons toutefois le projet de création d'un Office des marchés et d'un Conseil agricole. L'idéologie du Parti libéral privilégie le milieu urbain plutôt que le milieu rural.

La position des Libéraux sur le problème de l'autonomie provinciale se cristallise autour de la question des impôts et fait l'objet d'un énoncé dans le programme électoral de 1956 : « Une véritable autonomie provinciale exige une autonomie fiscale, c'est-à-dire le droit et le pouvoir de la législature provinciale de fixer ses propres impôts selon ses besoins, dans toute la mesure permise par la Constitution ³⁹⁷. » On pourra y lire plus loin que l'autonomie doit aller au delà de la question des impôts et engager la responsabilité du gouvernement provincial quant aux ressources naturelles, à l'éducation, à l'agriculture, aux relations ouvrières, au bien-être social. Ainsi, Lapalme accapare la plate-forme forte de Duplessis et souscrit aux pressions sociales des nationalistes. Mais les liens entretenus entre les Libéraux fédéraux et les Libéraux provinciaux amenuisent la portée autonomiste de l'idéologie libérale : « Les forces centralisatrices, héritées d'une longue sujétion au Parti libéral canadien, ralentissent l'élan du parti provincial nouvellement restructuré ³⁹⁸. »

Bref, la décennie 1950-1960 voit le Parti libéral à la recherche d'une personnalité qui se dévoilera dans le respect de la démocratie et de la justice sociale. Doit-on parler de l'idéologie du Parti libéral ou de l'idéologie de Georges Lapalme entouré d'amis dont Jean-Marie Nadeau ? C'est la question qu'il faudrait se poser ; mais Lapalme a compris que, pour survivre, le parti doit tendre à la [197] promotion de la justice et de la démocratie, en réponse à la « dictature duplessiste » et aux gestes politiques du gouvernement unioniste.

L'idéologie libérale prend un léger tournant vers la gauche par des mesures politiques qui touchent les domaines social et économique. Le politique n'est plus extérieure au développement sociétal mais y joue un rôle de plus en plus grand en raison de la prépondérance accordée à l'État. La Révolution tranquille est en gestation.

³⁹⁷ Idem, p. 367.

³⁹⁸ Jean HAMELIN et André GARON, « La vie politique au Québec de 1956 à 1966 », dans Vincent LEMIEUX (directeur), *Quatre Élections provinciales au Québec*, Québec, Les Presses de l'université Laval, 1969, p. 9.

1960-1970

Nous venons de tracer l'évolution du modèle sociétal dans l'idéologie des Libéraux des années 50, laquelle se termine, au congrès de 1958, par la désignation d'un nouveau chef en la personne de Jean Lesage. Ce dernier s'entoure d'une équipe remarquable : « L'équipe du tonnerre » qui regroupe, entre autres, René Lévesque, Paul Gérin-Lajoie et l'ancien leader Georges-Émile Lapalme.

Tout en s'inscrivant dans la suite logique du bouillonnement des années 1950, les années 1960 constituent un point tournant tant pour le Québec que pour le Parti libéral. La modernisation est plus que jamais en vogue et un des objectifs fondamentaux de Jean Lesage et de son parti réside dans le désir de « mettre de l'ordre dans la chose publique ³⁹⁹ ».

À partir de cette déclaration, de plus en plus l'idéologie du parti libéral se définit non plus dans le rattrapage mais dans le déblocage du politique. Dès lors, la croissance de l'État se manifeste dans les structurations et restructurations préconisées. Un changement est recherché dans le mode de direction de l'État : on veut sortir du paternalisme politique incarné sous Duplessis. Comme le dit le slogan, « C'est le temps que ça change. »

Dès la période 1960-1962, le secteur de l'économie n'échappe pas à ce processus de déblocage ni à cette intensification de l'action étatique. La planification à long terme devient une priorité [198] déterminante dans l'idéologie du parti. Il n'est plus question d'improvisation, et plus que jamais l'État doit collaborer à l'expansion économique et afficher plus d'autonomie. Le sentiment nationaliste s'affirme : « Le relèvement général du standard de vie que peut nous assurer une économie en pleine expansion ne saurait satisfaire toutes nos aspirations, comme groupe ethnique, tant que le contrôle et la gérance de cette économie continuent de nous échapper aussi tragiquement ⁴⁰⁰. » Pour atteindre ce but, on adopte le programme de réformes administratives élaboré par l'ancien chef Lapalme : création d'un Conseil d'orientation économique, d'un ministère des Richesses naturelles et établissement d'un Institut des mines. la promotion et l'incitation au progrès industriel prennent un visage plus nationaliste : il faut encourager l'investissement autochtone dans le développement et la transformation de nos richesses naturelles et promouvoir la naissance d'industries lourdes. La révision des « royalties » est reprise au cours de cette période, on poursuit les visées de Lapalme face aux compagnies étrangères exploitant nos richesses : c'est le peuple québécois qui doit en tirer profit.

³⁹⁹ *Programme électoral du Parti libéral du Québec*, 1960, p. 2.

⁴⁰⁰ Roy, op. cit., tome II, p. 379.

En ce qui a trait aux mesures de bien-être social, Lesage poursuit une fois de plus l'élan donné par Lapalme et conserve le slogan « Être libéral, c'est être socialement juste ». Le programme annonce la restructuration du ministère de la Jeunesse en un ministère de la Famille et de la Jeunesse, la hausse des allocations familiales et des allocations aux bénéficiaires de pensions. Dans le secteur de la santé, le Parti libéral institue un système gouvernemental d'assurance-hospitalisation. L'étatisme s'amplifie.

En matière d'éducation, l'intervention étatique se traduit par un accroissement de l'accessibilité, par un mode d'allocation et de soutien aux étudiants, par l'obligation de fréquenter l'école jusqu'à l'âge de 16 ans et par la création d'une Commission royale d'enquête sur l'éducation.

Que ce soit dans les domaines du bien-être social, de la santé ou de l'éducation, le constat qui retient l'attention est sans contredit l'intervention massive de l'État là où le secteur privé jouait jusqu'alors [199] un rôle prédominant. L'idéologie du Parti libéral devient de plus en plus réformiste et interventionniste : le mouvement de laïcisation est désormais accentué et il bouscule les structures traditionnelles alors que l'État devient le lieu privilégié de la planification et du mieux-être des individus.

En ce qui concerne l'agriculture, plusieurs politiques sont annoncées : on veut réorganiser le ministère de l'Agriculture mais surtout moderniser et intensifier la mécanisation. Mais, comme le dit Lesage : « Même si l'agriculture demeure l'un des fondements de la vie économique du Québec, notre province a cessé d'être surtout une communauté rurale. Elle est devenue une société à forte majorité urbaine et industrielle ⁴⁰¹. » Dès lors, on peut mieux saisir cette volonté d'« industrialisation » de l'agriculture afin de la rendre conforme au développement moderne du Québec.

Enfin, la manifestation de l'interventionnisme étatique s'étend également à la législation ouvrière, et devient un héritage de la direction de Lapalme, puisqu'elle en reprend les principaux éléments tels que la promulgation d'un Code du travail, la création de Tribunaux du travail, la réforme de la Loi des accidents du travail et de la Commission du salaire minimum. On annonce aussi la création d'un fonds de retraite.

L'amplification du rôle de l'État dans toutes les sphères de la société est ainsi confirmée et ses répercussions sont concrétisées dans le développement de l'administration publique elle-même. L'idéologie bureaucratique et l'esprit technocratique alimentent la pensée des Libéraux ; le temps est à la planification et au besoin d'experts ⁴⁰².

⁴⁰¹ Jean LESAGE, *Lesage s'engage*, Montréal, Les éd. politiques du Québec, 1959, p. 23.

⁴⁰² Roy, op. cit., tome II, p. 380.

Le point culminant : 1962-1965

La démarcation la plus évidente dans l'idéologie du Parti libéral apparaît à l'élection-référendum de 1962 et dans les années suivantes. Le radicalisme des propositions arrive à un point culminant jamais atteint dans le passé et auquel le parti ne reviendra pas.

[200]

La campagne électorale a comme ligne directrice le développement économique du Québec par le biais de la question de la nationalisation de l'électricité. L'intention de nationaliser le réseau des compagnies hydro-électriques est à la base d'objectifs plus fondamentaux de libération économique et de maîtrise du Québec par le Québec où l'État est véritablement présenté comme le levier par excellence de contrôle économique. L'idéologie qui anime le Parti libéral, à cette période, est bien résumée dans la phrase suivante : « L'ère du colonialisme économique est finie dans le Québec. Maintenant ou jamais, maîtres chez-nous ⁴⁰³. »

L'étatisation de l'électricité occupe toute la place dans le programme libéral, les autres composantes ne sont que les reliquats du programme de 1960. L'État est au centre des débats ; il constitue pour les libéraux « un instrument indispensable pour jouer un rôle dynamique dans l'organisation de l'avenir du Québec ».

On perçoit un certain prolongement de la décennie précédente au cours de laquelle le Québec sortait lentement de son immobilisme. Mais le radicalisme plus intense du nationalisme économique auquel fait allusion le manifeste libéral rompt avec la tradition libéraliste qui prévalait encore jusque-là. Le courant étatiste est à son sommet et il en va de même du caractère offensif et revendicatif des propositions. Mais il importe de tempérer la valeur idéologique des propos alors tenus : doit-on parler de l'idéologie du Parti libéral ou de l'idéologie de René Lévesque ? Voilà une interrogation qui contribue à mieux faire saisir la discontinuité par rapport au discours économique traditionnellement tenu par le parti.

D'autre part, la période 1962-1965 est importante non seulement en raison de la nationalisation des compagnies d'électricité mais également en ce qui concerne les secteurs social et culturel. Deux points particuliers retiennent l'attention : en premier lieu, la création du ministère de l'Éducation en 1964 de sorte que cette intervention de l'État contribue à supplanter l'autorité religieuse en ce domaine et, en deuxième lieu, sont adoptés la Loi de la fonction publique, la Loi établissant le régime des rentes ainsi que le Code du travail.

⁴⁰³ Manifeste présenté par le Parti libéral du Québec à l'élection de 1962, p. 1.

[201]

Outre ces éléments, la culture reçoit une attention toute particulière au cours de ce second mandat des libéraux. Alors que la défense et le maintien des caractéristiques propres des Québécois ont connu un rythme lent de développement sous les leaders précédents et qu'il était davantage question d'autonomie que de culture et de nationalisme québécois, l'idéologie du Parti libéral devient plus offensive et se montre attentive à ces questions.

Ainsi, on crée le ministère des Affaires culturelles (1964) annoncé en 1960 en raison du principe suivant défendu par Lesage : « ... nous tenterons de développer une culture qui nous soit propre en même temps que, par l'urbanisation, nous mettrons en valeur ce qui reste de notre profil français ⁴⁰⁴ ». En résumé, la vie nationale est définie comme suit : « C'est le devoir du gouvernement de cette province de faire l'évaluation de ce que nous possédons... afin de le développer de manière telle que le Québec en profite de façon permanente et s'épanouisse dans le sens de ses traditions, de son esprit, de sa culture ⁴⁰⁵. »

Dès à présent, l'idéologie du Parti libéral se teinte d'un nationalisme économique et culturel. On assiste à la politisation de la culture au Québec à la fois par la création du ministère des Affaires culturelles et, sur le plan international, par l'implantation de délégations générales du Québec. Une nouvelle philosophie prend place : la création d'un État national québécois.

1965-1970

L'émancipation du Québec demeure l'objectif premier du Parti libéral qui accorde à l'État une vaste responsabilité, tant en matières constitutionnelles qu'en termes d'essor économique et social. Mais l'essoufflement du parti est manifeste ; l'aspect réformiste de son discours est atténué et l'idéologie du parti n'est plus animée de l'esprit de renouveau qui a marqué les années 1960 à 1965 : l'idée de libération économique du Québec est désormais abandonnée ⁴⁰⁶.

Dès lors, si la dimension économique demeure la préoccupation du P.L.Q., elle se double cette fois d'une approche régionaliste et d'un accent donné à la promotion des petites et moyennes entreprises [202] auxquelles sont adressées diverses mesures incitatives suivant des formules d'aides techniques, matérielles et humaines.

⁴⁰⁴ Roy, op. cit., tome II, p. 378.

⁴⁰⁵ Ibidem.

⁴⁰⁶ Jacques LACOURSIÈRE, Jean PROVENCHER et Denis VAUGEOIS, *Canada-Québec, Synthèse Historique*, Montréal, Éd. du Renouveau pédagogique, 1973, p. 555.

L'idéologie du P.L.Q. perd de son aspect « socialisant » ; le libéralisme économique reprend l'importance que lui a toujours accordée le parti.

Le rôle interventionniste attribué à l'État reste toutefois présent pour ce qui relève du domaine social. Le *Welfare State* conserve une place prépondérante. La représentation de cet esprit interventionniste se perçoit dans la multiplication des mesures d'aide sociale adressées à toutes les catégories de la population. Ajoutons à cela l'annonce d'un complément au régime d'assurance-hospitalisation par la promesse d'instaurer un régime d'assurance-santé public et universel ⁴⁰⁷.

Compte tenu de l'essor considérable que connaît la machine gouvernementale en raison de l'étatisme des années 1960-1965, la fin de la décennie marque une étape d'achèvement plutôt que la poursuite de modification et de structuration de l'appareil bureaucratique. Le Parti libéral se montre moins radical et adopte une attitude beaucoup plus conservatrice. Le bouleversement des valeurs traditionnelles au Québec semble manifestement difficile à digérer au sein de l'administration de l'État de même qu'au niveau de la population.

Bref, la Révolution tranquille prend tout son sens de 1962 à 1965. Auparavant, elle est en effervescence ; par la suite, on s'éloigne des responsabilités du pouvoir et de l'esprit directif qui l'ont caractérisée. C'est le retour à un certain conservatisme qui n'est pas étranger à la forme de développement économique du Québec par des capitaux extérieurs et à la structure même de l'économie québécoise.

1970-1975

La décennie 1960, comme on a pu le voir plus haut, est animée, entre autres facteurs, par l'idée de planification rationnelle. L'arrivée de Robert Bourassa à la tête du P.L.Q. en 1970 contribue à accentuer cet esprit.

[203]

Tout en se situant dans le prolongement de la Révolution tranquille et en conservant à l'État son rôle d'institution dominante en tant que promoteur du bien-être des citoyens, les assises de l'idéologie du parti sont clairement indiquées : accorder la priorité à la croissance économique. Robert Bourassa y donne le ton : « Il n'y a aucun doute dans mon esprit, quant à ce qui devrait être la priorité du Québec pendant les années soixante-dix : c'est évidemment le développement économique ⁴⁰⁸. » Toute la politique du P.L.Q. est axée sur cet objectif dont les ramifications s'éten-

⁴⁰⁷ Roy, op. cit., tome II, p. 427.

⁴⁰⁸ *Programme du Parti Libéral du Québec* 1970, p. 1.

dent tant dans le secteur des activités économiques que dans les sphères sociale et culturelle.

À l'objectif de croissance économique, associé à la planification rationnelle, Bourassa ajoute deux autres thèmes : l'efficacité et la justice. « Gouverner, c'est (...) bâtir un ordre social, en s'inspirant des conceptions les plus modernes de l'équité et de l'efficacité ⁴⁰⁹. » Omniprésents, ces concepts deviennent des secondes priorités en raison du désir d'humanisation et de démocratisation qui alimente à nouveau l'idéologie du Parti libéral.

Le domaine économique est sans conteste le secteur privilégié par le Parti libéral tant dans son programme électoral de 1970 que dans ses actions gouvernementales. La grande priorité du développement économique présente comme objectif vital la création de nouveaux emplois, dont 100 000 pour la seule année 1971. C'est en partie en raison du taux de chômage (près de 8 pour 100) et de l'entrée massive de nouveaux jeunes travailleurs qui sortent des cegeps et des universités que Bourassa vise cet objectif ⁴¹⁰.

La politique économique favorisée par le P.L.Q. se concrétise également dans l'encouragement à l'expansion et à la création d'industries. On veut accroître les programmes d'aide et de subventions à l'entreprise privée et permettre une plus grande souplesse dans les octrois qui leur sont accordés ⁴¹¹. L'État incite au développement sectoriel et régional afin d'obtenir une véritable relance économique mais celle-ci réside davantage entre les mains de l'entreprise privée qu'entre les mains de l'État. Là où l'État joue un rôle déterminant, c'est au chapitre de la politique énergétique : [204] « Il importe de donner au Québec une véritable politique de l'énergie (...), de créer un plan intégré d'aménagement du territoire de la Baie James, en vue de la mise en valeur du potentiel hydro-électrique et du développement de l'industrie forestière de cette région ⁴¹². »

En matière de politiques sociales, le programme de 1970 conserve son caractère réformiste et interventionniste. Suivant le courant des années 1960 et la voie ouverte par le gouvernement de Daniel Johnson, plusieurs programmes d'aide sociale sont proposés et mis sur pied : « L'accent général de la politique de sécurité du revenu portera sur la compensation des charges familiales et sur la prévention de la pauvreté et de ses conséquences néfastes sur le plan social et économique ⁴¹³. »

⁴⁰⁹ Robert BOURASSA, *Bourassa Québec !* Ottawa, Les éd. de l'Homme, 1970, p. 18.

⁴¹⁰ Idem, p. 16.

⁴¹¹ *Programme du P.L.Q.*, 1970, p. 4.

⁴¹² Idem, pp. 20-21.

⁴¹³ Idem, p. 25.

Outre différentes mesures redistributives, l'assurance-maladie est instaurée, une véritable politique de la protection du consommateur est projetée et, à cette fin, un office du consommateur est créé. À cela s'ajoutent l'annonce d'un régime universel d'aide juridique et l'instauration de l'assurance-automobile obligatoire. Dans le secteur social, abordé sous le thème du « Progrès social », il importe de noter la place prépondérante de l'État. Un impératif conjoncturel s'est installé, et l'État doit pallier aux dysfonctions du système capitaliste, c'est-à-dire en minimiser les déficiences. L'État intervient dans les domaines non rentables pour le secteur privé et améliore les mesures de *Welfare* afin d'éviter les déséquilibres les plus manifestes : « Si l'on vise le développement global et harmonieux de notre société, la croissance économique et le progrès social sont complémentaires ⁴¹⁴. »

Au chapitre de l'éducation, l'idéologie « économiste » du P.L.Q. prend une teinte des plus prononcées et celle-ci constitue la ligne directrice de ce domaine. Il s'agit du lien bien précis entre l'objectif de croissance économique et le système d'éducation : « Afin d'assumer pleinement les fonctions qui lui sont dévolues, notre système d'enseignement doit épouser étroitement les réalités économiques, sociales et culturelles du Québec. C'est là que les [205] valeurs fondamentales de notre société doivent être adaptées aux possibilités qu'offre notre marché du travail ⁴¹⁵. »

Avec son titre « Québec : au travail », ce chapitre vise principalement la création d'emplois et l'adéquation entre l'enseignement et l'offre d'emplois. Il n'y a pas à proprement parler de mesures nouvelles en faveur des ouvriers. Les énoncés politiques sont davantage dans le sens de l'efficacité administrative : coordination, réorientation des ministères concernés et dans l'optique d'une planification rationnelle entre l'offre et la demande. Ces caractéristiques se retrouvent tout autant dans les énoncés qui touchent au secteur agricole. Peu d'innovations sont présentées sinon l'annonce du zonage agricole et la création de sociétés régionales de gestion et de planification agricole.

Enfin, la position culturelle et constitutionnelle du P.L.Q. conserve l'élan des années 1960. On exprime l'objectif de francisation de façon énergique : « L'objectif (...) sera de rendre le français *prioritaire* au Québec et d'en faire la langue d'usage et de travail ⁴¹⁶. » Quant au système fédéral, le P.L.Q. désire un fédéralisme renouvelé qui doit tenir compte du « particularisme » du Québec : « Le régime fédéral canadien doit tenir compte des différences et de cette identité culturelle et linguistique qui confèrent au Québec une vocation distincte ⁴¹⁷. » C'est également par la

⁴¹⁴ Idem, p. 24.

⁴¹⁵ Ibidem.

⁴¹⁶ Idem, p. 41.

⁴¹⁷ Idem, p. 53.

recherche de pouvoirs accrus et d'un nouveau partage des ressources fiscales que le P.L.Q. défend sa position constitutionnelle.

En 1973, le deuxième mandat du gouvernement Bourassa s'amorce encore davantage sous le thème de la croissance économique à laquelle on associe désormais l'idée de la qualité de la vie. Ainsi, pour le P.L.Q., « le Québec peut partager avec les autres sociétés développées, l'ambition de faire de la politique l'instrument de l'amélioration de la qualité de vie du citoyen ⁴¹⁸ ».

Dans le secteur de l'économie, la constante qui retient l'attention est la croissance économique amorcée en 1970. Le développement industriel demeure une nécessité. Outre le grand projet de la Baie James, l'idéologie du Parti libéral s'inspire avant tout de la prépondérance de l'entreprise privée : « Le système d'économie [206] de marché et de libre concurrence est encore celui qui peut assurer au citoyen avec le plus d'efficacité, la prospérité et la sécurité économique ⁴¹⁹. »

Pour les politiques concernant le domaine social, le thème de la justice sociale, inspiré de Lapalme, est à nouveau exploité, mais les propos nous indiquent l'essoufflement du P.L.Q. en cette matière : tout est à améliorer, à continuer, à poursuivre... L'ère de l'innovation semble bien révolue. La même situation prévaut dans les domaines de la santé et de l'éducation. Une ligne dominante caractérise l'esprit des Libéraux et elle prend forme dans les notions de prospérité, de rentabilité et d'efficacité continuellement utilisées dans la justification des gestes politiques posés.

Alors qu'en 1970 le P.L.Q. parle de fédéralisme renouvelé, en 1973 l'option constitutionnelle défendue s'inspire de cet esprit de rentabilité et d'efficacité, omniprésent dans le discours libéral, et présent aussi dans la formule du fédéralisme décentralisé : « Le fédéralisme décentralisé, c'est d'abord *une question de stricte efficacité*, des politiques de l'État ⁴²⁰. » Il n'est fait mention d'aucun facteur d'identification au pays ou à un nationalisme canadien à la base de l'option constitutionnelle du P.L.Q. : c'est une approche pratique et fonctionnelle où le fédéralisme doit être avant tout rentable.

Il en va de même des politiques culturelles du P.L.Q. On parle de souveraineté culturelle définie par « le degré de liberté et d'action nécessaire au Québec à l'intérieur du Canada ⁴²¹ » en vue de la protection et du développement de la langue et de la culture françaises, le Québec étant le foyer francophone par excellence en Amérique du Nord. L'idéologie du Parti libéral se résume à un nationalisme axé sur le fait français au sein du continent nord-américain plutôt qu'au nationalisme des an-

⁴¹⁸ Programme électoral du P.L.Q., 1973, p. 16.

⁴¹⁹ Idem, p. 39.

⁴²⁰ Idem, p. 75.

⁴²¹ Idem, p. 73.

nées 1960 largement centré sur le Québec. Comme le soulignait déjà Léon Dion, « la primauté accordée à l'économie provoque l'asphyxie de l'aspiration nationale, le slogan de « Souveraineté culturelle dans un fédéralisme rentable » était vide de sens (...). Robert Bourassa s'affaire à instaurer un nationalisme néo-conservatiste au Québec dont [207] la notion de « Souveraineté culturelle » et l'étrange notion de « marché commun canadien » représentent deux slogans creux ⁴²². »

Bref, la période 1970-1975 nous fait voir un parti dont l'idéologie s'inspire avant tout de la croissance économique, fondement premier et indispensable de toutes les valeurs émergeant de la société et cette ligne maîtresse devient de plus en plus intense tout au long de cette période.

L'État organisateur des années 1960 disparaît de l'idéologie du P.L.Q. Il devient en quelque sorte un « appareil neutre » jouant un rôle d'équilibre, rôle nécessaire à la bonne marche du Québec. La gouverne de l'État s'apparente à l'administration d'une entreprise où gouverner, dans l'esprit libéral, signifie avant tout le devoir de bien gérer ⁴²³. La rentabilité, l'efficacité et la rationalité, trois concepts sans cesse utilisés dans les politiques et les discours témoignent de cette vision de l'État. L'absence de grands bouleversements organisationnels et structurels ressort du pragmatisme dont fait montre le parti de Robert Bourassa. Le P.L.Q. est à l'image même du gestionnaire efficace où l'interventionnisme étatique diminue et est pratiquement restreint au domaine social. La prospérité économique est à nouveau fondée sur le développement de l'entreprise privée, ce qui rejoint en quelque sorte la philosophie du libéralisme économique déjà présente dans le Parti libéral de Taschereau.

Ce qu'il faut dégager des considérations précédentes, c'est que l'idéologie du Parti libéral connaît différentes phases auxquelles sont liés des événements socio-politiques et la pensée des hommes politiques. En nous référant aux valeurs politiques traditionnelles qui ont façonné l'idéologie du Parti libéral du Québec, à savoir le conservatisme des structures étatiques, l'accent placé sur l'essor industriel, la prédominance des capitaux étrangers et l'absence de [208] contrôle économique, en un mot, la politique du laisser-faire, il est possible de présenter l'idéologie du P.L.Q.

⁴²² Léon DION, *Nationalisme et Politique au Québec*, Montréal, Hurtubise, HMH, 1975, p. 134. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁴²³ Caractéristique soulignée par Vincent LEMIEUX, « Les partis politiques et leur contradiction », dans J. L. MIGUÉ (dir.), *le Québec d'aujourd'hui. Regards d'universitaires*, Montréal, HMH, p. 169.

selon trois phases à travers lesquelles certaines oscillations peuvent être discernées.

À partir du réformisme naissant du début des années 1940, l'idéologie du P.L.Q. revient, à la fin de cette décennie, à son esprit conservateur. Les années 1950 à 1960 s'inscrivent dans l'optique du rattrapage politique alors qu'on peut observer un léger tournant vers la gauche noté dans la tendance réformiste-progressiste qui prend forme. Dès le début des années 1960, l'accentuation de cette tendance marque l'idéologie du P.L.Q., puis celle-ci devient plus radicale (1962-1965) et, enfin, il résulte de l'essoufflement du parti un retour à une idéologie plus conservatrice. La dernière phase (1970-1975) est caractérisée par la perte de l'esprit réformiste au profit d'une idéologie ouverte au modèle technocratique.

Du modèle traditionnel, où le politique est pratiquement extérieur au développement sociétal, l'idéologie du Parti libéral se modifie lentement vers l'ouverture au rôle de l'État. On assiste à un rattrapage politique alors que l'interventionnisme étatique se manifeste graduellement. Enfin, avec la Révolution tranquille la valorisation et le déblocage du politique deviennent des éléments novateurs de l'idéologie du parti. L'appareil étatique atteint un point de croissance maximum alors que le politique confirme son rôle en tant qu'organisateur du développement sociétal. Mais l'étatisme de cette période s'amenuise avec les années 1970. L'idéologie du P.L.Q. perd alors son caractère novateur au profit d'un retour à la primauté sans cesse accrue de la notion de croissance économique. Cette dernière, toujours présente dans le discours libéral, devient à la fin de la période étudiée, envahissante. Toute l'idéologie du Parti libéral se traduit alors dans la rationalité économique et tout y est subordonné. L'idéologie devient de plus en plus strictement « économiste » : l'omniprésence des concepts d'efficacité et de rentabilité en font foi. De plus, l'idéologie du P.L.Q. transparait dans les prises de position favorables à l'entreprise privée qui, plutôt mitigées à l'époque de la Révolution [209] tranquille, retrouvent leur vigueur d'antan avec l'ère de Bourassa alors que la doctrine du libéralisme classique est privilégiée. L'État coordonne, informe et incite. D'organisateur qu'il était, celui-ci devient fournisseur de services ; l'idéologie de l'État bienfaiteur se dessine davantage.

Sous un autre angle, on peut observer que l'idéologie du P.L.Q. accorde, au fil du temps, une place importante à l'idée de justice et de démocratie ; cet aspect continu de la pensée libérale connaît toutefois des cycles quant à l'accentuation qui lui est donnée. Ces cycles sont liés aux tendances interventionnistes du Parti libéral.

La plus grande rupture à observer dans l'idéologie du Parti libéral s'inscrit à l'intérieur de son discours nationaliste. Encore là, diverses pistes sont empruntées. En partant du discours avant tout autonomiste du début du siècle, on connaît avec Godbout une régression des revendications autonomistes au profit d'une acceptation de la centralisation fédérale. Sous Lapalme, on assiste à la naissance d'un nationalisme québécois à travers la volonté d'organiser et de planifier le développement du Qué-

bec. Avec Lesage, Lévesque, l'idéologie nationaliste se radicalise alors que se dessine un nationalisme économique et culturel qui est plus offensif et plus revendicatif en raison du désir de libération économique et de la centralité que revêt le Québec. Toutefois, à la fin du mandat de Lesage, l'ère de l'État national ralentit. Avec l'arrivée de Bourassa, le discours nationaliste perd de sa vigueur, au profit du discours économique ; il n'est plus, en réalité, qu'un nationalisme de principe.

Bref, l'effort de renouvellement amorcé dans les années 1950 sous Lapalme et développé dans la période Lesage régresse avec Bourassa. L'idéologie du Parti libéral connaît une variante alors que l'État interventionniste devient l'État gestionnaire. L'esprit est à l'État-entreprise, l'économique se faisant de plus en plus omniprésent.

Paule DUCHESNEAU.

[213]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

Les partis politiques

6. "L'idéologie du R.I.N. : une idéologie d'affirmation."

par Réjean Pelletier

[pp. 213-234.]

[Retour à la table des matières](#)

Analysant l'évolution idéologique du Québec depuis le siècle dernier, Marcel Rioux distinguait trois types dominants d'idéologie durant cette période ⁴²⁴. C'est d'abord l'idéologie de conservation qui domine la société québécoise, définissant cette société comme « porteur d'une culture » qui lui est propre et lui assignant le devoir de préserver l'héritage de ses ancêtres, héritage qui se compose essentiellement de la religion catholique, de la langue française et d'un certain nombre de traditions et de coutumes.

Avec l'industrialisation du Québec et le tournant de la Deuxième Guerre mondiale se développe peu à peu un mouvement de contestation. Il s'oppose à cette idéologie de conservation par une critique systématique du rôle de l'Église figée dans son dogmatisme étroit et son autoritarisme conservateur, par une critique du pouvoir

⁴²⁴ Marcel Rioux, *la Question du Québec*, Paris, Seghers, éd. revue et augmentée, 1971.

politique incarné dans l'Union nationale qui appuie son maintien au pouvoir sur le conservatisme traditionnel et, au besoin, sur le capital étranger, et par une critique de tout le système d'éducation fondé sur les humanités gréco-latines et sur une interprétation traditionnelle de l'histoire nationale.

Dans sa partie positive, l'idéologie de rattrapage cherche à combler l'écart entre la culture québécoise au niveau de ses valeurs et de ses symboles et la société québécoise déjà largement industrialisée et urbanisée. Le modèle d'inspiration est celui des démocraties libérales des sociétés nord-américaines. De ce fait, le Québec doit imiter ce type de démocratie surtout sur le plan politique et s'intégrer pleinement au Canada.

[214]

Avec les années de la révolution tranquille se développe un troisième type d'idéologie qui prône le dépassement du modèle anglo-saxon et une affirmation de la spécificité québécoise allant jusqu'à l'indépendance du Québec. Elle nie donc avec force les idées maîtresses de l'idéologie de rattrapage. Marcel Rioux définissait cette dernière idéologie de la façon suivante : « C'est la négation de la négation que représente la deuxième idéologie - contestation et rattrapage ; sur le plan des moyens, cette idéologie rejoint l'idéologie nationale des patriotes de 1837-1838 et milite en faveur de l'indépendance du Québec ⁴²⁵. »

L'idéologie du Rassemblement pour l'indépendance nationale se rattache à cette idéologie d'affirmation et de dépassement qui s'est imposée au Québec au cours des années 60. Bien plus, le R.I.N., par son programme, ses prises de position et ses actions, a contribué à définir davantage cette idéologie et à lui donner un contenu à la fois politique et socio-économique.

Dans sa dimension *politique*, l'idéologie du R.I.N. se caractérise par la volonté d'obtenir l'indépendance du Québec ; ce qui fut le trait distinctif de cet organisme aussi bien depuis sa création comme groupe de pression et mouvement d'éducation populaire en septembre 1960 que lors de sa transformation en parti politique en mars 1963 jusqu'à sa dissolution en octobre 1968.

Le R.I.N. a aussi tenté de donner un contenu socio-économique à cette indépendance en préconisant la planification des principaux secteurs d'activité, la décentralisation administrative et la participation des citoyens, cherchant aussi à définir un « socialisme » plus ou moins mitigé qui serait adapté à la situation québécoise.

Ce sont là les deux composantes majeures de l'idéologie du R.I.N. Ce qui donne en même temps un caractère particulier à ce parti puisque, contrairement aux mouvements indépendantistes antérieurs, le R.I.N. attache au moins autant d'importance aux aspects économique et social qu'à l'aspect proprement politique du problème

⁴²⁵ Idem, p. 100.

canadien-français, problème qui sera circonscrit peu à [215] peu au seul Québec, considérant que le sort des minorités francophones dans le reste du Canada est un combat sans issue.

La dimension politique : la volonté d'indépendance

L'objectif principal du R.I.N., celui qui sert de fondement au parti et exprime sa raison d'être, se retrouve à l'article premier de sa constitution : « Le Rassemblement pour l'Indépendance nationale est un organisme culturel et politique [remplacé, après mars 1963, par l'expression « parti politique »] dont le but est de propager l'idée de l'indépendance du Canada français et de favoriser ainsi la création d'un État français souverain, dans les limites du Canada, englobant le territoire de la province de Québec ⁴²⁶. »

Cette définition va demeurer en vigueur jusqu'au congrès national d'octobre 1967 où elle sera remplacée par la définition suivante qui assigne une tâche nouvelle au parti : « Le Rassemblement pour l'Indépendance nationale est le parti politique québécois voué à la décolonisation du Québec par la création d'un État souverain, démocratique et laïc en représentant pleinement tous les travailleurs (art. 1). » « Le parti a pour objectif d'instaurer un régime politique qui soit conséquent avec le programme politique (art. 2). » À la création d'un État souverain s'ajoutent désormais l'affirmation de la laïcité des structures de l'État et l'engagement du parti envers les travailleurs.

C'est sous l'influence du groupe dirigé par Andrée Ferretti que le congrès national a adopté cette définition plus élaborée du parti de façon à y inclure les travailleurs et à identifier « la lutte du R.I.N. pour l'indépendance politique, économique et culturelle du Québec à la lutte des travailleurs québécois contre la domination américaine et contre l'acceptation inconditionnelle de cette dernière par tous les autres partis politiques québécois et canadiens ⁴²⁷ ».

Ces deux définitions soulignent donc avec force l'objectif premier du R.I.N. : *l'indépendance du Québec* par la création d'un État souverain et l'instauration d'un nouveau régime politique. [216] Lorsque le parti s'est orienté plus nettement vers la « gauche » sous l'influence surtout de la région de Montréal et du groupe formé autour d'Andrée Ferretti, il a cherché à donner un sens plus précis à l'indépendance du Québec - soit celui d'une « démocratie politique et économique dans un Québec gou-

⁴²⁶ Article 1 de diverses constitutions du R.I.N. (de 1961 à 1967).

⁴²⁷ Cité dans *le Devoir*, 10 octobre 1967.

verné par des représentants de toutes les couches de travailleurs ⁴²⁸ » - et aussi à se donner des structures et une organisation adéquate pour rejoindre les travailleurs, tentative qui ne fut pas vraiment couronnée de succès.

Pour les dirigeants du R.I.N., surtout ceux des débuts du mouvement, l'indépendance du Québec trouvait sa justification dans deux grandes réalités : sur le plan intérieur, l'éternelle situation de *minoritaires* face à une population anglophone de plus en plus majoritaire qui entrave le développement et l'épanouissement des Québécois, et sur le plan extérieur, la décolonisation qui atteint, à un rythme accéléré, tous les continents. Ce que soulignait Marcel Chaput, second président du mouvement : « Qu'on le veuille ou non, en cette ère de décolonisation mondiale, l'indépendance du Québec est inévitable. Lentement mais sûrement, l'idée d'un Québec libre fait son chemin et ce n'est pas l'ironie ni même l'opposition acharnée de quelques-uns qui empêcheront notre peuple de se libérer ⁴²⁹. »

Cette justification extérieure ne valait surtout que par sa référence au monde intérieur, à celui de l'aliénation, de la dépossession et de la dépersonnalisation, qui renvoie à cette réalité extérieure qu'est la situation de l'être colonisé dans les pays du Tiers Monde. Mais au Canada, c'est parce qu'il est minoritaire que le Québécois se trouve aliéné : « La condition de minoritaire est essentiellement aliénante. Le minoritaire est un être scindé : il voudrait réaliser à la fois son être propre, conserver sa spécificité et participer, comme partenaire égal, à la réalisation d'une société dont le caractère est déterminé, presque exclusivement, par le majoritaire. Il ne se sent vivre que par la communauté et la communauté lui renvoie le visage de l'autre - il est nié dans le mouvement qui le porte à l'accomplissement de son identité propre ⁴³⁰. »

[217]

Minoritaire, le Québécois se trouve aussi dépossédé. Vivant dans un pays qui ne lui appartient pas, « locataire » dans son propre domaine, il est dépossédé du sol, des richesses, de toute l'activité économique. Cette dépossession entraîne et accentue la dépersonnalisation puisque les structures de l'activité économique sont imposées du dehors et que les valeurs culturelles sont progressivement submergées par une culture étrangère. Si le Québécois veut retrouver son identité, il doit s'émanciper, faire l'indépendance, sinon il sera assimilé par le groupe majoritaire. C'est cette recherche de l'identité qui a servi de fondement le plus profond à la cause de l'indépendance.

⁴²⁸ Luc RACINE, « Après le congrès », *le Bélier* (bulletin de liaison de la région de Montréal), vol. 1, n° 7, novembre 1967.

⁴²⁹ Extrait du premier numéro du journal du R.I.N., *l'Indépendance*, octobre 1962.

⁴³⁰ Paul CHAMBERLAND, « De la damnation à la liberté », *Parti pris*, nos 9-10-11, été 1964, 63.

À ce sujet, Pierre Bourgault, président du parti de mai 1964 à octobre 1968, écrivait dans le journal du R.I.N. : « Nos villes ne nous ressemblent pas, notre pays ne nous ressemble pas, nos institutions politiques nous sont étrangères et le monde est inconscient de notre existence. Aussi bien dire que nous n'existons pas. C'est pourquoi l'Indépendance du Québec est si importante, car elle sera le commencement de l'identification à quelque chose qui nous appartient et qui nous ressemble ⁴³¹. »

C'est aussi le thème de la dépossession et du *colonialisme* qu'a développé André d'Allemagne, président-fondateur du R.I.N. et l'un des chefs de file du Parti, lorsqu'il présentait le Québec comme un État dominé par Ottawa et les intérêts anglophones sur les plans politique, économique, social et culturel ⁴³². Résumant la situation québécoise par le mot de « colonialisme », il définissait ce terme comme « la domination d'une société par une autre, quels que soient les moyens, quelles que soient les formes de cette domination ». « Un peuple est colonisé, ajoutait-il, lorsque son histoire est faite par un autre peuple, lorsque les décisions dont dépend sa vie collective sont prises par d'autres ⁴³³. »

Ainsi, sur le plan économique, selon d'Allemagne, les ressources québécoises sont exploitées par des étrangers et toute l'économie est développée en fonction des intérêts de ces étrangers et non des Québécois. Cette domination économique se répercute inévitablement sur le plan culturel où l'anglais est devenu la langue [218] de prestige et du succès social et où les entreprises étrangères ont imposé peu à peu leurs méthodes et leurs façons de vivre. En même temps, la domination économique entraîne la domination politique, consacrée dans une constitution où sont brimés les droits des Québécois.

En se fondant sur cette situation, le comité politique du R.I.N. tirait la conclusion suivante à la fois pour le citoyen et pour l'État québécois : « Jusqu'ici, le citoyen du Québec a pu se désintéresser de la politique parce qu'il était un étranger dans son propre pays. Les partis politiques qui briguaient ses suffrages étaient soudoyés par les capitaux anglo-américains et dans l'étau de la Confédération. Ils n'ont jamais servi les intérêts de la nation qu'après avoir servi d'abord les intérêts de leurs bailleurs de fonds et ceux de leurs maîtres à Ottawa. De plus, et ce qui est beaucoup plus grave, la Confédération a privé le Québec de tout pouvoir politique véritable, de tout pouvoir politique national. Pendant que nos élus, ici à Québec, construisent des routes et des ponts, la véritable politique, c'est à Ottawa qu'elle se fait. Et là-bas,

⁴³¹ Dans *l'Indépendance*, vol. 1, n° 4, janvier 1963.

⁴³² Dans *le Colonialisme au Québec*, Montréal, Éditions Renaud-Bray, 1966, 191 p.

⁴³³ Dans *le Québec, pays colonisé*, p. 3. Document du parti, non daté.

est-il besoin de le rappeler, le Québécois francophone était et demeure doublement un étranger ⁴³⁴. »

Afin de remédier à cette situation, le R.I.N. proposait l'indépendance qui permettrait aux Québécois de passer de l'état de minoritaires dans le contexte canadien à l'état de majoritaires dans leur propre pays. Pour atteindre ce but, il fallait s'attaquer à Ottawa qui maintenait cette domination à caractère colonial. C'est surtout dans les débuts du R.I.N., en particulier lorsqu'il n'était qu'un mouvement de pression et d'éducation, que celui-ci a concentré ses attaques contre, le gouvernement fédéral. Il s'agissait alors de montrer aux Québécois les griefs qu'ils pouvaient entretenir à l'encontre de la Confédération pour les convaincre ensuite de la nécessité de l'indépendance du Québec.

Mais, peu à peu, le R.I.N. a dirigé sa critique non plus seulement vers le gouvernement fédéral, mais aussi contre le gouvernement québécois. Cette transformation s'est effectuée surtout lorsqu'il est devenu parti politique. Commentant cette situation [219] nouvelle, Pierre Bourgault écrivait : « Le sort en est jeté : le R.I.N. est devenu parti politique. [...] Cela, essentiellement, veut dire que le R.I.N. entend prendre le pouvoir à Québec et faire l'indépendance. [...] Cela veut dire que ceux qui ne sont pas pour nous sont contre nous et que nous les combattons. Ne parlons pas des partis fédéraux : ils représentent la Confédération, ils représentent le gouvernement étranger, colonial. Ils cherchent à prendre le pouvoir à Ottawa. Nous le prendrons à Québec. Restent les partis « provinciaux ». Ils acceptent eux aussi la Confédération. Ils sont nos adversaires. Nous les combattons ⁴³⁵. » C'est donc au Québec que le R.I.N., comme parti politique, entend mener son combat pour l'indépendance. Cette indépendance permettra aux Québécois d'être maîtres de leur destin, majoritaires dans leur pays, puisqu'à Ottawa « il n'y aura toujours qu'une minorité de Canadiens français avec une force et des droits de minorité ⁴³⁶ ».

Mais indépendance ne signifie pas isolement. Tout pays souverain doit coopérer avec ses voisins et avec les autres pays du monde, ce qui traduit une forme de *coexistence*. Pour en arriver à cette coopération avec les autres, à cette interdépendance nécessaire dans un monde qui a aboli les distances, il faut passer par la phase de l'indépendance après avoir brisé les chaînes de la dépendance. C'est ce que soulignait Pierre Bourgault lorsqu'il écrivait : « Il est une chose qu'il ne faut pas oublier : on peut accélérer l'histoire, mais on ne peut pas la briser ; on peut brûler les étapes, mais on ne peut pas les sauter. *Colonialisme. Nationalisme. Internationalisme. Dépendance. Indépendance. Interdépendance.* C'est là le processus historique

⁴³⁴ Rapport du comité politique central du R.I.N. au congrès de Québec, le 10 juin 1962, p. 1. Document du parti.

⁴³⁵ Dans un éditorial intitulé « C'est la guerre », l'Indépendance, vol. 1, n°7, avril 1963.

⁴³⁶ Déclaration de Pierre BOURGAULT reproduite dans l'Indépendance, vol. 5, n° 15, 16-30 juin 1967.

auquel aucun peuple n'a pu échapper. On ne peut passer d'un seul coup du colonialisme à l'internationalisme. On ne peut sortir de la dépendance et passer à l'interdépendance des États sans prouver d'abord au monde son existence en conquérant son indépendance ⁴³⁷. » Dans cette optique, l'indépendance est une étape normale vers la coopération, la coexistence, l'interdépendance dans le monde moderne. Il ne s'agit donc pas de s'isoler en se séparant, mais de mieux s'affirmer au monde.

[220]

Ainsi, le R.I.N. a été fondé d'abord et avant tout pour faire l'indépendance. Ce fut là son premier objectif et cet objectif est demeuré prioritaire « parce que logiquement et théoriquement toutes les autres réformes, tous les changements profonds dont la société québécoise [avait] besoin, [étaient] subordonnés au préalable de l'indépendance » et « parce que dialectiquement et historiquement il est établi que la libération de l'individu passe par celle de la collectivité et que le progrès économique et social passe par l'indépendance nationale ⁴³⁸ ».

Tels sont donc les fondements les plus-profonds de l'idéologie indépendantiste incarnée par le R.I.N. À l'aliénation et à la dépersonnalisation, il oppose la recherche de l'identité québécoise. À la situation de minoritaires pour les Québécois, il oppose la situation de majoritaires dans son propre pays. À la domination économique, culturelle et politique, il oppose l'indépendance dans la coexistence et l'interdépendance.

La dimension socio-économique : planification et participation

Le R.I.N. a aussi cherché à donner un contenu à l'indépendance projetée en scrutant les divers problèmes de la société québécoise et en proposant des solutions à ces problèmes. C'est de cette recherche qu'est né le programme du parti qui, par son application, devait façonner un nouveau régime politique, apporter un changement dans les structures économiques et sociales existantes, en un mot « instaurer un régime politique qui soit conséquent avec le programme politique ».

Outre la libération politique des Québécois, le R.I.N. souhaitait aussi leur libération économique. L'une ne va pas sans l'autre. Indépendance et révolution nationale ou indépendance et « socialisme » résument les deux objectifs majeurs du parti. Au début, le R.I.N. préférait parler de « révolution nationale », ce qui pourrait s'expliquer par la peur encore engendrée par le mot « socialisme » au sein de la population. De fait, à cette époque, le parti n'avait pas encore véritablement amorcé son « vira-

⁴³⁷ Dans *l'Indépendance*, vol. 1, n° 4, janvier 1963. Souligné dans le texte.

⁴³⁸ André D'ALLEMAGNE, *la Crise du R.I.N.*, mars 1968, p. 2. Document du parti.

ge à gauche ». Il lui faudra attendre l'impulsion d'abord de Guy Pouliot, puis de [221] Pierre Bourgault, du moins dans les premières années de sa présidence. En 1967-1968, ce sont les dirigeants de la région de Montréal et quelques-uns de la région de Québec qui chercheront à orienter davantage le R.I.N. vers la gauche. Par ailleurs, les différentes résolutions adoptées dans les congrès nationaux du parti vont préciser peu à peu le contenu de cette « révolution nationale » et engager progressivement le R.I.N. dans une voie à caractère social-démocrate.

Déjà, à la suite d'une assemblée tenue en janvier 1963, le conseil central du parti émettait la déclaration suivante : « Nous croyons que le R.I.N. a un rôle original à jouer non seulement dans la lutte pour l'indépendance, mais aussi dans la politique québécoise et l'histoire du Canada français : un rôle qu'il est seul à assumer. C'est celui de rallier, autour de la cause de l'indépendance et de son idéal social, les éléments les plus progressistes et les plus dynamiques de la nation. Nous réaffirmons donc que notre aspiration à l'indépendance est intimement liée à notre aspiration à une véritable démocratie, à une plus grande justice sociale et à l'épanouissement de l'individu dans une société humaniste et ouverte sur le monde. Voilà ce que nous entendons lorsque nous parlons de révolution nationale. Pour nous, cette révolution est impossible sans l'indépendance et l'indépendance serait incomplète sans cette révolution ⁴³⁹. » Mais quel est le contenu de cette « révolution nationale » ? Quelle utilisation va-t-on faire de l'indépendance, après l'indépendance ? Le programme nous éclaire à ce sujet puisqu'il s'agit précisément de le mettre en oeuvre dans le futur Québec indépendant. C'est un programme qui, par son contenu culturel, économique, social et politique, doit répondre aux aspirations de la population et donner au Québec contemporain une orientation plus « à gauche ».

Le premier « programme », adopté en octobre 1961, se présente comme une série de résolutions qui concernent avant tout les domaines politique et culturel. Certaines résolutions montrent bien les préoccupations des premiers dirigeants : outre la question de l'unilinguisme français et du sort des minorités au Québec et en dehors du Québec, on y parle d'échanges d'étudiants avec le [222] monde français, d'une école d'administration et de diplomatie, de centres culturels, d'un institut cinématographique national, d'une agence de presse québécoise et même du drapeau national et des fêtes nationales. Les préoccupations économiques et sociales en sont pratiquement absentes, sauf quelques brèves références aux échanges commerciaux, aux richesses naturelles et aux sociétés mixtes.

Les résolutions adoptées au congrès national de l'année suivante ⁴⁴⁰ témoignent déjà d'une volonté d'élargir les horizons du parti et d'embrasser tous les aspects de la vie québécoise. En particulier, les domaines économique et social sont approfondis

⁴³⁹ *L'Indépendance*, vol. 1, n° 5, février 1963.

⁴⁴⁰ Congrès du R.I.N., les 20 et 21 octobre 1962.

et précisés par les participants au congrès. On y retrouve les principaux thèmes qui seront à la base du programme politique du parti : la planification, l'étatisation, le statut des sociétés étrangères, le développement des coopératives dans le domaine économique et, sur le plan social, les droits du citoyen, le statut de la femme, le problème des vieillards, la gratuité des soins médicaux et le syndicalisme.

Ce n'est qu'au printemps 1965 que les résolutions votées par les différents congrès nationaux prendront la forme d'un programme politique cohérent. Ce programme fut élaboré par le comité politique du parti avec l'aide d'une trentaine d'experts qui ont présenté des rapports, exprimé leur opinion sur différents sujets ou participé à la rédaction du rapport final. Le congrès national de novembre 1966 apporta quelques amendements à ce programme, en particulier dans les domaines de la planification, de l'éducation, de la justice et de la sécurité sociale. Très peu de changements ont été apportés aux congrès suivants. C'est donc sur le texte de 1966-1967 que nous fondons notre analyse.

L'idée dominante du programme est celle de la planification, qui doit permettre de prévoir et d'organiser toute l'activité économique. Il ne s'agit pas seulement de « récupérer toute son initiative dans le domaine politique », mais aussi d'ordonner « l'activité économique à la satisfaction des besoins de la collectivité ⁴⁴¹ ». Le régime de laisser-faire qui caractérise l'économie nord-américaine ne peut atteindre cet objectif. De même, ce n'est pas une série de [223] mesures isolées, si bonnes soient-elles, qui permettront de résoudre l'impasse dans laquelle est engagée cette économie, mais un plan général d'action, une politique globale qui aura pour but « d'assurer l'épanouissement culturel de la population, d'éliminer l'injustice sociale, d'assurer le plein emploi dans l'économie et de garantir l'exercice d'une démocratie réelle et efficace ⁴⁴² ». En somme, la planification est présentée comme le développement harmonieux et rationnel des ressources du pays.

Cette politique globale comprend, outre la récupération totale des pouvoirs de l'État par l'indépendance, la mise en oeuvre d'une planification de toute l'activité du pays. Au chapitre des affaires économiques en particulier, l'État doit assumer son rôle face à l'investissement et à la consommation, exercer son influence sur le développement de l'industrie et l'aménagement des régions moins développées, mettre en place des structures pour intégrer les investissements étrangers sur le plan national de développement et pour rationaliser le commerce extérieur.

Une série de mesures concrètes adoptées par le parti visent précisément à changer les conditions de l'économie québécoise qui « présente la complexité même de la situation où nous place le libre jeu des forces du marché à l'intérieur d'un schéma de concurrence pure, où les facteurs de production sont considérés comme

⁴⁴¹ *Le R.I.N., parti populaire. Préambule du programme politique 1966-1967*, p. 3.

⁴⁴² *Ibidem.*

parfaitement mobiles, et cela sans compter qu'ici ces forces et cette conjoncture nous sont largement étrangères ⁴⁴³ ». La planification économique, dans l'optique du R.I.N., doit permettre à l'État québécois d'acquérir la maîtrise des facteurs de production et d'agir sur la conjoncture selon les besoins de l'économie québécoise.

En même temps, cette planification dans le domaine économique doit s'accompagner d'une planification dans les affaires socio-culturelles. Si la planification économique visait à augmenter la production, accroître la richesse nationale et améliorer la distribution de cette richesse dans le Québec indépendant, la planification socio-culturelle doit chercher à protéger les citoyens contre les risques [224] normaux de l'existence (accidents, maladie, chômage, etc.) ainsi qu'à organiser et démocratiser l'éducation, la culture et les loisirs.

« Le principe de "l'égalité des chances" doit nous amener à remplacer les privilèges par les droits : droits à l'éducation, à la culture, aux loisirs, à la sécurité, au travail ; autant d'éléments qui permettront à l'État de protéger les citoyens contre les inégalités des chances et réaliser dans le pays un équilibre social ⁴⁴⁴. » Cette recherche de « l'égalité des chances » est un thème majeur du socialisme québécois où l'inégalité suit trop souvent la ligne du clivage ethnique. Mais si cette égalité est peut-être plus facile à réaliser dans les domaines culturel et social par suite d'une vigoureuse intervention gouvernementale, elle ne saurait être complète sans une action sur le plan économique. C'est pourquoi le programme du R.I.N. relie les secteurs économique et socio-culturel par l'idée-force de planification : planifier dans la sphère du socio-culturel ne saurait se concevoir sans une planification préalable dans celle de l'économie.

En somme, le R.I.N. préconise une *planification* à laquelle n'échappe à peu près aucun secteur important de la vie économique, sociale et culturelle. Mais ce n'est pas une planification qui serait conçue et imposée par l'État. Au contraire, le R.I.N. souhaite la participation de trois grands niveaux de décision - l'État, les travailleurs et le patronat - à l'élaboration et à l'exécution du plan. Cette planification économique et socio-culturelle doit aussi reposer sur un aménagement des structures politiques et sur une régionalisation ou une décentralisation très poussée afin d'assurer son efficacité. De là, la nécessité de créer des structures qui vont permettre aux citoyens de *participer* à l'élaboration et à l'exécution de la planification à tous les niveaux : « La politique (le plan) doit refléter les besoins réels du peuple, d'où l'importance de sa participation à l'élaboration, à l'exécution et au contrôle des politiques régionales. Le consentement de la population est essentiel [...]. Aucune politique ne sera nationale si le peuple n'y participe pas ⁴⁴⁵. »

⁴⁴³ Idem, p. 6.

⁴⁴⁴ Idem, p. 16.

⁴⁴⁵ Idem, pp. 26-27.

[225]

Afin d'atteindre cet objectif, le R.I.N. propose d'édifier des structures politiques, tels les gouvernements régionaux, les conseils économiques régionaux, le conseil économique et social national, l'assemblée nationale, qui vont permettre la participation des citoyens aux décisions et assurer ainsi le règne de la démocratie : « La planification vise essentiellement à une meilleure distribution de l'avoir (sur le plan économique), du savoir (sur le plan culturel) et du pouvoir (sur le plan politique) de la collectivité nationale. Elle implique donc une véritable prise en main, par cette collectivité, de ses destinées, une participation active à son gouvernement ⁴⁴⁶. »

En résumé, si l'indépendance demeure l'objectif prioritaire du R.I.N., la planification à tous les niveaux devient l'instrument essentiel de la libération des Québécois. Mais il ne faut pas concevoir cette indépendance comme une fin en soi, mais plutôt comme un point de départ vers le progrès économique et social. Indépendance, planification, décentralisation et participation, tels sont les objectifs majeurs que s'était fixés le R.I.N. dans son programme. Ce sont des thèmes gaullistes dans leur essence, ce qui montre peut-être la fascination qu'a pu exercer de Gaulle sur certains membres du R.I.N. Mais ils résultent avant tout de l'influence qu'ont exercée des penseurs ou groupes politiques français (par exemple, le Club Jean Moulin) sur les « idéologues » et les dirigeants du R.I.N. (surtout si l'on songe à l'entrée tardive des thèmes de régionalisation et de participation dans le vocabulaire du général de Gaulle).

Socialisme ou capitalisme d'État ?

Si le R.I.N. avait une vision assez claire de la planification qu'il voulait mettre en oeuvre dans un Québec indépendant, sa conception du socialisme est demeurée plutôt vague et ambiguë. Certes, ses dirigeants ont souvent proclamé leur foi dans le socialisme, mais sans expliquer ce qu'ils entendaient véritablement par ce mot, comme en témoignent de nombreuses déclarations de Pierre Bourgault : « Le socialisme peut seul construire une indépendance économique », et « c'est par là que devront passer le [226] Québec et le Canada ⁴⁴⁷. « On peut être indépendant sans être socialiste », ajoutant en même temps que le R.I.N. avait un programme « socialiste modéré ⁴⁴⁸ ». L'indépendance est viable pour les travailleurs, mais à condition qu'elle

⁴⁴⁶ Idem, p. 3.

⁴⁴⁷ Pierre BOURGAULT au Congrès des affaires canadiennes tenu à l'Université Laval en 1964. Extraits de son discours parus dans *le Devoir*, 23 novembre 1964.

⁴⁴⁸ *Le Devoir*, 1er décembre 1965.

soit « à gauche ⁴⁴⁹ ». Ou encore, l'indépendance doit « s'accompagner de la révolution sociale, dans le sens d'une amélioration profonde des cadres sociaux actuels ⁴⁵⁰ ». Mais ces déclarations ne s'accompagnaient pas d'une conception précise de ce socialisme présenté comme le corollaire indispensable de l'indépendance.

De même, le programme du parti ne nous renseigne pas plus sur la signification profonde du socialisme prôné. Certes, le R.I.N. s'engage à encourager « la participation ouvrière aux profits et à la propriété des entreprises ⁴⁵¹ », approuve la « co-gestion industrielle », s'engage aussi à « nationaliser tout monopole ou tout secteur industriel qui opposerait à l'État la force de l'inertie contre la politique du plan ⁴⁵² ». Mais le programme précise en même temps que la nationalisation ne saurait constituer « une fin en soi » et qu'elle n'est qu'un « moyen parmi d'autres pour assurer une planification véritable », que le R.I.N. créera des entreprises d'État, seulement lorsqu'il y aura « carence de l'initiative privée en présence de besoins indiscutables » et qu'un gouvernement riniste « encouragera les investissements étrangers dans la mesure où ceux-ci [tiendront] compte des objectifs fixés par le plan ». Il faut surtout souligner que, selon le programme du parti, « la production économique et la distribution des richesses sont deux fonctions différentes, qui doivent être dissociées » et que le R.I.N. « rejette le principe selon lequel un certain système de production entraîne automatiquement un certain système de distribution ⁴⁵³ ».

À la suite d'un examen attentif du programme du parti et des déclarations des principaux dirigeants, le « socialisme » du R.I.N. s'apparente beaucoup plus à un *capitalisme d'État* qu'à un véritable socialisme. Il est certain que la planification de l'activité économique, la nationalisation de secteurs importants de l'économie et la redistribution du revenu par un rajustement de l'impôt et par l'octroi de mesures sociales constituent des pas importants [227] vers l'amélioration des conditions de vie des petits salariés et des travailleurs, mais ces mesures en elles-mêmes ne peuvent définir un « socialisme » québécois puisqu'elles peuvent toutes se concevoir dans le cadre d'une économie de type capitaliste. Et jamais, à notre connaissance, le R.I.N. n'a véritablement préconisé le renversement d'un tel cadre pour construire une économie de type socialiste fondée sur la socialisation des moyens de production. Les mesures que préconisait le R.I.N. étaient plutôt « de gauche » et progressistes, sans être véritablement « socialistes », ce qui permettait en même temps au parti de

⁴⁴⁹ Lors d'un débat qui l'opposait à Gérard Pelletier, alors député fédéral d'Hochelaga. Propos rapportés par le Devoir, 16 janvier 1967.

⁴⁵⁰ *Le Devoir*, 5 mars 1963.

⁴⁵¹ *Programme politique 1966-1967*, recommandation n° 4.

⁴⁵² Idem, recommandation n° 8.

⁴⁵³ *Programme politique 1966-1967*, pp. 4, 6, 7.

dénoncer le système comme étant celui « du socialisme pour les riches et de la libre entreprise pour les pauvres ⁴⁵⁴ ».

Quelques exemples viennent appuyer cette thèse. Lorsqu'il réclamait la nationalisation de certaines entreprises, la création d'entreprises d'État ou la redistribution du revenu, le R.I.N. ne présentait que des demandes conformes à l'esprit qui anime le programme du parti. Ainsi, à l'été 1962, au moment où l'on parlait beaucoup de la nationalisation des compagnies d'électricité, le R.I.N. recommandait d'y procéder sans plus tarder, appuyant en cela l'action menée par René Lévesque, alors ministre des Richesses naturelles dans le gouvernement Lesage. Plus tard, commentant la hausse de la taxe de vente décrétée par le gouvernement Johnson, Pierre Bourgault écrivait : « Le RIN, pour sa part, propose un régime beaucoup plus juste qui vise à éliminer le plus rapidement possible la plupart des taxes indirectes tout en opérant un rajustement de l'impôt direct. Un parti qui ne réussirait que cela, dans notre contexte, aurait déjà fait une révolution profonde qui soulagerait considérablement le petit salarié du Québec ⁴⁵⁵. »

Exposant les grandes lignes de la politique du parti à l'égard des investissements étrangers, Bourgault déclarait : « Vis-à-vis des investissements étrangers à long terme, la politique de l'État du Québec ne saurait en aucune façon être une politique de restriction. Par l'intégration des investissements étrangers sur le plan national de développement, l'État du Québec entend que ces investissements s'inscriront, comme les investissements domestiques, dans les cadres prévus par la planification et qu'ils ne seront pas orientés [228] uniquement vers les secteurs complémentaires qui offrent une très grande sécurité ⁴⁵⁶. »

Enfin, au cours du congrès national d'octobre 1966, l'une des principales résolutions à l'ordre du jour préconisait un système d'économie mixte (capitalisme privé et d'État) sur le plan de la production et un système de distribution socialiste comme étant « le seul moyen de parvenir à une répartition juste des richesses ». Cette résolution, qui résume en quelque sorte la position « socialiste » du parti, fut d'ailleurs renvoyée, par l'assemblée plénière, pour étude au comité politique du parti. L'aile gauche et l'aile droite, pour des raisons opposées, avaient fait front commun contre la tendance centriste du parti.

Ces quelques exemples illustrent la philosophie économique du R.I.N., axée surtout sur la planification et sur la redistribution du revenu, au besoin sur la nationalisation et la création d'entreprises d'État. D'ailleurs, la reconnaissance par le R.I.N. de trois niveaux de décision - État, patronat et syndicats - appelés à collaborer à

⁴⁵⁴ Guy POULIOT, alors président du parti, dans *l'Indépendance*, vol. 2, n° 3, mars 1964.

⁴⁵⁵ Editorial de *l'Indépendance*, vol. 6, n° 7, 1er-15 février 1968.

⁴⁵⁶ Discours prononcé à Buckingham au cours de la campagne électorale de 1966. Propos reproduits dans *le Devoir*, 31 mai 1966.

l'élaboration et à l'exécution du plan, montre bien que le parti n'entendait pas transformer d'une façon radicale les structures économiques existantes et que, tout au plus, pouvait-il se définir comme « social-démocrate ».

Seule Andrée Ferretti (et le groupe qui l'appuyait) a prôné « la désorganisation totale de l'ordre économique actuel et l'avènement d'un ordre nouveau et de nouvelles institutions », devant conduire à la libération du Québec « dans et par la révolution, c'est-à-dire par la prise du pouvoir par les travailleurs québécois par tous les moyens nécessaires ⁴⁵⁷ ». Mais ce groupe, après certains succès au sein du parti, devait quitter le R.I.N. à la suite d'un désaccord profond avec la direction du mouvement, désaccord fondé à la fois sur des oppositions idéologiques et des conflits de personnalité : c'était alors l'aile radicale du parti qui s'en détachait.

En somme, la position suivante adoptée par les dirigeants du R.I.N. à la suite du congrès national de mai 1965 où le parti avait présenté son nouveau programme, résume bien la situation : « Nous sommes de gauche », disait Pierre Bourgault, alors président [229] du parti, tout en refusant l'étiquette « socialiste », alors que le vice-président, Guy Pouliot, ne refusait pas cette étiquette « si les travaillistes britanniques sont socialistes ⁴⁵⁸ ».

Pour résumer la situation, on peut dire que le R.I.N. souhaitait une plus grande intervention de l'État dans les affaires économiques, réclamait la planification des principaux secteurs d'activité, la nationalisation de certaines entreprises, une amélioration de la condition des travailleurs, bref un ensemble de mesures d'inspiration progressiste, sans aller cependant jusqu'à la réalisation d'un socialisme intégral. S'il y a socialisme, c'est plutôt du côté « suédois » ou « britannique » qu'il faudrait chercher le modèle, mais sans oublier la présence québécoise dans le grand tout nord-américain.

Telle est la conclusion à laquelle en arrive le Comité politique du parti lorsqu'il écrit :

Il est certain que si une orientation trop à gauche était adoptée dès le départ, les États-Unis ne manqueraient pas de réagir défavorablement. C'est d'ailleurs là un problème qui n'est pas seulement celui du Québec, mais celui de tous les pays du continent américain en face des États-Unis. [...] On peut en conclure que penser en termes de socialisme intégral au Québec aujourd'hui serait un suicide politique. Le nouveau type d'organisation de la société que recherche le Québec ne peut donc être de gauche extrémiste ; cependant, il aurait avantage à être de caractère socialiste : il est vrai que le régime de la libre entreprise basé sur le motif du profit et le souci de mainte-

⁴⁵⁷ Cité dans *le Devoir*, 12 septembre 1967.

⁴⁵⁸ Propos rapportés par Réal PELLETIER dans *le Devoir*, 25 mai 1965.

nir la capacité de concurrence accorde au système économique sa plus grande efficacité au niveau de la firme. Mais il n'en résulte pas nécessairement qu'il fasse de même sur le plan de la collectivité parce que la somme des intérêts particuliers ne coïncide pas du tout avec l'intérêt général. Sur ce plan, la planification des décisions à prendre vis-à-vis le développement économique, en vue de faire disparaître les inégalités sociales existantes, apparaît essentiel-le ⁴⁵⁹.

Ce texte résume bien les ambiguïtés de la pensée économique du R.I.N., tiraillé entre sa volonté d'instaurer une certaine forme de « socialisme » et la nécessité de reconnaître la présence encombrante du géant américain incarnant le capitalisme et s'opposant à l'instauration du socialisme au Québec. Le R.I.N. n'a pu trouver d'autre solution que de se situer entre les deux et d'opter pour une [230] voie à caractère social-démocrate où dominent les interventions de l'État.

Si l'on divise la production idéologique d'une société entre idéologies dominantes et idéologies de contestation, on peut classer l'idéologie du R.I.N. dans cette dernière catégorie. L'idéologie d'affirmation et de dépassement prônée par le R.I.N. apparaît, en effet, comme la contestation de l'idéologie dominante de son époque - l'idéologie de rattrapage - diffusée par les élites intellectuelles du Québec après la Seconde Guerre mondiale et mise en oeuvre au cours de la révolution tranquille.

C'est d'abord dans le domaine politique que l'idéologie du R.I.N. semble la plus contestataire. Elle préconise, en effet, l'indépendance du Québec afin de rendre les Québécois majoritaires dans leur propre pays et capables de s'opposer ainsi à la domination anglophone sur le Québec. Mais ce faisant, le R.I.N. s'inscrit aussi dans le vaste courant nationaliste qui a marqué le Québec au cours du vingtième siècle. D'un nationalisme que l'on pourrait qualifier de culturel où il s'agit avant tout de défendre la langue et la culture françaises en s'opposant à la domination anglophone afin d'affirmer, de cette façon, la spécificité française du Québec, l'État québécois est passé peu à peu à un nationalisme *politique* qui s'est incarné surtout dans ce que l'on a appelé la révolution tranquille. Il s'agit désormais d'assurer la défense du fait français par la reconnaissance d'une nation canadienne-française et donc d'un statut

⁴⁵⁹ *Manifeste*, pp. 5, 6. Il est à noter que ce projet de manifeste fut relégué au second plan à la suite de l'annonce d'une élection générale au Québec, fixée au 5 juin 1966. Le parti a alors concentré toute son attention sur la préparation de la campagne électorale.

spécial pour le Québec qui est l'« expression politique » du Canada français et le point d'appui de tous ceux qui parlent français au Québec.

C'est ainsi que s'établit progressivement une distinction entre le Québec et le Canada français. De plus en plus, le Québec ne cherche pas à s'affirmer en s'opposant au Canada anglais, mais à se définir par rapport à lui-même. Il n'est plus question du sort des minorités françaises en dehors du Québec que certains qualifient de [231] combat sans issue, mais des pouvoirs nécessaires à l'État du Québec pour assurer sa survie et favoriser l'organisation et le développement de la vie collective des Québécois. Face à l'ancien nationalisme unitaire qui privilégiait les valeurs culturelles et reposait sur le caractère rural et catholique de la société québécoise, le nouveau nationalisme accorde une importance grandissante à l'État et au gouvernement et insiste sur une politique industrielle dont les Québécois auraient la maîtrise. Ce faisant, le Québec a voulu traduire dans des institutions économiques et sociales son passage d'une société traditionnelle à une société moderne.

Le R.I.N. s'est d'abord identifié au nationalisme culturel, surtout au cours des années 1960-1961, mais sans faire référence aux composantes rurales et religieuses du nationalisme traditionnel. Au contraire, il a cherché à les remplacer par des valeurs nouvelles, comme le laïcisme de l'État. C'est ce que soulignait Georges-André Vachon lorsqu'il a écrit : « La métaphore séparatiste exprime qu'au niveau de l'idéologie religieuse, morale et sociale, la séparation doit être aussi radicale que peut l'être, au niveau politique, le passage de la dépendance à l'indépendance ⁴⁶⁰ ». Mais, dès sa fondation, le R.I.N. s'inscrit aussi dans le courant du nationalisme politique en réclamant l'indépendance du Québec. Bien plus, il se situe pour ainsi dire à la charnière de ce courant en servant de point de référence aux autres partis politiques.

Cependant, sous l'influence même du R.I.N. (surtout avec le groupe formé autour d'Andrée Ferretti) et de revues à caractère socialiste comme *Révolution québécoise* et *Parti pris*, le nationalisme politique au Québec se double progressivement d'un nationalisme socio-économique. Dès lors, l'indépendance politique devient un moyen pour la réalisation du mieux-être des Québécois, pour leur libération de l'emprise « capitaliste » autochtone et de la domination « impérialiste » américaine. Il s'agit d'assurer avant tout le développement social et économique du Québec au bénéfice de la collectivité québécoise tout entière et non pas de la seule bourgeoisie, qu'elle soit de langue française ou de langue anglaise.

[232]

C'est ce qui se passe aussi au sein du R.I.N. Ce parti, en effet, va s'employer non seulement à réclamer l'indépendance politique du Québec, mais aussi à élaborer et faire connaître son programme de développement économique et social pour le futur

⁴⁶⁰ Georges-André VACHON, *les Idées politiques des Canadiens français*, étude présentée à la Commission Laurendeau-Dunton, deuxièmes conclusions, décembre 1965, p. 23.

Québec indépendant. On pourrait ajouter que là aussi le R.I.N. fut un élément moteur de ce nationalisme socio-économique, bien que le caractère « socialiste » de son programme fût nettement moins accusé que celui d'autres groupements de moindre importance et plutôt marginaux. Ce mariage du « national » et du « social » s'est surtout opéré au moment où le R.I.N. est devenu parti politique et a songé, de ce fait, à se doter d'un programme qui fût différent de celui des partis traditionnels.

Parmi les différentes options offertes à la population québécoise au cours des années 60, allant du statu quo jusqu'à l'indépendance, c'est probablement l'idéologie indépendantiste qui exerça l'influence la plus profonde. Comme toute idéologie, elle a émergé d'abord parmi des groupes restreints et d'une façon plutôt incohérente et fragmentaire. En s'affirmant, surtout au moment où le R.I.N. est devenu parti politique, cette idéologie a pris corps, elle s'est habillée d'un contenu social et économique. En même temps, elle a forcé les autres partis politiques à se définir par rapport à l'indépendance. Certains ont annexé le vocabulaire indépendantiste (État du Québec, autodétermination ...) ou se sont servis de cette menace pour appuyer leurs revendications ou simplement pour se constituer un capital électoral. De ce fait, on peut affirmer que le R.I.N. et l'idéologie qu'il véhiculait ont servi de catalyseurs et de points de référence aux autres partis politiques et ont ainsi marqué la vie politique québécoise. La pression qu'a exercée le R.I.N. a provoqué le réveil de la collectivité québécoise, comme l'a fait la révolution tranquille, ce qui peut montrer la nécessité de ce mouvement. André Laurendeau, à ce sujet, rappelait la boutade d'un homme d'affaires : « Les séparatistes croient l'indépendance nécessaire. Je crois qu'ils ont tort. Ce sont les indépendantistes qui sont nécessaires ⁴⁶¹. »

Réjean PELLETIER.

⁴⁶¹ Dans un éditorial du *Devoir*, 12 janvier 1963.

[235]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

Les partis politiques

7. "L'idéologie du Parti québécois."

par Richard Jones

[pp. 235-263.]

[Retour à la table des matières](#)

Des historiens situent les origines du nationalisme canadien-français dans les premières décennies du dix-huitième siècle et même avant. Mais s'il est vrai que beaucoup de Québécois ont été nationalistes, peu d'entre eux, du moins jusqu'à ces dernières années, ont épousé la cause de l'indépendance politique. Certains nationalistes se sont consacrés à la défense des minorités franco-catholiques des autres provinces, comme lors de l'affaire des écoles du Manitoba et de la crise entourant Règlement XVII en Ontario, par exemple. D'autres ont voulu combattre l'impérialisme britannique sous toutes ses formes et, ce faisant, ils se sont mis en travers d'une partie importante de la majorité anglophone au Canada. Pour d'autres nationalistes, les principaux combats se déroulaient chez nous, au Québec : il s'agissait de défendre un mode de vie, une civilisation, qu'on pouvait qualifier de rurale, agricole et cléricale. Bref, de l'avis des nationalistes, les adversaires étaient les anglo-protestants, ou les Américains, ou les impérialistes britanniques, ou les Juifs, ou les

partisans d'une société urbanisée et industrialisée suivant le modèle nord-américain. L'ennemi contre lequel on s'acharnait était rarement le régime politique, c'est-à-dire, depuis 1867, la Confédération canadienne.

Non pas que les nationalistes aient été d'ardents défenseurs du régime fédéral, tant s'en fallut dans bien des cas. Groulx lui-même a souvent exprimé son pessimisme quant à la survie de la Confédération canadienne et il aurait sans doute versé peu de larmes si elle s'était effondrée de son vivant. Avant les années 1960, les nationalistes avaient relativement peu d'intérêt pour la chose politique. [236] Du moins croyaient-ils que les maux dont souffrait le Québec n'étaient pas principalement d'ordre politique et donc que les remèdes ne le pouvaient être non plus. Pour beaucoup d'entre eux, la question nationale était donc largement une question culturelle, spirituelle.

Le Parti québécois marque un tournant significatif dans l'histoire du nationalisme québécois. Il diffère des mouvements et partis nationalistes antérieurs, exception faite, bien entendu, de quelques groupements de petite taille nés depuis 1959, en ce sens qu'il rejette carrément la Confédération canadienne et propose la souveraineté politique du Québec. Mais, encore plus important, ce parti estime que le problème québécois est surtout un problème politique et que les solutions sont également politiques. Pourtant, l'analyse de la société que font les péquistes ne s'arrête pas à la Confédération canadienne. De nombreux militants, bien avant la prise du pouvoir, ont parlé d'un « projet de société » et le programme du parti, dans ses diverses versions depuis la fondation du P.Q., touche tous les secteurs de la vie. Certes, les problèmes diagnostiqués ont toujours des solutions politiques. Le programme dans son édition de 1969 mentionne, par exemple, que puisque 70 pour 100 des travailleurs ne sont pas syndiqués l'État devra obliger les employeurs à mettre sur pied dans leurs établissements une convention collective partielle comportant, entre autres, au moins les taux des salaires prévalant dans le secteur en cause ⁴⁶². Il y a pénurie de logements pour les familles à revenus modiques ? L'État doit élaborer une véritable politique de l'habitation ⁴⁶³. Les autres problèmes appellent aussi des solutions politiques. Donc, on fait état d'une politique d'urbanisme, d'une politique de la famille, d'une politique de santé, d'une politique pacifiste en matière de défense nationale, d'une politique de la culture, d'une politique de l'enseignement, d'une politique de la recherche, d'une politique économique, etc. Aucun parti au Québec n'a mis autant l'accent sur le rôle interventionniste de l'État. De nombreux critiques du programme du parti, y voyant l'image de l'État envahisseur, ont qualifié le Parti québécois de « socialiste ». Suivant les définitions classiques du socialisme, d'après lesquelles l'État devient propriétaires [237] des moyens de production lorsque le parti socialiste accède au pouvoir, le Parti québécois ne propose pas le socialisme. Mais il est

⁴⁶² PARTI QUÉBÉCOIS, *Programme*, Édition 1969, p. 62.

⁴⁶³ Idem, p. 64.

indéniable que l'idéologie péquiste privilégie l'État interventionniste. Les partisans de ce parti politique ne se qualifient généralement pas de socialistes non plus mais préfèrent l'appellation, difficile à définir, de social-démocrates.

Certes, le Parti québécois a son aile gauche qui envisage l'établissement éventuel d'une république socialiste. Ce groupe a eu une certaine influence sur le programme du parti, particulièrement après 1972, par exemple dans le document du Conseil exécutif, *Prochaine étape... quand nous serons vraiment chez nous*, où l'on met de l'avant la cogestion et l'autogestion ⁴⁶⁴ ainsi que diverses autres formules visant à la « valorisation du citoyen ». Lors du 4^e congrès national, tenu les 24, 25 et 26 février 1973, le parti est allé un peu plus loin dans le sens souhaité par les « participationnistes ». L'assemblée a accepté deux résolutions soumises par la section de Montréal-Est portant sur la « juridiction » des travailleurs en matière d'entreprises. L'une d'elles se lisait : « À l'ouvrier, au travailleur, au salarié, l'État devra garantir la possibilité d'exercer, par l'entremise de conseils d'ouvriers ou comités d'entreprises, juridiction sur la marche de son entreprise (c'est-à-dire le niveau de salaire, les conditions de travail, l'embauche et les licenciements et l'administration ; bénéfices, investissements, etc.). Cette juridiction devra s'exercer en coordination avec les objectifs de la planification nationale démocratiquement élaborée ⁴⁶⁵. » D'abord d'accord avec la proposition, l'assemblée a accepté de reconsidérer son vote après des interventions dans le sens de la modération de Jacques-Yvan Morin, de Michel Bourdon et d'autres. Cette fois-ci, la résolution fut battue. Une deuxième résolution définissait les modalités d'application de la première : « L'exercice du pouvoir par les travailleurs dans les entreprises (ou lieux de travail) se réalisera d'une façon progressive selon ce que les travailleurs décideront eux-mêmes dans chaque entreprise, et correspondant au développement de la compétence gestionnaire des salariés ⁴⁶⁶. » La résolution prévoyait aussi l'établissement par l'État de centres de formation économique et administrative pour [238] rendre possible et faciliter la gestion aux travailleurs. La direction du parti a voulu que l'assemblée reconsidère, et rejette, cette résolution également mais les délégués, craignant la trop forte influence du Conseil exécutif, ont cette fois-ci voté de nouveau en faveur de la résolution ⁴⁶⁷. D'autres résolutions adoptées à l'occasion de ce congrès prévoyaient un accroissement du rôle de l'État dans l'orientation et la marche de l'économie et marquaient une préférence pour le type coopératif de propriété et pour les formes collectives d'organisation. Les délégués ont aussi demandé la commutation des sen-

⁴⁶⁴ Montréal, Les Éditions du Parti québécois, 1972, pp. 126-129.

⁴⁶⁵ 4^e Congrès national du Parti québécois, Édition définitive des résolutions, février 1973, p. 41.

⁴⁶⁶ Idem, et *le Devoir*, 26 février 1973.

⁴⁶⁷ Cette deuxième résolution a été intégrée au programme, voir : *Un gouvernement du Parti québécois s'engage...* ; programme officiel, Montréal, Éditions du Parti québécois, 1973, pp. 90-91.

tences des trois chefs syndicaux, Marcel Pepin, Louis Laberge et Yvon Charbonneau, emprisonnés, disaient-ils, parce qu'ils accomplissaient le mandat qui leur avait été donné par des milliers de travailleurs. Une résolution visant à nationaliser la compagnie Bell Canada a cependant été rejetée par une faible majorité.

Mais malgré les succès occasionnels de l'aile gauche, une grande partie des militants du parti ainsi que la plupart de ses dirigeants ont eu tendance, en matière sociale, à préférer la voie de la prudence et du « réalisme » à celle du changement radical. Si une large fraction des partisans de la gauche ont accepté de demeurer à l'intérieur du parti ou du moins à l'appuyer électoralement, c'est peut-être faute de mieux, ou bien qu'elle voit l'accession à la souveraineté politique comme la condition indispensable à la réalisation de son projet de société. Si l'indépendance se réalise un jour, il ne serait pas surprenant de voir le Parti québécois se scinder en au moins deux partis, l'aile gauche préférant se retirer pour établir son propre parti. En attendant, le projet de souveraineté rend la cohabitation possible et même nécessaire, quoique pas toujours facile.

Dans les pages qui suivent, nous examinerons l'idéologie du Parti québécois. Mais, au départ, nous avouons notre gêne devant l'usage même du mot « idéologie » dans les circonstances. Mot peut-être à la mode de nos jours, nous l'utilisons souvent dans des circonstances où nous devrions parler plutôt de programme, ou d'attitude, ou d'opinion. Les sociologues donnent un sens plus précis au mot : il s'agirait d'une représentation globale de la société. [239] Nous croyons que tout système idéologique renferme des considérations sur un monde nouveau à créer et qu'au fond le partisan d'une idéologie est un être foncièrement insatisfait. Dans le cas du Parti québécois, le monde nouveau à créer, c'est bien entendu le Québec souverain, peut-être lié sur le plan économique à une association avec le reste du Canada mais en tout cas maître de ses propres destinées. C'est le vieux thème de « maîtres chez nous » qui s'affirme une fois de plus quoique de façon beaucoup plus globale qu'auparavant. Si le militant péquiste est insatisfait, c'est parce qu'il vit encore en régime confédératif canadien et que les destinées des Québécois sont en grande partie tributaires de la volonté de la majorité canadienne, anglaise donc, qui domine le gouvernement fédéral.

Comme nous l'avons déjà dit, le monde nouveau du péquiste ne s'arrête pas à la proclamation de l'État québécois souverain. Pour lui, l'indépendance est présentée comme un moyen, non une fin, même si, pour de nombreux militants, le moyen paraît sans doute plus important que la fin. Cette impression est bien naturelle car l'indépendance est un rêve beaucoup plus passionnant que, disons, les fusions et les regroupements des chemins de fer et des lignes aériennes auxquels elle mènerait ⁴⁶⁸ ! Il est évident que la réalisation de l'ensemble des réformes proposées dans le programme du Parti québécois exigerait un travail soutenu de plusieurs années. Par

⁴⁶⁸ PARTI QUÉBÉCOIS, *Programme*, Édition 1969, p. 42.

contre, l'indépendance, si les Québécois finissaient par l'accepter, pourrait s'accomplir en l'espace de quelques mois. Pour beaucoup de militants péquistes, surtout ceux des premières années, c'est l'indépendance qui signifie la véritable libération des Québécois et elle est donc au centre du projet péquiste.

L'adepte d'une idéologie est généralement convaincu que l'histoire finira par lui donner raison. Le nazi ne doutait pas de la domination éventuelle du monde par la race supérieure. Le chrétien croit au salut de l'âme du juste. Pour le communiste, l'avènement éventuel du communisme est inscrit dans le déroulement de l'histoire, à travers les guerres des classes. Et le nationaliste a la certitude que la libération de la nation s'accomplira un jour. Dans sa préface au livre *Option-Québec*, Jean Blain affirme : « Il apparaît [240] indiscutable que le Québec est tout entier engagé sur la voie irréversible de la souveraineté ⁴⁶⁹. » Pour René Lévesque, il s'agissait d'« acquérir la pleine liberté politique du Québec, que nous croyons non seulement nécessaire, mais d'ores et déjà inévitable ⁴⁷⁰ ». Dix ans plus tard, maintenant premier ministre, René Lévesque proclame : « Il est... de plus en plus assuré qu'un nouveau pays apparaîtra bientôt démocratiquement sur la carte ⁴⁷¹. » Inévitabilité historique ? Il s'agit là d'un problème dont se sont préoccupés très longuement les théoriciens marxistes. Pour Marx lui-même, la révolution prolétarienne devait être spontanée, mais pour d'autres marxistes il fallait éduquer et organiser le prolétariat afin qu'il se lève et réalise sa mission historique. Les péquistes n'échappent pas à cette apparente contradiction. En même temps que René Lévesque affirme que l'accession à la souveraineté politique est inéluctable, il déclare que cette « chance historique » est « fugitive », qu'il faut donc savoir la saisir, et en profiter, maintenant, sinon il sera trop tard ⁴⁷². Bref, le militant d'une idéologie, quoique certain que l'histoire favorisera l'avènement du nouvel ordre, ne veut pas prendre de risques ; il ne pourra guère encourager les adeptes à se mettre à l'oeuvre s'il ne cesse de proclamer que l'histoire se chargera de faire leur travail. Les militants de toutes les idéologies combinent donc la certitude du triomphe éventuel de leur cause à la conviction qu'eux, comme militants, ont un rôle capital à jouer dans cette évolution. Les militants péquistes ne font pas exception à cette règle.

Après ces remarques préliminaires, nous pouvons affirmer qu'il existe un contenu idéologique certain dans le projet péquiste. Certes, le programme lui-même ne constitue pas une idéologie mais il renferme des indications d'ordre idéologique. C'est ce que nous tenterons de faire ressortir. Plus précisément, nous voudrions répondre à trois questions : 1° Quelle est la nature de ce monde québécois du présent, insatisfaisant à tel point qu'il faille le modifier en profondeur ? 2° Comment sera le

⁴⁶⁹ René LÉVESQUE, *Option Québec*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1968, p. 11.

⁴⁷⁰ Idem, p. 45.

⁴⁷¹ IDEM, *la Passion du Québec*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1978, p. 213.

⁴⁷² IDEM, *Option Québec*, p. 45.

monde nouveau que les militants péquistes espèrent créer ? 3° Par quels moyens propose-t-on de passer de la société présente et imparfaite à la société future, améliorée ?

[241]

I. - La confédération canadienne, un carcan

Dans l'idéologie péquiste, la Confédération canadienne est présentée comme un régime qui entrave le développement normal du Québec dans tous les domaines. Elle ne peut jouer en notre faveur car elle consacre partout notre état de minorité. Le Canada est constitué de dix provinces ; le Québec est la seule province francophone. Le Canada est composé de deux grands groupes linguistiques : un groupe est majoritaire, les anglophones ; l'autre minoritaire, les francophones.

Le gouvernement fédéral tend l'oreille surtout au groupe majoritaire dont les intérêts auront toujours préséance sur ceux des francophones. L'histoire est là pour attester ce fait. Au Canada, les franco-catholiques ont souvent été bafoués et leurs droits, là où ils en ont eu, progressivement restreints et supprimés. Aujourd'hui les minorités francophones dans les provinces dites anglaises s'éteignent rapidement : les recensements décennaux l'indiquent d'une manière irréfutable. Les Québécois ne doivent pas subir le même sort mais, pour l'éviter, il faut quitter la Confédération.

La critique du régime ne se fait pas que sur le plan ethnique même si ce facteur nous semble de loin le plus important. Comme pour presque tous les nationalistes québécois, l'autonomie provinciale a aussi été au centre des préoccupations des péquistes. D'autres nationalistes, dans le passé, appelaient leurs partisans sur les remparts : nous devons défendre nos droits contre un gouvernement anglo-protestant sans quoi nous serons assimilés. Les péquistes, eux, vont plus loin car ils prétendent que la défense de nos droits passe par le rapatriement à Québec de toutes les compétences législatives qui relèvent actuellement d'Ottawa, ce gouvernement étranger. Mais ils défendent leur thèse souverainiste en reprenant aussi de nombreux arguments d'autres nationalistes québécois, non indépendantistes, voire ceux des défenseurs de l'autonomie provinciale dans les autres provinces canadiennes. On met donc l'accent sur des thèmes tels que les suivants : le système fédératif est un système inefficace et coûteux puisqu'il suppose un difficile partage des responsabilités et surtout que le gouvernement [242] fédéral tend à s'arroger de plus en plus de pouvoirs ; il implique souvent un dédoublement d'efforts par les deux sortes de gouvernement qui travaillent parfois l'un contre l'autre ; les gouvernements provinciaux sont plus proches de leurs citoyens et donc mieux en mesure d'apprécier leurs besoins qu'un gouvernement lointain à Ottawa.

Certains aspects plus rationnels de la discussion sont venus s'y ajouter plus tard, sous l'impact peut-être de la critique de non-péquistes. Ceux-ci estimaient que l'analyse péquiste portait trop sur des questions culturelles, linguistiques, sentimentales même, et que le parti ignorait tout de la question économique. Il était sous-entendu que l'économie constituait le talon d'Achille du Parti québécois et que, devant les réalités économiques, la thèse péquiste constituait une solution dangereuse, certainement très coûteuse. Sans doute le Parti québécois s'est-il cru obligé de revoir certains arguments et en particulier de mettre un nouvel accent sur la question économique. Ces nouveaux chapitres dans l'idéologie péquiste prouvaient que le Québec payait plus qu'il ne retirait de la Confédération canadienne et donc qu'il était avantageux, pour des raisons financières, que le Québec se retire de la Confédération. Les Québécois seraient mieux sur le plan économique s'ils se séparaient.

Dans une brochure intitulée *le « Coup » du fédéralisme*, le Parti québécois disait résumer les principales révélations d'un rapport fait par le ministère des Affaires intergouvernementales et remis au gouvernement Bertrand. Que faut-il en conclure, selon le Parti québécois ? « L'existence de la Confédération, loin d'être rentable pour le Québec, défavorise son développement. » Les Québécois, pour le privilège d'être « de simples locataires dans leur propre maison », doivent payer un « prix exorbitant ⁴⁷³ ». plus précisément, le Parti québécois affirme, après son examen du rapport, que les sommes dépensées ou versées au Québec par Ottawa, de 1963 à 1968, furent inférieures de plus d'un milliard de dollars aux revenus fédéraux provenant du Québec, soit un déficit moyen de deux cents millions de dollars par année. Les paiements fédéraux faits par le biais de programmes tels la péréquation, les allocations [243] familiales et l'assurance-chômage sont financés, en réalité, par les Québécois eux-mêmes, en tant que contribuables. Guy Joron, député de Gouin de 1970 à 1973, se fait bien le porte-parole de la thèse souverainiste lorsqu'il déclare, à l'Assemblée nationale, que « la concentration au seul gouvernement du Québec des impôts que les Québécois payent aujourd'hui, moitié à Ottawa et moitié à Québec, permettra, non seulement de fournir aux citoyens les mêmes services que leur procurent aujourd'hui deux niveaux de gouvernement, mais de fournir, en plus, un programme intégré de revenu minimum garanti sans augmenter le fardeau fiscal des contribuables ⁴⁷⁴... » Dans la même brochure, on examine d'autres politiques fédérales et leur impact sur le Québec. Pour ce qui est des dépenses de développement du gouvernement fédéral, il ressort que le Québec est grandement défavorisé par rapport au reste du Canada. Sur un autre plan, la part des dépenses fédérales en matière de recherche que reçoit le Québec est très inférieure à l'importance démo-

⁴⁷³ *Notre choix c'est le Québec ! Et vous ? Le « Coup » du fédéralisme*, Montréal, Éditions du Parti québécois, s.d., p. 2 (Coll. « Actualité »).

⁴⁷⁴ *L'Indépendance économique... combien ?* Montréal, Éditions du Parti québécois, 1973, pp. 12-13.

graphique de la province. Notre taux de chômage est sensiblement plus élevé que celui de l'Ontario à cause d'une « politique économique fédérale qui, systématiquement, année après année, favorise l'Ontario plutôt que le Québec ⁴⁷⁵ ». En ce qui concerne les transports, le Québec reste morcelé et mal équipé à cause de la politique fédérale. Politique agricole, politique de l'énergie, voilà deux autres domaines où les politiques fédérales jouent contre le Québec. En somme, tous peuvent constater le retard du Québec sur l'Ontario et sur le reste du Canada. Or, ce retard s'explique principalement par les diverses politiques économiques du gouvernement fédéral qui nous ont constamment désavantagés. Le fédéralisme n'est donc pas rentable et le facteur économique vient appuyer la cause indépendantiste. Lorsque nous aurons l'indépendance, lorsque nous serons libérés des entraves du régime fédéral, nous pourrions avoir un vrai gouvernement qui pourra se préoccuper de nos problèmes.

Les chefs péquistes nous offrent des variantes de cette analyse générale de la situation québécoise dans la Confédération canadienne. Il faut démolir la maison de fous, selon René Lévesque. « Le cadre centenaire du Canada n'a plus guère pour effet que de [244] rendre sans cesse plus malaisés, entre les deux parties (les francophones et les anglophones), l'entente, le respect mutuel ainsi que les changements et les progrès dont l'une et l'autre ont absolument besoin ⁴⁷⁶. » Les structures canadiennes sont sclérosées, les chevauchements administratifs entretiennent la confusion et l'immobilisme. Pour Camille Laurin, le régime fédéral est « un des plus sérieux obstacles » à l'épanouissement du Québec ainsi qu'une « menace à son existence même ⁴⁷⁷ ». Au vingtième siècle, et surtout depuis 1950, poursuit le docteur Laurin, Ottawa a étendu ses pouvoirs, souvent avec la complicité des autres gouvernements provinciaux qui tendaient à considérer le gouvernement fédéral comme leur gouvernement. Québec doit donc s'émanciper du régime fédéral où il vit de plus en plus à son péril.

Si l'accent, dans l'idéologie péquiste, semble être mis sur le régime fédéral, jugé insatisfaisant pour le Québec, l'analyse porte aussi sur *l'homo quebecensis* de nos jours ainsi que sur la société québécoise actuelle. Il faudrait évidemment transformer l'homme et la société. Mais on ne pourra le faire que le jour où on sera libéré du régime confédératif.

L'homme québécois d'aujourd'hui, avant la libération, est un « être inachevé ». Le Québécois a grandi sous le signe de l'ambiguïté et de l'ambivalence. Il est « incapable d'intégrer les éléments de sa riche personnalité, d'harmoniser ses aspirations et son action, d'inscrire ses rêves dans la réalité, de secouer les tutelles, de vaincre

⁴⁷⁵ Le « Coup » du fédéralisme, p. 15.

⁴⁷⁶ LÉVESQUE, *Option Québec*, p. 30.

⁴⁷⁷ Témoignage de Camille Laurin : Pourquoi je suis souverainiste ? Montréal, Éditions du Parti québécois, s.d., p. 41 (Coll. « Le Citoyen », n° 2).

ses peurs, d'affronter l'inconnu à ses risques et périls, d'assumer pleinement sa liberté, son histoire et son existence ⁴⁷⁸ ». Toujours prêt à se défendre, lui-même, sa langue, ses valeurs, il s'est constamment méfié de l'étranger, du monde extérieur et, ainsi, n'a pu en profiter.

Pour la plupart des péquistes, le Québécois est un être colonisé, d'abord par les Français, ensuite par les Britanniques, finalement par les Américains. « Chacun de ces empires nous a asservis, a vécu sur l'habitant, nous a utilisés, bousculés, manipulés, contraints, aliénés ⁴⁷⁹. » Nous nous y sommes résignés car la docilité, la servilité étaient compensées par une certaine participation, [245] minoritaire bien entendu, à la richesse de ces empires. Situation qu'à travers les siècles nous sommes venus à accepter comme normale, naturelle. Nous en sommes venus à croire que nous étions nés pour un petit pain et que notre destin ne pouvait être à la mesure de celui de nos conquérants. Nous avons donc été incapables de poursuivre un développement normal et nous nous sommes distingués de plus en plus par un sentiment d'infériorité et d'insécurité. Nous n'avons pas haï notre conquérant ; secrètement nous l'avons admiré, du moins ses succès, sa richesse, son pouvoir, souvent nous avons voulu être comme lui.

Et l'asservissement que nous avons connu crée justement les conditions qui favorisent sa perpétuation. Si le Québécois se sait inférieur, n'a-t-il pas besoin que l'Anglais soit dans le paysage pour voir à la bonne marche des affaires ? S'il se sait constamment menacé dans sa survie, n'aura-t-il pas peur d'ébranler les structures existantes de crainte que l'avenir ne soit pire que le présent ? Rendre les Québécois capables de croire à leur propre libération, c'est là le défi. Le reste suivra. La Révolution tranquille du début des années 60, sans ébranler le régime confédératif, a amené beaucoup de Québécois à croire en eux-mêmes et en leurs capacités. Pour René Lévesque, la Révolution tranquille a effectivement créé un élan dont il faut profiter. A ce moment, dit-il, « nous avons posé les premiers jalons de cette maîtrise collective d'un certain nombre d'instruments essentiels faute de quoi aucune communauté humaine ne peut se sentir vraiment chez elle ». Nous avons prouvé qu'il y a chez nous la « capacité de faire notre « ouvrage » nous-mêmes ⁴⁸⁰ ».

Quant à la société québécoise, comment est-elle insatisfaisante ? En gros, la critique péquiste à ce sujet pourrait être décrite comme *progressiste*. D'autres préféreraient les mots *social-démocrate*. Il y a dans le programme du P.Q. un parti pris évident pour le petit, pour les groupements défavorisés, économiquement, socialement. On souhaite pousser plus loin les réformes de la Révolution tranquille afin de rendre le Québec plus humain. Le programme révèle ce que les péquistes jugent les

⁴⁷⁸ Idem, p. 5.

⁴⁷⁹ Idem, p. 7.

⁴⁸⁰ LÉVESQUE, *Option Québec*, p. 26.

aspects insatisfaisants de la société québécoise contemporaine. Sur le plan social, le salaire minimum [246] est trop bas, les charges familiales sont insuffisamment compensées, il y a de flagrantes inégalités fiscales qui font que le riche n'est pas assez taxé alors que les petits et moyens salariés paient plus que leur part. La famille ne bénéficie pas de la reconnaissance qu'elle est en droit d'attendre de la société. Les consommateurs ne sont pas protégés de façon adéquate. Le syndicalisme n'est pas encore accepté comme un élément normal et indispensable de la vitalité économique. Le bien commun souffre du trop grand nombre et de l'ampleur excessive des conflits de travail. La sécurité et la dignité du travailleur ne sont pas reconnues par notre régime économique. Une partie importante de la population est toujours mal logée. Bref, les lacunes sur le plan social sont criantes.

Sur le plan économique, quel est ce régime qui doit être remanié en profondeur ? « L'économie du Québec n'est pas vraiment sous-développée mais elle fonctionne mal parce qu'elle est vieillie, mal équilibrée et divorcée de la société québécoise », dit le programme de 1973 ⁴⁸¹. Les signes en sont la pauvreté, le chômage, une croissance plutôt lente, des disparités grandissantes de revenus et le contrôle étranger. Nos ressources humaines et naturelles ne sont pas assez mises en valeur. Le rôle de l'État sur le plan économique est actuellement trop peu développé pour faire face à la révolution technologique actuelle et poursuivre de grandes politiques de développement visant à la fois à favoriser le progrès et la croissance économique et à réaliser l'objectif social à long terme de « construction d'une société urbaine et semi-urbaine basée sur les services ⁴⁸² ». Nos propres entreprises, y compris le secteur coopératif, ont trop souvent jusqu'ici bénéficié d'un traitement de deuxième ordre ; leur place dans notre économie demeure donc secondaire quand elle n'est pas nulle. L'agriculture québécoise est en voie de disparition et « la classe agricole est présentement la principale victime du système fédéral actuel ⁴⁸³ ».

Dans l'édition de 1969 du programme du nouveau parti, la vie culturelle jouit d'une place de choix, occupant les premières pages du document. On y dit que la société est actuellement peu en mesure d'accéder à tout l'héritage de la culture et de participer à son enrichissement car l'école traditionnelle est bien plus un lieu [247] d'acquisition de connaissances et non de formation sociale et culturelle. Malgré les grands projets de la Révolution tranquille, « la véritable réforme scolaire est à peine amorcée ⁴⁸⁴ » : la pédagogie doit être refaite, l'école devra préparer à la vie, toutes les catégories de citoyens devraient jouir d'une chance égale d'accès à l'éduca-

⁴⁸¹ *Un gouvernement du Parti québécois s'engage...* p. 37.

⁴⁸² PARTI QUÉBÉCOIS, *Programme*, Édition 1969, p. 35.

⁴⁸³ *L'Agriculture chez nous*, Montréal, Éditions du Parti québécois, s.d., p. 36 (Coll. « Actualité »).

⁴⁸⁴ Gilbert PAQUETTE et Raymond LEMIEUX, *À quand la réforme scolaire ?* Montréal, Éditions du Parti québécois, 1972, p. 9.

tion. En outre, le français, langue de la très grande majorité des citoyens, n'a pas chez nous le statu auquel il a droit. Quant aux moyens de communication, la radio et la télévision, le cinéma, les journaux, etc., ils nuisent trop souvent à tout effort de redressement national.

Finalement, sur le plan politique, les institutions actuelles doivent être remodellées car elles sont trop peu démocratiques ou trop peu efficaces, trop peu progressistes ou trop peu dynamiques, de toute façon mal conçues, comme tout le régime confédératif d'ailleurs, pour concourir au mieux-être matériel, social et culturel du Québec et des Québécois.

Bref, l'homme québécois et la société québécoise sont à changer profondément. Pour que l'homme change, la société doit changer. Pour transformer la société, l'État doit jouer le rôle prépondérant. Mais il faudrait que ce soit le gouvernement d'un Québec souverain qui joue ce rôle. Le mini-gouvernement québécois actuel ne pourrait accomplir la tâche. La condition absolument indispensable à toute révolution sociale et humaine est alors le retrait du régime confédératif et l'accession du Québec à l'indépendance. C'est clair. Sans indépendance, il n'y a pas de transformation sociale et humaine. L'on ne peut espérer créer la nouvelle société et le nouvel homme à l'intérieur du régime actuel.

II. - un Québec indépendant

Il ne fait pas de doute que l'acquisition de la souveraineté politique a toujours été et demeure la raison d'être du Parti québécois. Néanmoins, cette constatation vaut d'être soulignée. De nombreux observateurs de la scène politique québécoise actuelle ont imaginé que, devant la difficulté de parvenir à cet objectif, le Parti québécois [248] finirait par comprendre, par s'adapter, et qu'il deviendrait un bon parti de centre gauche, réformiste, non révolutionnaire, à la manière du N.P.D. dans d'autres provinces canadiennes. Mais il reste que, si la chose devait se produire, le Parti québécois ne serait plus le Parti québécois. L'objectif fondamental est justement la transformation du régime, et, sans cette transformation, il serait illusoire d'espérer bâtir une société nouvelle. Les militants péquistes sont clairs là-dessus, quoique peut-être plus nuancés à mesure que la décennie des années 70 avance.

Malgré de nombreuses tractations sur le sujet, les péquistes de 1979, tout comme ceux des premières heures, souhaitent officiellement l'instauration de la souveraineté politique liée à une association économique avec le reste du Canada. L'ancêtre du Parti québécois s'appelait, d'ailleurs, le Mouvement Souveraineté-Association et la thèse est explicitée par René Lévesque dans son volume *Option Québec*. Les péquistes voient la souveraineté-association comme le moyen de concilier l'aspiration à l'indépendance et la nécessité d'interdépendance avec l'extérieur et notamment

avec le Canada anglais. Elle permettrait aux Québécois d'assumer leurs propres responsabilités, situation tout à fait normale pour un peuple adulte parvenu à la maturité, et elle créerait les conditions par lesquelles ils pourraient accepter librement de s'associer à d'autres peuples dans la réalisation d'objectifs communs, notamment par la formule d'un marché commun. La souveraineté donnerait aux Québécois la pleine maîtrise de leur devenir collectif. René Lévesque écrit sur le sujet : « Il s'agit non seulement pour nous de la seule solution logique à la présente impasse canadienne ; mais voilà aussi l'unique but commun qui soit exaltant au point de nous rassembler tous assez unis et assez forts pour affronter tous les avenir possibles - ce projet suprême qu'est le progrès continu d'une société qui prend en mains la direction de ses affaires ⁴⁸⁵. » Mais, à notre époque, on met de plus en plus l'accent sur la coopération internationale par le truchement de groupements économiques, unions douanières, marchés communs, etc. Voilà donc la justification d'une association économique. Prévoyant les critiques, Lévesque admet que certains [249] verront l'association comme une entrave à l'indépendance. À cela le président du parti répond que l'on doit éviter de s'emballer pour des « mirages » ou des « absolus périmés ». D'autres risqueraient de voir la promesse d'une association comme une espèce de planche de salut : nous serions obligés de recourir à une association avec le Canada anglais car tout seuls nous sommes trop démunis. Non, soutient Lévesque, nous acceptons librement, parce que la souveraineté politique consacrerait l'égalité entre les deux peuples, cette association économique.

Depuis 1968, année où le Parti québécois fut fondé pour supplanter le Mouvement Souveraineté-Association, les péquistes s'efforcent de préciser le contenu d'une éventuelle association. Pour Lévesque, déjà en 1968, une monnaie québécoise n'est pas vraiment nécessaire et une union monétaire, du moins transitoire, serait utile au départ. Une union douanière serait souhaitable également : entre nous et le Canada, il n'y aurait pas de tarifs ; face aux tiers, les deux parties auraient les mêmes tarifs. Certes, des accords sur d'autres sujets seraient possibles - par exemple, concernant l'enseignement aux minorités linguistiques - mais il est difficile de préciser davantage sans que l'éventuel partenaire dans l'association accepte d'en discuter.

Il n'en reste pas moins que l'enthousiasme des militants est suscité par la vision de l'indépendance politique, non par celle d'une association avec le Canada anglais. Pour cette raison, le débat a porté principalement sur la souveraineté et l'association demeure une préoccupation secondaire. Dans les textes officiels, l'accent est clair. Par exemple, dans la présentation du programme de 1978, adopté lors du 6e congrès national tenu à Montréal en mai 1977, René Lévesque, maintenant premier ministre, soutient que deux « principes fondamentaux » forment « l'épine dorsale » du programme péquiste : d'une part, la souveraineté nationale, à laquelle « le parti ne

⁴⁸⁵ LÉVESQUE, *Option Québec*, p. 39.

saurait renoncer sans se trahir ⁴⁸⁶ » ; d'autre part, « un souci de promotion humaine » qui conduit les péquistes à travailler pour bâtir une société qui sera axée sur la justice, le bien-être et l'épanouissement individuel et collectif. Ce n'est que dans le dernier paragraphe que Lévesque mentionne le « nouveau contrat [250] d'association économique avec le reste du Canada » qui accompagnera la souveraineté politique. Dans le premier chapitre du programme, intitulé « Objectifs généraux », on affirme que la collectivité québécoise « a toujours manifesté sa volonté de développer sa culture propre. Mais il lui est devenu évident avec le temps, que cet objectif ne peut être atteint que par une maîtrise complète des leviers de sa vie politique. » Plus loin on dit jusqu'à quel point le Québec a été contraint d'abandonner de plus en plus de pouvoir au gouvernement fédéral, comment le régime fédéral canadien bloque « l'unique gouvernement que contrôle cette majorité [francophone] », comment le développement économique se fait au détriment des intérêts du Québec. « Aucune collectivité ne peut accepter indéfiniment, sans perdre sa dignité et sans risque mortel pour sa survie, de confier à d'autres son propre destin ⁴⁸⁷. » Enfin, dans le dernier paragraphe de cette introduction, on affirme que le Québec possède « toutes les ressources nécessaires pour assurer sa propre souveraineté politique », mais qu'il est conscient des nécessités de l'interdépendance entre les collectivités. Le Parti québécois s'engage donc à « réaliser la souveraineté politique du Québec » et à « proposer au Canada une association économique mutuellement avantageuse ⁴⁸⁸ ». Le deuxième chapitre s'intitule « L'accession à l'indépendance » et on y proclame le droit des peuples à l'autodétermination.

L'accent est donc clair. C'est principalement à un combat pour l'accession à la souveraineté politique que nous sommes conviés. Sous bien des aspects, comme le font remarquer les porte-parole de l'option fédéraliste, l'association souhaitée existe déjà, quoique les militants péquistes affirment qu'il faudrait la remanier profondément car nous n'y avons pas consenti librement. Lorsque les péquistes exposent leur thèse et invitent les électeurs à endosser la souveraineté-association, c'est la souveraineté qu'ils privilégient. Sans la souveraineté, qui donnerait aux Québécois la maîtrise des leviers politiques, il ne peut y avoir d'association véritable.

Naturellement, surtout depuis que le Parti québécois est devenu le gouvernement provincial et qu'il a promis d'organiser un référendum par lequel les Québécois pourront décider de leur avenir, [251] l'incertitude entourant la mise en place éventuelle de la souveraineté-association a favorisé l'éclatement de vives controverses, autant à l'intérieur du parti qu'à l'extérieur, autant chez les sympathisants péquistes que dans le camp fédéraliste. Il n'est plus suffisant que les idéologues du parti présentent un projet à très long terme qui demeure à caractère général. Ils doivent de plus

⁴⁸⁶ *Programme officiel du Parti québécois*, Éditions 1978, p. 3.

⁴⁸⁷ Idem, p. 7.

⁴⁸⁸ Idem. L'italique est nôtre.

en plus céder la place aux stratégies qui tenteront de préciser les voies par lesquelles le Québec pourra parvenir à la souveraineté, et aux théoriciens du court terme qui chercheront à élaborer le contenu de la souveraineté-association au cours du débat sur le référendum.

Depuis les années 60, plusieurs projets de révision de la Constitution canadienne ont vu le jour et les sondages faits au Québec démontrent clairement que la majorité des Québécois favorisent un fédéralisme remanié qui accroîtrait sensiblement l'autonomie dont jouit le gouvernement provincial québécois. Les militants péquistes, cependant, ont tôt fait de rejeter toute solution qui ne comporterait que des modifications au régime fédéral actuel. Pour eux, une nouvelle Constitution, légèrement révisée, proclamant l'égalité de deux nations à travers le Canada, est une utopie irréaliste et même dangereuse pour le Québec. Plusieurs nationalistes québécois, tels Daniel Johnson, Claude Ryan, Marcel Faribault et Paul Gérin-Lajoie, ont tenté d'élaborer des projets de *statut particulier* qui ferait du Québec une province *pas comme les autres*. Pour René Lévesque, ces vaines tentatives traduisent « l'expression de la peur devant l'inévitable » et « l'hésitation irréfléchie devant le choix final ⁴⁸⁹ ». C'est aussi un pari, « celui où des dirigeants affolés se réfugient dans la promesse d'étapes verbales, dont l'éclat augmente au même rythme que l'incohérence. C'est un pari de routine intellectuelle et de peur du changement, s'accrochant à l'ordre établi pendant que la réalité est en train de la faire éclater ⁴⁹⁰. » Lévesque y voit aussi une contradiction flagrante car les tenants de cette thèse semblent chercher à la fois la liberté et une espèce d'assurance tous-risques contre la liberté. L'énergie et le dynamisme des Québécois de nos jours ne doivent pas se dissiper dans des combats qui seront sans lendemain et qui risquent de les [252] épuiser avant même qu'ils ne s'engagent dans la vraie bataille. Il faut donc rien de moins que la souveraineté politique.

Le Québec nouveau sera un Québec libre, politiquement du moins. Mais il sera aussi un Québec où il fait meilleur vivre car le parti vise, à travers l'indépendance, à améliorer le régime de vie des Québécois et à transformer la société québécoise. Les programmes traduisent le souci constant pour un environnement plus sain, une société plus humaine, un régime économique qui favorise davantage les travailleurs, des améliorations sociales qui résolvent les problèmes qui affligent les éléments défavorisés de la société.

Bien sûr, il s'agit d'un programme à long terme dont les principales réalisations ne pourront s'accomplir qu'après l'indépendance. En ce sens, le programme est différent des programmes des partis dits traditionnels qui concentrent leur attention sur l'immédiat et n'entrevoient vraiment pas une refonte de la société. Au mieux,

⁴⁸⁹ LÉVESQUE, *Option Québec*, p. 13.

⁴⁹⁰ Idem, p. 50.

ces programmes sont réformistes alors que les péquistes qualifient leur programme de révolutionnaire car il doit mener à des changements profonds de la société. Certes, en 1976, lors de la campagne électorale, le Parti québécois, se comportant comme d'autres partis, a fait un nombre limité de promesses électorales, réalisables dans le court terme, qui serviraient de guide aux députés lors du mandat. Lorsqu'il se présentera de nouveau devant le peuple, il sera encore obligé de se préoccuper particulièrement du court terme. Telle est la rançon du pouvoir. Mais il reste que depuis 1968 le Parti québécois a un programme à long terme qu'il remanie à l'occasion de chaque congrès et qui constitue un plan détaillé pour bâtir la société québécoise de demain.

La plus récente version du programme, celle de 1978, indique les objectifs généraux que l'on vise ainsi que les réformes précises pour les réaliser dans quatre domaines d'activité : politique, économique, social et culturel. Sur le plan politique, l'objectif est bien entendu l'acquisition de la souveraineté politique. Mais plus précisément, le Québec de demain aura une nouvelle constitution avec pleine reconnaissance des libertés civiles, son système électoral comportera une dose de proportionnalité, l'appareil gouvernemental [253] et administratif sera plus fonctionnel et humanisé, la décentralisation locale et régionale sera favorisée puisque « l'institution municipale est la forme d'organisation politique la plus familière et celle qui permet d'établir les liens les plus directs entre les citoyens et leurs représentants ⁴⁹¹ ». L'appareil judiciaire sera moins complexe et plus proche du simple citoyen.

Sur le plan économique, le Québec souverain aura plus de maîtrise sur sa propre économie et mettra fin à la domination étrangère. Le fonctionnement de l'économie sera démocratique et les travailleurs auront leur mot dans les décisions à prendre. L'exploitation des travailleurs disparaîtra et l'économie répondra aux besoins de l'ensemble des Québécois plus qu'à ceux d'une petite minorité privilégiée. Chaque citoyen aura un revenu minimum garanti. Les critères de rentabilité économique seront subordonnés aux critères de rentabilité sociale. Les investissements publics s'accroîtront dans certains secteurs et le niveau de vie augmentera. L'écart de revenus entre riches et pauvres diminuera et les disparités régionales seront atténuées. Les décisions à caractère économique seront prises, le plus possible, par des instances locales.

Le chapitre sur les entreprises est révélateur du genre de société que les péquistes ambitionnent de bâtir, révélateur aussi de l'influence croissante sur le programme de l'aile « participationniste », ou l'aile gauche, du Parti québécois. La critique du système capitaliste qu'on y trouve est double. D'une part, l'économie est dominée par les grandes entreprises privées dont la plupart sont étrangères. D'autre part, le travail, dans ces entreprises, est déshumanisé et les travailleurs n'ont aucun

⁴⁹¹ *Programme officiel du Parti québécois*, Édition 1978, p. 10.

rôle à jouer dans les décisions qui les affectent. À la suite de cette analyse, on ne s'étonne guère que le parti privilégie, « comme forme prioritaire d'intervention dans l'économie une extension soutenue du secteur public..., particulièrement dans les secteurs dont l'impact est majeur sur l'orientation du développement économique ⁴⁹² ». La petite et moyenne entreprise, parce que largement francophone, aura son statut particulier dans la nouvelle économie québécoise, le secteur coopératif aussi. Pour le Parti québécois, les entreprises coopératives, avec les entreprises publiques, offrent « plus de possibilités [254] pour l'établissement de formules d'autogestion des entreprises, de façon à remettre l'orientation économique des entreprises à tous les intéressés ⁴⁹³. » Le programme dit aussi que l'entreprise sera étroitement réglée afin qu'elle contribue réellement au développement de l'économie autochtone. On trouve peu de précisions cependant sur les modalités proposées en vue d'humaniser le travail dans les entreprises. Les services publics prendront un développement accru dans le Québec nouveau, notamment dans le domaine des transports et des communications. Nos institutions financières seront régies de sorte que les capitaux québécois contribuent au développement du Québec. Les compagnies privées dites « de finance » seront interdites et les opérations liées au crédit à la consommation confiées aux institutions financières publiques et coopératives. L'économie sera restructurée et modernisée et les différents agents économiques élaboreront un plan indicatif de développement économique faisant état des objectifs, des demandes et des projets de chaque instance. Par un programme d'achat chez nous, le Québec produira davantage des produits qu'il consomme. On favorisera l'expansion de l'industrie lourde, en particulier la sidérurgie et les industries connexes. Une politique générale de l'énergie viendra stimuler à la fois la conservation et l'approvisionnement de l'énergie. En matière agricole, un Québec indépendant suffira largement à ses besoins, du moins dans les domaines où il profite d'avantages comparatifs. Au lieu de laisser mourir l'agriculture, l'État prendra les moyens nécessaires en vue de l'encourager et de la rentabiliser. L'exploitation forestière se fera conformément aux intérêts des Québécois et mettra fin aux grandes concessions privées. La Société d'exploration minière aura un rôle de recherche, d'exploration et d'exploitation beaucoup plus important à jouer. L'État aura sa politique de l'amiante et, conformément aux soucis pour le travailleur, un Québec nouveau établira une législation sur les devoirs sociaux de l'industrie minière et forcera cette dernière à améliorer la sécurité dans les mines. Le tourisme, les pêcheries et l'aménagement régional sont d'autres secteurs dont un Québec indépendant se préoccuperait du développement.

[255]

⁴⁹² Idem, p. 18.

⁴⁹³ *Les Coopératives... la solution ?* Montréal, Éditions du Parti québécois, 1973, p. 71 (Coll. « Le Citoyen », nos 9-10).

La disparition du joug fédéral permettra au Québec de déterminer ses propres priorités dans la vie sociale et spécialement d'instaurer une plus grande justice sociale basée sur la juste répartition de la richesse et sur l'élimination complète de la pauvreté. On réalisera l'égalité complète de l'homme et de la femme dans tous les secteurs de la vie. Le gouvernement s'intéressera davantage à la santé des citoyens. Il encouragera la syndicalisation générale ainsi que l'association des travailleurs à la prise de décisions qui les impliquent. On convertira le secteur commercial des biens et des services en un secteur basé sur des coopératives autogérées par les employés et les consommateurs. Les citoyens seront logés en fonction de leurs besoins plutôt qu'en fonction de leurs moyens. On améliorera la qualité de la vie et on s'occupera de la préservation de l'environnement.

L'accent sur les catégories relativement défavorisées de la population est clair dans l'analyse sociale du Parti québécois. Par exemple, après l'exposition des objectifs généraux en matière de « Notre vie sociale », le programme traite de la sécurité de revenu. Il y est fait notamment état d'une suite de mesures visant à accroître le pouvoir d'achat des citoyens les plus démunis afin qu'ils puissent subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leurs familles. Concernant la politique familiale, le parti s'engage comme gouvernement à prendre des dispositions en vue de soulager les charges financières accrues que comporte une famille pour un couple. Sensibles au problème de l'assimilation et de la dénatalité, les militants du Parti québécois souhaitent que des mesures législatives viennent encourager les couples à avoir des enfants. Il y aura un réseau complet de services de garde gratuits, un salaire au foyer pour les conjoints séparés ou les veufs ou veuves qui ont la charge d'enfants et des congés de maternité et de paternité ; en ordre, on intégrera les charges familiales à l'intérieur d'un programme québécois de revenu annuel minimum garanti. Dans le domaine de la santé, il faut élargir l'application du régime d'assurance-santé et mettre fin à l'exploitation des citoyens par l'industrie pharmaceutique dans le domaine des médicaments. Dans le chapitre touchant les conditions de travail, le tout premier article traite du salaire [256] minimum. Pour ce qui est des relations de travail, il faut favoriser la syndicalisation massive des travailleurs qui permettra leur libération collective. Par le biais de la syndicalisation, les travailleurs pourront participer aux décisions qui les concernent à tous les niveaux. Dans le monde de la consommation, le Québec nouveau verra à se protéger contre les excès et les abus qui y ont cours. Les personnes âgées et les familles à faible revenu, fortement désavantagées dans la société actuelle, seront mieux logées dans un Québec nouveau. On défendra les droits des locataires ainsi que ceux des petits propriétaires. Afin d'éliminer les abus d'un développement urbain chaotique, on fera une planification dans ce secteur. La guerre sera déclarée contre les pollueurs, et la société nouvelle aura sa Charte de la qualité du milieu de vie. Les personnes âgées auront enfin un revenu décent et bénéficieront des services dont elles ont besoin. On prendra les dispositions nécessaires pour permettre à ces gens de vivre le plus longtemps possible dans leur propre

résidence. Pour ceux qui ne le pourront plus, l'État établira un réseau de foyers où ils seront hébergés et où ils auront les soins nécessaires.

Ce nouveau Québec connaîtra une vie culturelle dynamique digne d'un peuple parvenu à la maturité. Le français deviendra partout la langue d'usage au Québec et les Québécois sortiront enfin de leur situation de colonisés. Au niveau de l'éducation, les écoles seront meilleures et favoriseront la créativité de l'étudiant. L'éducation permanente deviendra un outil véritable de promotion sociale pour les travailleurs et, à cette fin, ils bénéficieront d'un système de congés. Le gouvernement favorisera la décentralisation pédagogique et administrative. Dans les universités et les collèges, les professeurs et les étudiants participeront de façon paritaire à la vie pédagogique et la gratuité scolaire à tous les niveaux sera instituée ainsi qu'une période de service civique obligatoire. En ce qui concerne les communications de masse, un Québec souverain « aura le pouvoir d'assurer la libre expression de toutes les opinions tout en répondant aux aspirations culturelles du peuple québécois ⁴⁹⁴ ». Les loisirs et les sports seront développés et on encouragera [257] la participation des citoyens à l'enrichissement de la vie culturelle.

Tel sera donc le Québec nouveau que le Parti québécois souhaite bâtir après l'indépendance. En éliminant l'exploitation, cette société favorisera la libération des travailleurs, la création d'un nouvel *homo quebecensis* fier de sa culture, fier de la société dans laquelle il vit. Mais le problème demeure : comment passer de cette société relativement insatisfaisante qui est la nôtre, celle dont le développement est sans cesse entravé par le régime confédératif, à la société meilleure, celle d'un Québec indépendant ? L'instrument de cette révolution est le Parti québécois ; quant aux modalités, elles n'ont jusqu'ici été précisées que dans une certaine mesure.

III. - Le passage d'une société imparfaite à un monde meilleur

Les militants péquistes soutiennent que leur parti est différent des autres partis qui agissent sur l'échiquier politique québécois. Ils voient leur parti comme un parti vraiment démocratique. Pour citer André Larocque, un des militants de la première heure et ancien candidat à la présidence du parti : « Le Parti québécois constitue le seul mouvement politique à grande échelle au Québec qui ait authentiquement tenté, en profondeur, l'expérience de la démocratie vécue. C'est un parti qui, dès sa fondation en octobre 1968, s'est voulu voué à la participation maximale de ses membres, au contrôle réel de ses dirigeants, à la démocratisation totale de son finance-

⁴⁹⁴ Programme officiel du Parti québécois, Édition 1978, p. 46.

ment, au contrôle farouchement exclusif de la fabrication de son programme par ses associations locales ⁴⁹⁵. » Voilà donc deux éléments essentiels : les grandes orientations du parti, ainsi que les programmes, viennent de la base, consultée régulièrement en associations et à l'occasion de congrès nationaux. Financé par les militants eux-mêmes, le parti est au service de ses membres et des citoyens et non d'entreprises dont la générosité est fonction de la faveur qu'elles comptent obtenir du gouvernement. Les vieux partis, disent les péquistes, « ont les mains liées aux [258] milieux d'affaires ou aux corporations qui les financent en coulisses » alors que le Parti québécois est « libre de toute attache parce qu'il est financé par des milliers de personnes de toutes les classes de la société ⁴⁹⁶ ». Le Parti québécois est donc le véhicule par lequel les Québécois pourront accéder à l'indépendance et bâtir une société nouvelle.

Comment le Parti québécois accomplira-t-il ses ambitions ? Il a toujours dit qu'il réaliserait l'indépendance par voie démocratique, c'est-à-dire comme conséquence d'une décision libre des citoyens. Mais au départ, il s'est peu préoccupé des détails de ce processus. On supposait simplement que les citoyens prendraient leur décision lors d'une élection. En portant le Parti québécois au pouvoir, ils déclencheraient automatiquement le processus d'accession à la souveraineté. Un gouvernement péquiste négocierait avec les autres provinces ou avec le gouvernement fédéral les conditions du retrait du Québec de la Confédération. Si le Canada anglais refusait de négocier, le Québec procéderait unilatéralement. Le programme de 1970 dit aussi : « L'État québécois négociera, au moment de l'avènement de la souveraineté ou dès que le climat sera favorable aux accords d'association économique, avec le Canada ⁴⁹⁷ », plus précisément une union douanière et une union monétaire. Ces mêmes réflexions sont reprises dans la version de 1971 du programme ⁴⁹⁸.

Lors du 4e congrès du parti en février 1973, certains dirigeants du parti soutiennent que le Parti québécois devrait tenir, après son accession au pouvoir, un référendum sur la question de l'indépendance. L'accueil fait à cette suggestion, faite entre autres par Jacques Parizeau, a été plutôt froid et le texte de la résolution adoptée se lit : « Étant donné que le Parti québécois préconise clairement l'indépendance du Québec, la souveraineté sera acquise en principe par proclamation de l'Assemblée nationale sans qu'il soit nécessaire de recourir au référendum. Le gouvernement mettra immédiatement en branle le processus d'accession à la souveraineté, la passation des pouvoirs et les transferts de compétence pouvant s'échelonner sur

⁴⁹⁵ André LAROCQUE, *Pour un parti fidèle au Québec et à lui-même*, p. 1.

⁴⁹⁶ *Qui finance le Parti québécois ?* Montréal, Éditions du Parti québécois, s. d., p. 3 (Coll. « Le Citoyen », n° 4).

⁴⁹⁷ *La Solution : le programme du Parti québécois*, Montréal, Éditions du Jour, 1970, p. 21.

⁴⁹⁸ PARTI QUÉBÉCOIS, *le Programme : l'action politique ; les statuts et règlements*, Édition 1971, Montréal, Éditions du Parti québécois, s. d., p. 6.

quelques mois ⁴⁹⁹. » Mais, avant même que le congrès ne se termine, des dirigeants du parti font remarquer que [259] la résolution n'interdit pas la tenue d'un référendum et Lévesque lui-même se réfère, dans son discours de clôture, à cette « consultation indispensable avant de partir à notre compte ⁵⁰⁰ ». L'ambiguïté demeure donc dans le programme publié en mai 1973 qui affirme qu'un référendum ne sera tenu que pour approuver la nouvelle Constitution ⁵⁰¹. De nouveau, le « séparatisme » sera le thème de l'élection de 1973 qui voit les appuis des péquistes augmenter à environ 30 pour 100, même si le nombre de députés péquistes diminue à six seulement. Dans les derniers jours de la campagne surtout, les péquistes reviennent sur la tenue éventuelle d'un référendum mais la promesse non équivoque de tenir une telle consultation n'est pas encore intégrée au programme du parti.

En septembre 1974, Claude Morin publie un document intitulé « L'accession démocratique à la souveraineté » où il se donne pour but de rendre plus claire la position du parti sur le référendum. Dans les mots de Morin, la question est de savoir « si notre parti doit ou non fournir aux Québécois des garanties formelles qu'ils pourront de nouveau exprimer leur avis avant que l'indépendance ne soit un fait accompli ⁵⁰² ». Pour Morin, la réponse à cette question doit être affirmative. Non, il ne veut pas remettre en question l'option de base du parti. Cependant, « il est essentiel que le parti montre son intention de conduire le Québec à la souveraineté d'une façon qui colle mieux à la mentalité et au milieu québécois et qui soit, de la sorte, plus acceptable à notre population ⁵⁰³ ». Sans doute Morin voulait-il attirer des électeurs qui, tout en préférant le Parti québécois en tant que parti ou à cause de son programme sur le plan social et économique, craignaient d'engager le Québec, au même moment et irrévocablement, sur le chemin de l'indépendance politique.

La proposition de Morin en fera le père de l'« étapisme » dans le Parti québécois. Pour lui, le processus d'accession à la souveraineté est très complexe et ne peut s'effectuer du jour au lendemain. Il faudra bien du temps pour doter le Québec de tous les attributs matériels et juridiques nécessaires à l'exercice pratique et quotidien de la souveraineté. Le parti peut très bien amorcer le processus en accédant au pouvoir mais Ottawa peut aussi bien refuser [260] de négocier. Quelle pression le Québec pourrait-il exercer sur le gouvernement fédéral ? L'opinion publique est sûrement le moyen de pression le plus efficace dont dispose le Québec. Si un gouvernement péquiste refusait de tenir un référendum sur la question de l'indépendance, les critiques pourraient lui reprocher de craindre le résultat. En effet, le Parti québécois devra solliciter l'opinion de la population. En outre, si le parti promettait

⁴⁹⁹ « Le PQ ne tiendra pas de référendum », *le Devoir*, 26 février 1973.

⁵⁰⁰ Ibidem.

⁵⁰¹ *Un gouvernement du Parti québécois s'engage...*, p. 12.

⁵⁰² *Le Soleil*, 26 septembre 1974.

⁵⁰³ Ibidem.

de tenir un référendum, les électeurs sauraient clairement que leur geste posé au moment de l'élection n'était pas, sur la question de l'indépendance, irrémédiable et définitif. Puisque le Parti québécois sera probablement obligé de consulter la population de toute façon, pourquoi ne pas prévoir explicitement un tel référendum dans le programme ? Sans changer notre conviction fondamentale, prétend Morin, le référendum rassurerait des milliers d'électeurs disposés à nous essayer mais qui hésiteraient autrement.

En novembre 1974, lors du 5e congrès du Parti québécois, le texte du programme sur les modalités d'accession à l'indépendance est modifié. Le nouveau texte prévoit toujours que le parti s'engage à mettre immédiatement en branle le processus d'accession à la souveraineté dès qu'il sera élu. Ensuite, cependant, le programme le spécifie, « Advenant qu'un gouvernement du Parti québécois ait à procéder unilatéralement, il assumera méthodiquement l'exercice de tous les pouvoirs d'un État souverain en s'assurant au préalable de l'appui des Québécois par voie de référendum ⁵⁰⁴. » Le nouveau texte n'est toujours pas aussi clair que Morin l'aurait voulu, mais 353 des 983 délégués qui ont voté sur la question se sont prononcés contre l'idée d'un référendum. Le programme présenté à l'électorat en 1976 comporte cependant une promesse encore plus formelle qui engage le parti à « s'assurer par voie de référendum et au moment où il le jugera opportun, à l'intérieur d'un premier mandat, de l'appui des Québécois sur la souveraineté du Québec ⁵⁰⁵ ». Nul doute que la modification a contribué fortement au succès électoral du parti lors des élections du 15 novembre 1976.

À mesure que le référendum s'approche, le débat porte sur la question qui sera posée aux votants, sur le contenu d'une éventuelle [261] association avec le Canada et sur de nombreux scénarios maintenant hypothétiques mais qui pourraient se réaliser d'ici quelque temps : par exemple, comment forcera-t-on le Canada anglais à négocier une association ? Si les Québécois approuvent la souveraineté-association lors du référendum, comment fera-t-on pour accéder à la souveraineté si Ottawa refuse carrément de négocier ? Ottawa ne pourrait-il pas envoyer des troupes comme en 1970 ? Ces questions sont réservées aux stratèges plutôt qu'aux idéologues. Mais le débat est quand même symptomatique des problèmes que connaissent les partis idéologiques lorsqu'ils arrivent au pouvoir et que devient évidente la très grande difficulté de créer le monde qu'on voudrait bâtir.

* *
*

⁵⁰⁴ Idem, 18 novembre 1974.

⁵⁰⁵ Le même texte apparaît dans le *Programme officiel du Parti québécois*, Édition 1978, p. 7.

Le Parti québécois fait la critique d'un régime et d'une société. Pour améliorer la société, la rendre plus humaine, il faut abolir le régime. Il faut briser les entraves que comporte notre présence dans la Confédération canadienne, responsable de la plus grande partie de nos difficultés. Si le peuple québécois devenait souverain, il serait lui-même responsable de sa propre situation et il pourrait se mettre à construire la société voulue. Les penseurs du parti ont effectivement, à travers les années, développé un plan fortement détaillé de cette nouvelle société. Mais, à mesure que le succès vient et que le pouvoir s'approche, d'autres problèmes, imprévus au départ, se posent. Serons-nous jamais capables de réaliser l'indépendance telle que les militants la comprennent ? Pourrons-nous payer les réformes que nous désirons ? Nos ambitions politiques nuiront-elles à la situation économique ? Et le contexte économique influera-t-il sur nos possibilités politiques ? Ce sont sûrement des questions comme celles-là qui intriguent ceux qui étudient l'idéologie du Parti québécois.

Richard JONES.

[265]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

L'ÉGLISE

[Retour à la table des matières](#)

[267]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

L'Église

8. "L'évolution de l'Église au Canada français de 1940 à 1975. Survivance et déclin d'une chrétienté."

par Richard Arès, s.j.

[pp. 267-297.]

[Retour à la table des matières](#)

Une double précision en commençant. Le texte qu'on va lire clôture toute une série d'études dont le thème général a pour titre *Idéologies au Canada français, de 1850 à nos jours*.^{*} Pour le dernier tome de la série, on a restreint mon travail, d'une part, aux trente-cinq dernières années de notre existence nationale et, d'autre part, à l'évolution de l'Église dans notre milieu durant ce même espace de temps. De sorte que le titre officiel de mon étude est bien « L'évolution de l'Église au Canada français de 1940 à 1975 ».

C'est un sujet maintes fois traité déjà. Je signale simplement deux manières de le faire. Par exemple, celle des auteurs du Cahier n° 9 de l'Institut social populaire, lequel s'intitule précisément *Évolution de l'Église au Canada français*, publié à Mon-

^{*} *Idéologies au Canada français, de 1850 à nos jours* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

tréal en 1968, par les PP. Hervé Carrier et Lucien Roy, s.j. ^{**} Dans l'introduction, on lit l'avertissement suivant : « Au lendemain du Concile, les Jésuites du Canada français entreprenaient une enquête de sociologie religieuse en vue de procéder à une révision méthodique de leur action apostolique. L'enquête dura plus de deux ans, et fournit un ample matériel à la commission chargée de formuler des recommandations pratiques au supérieur de la Compagnie de Jésus ⁵⁰⁶. »

Au moment où paraissait cette enquête, l'épiscopat du Québec créait sa propre Commission d'étude sur les laïcs et l'Église, qui allait travailler durant près de trois ans et remettre son rapport en [268] 1971, sous le titre *l'Église du Québec : un héritage, un projet*. Elle aussi, cependant - et c'est là ma deuxième précision - devait limiter son étude au Québec. Dès le début de son rapport, elle disait : « On nous avait confié, au départ, l'étude du Canada français tout entier. Progressivement, nous avons dû nous limiter au Québec. Et ce, pour plusieurs raisons. En particulier, à cause des profondes différences entre l'ensemble des communautés francophones du Québec et les autres communautés francophones du Canada. Nous n'avons pas voulu effacer ces différences dans une synthèse abusive. Nos frères en dehors du Québec voudront bien nous pardonner cette restriction ; nous croyons d'ailleurs qu'ils trouveront ici beaucoup d'analyses et de suggestions susceptibles de les aider à définir leurs situations propres ⁵⁰⁷. » Je suis porté à suivre cet exemple donné par la Commission Dumont. Pour moi, le Canada français ne s'est jamais réduit au Québec, mais, ayant à traiter de l'évolution de l'Église au Canada français, il me faut reconnaître que c'est au Québec que cette Église du Canada français compte le plus de fidèles et présente la plus forte organisation, que ce soit en provinces ecclésiastiques, en diocèses et en paroisses.

Quant aux idéologies qui y ont eu cours durant cette même période de 1940 à 1975, même s'il y aurait beaucoup à dire à ce sujet ⁵⁰⁸, je me contenterai de signaler deux articles qui en traitent expressément : le premier, d'un auteur français,

^{**} *Évolution de l'Église au Canada français* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁵⁰⁶ Hervé CARRIER et Lucien Roy, S.J., *Évolution de l'Église au Canada français. Études de sociologie pastorale*, Cahiers de l'Institut social populaire, n° 9, Montréal, Éditions Belarmin, 1968, p. 5. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁵⁰⁷ COMMISSION D'ÉTUDE SUR LES LAÏCS ET L'ÉGLISE, *l'Église du Québec : un héritage, un projet*, Montréal, Fides, 1971, p. 17.

⁵⁰⁸ Voir, à ce sujet, Denis MONIÈRE et André VACHET, *les Idéologies au Québec*, Montréal, 1977 ; Jean-Charles FALARDEAU, « *Propos sur les idéologies au Québec* », dans *Recherches sociographiques*, septembre-décembre 1976, XVIII, 3, 393-40 [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]² ; aussi Denis MONIÈRE, *le Développement des idéologies au Québec. Des origines à nos jours*, Éditions Québec/Amérique, 1977. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Denis Maugenest, s'intitule « Idéologie, politique et foi ⁵⁰⁹. » En France, écrit-il, il y a pluralité d'idéologies dans la vie sociale ; les quatre suivantes sont les principales : l'idéologie nationaliste, l'idéologie libérale, l'idéologie socialiste, l'idéologie communiste. » Ces quatre idéologies principales sont prépondérantes dans l'histoire et dans la vie de la société politique en France. Elles en expliquent pour une bonne part les aléas et les convulsions : chacune de ces idéologies, réductrice et totalisante à la fois, vit des relations difficiles avec les autres ; car les idéologies sont fondamentalement incompatibles entre elles. Et, même quand des groupes idéologiques nouent entre eux des liens passagers, soit par conviction soit par tactique, leurs divergences ont tôt fait de se manifester à nouveau : chaque idéologie [269] représente des intérêts différents ⁵¹⁰. » Ce que l'auteur écrit de la France, on peut tout aussi bien le dire actuellement du Québec.

L'autre article que je voudrais signaler a pour auteur un Québécois, Jacques Grand'Maison, et a pour titre « L'Église et les idéologies au Québec » ; paru en novembre 1969 dans la revue *Relations*, il distingue entre les idéologies profanes du Québec et les idéologies dans l'Église du Québec. Nous avons longtemps connu, écrit-il, une idéologie unitaire, mais depuis quelques années, plusieurs idéologies ont pris corps chez nous, soit les suivantes : un néo-nationalisme, le néo-fédéralisme pancanadien, le néo-capitalisme qui adopte chez nous à peu près toutes les composantes de l'idéologie dominante aux États-Unis, une idéologie nouvelle de développement, une idéologie de révolution culturelle, une idéologie laïque, une idéologie socialiste.

Parmi les idéologies qui se déploient au sein de l'Église du Québec, il mentionne les suivantes : une idéologie de chrétienté, une idéologie missionnaire, une idéologie de ressourcement, une idéologie de l'adaptation et une idéologie de la communauté de base. De toutes ces idéologies signalées par l'auteur, je retiens la première, l'idéologie de chrétienté et j'en fais le point de départ de mon étude et en quelque sorte le gond sur lequel vont tourner toutes mes réflexions.

À ce sujet, deux questions préalables se posent : qu'a été autrefois ce qu'on a appelé *la* chrétienté et, par analogie, qu'a-t-on appelé dans l'histoire une chrétienté ? La réponse à cette double question, je la trouve déjà explicitée dans l'encyclopédie *Catholicisme*, à l'article « Chrétienté », que le directeur lui-même de cette encyclopédie a pris la peine de rédiger : « Les historiens, écrit-il, nomment *Chrétienté* la communauté que formèrent, au Moyen Âge, les peuples de l'Europe occidentale, centrale et septentrionale... Elle fut caractérisée par les traits suivants : 1. Unité de croyance, de culture, de langue (le latin) ; même conception de l'homme et de la vie ; en somme, « âme » commune. 2. Imprégnation chrétienne des usages, des institutions,

⁵⁰⁹ Cf. *Cahiers de l'actualité religieuse et sociale*, 1er novembre 1977, n° 150.

⁵¹⁰ Idem, p. 607.

des lois. La foi n'y était pas une simple vue de l'esprit ou un mouvement sentimental ; [270] elle se soumettait toute l'activité sociale. La famille, la profession, la cité se donnaient pour but de favoriser l'épanouissement religieux de leurs membres : « Chrétien ou non, individuellement, chacun vivait dans un milieu chrétien, faisait partie d'une société où l'atmosphère qu'il respirait et les institutions qui l'encadraient étaient chrétiennes (B. de Solages). » 3. Compénétration étroite et mutuelle des hiérarchies religieuses et séculières... 4. Intervention de la papauté dans toutes les grandes affaires... 5. Dans la conception de l'autorité, prédominance d'une certaine hétérogénéité entre le dirigeant et le dirigé. »

Un peu plus loin, le même auteur poursuit : « Un peuple, avec ses structures temporelles telles qu'en fait il les a, avec sa culture et sa civilisation, peut devenir socialement chrétien, c'est-à-dire faire que ses usages, ses institutions, ses lois aident ses membres à atteindre leur fin surnaturelle. On aura alors le droit de donner à la communauté qu'il constituera le nom de chrétienté ⁵¹¹. »

Ainsi, la plupart des gens qui ont étudié l'histoire du Québec et la connaissent bien admettent volontiers que, à partir du milieu du XIXe siècle, surtout après l'échec de la tentative d'insurrection de 1837-1838, le peuple canadien-français, sous l'influence et la direction de l'Église catholique, a accepté de se constituer en chrétienté ; c'est-à-dire, comme vient de l'écrire G. Jacquemet, de devenir socialement chrétien, de faire que ses usages, ses institutions, ses lois aident ses membres à atteindre leur fin surnaturelle, de se laisser animer par l'esprit chrétien, de réintroduire le religieux dans le social, autant que possible sans nuire au respect des nécessaires libertés individuelles. Désormais et durant plus d'un siècle, il y aura au pays du Québec trois signes distinctifs de l'existence d'une chrétienté, savoir : 1. une union - de fait sinon de droit - de l'Église et de l'État ; 2. un entremêlement des institutions religieuses et des institutions civiles, accompagné d'un rôle prédominant des clercs ; 3. un rayonnement de la foi des individus sur le plan social et dans la vie publique. Situation qui a duré au Québec jusqu'aux environs du milieu du XXe siècle, époque où la chrétienté québécoise a commencé à ne plus rencontrer l'approbation [271] générale, et même à être durement contestée, et peu à peu s'effriter et s'effondrer.

Ayant à traiter de l'évolution de l'Église au Canada français de 1940 à 1975, il me paraît sage de diviser cet espace de temps en deux périodes : la première, s'étendant de 1940 à 1960, se caractérise, chez la chrétienté québécoise, surtout

⁵¹¹ G. JACQUEMET, article « Chrétienté » dans *Catholicisme*, tome II, col. 1085-1086. L'auteur ajoute : « L'esprit chrétien l'animera. Cela suppose seulement une réintroduction du religieux dans le social (sans nuire au respect des nécessaires libertés individuelles)... Il y a place non pour une seule chrétienté de ce genre, mais pour des chrétientés multiples, coexistantes dans les diverses parties du monde et successives dans le cours des siècles... »

par l'effort pour durer, se maintenir et survivre ; la seconde, allant de 1960 à 1975, est celle qui verra le commencement du déclin, puis de l'effondrement de cette chrétienté.

I. - La chrétienté québécoise survit et commence à être contestée : 1940-1960

Au moment où s'ouvre cette période, le Canada est déjà entré en guerre, guerre qui durera cinq ans et forcera la hiérarchie québécoise à faire un choix à la fois douloureux et diviseur : appuyer le gouvernement central d'Ottawa qui pousse à la guerre et s'aliéner la sympathie d'une bonne partie de la population francophone catholique laquelle, pas plus qu'en 1914-1918, n'est intéressée à y participer, ou demeurer neutre et subir les pressions continues d'un gouvernement qui s'efforce de mobiliser la population canadienne en vue d'un plus grand effort de guerre.

En fait, cette hiérarchie au Québec est alors divisée, mais elle a à sa tête un homme énergique et volontaire, le cardinal Rodrigue Villeneuve, archevêque de Québec. Un de ses grands amis d'autrefois, l'abbé Lionel Groulx, a décrit son évolution, ses réticences et finalement son encouragement déclaré au plein effort de guerre. Dans ses *Mémoires*, il écrit en parlant de lui à ce sujet : « Quelques mois plus tard (après février 1940), à la procession en plein air, à Québec, le soir de la fête du Sacré-Cœur, le Cardinal brûlait tous ses vaisseaux et lançait à la foule une sorte d'appel aux armes... Non seulement les politiciens feront parler le cher petit Cardinal, ils le feront marcher. Il se prêtera à toutes leurs volontés, à toutes leurs manifestations, publiera leurs ordonnances, multipliera lettres et circulaires pour « l'obscuratation » des villes, pour la [272] coupe du bois destiné à chauffer les camps militaires, etc. On verra le Cardinal se prêter à une solennelle cérémonie de propagande de guerre, à Notre-Dame de Montréal, cérémonie organisée à grand tapage, et avec déploiement militaire où figuraient la plupart des officiels du pays, militaires et politiques. Beaucoup, hélas !, n'y virent qu'une sorte de mascarade religieuse. M. Ernest Lapointe lut à la balustrade une prière appropriée à la circonstance ; le Cardinal prononça un discours... À la sortie de Notre-Dame, sur la place d'Armes envahie par des bataillons de toutes armes, le Cardinal commet l'imprudence de se laisser pousser au volant d'un char d'assaut. Déclat instantané. Et le voilà photographié, dans la formidable machine de guerre, le sourire aux lèvres. Quelle magnifique photo pour cartes de propagande ⁵¹² ! »

⁵¹² Lionel GROULX, *Mes Mémoires*, tome 4, 1940-1967, Montréal, Fides, 1974, p. 229. Voir, dans le même sens, Robert RUMILLY, *Histoire de la province de Québec*, Montréal, Fides, 1969, vol. 39, p. 16, et Conrad BLACK, *Duplessis*, Montréal, Éd. de l'Homme, tome 1, pp. 389-390.

Durant ce temps, la population déserte les campagnes, où il a toujours été plus facile de la retenir dans le giron de l'Église, et afflue dans les villes, où elle trouve du travail, mais éprouve de la difficulté à s'encadrer dans les nouvelles paroisses qu'on lui offre. Les mouvements d'apostolat et d'Action catholique, la fréquentation des sacrements, et surtout l'assistance à la messe du dimanche en souffrent, mais les cadres sont toujours en place. « De prime abord, écrit Nive Voisine, l'Église semble réussir à encadrer les catholiques québécois qu'elle a répartis en 2 000 paroisses, regroupées en dix-huit diocèses rattachés à cinq provinces ecclésiastiques. Elle tire chaque année de ses 65 collèges un nombre suffisant de recrues pour stabiliser à 1 pour 500 le nombre de ses prêtres par rapport au nombre de ses fidèles. De plus, les 5 000 prêtres de 1940 et les 8 000 de 1955 sont épaulés dans leurs activités par quelque 40 000 religieuses et 10 000 religieux qui œuvrent dans le champ de l'éducation et du bien-être social... Bien qu'impressionnante, cette statistique est trompeuse. L'Église est essoufflée et, pour assumer ses rôles de suppléance, doit recourir à des expédients. Elle détourne une grande partie de ses prêtres des tâches paroissiales... Les clercs sont débordés et les structures traditionnelles collent de moins en moins aux réalités. La paroisse, cellule nourricière de la vie sociale et religieuse, ne correspond plus aux exigences de la vie urbaine... La juxtaposition sur les [273] structures paroissiales de mouvements diocésains et nationaux crée des situations confuses ⁵¹³ ... »

En 1947, meurt celui dont la forte personnalité et la vigilance avaient réussi à maintenir un semblant d'unité chez l'épiscopat et de docilité chez les fidèles, l'archevêque de Québec, le cardinal Rodrigue Villeneuve. Nous sommes alors en pleine période d'après-guerre ; au Québec, Maurice Duplessis a repris le pouvoir et administre fermement la province ; à Ottawa, Mackenzie King est toujours là et vient de présider à la conférence fédérale-provinciale, dite du « rétablissement », laquelle s'est terminée sans qu'il y ait entente. Dans les diocèses, chaque évêque veut avoir son grand séminaire et ses propres mouvements d'apostolat et d'Action catholique. Les dirigeants de ces derniers commencent à relever la tête, à réclamer plus d'indépendance et à se croire capables de les mener à bien sans toujours recourir à l'assistance et aux directives des évêques.

En mars 1948, un collaborateur franco-américain de la revue *Relations*, M. Burton Ledoux, qui a déjà écrit sa sympathie pour le Canada français et dénoncé les cartels tant nationaux qu'internationaux ⁵¹⁴, y publie un très long reportage intitulé « La

⁵¹³ Nive VOISINE (avec la collaboration d'André BEAULIEU et de Jean HAMELIN), *Histoire de l'Église catholique au Québec (1608-1970)*, Commission d'étude sur les laïcs et l'Église, Première annexe au rapport, Montréal, Fides, 1971, pp. 74-75.

⁵¹⁴ Cf. *Relations*, mars 1942, « Psychologie historique du Canada français » ; mai, « Une communauté médiévale moderne : le Canada français », etc. ; avril 1944, « Cartels internationaux » ; mai, « Le cartel des allumettes » ; août, « Les cartels à l'oeuvre », etc. ;

silicose », dans lequel il décrit la maladie mortelle qui affecte les ouvriers qui travaillent à la mine située tout près de Saint-Rémi-d'Amherst. Le directeur d'alors de la revue l'appuie en éditorial : « Nous ne publions pas ce formidable dossier, écrit-il, pour le plaisir d'étonner, mais uniquement pour rendre témoignage à la vérité... Les chrétiens, ceux en particulier qui veulent faire entrer dans les faits la doctrine de l'Église, ont le devoir de prendre l'initiative en dénonçant les abus, calmement, sans exagération ni passion, convaincus que la connaissance exacte du mal est pour tous, le peuple compris, préférable à la fausse sécurité. »

La revue n'allait pas tarder à apprendre qu'on ne s'attaque pas impunément aux puissants ; quelques mois plus tard (en juillet de la même année), son directeur ayant été limogé, elle devait se rétracter. L'ère des dures luttes ouvrières prenait alors au Québec un nouvel essor. L'année suivante, en 1948, survenait un événement [274] capital qui allait marquer et secouer toute la province, et engager l'Église à intervenir : la grève de l'amiante à Asbestos et à Thetford-les-Mines. Sur cette grève, son importance, ses principaux acteurs et ses répercussions pour l'Église, tout a été dit et même écrit ⁵¹⁵. Je signale seulement qu'elle obligea à s'en mêler les deux plus importants détenteurs de postes ecclésiastiques, soit l'archevêque de Montréal et l'archevêque de Québec, Mgr Joseph Charbonneau et Mgr Maurice Roy.

Le premier était alors président de la Commission épiscopale des questions sociales. Il avait sous lui la Commission sacerdotale d'études sociales, laquelle, au mois d'avril 1948, avait lancé un appel au secours des travailleurs de l'amiante. Le 1er mai dans un sermon prononcé dans l'église Notre-Dame de Montréal, il prenait publiquement position et endossait l'appel de la Commission sacerdotale. Les journaux du lendemain lui attribuaient les paroles suivantes : « La classe ouvrière est victime d'une conspiration qui veut son écrasement et, quand il y a conspiration pour écraser la classe ouvrière, c'est le devoir de l'Église d'intervenir. Nous voulons la paix sociale, mais nous ne voulons pas l'écrasement de la classe ouvrière. Nous nous attachons plus à l'homme qu'au capital. Voilà pourquoi le clergé a décidé d'intervenir. Il faut faire respecter la justice et la charité et il désire que l'on cesse d'accorder plus d'attention aux intérêts d'argent qu'à l'élément humain ⁵¹⁶. »

À la suite de cet appel, dans chacun des diocèses, les évêques ordonnèrent des quêtes à la porte des églises ; les sommes ramassées - plus de \$160 000 - permirent aux ouvriers de reprendre confiance et de continuer la lutte. Dans l'intervalle, l'ar-

mai 1956, « Le problème des cartels » ; avril et mai 1946, « Le Canada et les cartels internationaux », etc.

⁵¹⁵ Cf. *la Grève de l'amiante. Une étape de la révolution industrielle au Québec*, En collaboration, sous la direction de Pierre Elliott TRUDEAU, Montréal, Les Éditions de Cité libre, 1956 ; Jacques COUSINEAU, *Réflexions en marge de « La grève de l'Amiante », Contribution critique à une recherche*, - *Les Cahiers de l'I.S.P.*, n° 4, septembre 1958.

⁵¹⁶ *Le Devoir*, 2 mai 1949.

chevêque de Québec, Mgr Maurice Roy, avait accepté d'intervenir et de jouer le rôle de conciliateur entre syndiqués et patrons ; il s'acquittait si bien de sa tâche qu'à la satisfaction de tous bientôt la grève allait cesser.

L'année suivante, 1950, devait connaître quelques événements dramatiques, qui allaient influencer sur l'évolution de l'Église québécoise. J'en mentionne quatre : la démission soudaine de Mgr Joseph [275] Charbonneau, archevêque de Montréal, l'arrivée de son successeur, Mgr Paul-Émile Léger, la *Lettre de l'épiscopat du Québec sur le problème ouvrier* et la fondation de *Cité libre*.

Au début de février, le peuple fidèle de Montréal, surpris et incrédule, apprenait la démission et le départ de son archevêque. Comme celui-ci avait été président de la Commission épiscopale des questions sociales et qu'il était intervenu directement en faveur des ouvriers lors de la grève de l'amiante, la rumeur ne tarda pas à se répandre qu'on lui faisait ainsi payer son discours du 1er mai à Notre-Dame. « La rumeur la plus exploitée, écrit en éditorial la revue *Relations*, tendait à discréditer l'esprit social du démissionnaire qui, archevêque d'une métropole commerciale et industrielle où les ouvriers formaient la plus grande partie de son troupeau, avait, dans l'affaire d'Asbestos, pris audacieusement fait et cause pour les travailleurs en grève... Des milieux vaticans, à travers le *New York Times Service*, devait venir un démenti formel : « ... le rôle qu'il joua, loin d'avoir rencontré la critique, fut hautement loué ⁵¹⁷ ».

Quelque temps plus tard, arrivait à Montréal son successeur, Mgr Paul-Émile Léger, ancien recteur du Collège canadien de Rome. Plein de bonne volonté et de zèle, il crut, surtout après qu'il eut été nommé cardinal en 1953, pouvoir reprendre, tant auprès des évêques que des fidèles, le rôle joué autrefois par le cardinal Rodrigue Villeneuve, et ainsi présider à la survie de la chrétienté québécoise. Mais les temps avaient changé. Son action en ce sens devait rencontrer de vives résistances, surtout de la part des jeunes laïcs qui allaient bientôt fonder la revue π .

Dans l'intervalle, cependant, l'épiscopat de la province de Québec s'était décidé à prendre à son compte et à publier sous le titre de lettre pastorale collective le texte qu'avait préparé la Commission sacerdotale d'études sociales sur *le Problème ouvrier*. C'était un document remarquable, qui dénotait une évolution dans la pensée de l'Église québécoise : jusque-là, la hiérarchie catholique avait loué l'agriculture, la colonisation, avait parlé en général de la restauration sociale, mais c'était la première fois qu'elle présentait en [276] public une synthèse aussi générale et détaillée couvrant à peu près tous les aspects de la vie ouvrière au Québec. La revue *Relations* salua cet événement en déclarant en éditorial : « C'est un véritable code social sur la question ouvrière qui vient d'être promulgué ; aucun document épiscopal de chez nous n'a eu cette importance. Il se révèle d'une lumineuse inspiration chrétienne -les

⁵¹⁷ Cf. *Relations*, éditorial, mars 1950, 57.

valeurs surnaturelles sont à leur place, la première - comme d'une parfaite adaptation canadienne - la famille reçoit l'attention qui convient. Il traite des idées, des institutions et des mœurs, ces trois faces de la réforme sociale. Il connaît enfin sa profonde et lointaine portée, puisqu'il vise à « établir au pays un régime économique et social conforme à la doctrine de l'Église, en somme une condition ouvrière qui corresponde sur un autre plan à ce qui fut autrefois notre civilisation agricole ». Ce code - dont les Canadiens et surtout les salariés ne devront cesser de s'inspirer avec fierté pour des générations - fait honneur au Canada et à son Église ⁵¹⁸. »

En dépit de cet accueil sympathique, la jeune génération, dont quelques-uns avaient autrefois travaillé dans les mouvements d'Action catholique, paraît de moins en moins disposée à se soumettre sans rien dire aux directives épiscopales. Certains se regroupent et lancent dans le public une revue au nom évocateur et contestataire *Cité libre*, dont les propos allaient trop souvent inquiéter les évêques, à commencer par l'archevêque de Montréal, ville dans laquelle elle était publiée. Dès le deuxième numéro, l'un des codirecteurs de la revue, devenu aujourd'hui premier ministre du Canada, écrivait : « Il est surtout urgent de comprendre cela au Québec, où l'on nous éduque à avoir des réflexes d'esclaves devant l'autorité établie. Il faut nous-mêmes redevenir l'autorité, et que les préfets de discipline et les agents de police reprennent leur place de domestiques. Il n'y a pas de droit divin des premiers ministres, pas plus que des évêques : ils n'ont d'autorité sur nous que si nous le voulons bien. Le jour où nous comprendrons ces vérités, nous aurons cessé d'être « un peuple jeune », et l'on pourra attendre de nous autre chose que des balbutiements puérils et des révoltes d'adolescents ⁵¹⁹. »

[277]

L'autre codirecteur, aujourd'hui ambassadeur du Canada en France, dans un article célèbre intitulé « Crise d'autorité ou crise de liberté ? » rapportait les propos que lui avait tenus un certain abbé se plaignant des écrits de *Cité libre* : « L'Église canadienne, dites-vous, traverse présentement une crise d'autorité. De plus en plus, l'autorité des évêques est mise en cause par les laïques. Les conseils de la hiérarchie, que l'on suivait autrefois avec un empressement unanime, font aujourd'hui l'objet de critiques souvent hargneuses. On ne s'oppose pas ouvertement aux chefs spirituels, mais on se permet dans l'intimité des propos sans respect. On se soumet

⁵¹⁸ Idem, éditorial, avril 1950, 89.

⁵¹⁹ Cf. *Cité libre*, vol. I, n° 2, 28. Voir aussi « L'idéologie citélibriste », dans le volume de Denis MONIÈRE, *le Développement des idéologies au Québec*, pp. 311 à 318 [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] ; à compléter par l'analyse critique qu'en fait André-J. BÉLANGER dans *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1977. Revoir enfin la sévère critique qu'en fait Lionel GROULX dans son ouvrage *Chemins de l'avenir*, Montréal, Fides, 1964, pp. 37 à 40.

officiellement, mais on rechigne dans le privé. Toute déclaration épiscopale est, pour certains esprits, à priori suspecte... » À cette plainte, le codirecteur de la revue répondait en exposant le revers du tableau : « Ce qui dans cette perspective prend nom et figure de crise d'autorité pourrait bien être aussi, d'un autre point de vue, crise de liberté. Vous est-il jamais venu à l'esprit que des chrétiens pouvaient se sentir mal à l'aise, au Canada français, dans les cadres et les habitudes sociales actuelles de notre vie religieuse ? ⁵²⁰ ... »

Ce qui n'arrange pas les choses, c'est que les mêmes écrivent aussi ailleurs, par exemple, en France, dans la revue *Esprit*. Gérard Pelletier y collabore à un numéro spécial sur « Le Canada français » et il n'hésite pas à citer ces lignes qu'il attribue à l'un de ses amis de *Cité libre* : « Meurs ou crois ! Le choix n'en est même plus là. Il s'énonce maintenant : meurs ou fais semblant de croire, agis comme si tu croyais. Tu ne crois peut-être pas, ta foi n'est peut-être pas certaine, mais conduis-toi comme si elle l'était. Que ta conduite extérieure fasse croire à tous que tu crois. Sinon, ton existence est menacée, ta carrière est finie. C'est ainsi que raisonne notre société. Et voilà pourquoi nous ne craignons pas de la qualifier d'ignoble, d'hypocrite, de lâche. Elle est cléricale mais elle n'est pas catholique. Elle ne sait pas ce que c'est que l'amour, elle déteste la charité (c'est tellement facile et agréable de ne penser qu'à soi - et de mépriser tous ceux qui ne pensent pas comme soi ⁵²¹). »

[278]

Ces textes ainsi que d'autres du même genre qu'allait de temps en temps publier la revue *Cité libre* n'étaient pas de nature à faire croire au monde que le Québec formait encore une chrétienté bien tenue en mains par le clergé. L'année suivante, cependant, un événement survenait qui redonnait espoir et confiance aux catholiques montréalais : dès janvier 1953, ceux-ci apprenaient que le chef du diocèse serait bientôt nommé cardinal. Ce fut une explosion de joie et de fierté. Lors de son retour de Rome, où il avait reçu à la fois le titre et le chapeau, la ville et le diocèse de Montréal lui firent une réception triomphale. Sous le coup de l'émotion, le nouveau cardinal se serait, paraît-il, exclamé « Ville, ô ma ville, tu t'es faite belle pour accueillir ton Prince ! » Le journal *le Devoir* du 30 janvier 1953 qui s'étend longuement sur cette réception dit simplement que, à la suite de l'allocution du maire de Montréal Camillien Houde, le cardinal a répondu : « Ô Montréal, ta fierté religieuse fait de toi un des coins de cette terre où l'on peut le mieux dire qu'il fait bon vivre... » Plus tard, parvenu à sa cathédrale, le cardinal prononça une allocution - dont *le Devoir* du même jour donne le texte, allocution commençant par ces mots : « Ô mon Église, mon épouse, tu as revêtu ta robe de fiancée pour recevoir ton Pasteur et ton Père ! ... »

⁵²⁰ Cf. *Cité libre*, vol. 2, nos 1-2, 5.

⁵²¹ Gérard PELLETIER, « D'un prolétariat spirituel », *Esprit*, août-septembre 1952, 191.

Après les fumées de l'encens et de la gloire, vinrent les critiques plutôt corrosives de l'un des codirecteurs de *Cité libre*. Pierre Elliott Trudeau avait recueilli une série de témoignages sur l'un des événements qui avait, en 1949, le plus secoué la vie sociale au Québec, et il publiait le tout sous le titre *la Grève de l'amiante*⁵²². Lui-même s'était chargé de rédiger le premier chapitre intitulé « La province de Québec au moment de la grève ». Il s'y livrait à une critique très sévère des idées et des institutions qui avaient alors cours au Québec, surtout de celles qui avaient quelque parenté ou relation avec l'Église.

Après le couplet traditionnel et obligatoire de la part de l'auteur contre le « nationalisme comme discipline intellectuelle », suivent toute une série de dénonciations, dont les trois principales concernant l'Église s'intitulaient : « Notre » doctrine sociale de l'Église, [279] L'École sociale populaire, et *hoc genus omne*, L'Église et notre révolution industrielle ».

Selon l'auteur de ce premier chapitre, « notre » doctrine sociale de l'Église « n'est rien d'autre que le prolongement de nos postulats traditionnalistes, recouvert du vernis de l'autorité papale » et « nos théoriciens ne dégagèrent de l'enseignement social des papes que les formules qui pouvaient ennoblir d'un prestige d'emprunt nos préjugés de groupe (p. 20) ». C'était en réalité une « exploitation de l'autorité papale pour le compte du nationalisme ». Au lieu d'ouvrir la voie, comme en d'autres pays, « à la démocratisation des peuples, à l'émancipation des travailleurs et au progrès social, elle était invoquée au Canada français à l'appui de l'autoritarisme et de la xénophobie (p. 21) ». Sa caractéristique générale, écrivait l'auteur, « c'était un idéalisme qui confine quasi à la schizophrénie (p. 25) ». Ce qui lui permettait ensuite de critiquer à sa manière les suggestions positives de cette « doctrine » : le retour à la terre, la petite entreprise, la coopération, le syndicalisme catholique, le corporatisme, le tout se terminant par une citation de l'Ecclésiaste : *mataiotès mataiotètôn, ta panta mataiotès* (p. 37). Toute cette critique survenait quelques années seulement après la publication, en 1950, de la lettre pastorale collective de l'épiscopat du Québec sur *le Problème ouvrier*, document que ce premier chapitre se contentait de mentionner rapidement, alléguant qu'il avait été publié un an après le déclenchement de la grève de l'amiante et l'auteur s'excusant d'une pirouette : « Ce n'est pas mon affaire d'en parler ici (p. 66). »

L'une des institutions à caractère religieux le plus directement et sévèrement critiquée dans ce premier chapitre fut l'École sociale populaire. Après avoir reconnu qu'elle s'était occupée « avec un zèle admirable de la question sociale », l'auteur ajoute aussitôt : « Malheureusement ses zéloteurs semblèrent concevoir la sociologie, l'économie et la politique comme des procédés déductifs, à l'aide desquels - en partant « des grands principes » plutôt que des faits - on pourrait mener un peuple

⁵²² La Grève de l'amiante...

obéissant vers des fins heureuses. En conséquence, cette institution est une des grandes responsables de ce que, au mépris de la réalité, la pensée sociale [280] au Canada français se soit orientée dans une voie nationaliste étroitement bornée par le cléricalisme, l'agriculturisme et le paternalisme ouvrier (p. 41), » Dans cette condamnation de l'École sociale populaire, l'auteur englobait tout ce que le P. Joseph-P. Archambault, s.j., avait mis sur pied : *l'Ordre nouveau*, *Relations*, les *Semaines sociales*, etc.

Cette dénonciation des idées et des institutions attribuables au clergé se couronne par ce qu'écrit l'auteur sur « L'Église et notre révolution industrielle ». En deux mots, la « présence physique » se doubla d'une « absence intellectuelle ». Il n'a ensuite qu'à développer : « Le zèle immense du clergé à assurer la présence physique de l'Église au sein de nos tribulations sociales fit ressortir d'une façon tragique son éloignement de la réalité sur les plans intellectuels et moraux. L'irréalisme de notre pensée sociale catholique correspondait parfaitement à l'irréalisme de notre pensée nationaliste, dont d'ailleurs elle n'était qu'un prédicat. L'une et l'autre étaient caractérisées par la même installation dans « la vérité », la même « orthodoxie » rétrograde, la même pauvreté dans l'invention, la même passivité devant les arguments d'autorité, la même crainte de l'aventure. Et leurs échafaudages artificiels édifièrent inévitablement, qui dans le domaine religieux, qui dans le domaine politique, le cléricalisme et la réaction (p. 61)... »

Ces dénonciations et ces accusations, étant donné la personnalité de l'auteur, se répandirent dans tout le Québec, y faisant un tort considérable à l'Église, et y minant tout effort en vue de maintenir une chrétienté vivante et bien organisée. On eut beau les réfuter une à une, par exemple le P. Jacques Cousineau, s.j., dans quatre articles à la revue *Relations*⁵²³ et François-Albert Angers dans cinq articles de la revue *l'Action nationale*⁵²⁴ ; même André Laurendeau, d'ordinaire si nuancé, dans les trois articles qu'il écrivit sur le sujet dans *le Devoir*⁵²⁵, se laissa aller à parler de « constante agressivité, d'ironie féroce », de « globalisme », de « réquisitoire » et de « polémique », le tout se résumant à ses yeux en ce tableau : « Trudeau donne l'impression d'avoir spontanément choisi ce qui, à la lumière d'aujourd'hui, apparaît le plus absurde ; on peut dire que, de ce point de vue, il a composé un sottisier. »

[281]

Quoi qu'il en soit, le mal était fait et la chrétienté québécoise avait du plomb dans l'aile. L'équipe de *Cité libre* continua à déverser sa mitraille sur ce qu'elle appe-

⁵²³ Voir *Relations*, de novembre 1956 à mars 1957, articles mis en brochure sous le titre *Réflexions en marge de « La grève de l'amiante »*. Contribution critique à une recherche (voir plus haut, note 10). P.E. Trudeau y répondra dans *Cité libre*, en mai 1959.

⁵²⁴ Voir *l'Action nationale*, de septembre 1957 à mai-juin 1958.

⁵²⁵ Voir *le Devoir*, 6, 10 et 11 octobre 1956.

lait « l'idéologie clérico-nationaliste », qu'elle comparait à une chape de plomb étouffant la pensée et la liberté des Québécois. « Caractériser par le cléricalisme, écrivit l'un de ses rédacteurs, notre atmosphère religieuse, c'est reconnaître une évidence criante, c'est exposer une situation dramatique faite de scandale, d'aliénation, de désaffection, d'amoindrissement, d'ennui, d'usure et de solitude ⁵²⁶. » Un autre écrivait : « Le malheur, au Canada français, ce n'est pas qu'il y ait une droite, c'est que la droite occupe toute la place ⁵²⁷. » Et l'un des codirecteurs de la revue, dans un article intitulé « Feu l'unanimité », avouait sa tristesse de constater « la rupture de notre unité religieuse » ainsi que « l'exode silencieux hors de l'Église d'un nombre croissant de jeunes Canadiens français », en se posant en témoin innocent du phénomène sans soupçonner, et encore moins reconnaître, qu'il ait eu une part de responsabilité dans la naissance et l'accroissement du fait lui-même ⁵²⁸.

II. - Déclin et effondrement de la chrétienté québécoise : 1960-1975

Au début de septembre 1959, Maurice Duplessis, chef et fondateur de l'Union nationale, celui dont la personnalité avait dominé la politique provinciale pendant près d'un quart de siècle, meurt en visite à Schefferville. Ses rapports avec les membres de l'épiscopat du Québec avaient toujours été extérieurement cordiaux. Son désir de tout contrôler par lui-même, en particulier les octrois et les subventions aux collèges, hôpitaux et autres oeuvres de bienfaisance, l'avait mis souvent en contact avec les chefs ecclésiastiques, dont certains n'aimaient guère faire le pèlerinage à Québec pour personnellement quémander et recevoir ce que Duplessis ne se gênait pas d'appeler ses faveurs et ses largesses.

Un de ses biographes conclut son récit par ces réflexions plutôt dures pour l'Église : « L'effondrement de l'Église comme [282] influence politique fut peut-être la plus importante conséquence de son administration. En s'accrochant à son ancien rôle dans les écoles et les hôpitaux, l'Église en vint à dépendre de l'État et cessa d'être une autorité morale indépendante pour devenir un organisme de distribution, une sorte de succursale de l'Union nationale. Dans son administration aussi bien que dans sa pratique personnelle, Duplessis faisait la différence entre la vocation reli-

⁵²⁶ Cf. *Cité libre*, « L'atmosphère religieuse au Canada français », mai 1956, 6.

⁵²⁷ Cf. *Cité libre*, décembre 1955, 29.

⁵²⁸ Gérard PELLETIER, « Feu l'unanimité », dans *Cité libre*, octobre 1960, 8-9.

gieuse de l'Église et son rôle social. La hiérarchie ecclésiastique, en se cramponnant à son second rôle, en vint presque à anéantir sa fonction primordiale ⁵²⁹. »

En 1960, les libéraux reprennent le pouvoir et alors commence ce qu'on devait appeler la « révolution tranquille ». En réalité, il s'agissait de moderniser la société québécoise et de revaloriser l'État en lui faisant remplir les fonctions mêmes qu'il accomplissait dans les autres provinces canadiennes, particulièrement en ce qui avait trait à l'éducation, au bien-être et au loisir. Seulement, au Québec, c'est l'Église qui avait traditionnellement rempli ces fonctions et le simple fait de remplacer l'action de l'une par la prise en charge de l'autre allait causer plus qu'un remous dans la chrétienté québécoise. Jusque-là, en effet, l'union entre l'Église et l'État, sans être de droit, avait traditionnellement, par suite de circonstances historiques incontrôlables, en particulier de la conquête britannique, fonctionné comme un fait, la première suppléant aux lacunes et aux déficiences du second. Il en était résulté pour l'Église une sorte d'appel du vide, c'est-à-dire pour les clercs, les religieux et religieuses des postes assurés où ils pourraient exercer leur activité, d'où leur multiplication.

Mais la « révolution tranquille » allait renverser cette situation. En mettant l'accent désormais sur le rôle premier de l'État et en en faisant la clé du renouveau au Québec ⁵³⁰, elle réduisait du coup l'influence et le rôle de l'Église. Nive Voisine a bien vu les conséquences de cette action : « Le partage du pouvoir, écrit-il, affecte profondément l'Église-institution qui jusque-là profitait d'une union organique avec l'État. Chaque fois que celui-ci s'affirme, il gruge les rôles de suppléance de celle-là. Ainsi en quelques années la société se décléricalise. Le bien-être, puis la santé, enfin [283] l'éducation passent sous le contrôle de l'État. Les clercs sont évincés des postes de commande et, dans certains secteurs, pratiquement exclus des postes subalternes. Ils offrent peu de résistance. On les sent désarmés, d'autant plus qu'ils prennent conscience que les nouveaux prophètes - sociologues, économistes, administrateurs, psychologues - sont nombreux. Il s'ensuit une grave crise d'orientation

⁵²⁹ BLACK, *Duplessis*, tome II, p. 594. L'auteur ajoute un peu plus loin : « La grande autorité qu'avait exercée l'épiscopat depuis l'époque de Mgr Laval jusqu'à celle du cardinal Villeneuve cessa d'avoir cours, sauf pour une brève période et grâce à la grande popularité personnelle du cardinal Léger. Le fils de l'ultramontain avait lâché les écluses de la laïcisation. »

⁵³⁰ La conséquence de la Révolution tranquille la mieux universellement accueillie fut sans doute le nouveau rôle assumé par l'État... L'État a émergé de la Révolution tranquille, d'un point de vue idéologique, à la fois comme moteur premier du progrès social et économique et en tant qu'incarnation des aspirations collectives des francophones... L'État allait prendre en charge bon nombre des fonctions laissées autrefois à l'Église. À vrai dire on peut se demander si le changement ne fut pas en fait trop rapide... » (Gary CALDWELL et Dan CZARNOCKI, « Un rattrapage raté. Le changement social dans le Québec d'après-guerre, 1950-1974 : une comparaison Québec/Ontario », dans *Recherches sociographiques*, XVIII, 1, 1977, 32.) Voir aussi MONIÈRE, *le Développement des idéologies au Québec...*

dans le clergé qui se traduit par la sécularisation de nombreux religieux, religieuses et prêtres ⁵³¹. »

En 1958, la création du ministère du Bien-Être social et de la Jeunesse avait été en quelque sorte le prélude de ce qui s'en venait. A peine arrivé au pouvoir, le Parti libéral fait adopter, en 1961, la Loi de l'assurance-hospitalisation, crée le ministère des Affaires culturelles et met sur pied une commission royale d'enquête sur l'enseignement. Déjà, Jean-Paul Desbiens, sous le pseudonyme de Frère Untel, s'était, dans une série de lettres au Devoir, plus tard publiées en un volume qui connut un immense succès, joyeusement et « insolemment » moqué de notre système d'éducation, en particulier du Département de l'Instruction publique ⁵³², ce qui allait faciliter dans l'opinion publique l'acceptation de la première et principale recommandation de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement, à savoir la création d'un ministère de l'Éducation.

À la même époque naissait à Montréal un mouvement pour réclamer des écoles neutres, la laïcité de l'enseignement, un système scolaire où l'on enseignerait la religion après les heures régulières de classe ou le samedi. Pour ces gens qui allaient bientôt fonder le Mouvement laïc de langue française, la religion devait être considérée comme une affaire privée n'ayant rien à voir dans un système d'écoles publiques.

Autre signe des temps : en octobre 1965, paraissait, toujours à Montréal, dirigée et rédigée par un groupe de jeunes, la revue *Parti Pris*. Dès le premier numéro, elle s'affirme carrément pro-révolutionnaire. Dans la « Présentation » de son premier numéro, se détachent ces lignes comme un avertissement : « L'humanisme abstrait des bourgeois et des clercs est déjà dépassé, il devient croulant et larmoyant ; la pensée révolutionnaire des jeunes intellectuels [284] qui soutiennent l'effort de libération nationale et économique du Québec est en train de prendre le dessus... Nous luttons pour un État libre, laïque et socialiste ⁵³³. » D'abord modérée dans son temps, mais sous l'influence du marxisme, dont paraissent s'inspirer la plupart de ses rédacteurs, la revue en vient à s'en prendre à l'action et à l'influence de l'Église, et surtout au cléricalisme qu'elle dénonce violemment. D'elle, à ce sujet, on a écrit ces lignes caractéristiques : « Contrairement aux agents idéologiques dominants de la société québécoise, *Parti Pris* professe un anticléricalisme virulent. Dans ses attaques contre l'élite canadienne-française, le clergé est une des cibles privilégiées de la revue qui l'accuse d'être responsable des aliénations politique, économique et culturelle des Québécois. *Parti Pris* accuse l'Église d'avoir inhibé les forces politi-

⁵³¹ *Histoire de l'Église catholique au Québec*, p. 81.

⁵³² Cf. *les Insolences du Frère Untel*, Montréal, Éditions du jour, 1960, pp. 51-52. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁵³³ Cf. *Parti Pris*, n° 1, octobre 1963, « Présentation », 3-4.

ques réelles en prêchant l'esprit de soumission et, par son appui à la classe dominante, d'avoir transmis à la population l'idée d'une autorité politique immuable contre laquelle une force supérieure interdisait de s'insurger. Parallèlement à l'aliénation politique, le clergé s'est aussi fait l'agent de l'aliénation économique, et ceci non seulement par son appui aux forces économiques étrangères qui dominaient le Québec, mais aussi par une participation active à l'exploitation de la classe ouvrière. Le clergé, enfin, est responsable de l'aliénation culturelle. Il a rempli après 1840 le vide politique, accaparé le monopole de la culture en contrôlant les institutions scolaires et en filtrant les influences idéologiques extérieures ⁵³⁴. »

Durant ce temps et à la suite de ces poussées contestataires, la société québécoise commence à se séculariser et la chrétienté du même nom à perdre ses cadres traditionnels. La première, qui dans le passé s'était efforcée de s'identifier le plus possible à la seconde, en faisant siennes les croyances et les institutions religieuses chrétiennes, cherche maintenant à s'en libérer et à jeter par-dessus bord tout ce qui rappelle les signes de la chrétienté d'autrefois. C'est ainsi, par exemple, que vont tour à tour se décléraliser et se déconfessionnaliser tous ces groupements, associations et institutions dont était porteuse la chrétienté québécoise. J'ai déjà décrit ce phénomène dans un article que je résume ici ⁵³⁵. Les Canadiens [285] français avaient été amenés à confessionnaliser la plupart de leurs groupements. Ainsi réunis entre eux, ils sauvegardaient d'un même coup leur langue et leur foi. En général, associations et institutions revêtaient trois caractères distinctifs : elles ne réunissaient que des fidèles de foi catholique, elles faisaient référence dans leur charte ou constitution à la doctrine de l'Église et acceptaient de l'épiscopat un aumônier chargé de veiller à la sauvegarde et à l'application de cette doctrine, elles s'efforçaient enfin de mettre d'accord leurs structures de direction et d'administration avec les convictions religieuses de leurs membres.

D'autres circonstances aidant en sens contraire : urbanisation, socialisation, exigences de la technique et de la science, pluralisme des idéologies religieuses, réformes en éducation, progrès de l'idée oecuménique, lois fédérales et provinciales contre la discrimination religieuse ou raciale, liberté religieuse reconnue par le Concile de Vatican II, etc., les Canadiens français catholiques en viennent peu à peu à réviser leurs positions en matière de confessionnalité. La première, la Confédéra-

⁵³⁴ MONIÈRE, *le Développement des idéologies au Québec...*, p. 347. L'auteur ajoute : « Pour *Parti Pris*, le cléralisme est enraciné dans le colonialisme... On ne peut remédier au cléralisme de façon isolée... L'élimination du pouvoir cléral ne peut s'accomplir isolément, elle doit être accompagnée de celle des pouvoirs coloniaux et capitalistes car en dernière instance, elle en dépend. En ce sens, la déconfessionnalisation, la décléralisation et la tolérance religieuse ne satisfont pas *Parti Pris* car seul le laïcisme peut vraiment mettre fin à l'influence sociale de la religion et la réduire à une question exclusivement privée (345-346)... ».

⁵³⁵ Cf. *Relations*, octobre 1970, « La sécularisation de la société québécoise ».

tion des travailleurs catholiques du Canada (la C.T.C.C.) donne l'exemple et devient la Confédération des syndicats nationaux (la C.S.N.). Suivent à leur tour la Corporation des instituteurs catholiques (la C.I.C.), qui devient la Centrale des enseignants du Québec (la C.E.Q.) ; l'Association des hôpitaux catholiques (la A.H.C.), qui change son nom en Association des hôpitaux du Québec (l'A. H. Q.) ; l'Union catholique des cultivateurs (l'U.C.C.), qui se transforme en l'Union des producteurs agricoles (l'U.P.A.), etc.

Une épidémie de déconfessionnalisation suit, s'attaquant à tous les cadres qu'avait autrefois établis et protégés la chrétienté québécoise. Les clubs sociaux abandonnent un à un leurs exigences confessionnelles ; la plupart des Sociétés Saint-Jean-Baptiste délaissant leur nom original deviennent de simples Sociétés nationales et leur Fédération prend le nom de Mouvement national des Québécois ; le Service de préparation au mariage (le S.P.M.) du diocèse de Montréal voit surgir un autre service, non confessionnel ; le mariage civil, accessible également aux catholiques, sera plus tard reconnu et toléré par l'Église, etc.

[286]

Même le domaine de l'éducation, le plus confessionnalisé de tous au Québec, est largement atteint par la déconfessionnalisation. Depuis qu'un ministère de l'Éducation a remplacé le traditionnel Conseil de l'Instruction publique, où siégeaient les évêques, les universités n'ont pas tardé à se déconfessionnaliser, les anciens collèges ou séminaires dirigés par des clercs à se vendre, pour la plupart, à l'État et à se transformer en des institutions non confessionnelles, tels les cegeps actuels ou collèges d'enseignement général et professionnel. Seul demeure encore intangible, grâce à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le secteur élémentaire de l'éducation au Québec. Mais pour combien de temps ?

Vers la même époque, le deuxième concile du Vatican modifie - certains diront même bouleverse - la liturgie traditionnelle, proclame la liberté religieuse et demande à l'Église de s'occuper davantage des tâches terrestres. À plusieurs, en particulier aux chrétiens qu'on devait par la suite appeler les « traditionalistes », ces nouvelles mesures apparurent comme une volte-face, sinon comme une trahison. Il s'ensuivit une période difficile pour l'Église au Québec, certains catholiques s'inquiétant des nouvelles réformes, d'autres s'y adaptant aisément et d'autres en profitant pour s'éloigner d'elle sans dire un mot.

Des signes apparurent bientôt qui allaient confirmer l'effritement, voire l'effondrement, de la chrétienté québécoise. Le mouvement nationaliste qui, depuis le début du XXe siècle tout au moins, avait toujours eu partie liée avec le catholicisme et la pensée chrétienne, sous la direction et l'inspiration d'un Henri Bourassa et d'un Lionel Groulx, renaît maintenant avec une nouvelle vigueur mais laisse de plus en plus de côté ses attaches religieuses. À ce point de vue, les jeunes donnent l'exemple. Dans un article déjà cité ici et que rien n'est venu contredire, au contraire, je décri-

vais ainsi ce phénomène : « Que ce soit à l'école, à leur travail ou dans leur vie de tous les jours, ces jeunes ne sont plus intéressés à la religion chrétienne, ils ne la pratiquent plus, ils ne la choisissent pas comme option, ils ne lui demandent plus d'inspirer et d'orienter leur conduite, et surtout ils refusent de se donner une culture religieuse à la mesure de leur culture profane. La religion, [287] disent-ils, est une affaire personnelle et privée ; que chacun pratique sa religion comme il l'entend, et la religion qu'il lui semble bon, ou pas de religion du tout ⁵³⁶. »

Autre signe caractéristique des temps : la société canadienne-française, non seulement se décléricalise et se déconfessionnalise, mais aussi se sécularise et se déchristianise de plus en plus, réduisant du même coup le nombre des fidèles prêts à accepter les directives de l'Église. Mgr Paul Grégoire, archevêque de Montréal, en a fait l'amère constatation et l'a explicitement reconnu en plusieurs occasions. L'unanimité d'autrefois, a-t-il déclaré, qui existait dans le milieu canadien-français et se manifestait par « son appartenance massive à l'Église.... s'est disloquée en faveur d'une pluralité de tendances ». Aujourd'hui, Canadien français et catholique ne vont plus désormais de pair ; une partie de l'Église quitte maintenant l'Église, une autre glisse vers une foi sans Église se réduisant peu à peu à une réflexion sur l'homme et sur les problèmes qui se posent à la conscience humaine d'aujourd'hui : « Aux yeux de certains, l'Église devient une pièce inutile dans l'univers de leur foi ⁵³⁷. »

Analysant plus tard, en une autre circonstance, les changements qui se produisaient dans la société québécoise, le même archevêque de Montréal avouait qu'« une des conséquences de ces changements est que notre milieu semble évoluer sans référence aux valeurs chrétiennes » et que le processus de sécularisation, « débordant le niveau des institutions sociales, atteint maintenant celui de la conscience individuelle ». Le fait est, ajoutait-il, que « de plus en plus d'individus réfléchissent sur leur vie et sur le monde en faisant appel à une échelle de valeurs dans laquelle non seulement la foi chrétienne mais toute référence religieuse disparaît ⁵³⁸. »

Ce qui rend la situation de l'Église catholique encore plus troublante, voire inquiétante, et l'oblige en quelque sorte à se transformer d'une Église triomphante en une Église missionnaire est que, d'une part, croît de plus en plus le nombre des indifférents et des incroyants, et que, d'autre part, le milieu québécois catholique, ayant retiré une à une ses barrières de défense religieuse, [288] demeure maintenant ouvert aux influences des sectes et se laisse plus facilement envahir par les adeptes du marxisme.

Pour m'en tenir à quelques statistiques, je rappelle que, lors du recensement de 1961, à la question « Quelle est votre religion ? » 6 351 Québécois seulement avaient

⁵³⁶ Idem.

⁵³⁷ Allocution du 29 septembre 1969, l'Église canadienne, novembre 1969, 328.

⁵³⁸ Cf. l'Église canadienne, novembre 1973, 272.

eu la franchise et le courage de donner l'une ou l'autre des réponses suivantes : « Aucune », « Sans religion », « Athée », etc. À la même question, dix ans plus tard, en 1971, il y en eut 76 685, soit douze fois plus, à répondre : « Aucune religion ». Faisant le bilan de ce qu'on a appelé la « révolution tranquille » au Québec, un historien, étranger à la province, ne pouvait s'empêcher de s'étonner du « ton entièrement séculier et matérialiste des exigences révolutionnaires », du fait que, dans cette aventure, l'Église ait été complètement mise de côté et « ignorée », du fait aussi que le Québec se soit transformé en « un État séculier, matérialiste, neutre et amoral, tout comme s'il était un pays protestant ⁵³⁹ ».

Il arrive encore, quelques rares fois, où l'Église du Québec brille d'un éclat rappelant celui du passé. Par exemple, le jour où l'archevêque de Québec, Mgr Maurice Roy, ayant été nommé cardinal, était officiellement reçu, le 10 mars 1965, par le Parlement de l'État, les deux Chambres s'étaient à cette occasion réunies pour lui rendre hommage. Il en profitait pour exposer sa conception des relations normales entre l'Église et l'État, notamment dans le domaine de l'éducation. Dans le passé, déclara-t-il, l'Église et l'initiative privée s'en sont largement chargées, mais « l'État peut désormais et, avec raison, veut assumer toutes ses responsabilités. L'Église est heureuse de lui laisser ce qui lui revient ; mais il ne s'ensuit aucunement que le domaine de l'enseignement lui devienne étranger... L'Église comme telle ne peut se désintéresser de l'école... Elle a et elle aura toujours à former ses enfants. Or la formation, l'éducation complète d'un chrétien n'est pas une chose qui peut se découper comme des tronçons de routes... C'est le même enfant qui doit apprendre la grammaire et le catéchisme et il doit à la fois apprendre à parler selon la grammaire et à vivre selon la parole de Dieu... » Dès le début de son allocution, il avait évoqué l'exemple de saint Paul qui, devant le centurion romain, avait [289] fièrement déclaré : « *Civis sum Romanus*, Je suis citoyen romain » ; il terminait par ces mots : « La charge que Notre Saint Père le Pape vient de me confier ne m'attache pas seulement à l'Église ; elle m'oblige à un nouveau titre à me consacrer plus parfaitement au bonheur de la société civile dont je suis membre. La cordialité de votre accueil me prouve que vous l'avez compris ; elle me permet aussi de vous dire, avec plus de gratitude et plus de fierté que jamais : Je suis un citoyen du Québec ⁵⁴⁰. »

C'était un langage habile et fort diplomatique, d'autant plus d'actualité que le gouvernement, à la suite de la première et principale recommandation de la Commission Parent, venait d'établir un ministère de l'Éducation. Qu'un cardinal de l'Église catholique romaine, reçu officiellement par les représentants de l'État québécois et s'associant à ses confrères dans le sacerdoce, reconnaisse publiquement qu'il est intimement lié « à la vie totale de la nation » et proclame sa fierté de pouvoir s'écrier : Je suis un citoyen du Québec, c'était un signe des choses à venir. C'est

⁵³⁹ W. L. MORTON, *The Canadian Identity*, Toronto, 1972, pp. 117-119.

⁵⁴⁰ Texte dans la revue *Relations*, avril 1965, 124-125.

que le clergé, désormais, va entrer dans le jeu de la « révolution tranquille » et certains de ses membres, avec l'approbation et l'appui de leur évêque, vont fonder, voire diriger, des mouvements contestataires, tels ces curés de la Gaspésie lançant l'« Opération-Dignité ». Au moment de la crise d'octobre 1970, ce même clergé intervenait à la fois pour condamner la violence et la haine comme instruments d'action sociale et politique et pour dénoncer les injustices sociales, tant à l'égard des personnes qu'à l'égard de la nation canadienne-française ⁵⁴¹.

C'est l'époque où, dans à peu près tous les pays du monde et surtout au Québec, les gens commencent à prendre une conscience plus aiguë de l'importance de la politique dans leur vie. Chez ceux qui ressentent le plus vivement en eux-mêmes le souci de travailler au bien des autres, en particulier, chez les membres du clergé, la tentation devient de plus en plus forte de se lancer dans la vie politique, c'est-à-dire d'adhérer à un parti et de se faire élire, soit à l'Assemblée nationale du Québec, soit à la Chambre des Communes d'Ottawa. Semble les incliner à entrer dans cette voie la Lettre apostolique du pape Paul VI à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire [290] de l'encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII, Lettre dans laquelle le Pape, après avoir parlé de l'économie, ajoute : « Le passage de l'économie au politique s'avère nécessaire... Chacun sent que, dans les domaines sociaux et économiques - tant nationaux qu'internationaux - la décision ultime revient au pouvoir politique... La politique est une manière exigeante mais non la seule - de vivre l'engagement chrétien au service des autres ⁵⁴² ... »

Incite encore davantage les membres du clergé à considérer que cette invitation s'adresse aussi à eux le fait que l'État québécois occupe de plus en plus maintenant, dans les domaines de l'éducation, du bien-être et des loisirs, des postes et des fonctions dont ce même clergé autrefois se chargeait, et que diminue le nombre des fidèles et des catholiques pratiquants. Il y a même des prêtres qui se laissent facilement persuadés qu'en faisant de la politique active et partisane ils pourront rendre de plus grands services à la population, en particulier aux pauvres et aux chômeurs, qu'en se limitant à remplir avec constance et fidélité leurs fonctions sacerdotales ⁵⁴³.

⁵⁴¹ Voir *Relations*, « L'Église des clercs et la crise québécoise », décembre 1970, 325-326.

⁵⁴² Cette Lettre du pape Paul VI au cardinal Roy a été publiée sous le titre de « La responsabilité politique des chrétiens », avec présentation et commentaires par l'Action populaire de France, aux Éditions Ouvrières, 1971. L'extrait cité ici provient du n° 46.

⁵⁴³ À l'occasion de son jubilé sacerdotal et de ses 30 ans d'épiscopat, le cardinal Maurice Roy, archevêque de Québec, répondait à un journaliste qui lui posait cette question : « Que pensez-vous de cette orientation de prêtres assez nombreux vers la politique ? » « En un sens, elle vient précisément de l'insistance que l'Église a mise sur le devoir des catholiques dans le domaine social et sur l'aspect moral de certaines mesures que jusque-là on considérait comme purement politiques... Ces sujets ne figuraient pas dans les débats publics d'autrefois de manière aussi courante qu'aujourd'hui. Comme le chrétien

En 1968, un événement d'importance considérable survenait dans l'Église du Québec. À l'instar des gouvernements, affrontés à de difficiles problèmes et désireux d'y voir plus clair, les évêques du Canada français créent une commission d'étude sur les laïcs et l'Église, dont ils confient la présidence au professeur Fernand Dumont. Au bout de trois ans, après avoir fait le tour de la province et entendu des centaines de mémoires, cette commission remettait son rapport, lequel avait pour titre *l'Église du Québec : un héritage, un projet* ⁵⁴⁴. Dès le début, les commissaires s'expliquaient : « Suggérée dans l'immédiat par ce qu'il est convenu d'appeler « la crise des mouvements d'Action catholique », cette décision (des évêques) n'en relevait pas moins de motifs et de préoccupations beaucoup plus larges : « les interrogations de l'épiscopat... les préoccupations des clercs et des laïcs, les changements qui affectent notre société et les lendemains à donner à Vatican II ». Les membres de la Commission se sont vite rendu compte que leur tâche devait s'étendre à une étude d'ensemble sur la situation et l'avenir prochain de l'Église d'ici ⁵⁴⁵. »

[291]

J'ai déjà signalé, tout au début de ce texte, les deux principales lacunes qu'on y décèle, lacunes que les commissaires reconnaissent franchement quand ils parlent de deux limites importantes à leur travail : « (1). On nous avait confié, au départ, écrivait-ils, l'étude du Canada français tout entier. Progressivement, nous avons dû nous limiter au Québec », et cela pour plusieurs raisons toutes valables ; « 2. La deuxième limite importante concerne les catholiques qui ne sont pas de langue française... Le mandat qui nous avait été confié par nos évêques les excluait de notre enquête (p. 13)... ».

Le rapport lui-même se divise en six parties, qui vont de l'héritage du passé jusqu'au projet d'avenir, en passant par l'examen de la situation difficile du présent. Dans l'introduction, les commissaires expriment leurs convictions et définissent leurs positions : « L'Église institutionnelle reste le principal véhicule de l'action de l'Esprit dans le monde, dans la grande et la petite histoire de notre collectivité... L'Église ne définira plus nos destins culturels, économiques et politiques. Mais nous n'acceptons pas qu'elle se retire sur un « no man's land » ou dans les soutes de la

a le devoir de favoriser la naissance d'une société plus juste, on comprend que des prêtres qui, professionnellement, enseignent la morale, deviennent très conscients non seulement de leur devoir strict mais même je dirais de ce qui va au-delà des exigences de leur ministère... Aujourd'hui, des prêtres se sentent pressés de faire certaines réformes sociales qui en elles-mêmes pourraient être faites par les simples citoyens, mais enfin ces prêtres veulent hâter le mouvement et s'engager personnellement. » (Cf. le Devoir, 14 mai 1977.)

⁵⁴⁴ COMMISSION D'ÉTUDES SUR LES LAÏCS ET L'ÉGLISE, *l'Église du Québec...*

⁵⁴⁵ Idem, 9.

conscience... Et nous nous refusons à séparer l'avenir des chrétiens de l'avenir des hommes (pp, 14-15)... »

En général, le diagnostic que le Rapport porte sur la situation et le tableau qu'il trace de l'évolution de l'Église au Québec sont assez justes et fidèles à la réalité ; ils sont substantiels et couvrent largement, et bien mieux que je ne pourrais le faire, tous les sujets qu'on m'a demandé de traiter dans cet article. Le plus simple serait, sans doute, de renvoyer à un tel rapport ; en ce qui concerne l'Église, tout est là : le passé, le présent et l'avenir. Je signale quand même au passage quelques phrases caractéristiques et fort significatives. Dans la première partie, qui s'intitule « Inquiétudes et aspirations », le rapport remarque : « C'est dans le domaine de l'engagement social de l'Église que les attentes des chrétiens s'avèrent les plus diversifiées et les plus contradictoires. Les uns souhaitent une Église plus prophétique dans les secteurs où le sort des hommes est particulièrement engagé. D'autres craignent une [292] résurgence des rôles de suppléance de la chrétienté d'autrefois. Certains accusent les chefs spirituels de « faire de la politique (p. 54) ».

Une deuxième partie s'intitule « Un héritage religieux mis en question ». Le rapport y rappelle « l'ancienne alliance de l'Église et de la société québécoise », et y examine l'Église à la fois « comme héritage et comme projet ». Au passage, il constate : « Depuis une décennie au moins, notre société semble se passer de l'Église. L'éducation, la sécurité sociale, les mouvements sociaux trouvent ailleurs leurs motivations et leurs objectifs. Une grande partie des fidèles quittent la vieille maison. De même que la collectivité tente de se définir un nouveau projet, l'Église est contrainte de le faire aussi. Elle ne pourra affronter cette tâche par des stratégies ou par une puissance dont elle est de plus en plus démunie. Il lui faudra avant tout faire appel à des ressources spirituelles qui viennent d'avant nous (p. 74). »

Parlant, en cours d'examen, d' « une sécularisation à multiples visages », le rapport y décèle l'origine de bien des problèmes de l'heure : « L'Église québécoise, écrit-il, rencontre sur sa route des idéologies globales qu'elle n'a pas produites, des conceptions de l'homme et de la société dans lesquelles les croyants ont peine à situer leur foi. Plus profondément, nous découvrons l'importance de nouveaux enjeux culturels. Autrefois, l'Église servait de matrice fécondante pour notre vie culturelle. En un rien de temps, de nouvelles cultures profanes tendent à remplacer la religion et les fonctions centrales qu'elle a assumées. La problématique des relations entre Église et Société s'est radicalement inversée sans passer par les maturations qu'ont pu exprimer d'autres sociétés, européennes par exemple. À la limite, plusieurs chrétiens n'ont pas une foi capable d'éclairer leur nouvelle culture profane ni un équipement culturel susceptible d'éclairer les renouveaux culturels récents (p. 80). »

La troisième partie de ce même rapport - et j'entends m'arrêter là - cherche à proposer à l'Église du Québec « Un nouveau chantier », en particulier à en faire « Une Église engagée ». Elle [293] contient des phrases de ce genre : « Le danger le

plus grave que court l'Église de chez nous est de devenir non significative, à la fois pour les croyants et pour ceux qui la regardent du dehors (p. 104). » « Dans la logique même de l'action historique de Dieu dans le monde, l'Église ne saurait limiter son rôle à l'éducation des consciences ou au salut individuel des âmes. Elle vise un salut collectif qui atteint toute la création (p. 129). » Prémisses qui permettent au Rapport de reposer sa question initiale : « Après avoir été solidaire d'une longue lutte pour la survivance, l'Église va-t-elle se retirer tout simplement au moment où notre société vit peut-être le plus grand tournant de son histoire (p. 129) ? » Question qui amène l'auteur à aborder le problème politique : « Il n'y a pas de politique évangélique, écrit-il, mais il y a un Évangile qui passe, entre autres voies, par la politique (p. 130)... La foi ne peut déterminer le choix de tel ou tel projet politique circonstancié. Mais on n'évitera pas qu'un engagement collectif des chrétiens ou de l'Église à propos de questions brûlantes ait des incidences politiques... L'Église ne saurait se contenter d'être le chien de garde de valeurs humaines éminentes. Elle doit exprimer visiblement ce qu'est un comportement humain selon les moeurs évangéliques (p. 131)... ».

L'Assemblée des évêques du Québec accueillit le rapport Dumont avec tout le sérieux qu'il méritait, lors de sa réunion de mars 1972, et s'efforça d'en dégager les constantes et d'en signaler les propositions qu'elle avait déjà acceptées, en particulier celles qui concernaient la paroisse, le monde scolaire, les non-pratiquants, les défavorisés, le monde social, la famille, les jeunes et les mouvements apostoliques et religieux ⁵⁴⁶. Autant de problèmes qui demeurent encore dans l'Église du Québec d'aujourd'hui.

Reste une dernière étude dont, avant de terminer ce texte, je voudrais dire un mot. On sait que les évêques du monde catholique doivent, lors de leur visite à Rome, présenter un rapport sur la situation de l'Église, particulièrement dans leur diocèse. Or, il est arrivé qu'à la fin de l'année 1974 le groupe d'évêques s'intitulant l'Inter-Montréal élaborait et présentait un rapport commun, dans lequel ils exprimaient leur avis sur la situation, non seulement dans [294] leur diocèse respectif, mais encore dans la province de Québec. Je signale, en particulier, le chapitre II où les évêques tracent ce qu'ils appellent « Une image globale de l'évolution de la société et de l'Église du Québec ». On y lit ce qui suit : « Au départ, on est en face d'une société nettement chrétienne, stable, monolithique et plutôt traditionnelle. L'organisation et l'infrastructure sociales sont établies de telle sorte qu'il y a peu de heurts ou de conflits entre ces dernières et les impératifs religieux et ecclésiaux. Les institutions-pivots, comme l'école et la famille, sont marquées par l'idéal chrétien. Les moeurs, les coutumes et les usages forment un ensemble culturel relativement cohérent... Bref, l'existence d'une quasi-symbiose entre les composantes de notre cultu-

⁵⁴⁶ Voir à ce sujet l'article « L'Assemblée des évêques du Québec étudie le Rapport Dumont », dans *l'Église canadienne*, mai 1972, 131-133.

re et une forte vision religieuse des choses a permis à plusieurs de parler du Québec comme « un pays de chrétienté ». À l'arrivée, on est en face d'une société pluraliste, segmentée, décléricalisée, sécularisée, permissive, industrialisée et urbanisée. Ces qualificatifs auxquels s'en ajoutent d'autres à mesure que se poursuit l'analyse de la situation présente suffisent à dessiner une image aux caractéristiques fortement opposées à celles du premier volet ⁵⁴⁷. »

Ces lignes du groupe d'évêques de l'Inter-Montréal décrivent bien l'évolution de l'Église du Québec en ce dernier quart de siècle. Nous sommes partis d'une époque où subsistait encore une chrétienté et nous aboutissons à une période où triomphe la sécularisation.

Richard ARÈS, S. J.

⁵⁴⁷ *Rapport présenté par les évêques des diocèses de l'Inter-Montréal lors de leur visite quinquennale à Rome.* Les diocèses suivants ont participé à ce rapport : Montréal, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, Valleyfield, Joliette, Saint-Jean et Saint-Jérôme. Volume de 202 pages polycopiées, novembre 1974. Les textes cités ici sont à la page 73. Sur la portée et l'intérêt de ce rapport commun, voir un éditorial de Claude RYAN, « Où en est l'Église d'ici ? » *le Devoir*, 18 janvier 1975.

[299]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

L'Église

9. "Une réforme inachevée. La revue *Communauté chrétienne*, 1962-1972."

par Marcel Poirier

[pp. 299-324.]

[Retour à la table des matières](#)

La revue *Communauté chrétienne* paraît pour la première fois en janvier 1962. Bimestrielle et publiée par l'Institut dominicain de pastorale, elle a toujours conservé le même format, soit 15 x 20 cm. Chaque volume contient environ 480 pages et, à partir de 1966 (vol. V), il comprend un numéro double et souvent même deux, soit en 1968, 1970, 1971, 1972. Ces numéros doubles permettent de reproduire en partie ou en totalité les travaux des sessions de pastorale organisées par l'institut. Comme « médium », *Communauté chrétienne* se situe donc plus près du livre sérieux que du journal : articles et rubriques diverses se succèdent dans une mise en page très sobre, axée sur le jeu des titres et des sous-titres sans aucune illustration. De 1 000 en 1962, les abonnements ont atteint 1 500 en 1963, puis ont plafonné à près de 1 800 par la suite.

Ces quelques éléments laissent prévoir que la revue s'adresse à un public relativement cultivé, pour qui le message passe avant le canal qui le transmet. Rédigée par des clercs (environ 80 à 85 pour 100 du contenu) et des laïcs (15 à 20 pour 100) regroupés autour de l'Institut dominicain de pastorale, *Communauté chrétienne* vise

deux objectifs : mobiliser les leaders des Églises locales en leur proposant une double démarche de réflexion et d'action liée à « l'exercice du ministère », puis oeuvrer à l'élaboration d'une vision nouvelle des réalités ecclésiales, en d'autres mots une théologie nouvelle. L'insistance mise par *Communauté chrétienne* sur [300] la réflexion théologique tend manifestement à mieux asseoir la praxis pastorale.

Ces objectifs n'ont guère évolué dans le temps. On y note cependant un déplacement d'accent. À partir de 1967, la revue définit son apport en termes de « réflexion » et laisse en sourdine la dimension action. La nature des problèmes abordés a contribué à ce glissement vers le pôle de la réflexion. L'évolution des idées demeure au centre des préoccupations de la revue. En 1971, la direction reformule ainsi les objectifs de la revue : « En publiant les principales réflexions de cette session (i. e. de l'Institut de pastorale), la revue *Communauté chrétienne* inaugure une nouvelle politique par laquelle elle entend appuyer la préoccupation dominante de l'Institut : le diagnostic des situations pastorales les plus urgentes ⁵⁴⁸. »

Si d'une part *Communauté chrétienne* s'adresse aux leaders locaux, d'autre part elle appuie sa théologie et ses orientations sur les documents de Vatican II, c'est-à-dire en se référant à l'Église universelle. Une formule lapidaire, inscrite au dos de la couverture, exprime bien cette double référence : « Une revue au service de l'Église et de sa pastorale au Canada ». La formule, qui disparaît en 1973, indique clairement que l'Église locale ne se suffit pas à elle-même. Le choix du titre de la revue *Communauté chrétienne* procède d'une même vision de l'Église, à la fois universelle et locale : les valeurs communautaires renvoient surtout au niveau local et la foi dans le Christ a une dimension universelle.

La revue s'est donné un style pédagogique adapté à ses objectifs. Des articles de fond analysent les situations tant du point de vue théologique que multidisciplinaire. Des rubriques reproduisent des documents annotés, dispensent de l'information et suggèrent des modèles concrets d'action non à copier mais dont on devrait s'inspirer. Le ton général de la revue est « positif » ; en d'autres mots il est serein, ouvert aux autres et les problématiques collent à la réalité. La revue évite les polémiques, respecte les lenteurs de l'adaptation inhérentes à tout véritable changement de mentalité et elle laisse parler la réalité.

[301]

De 1962 à 1972, en ce qui concerne la thématique, on distingue deux périodes à peu près égales, chacune se caractérisant par un ordre de préoccupations différentes. De 1962 à 1966 inclusivement, la revue s'efforce de définir l'Église et met de l'avant les principales réformes amorcées par le Concile Vatican II. Ces réformes touchent d'abord et avant tout le culte et l'organisation interne de l'Église. Elles exigent une nouvelle vision des réalités ecclésiales, d'où le très grand intérêt que

⁵⁴⁸ Jacques TELLIER, « Éditorial », n° 60, 1971, 351.

Communauté chrétienne porte à la liturgie, à la catéchèse et à l'enseignement religieux en général. De 1967 à 1972, la revue s'efforce de donner un sens à la démarche de foi du croyant dans le monde actuel et de définir le rôle de l'Église, rassemblement des croyants.

Les aléas d'une réforme (1962-1966)

De 1962 à 1966, un vent de réforme souffle sur l'Église ; *Communauté chrétienne* s'engage à fond dans cette voie. Nous avons regroupé en trois catégories les thèmes que la revue propose à la réflexion de ses lecteurs : la réalité de l'Église, les structures, la catéchèse.

L'Église : réalité mystérique. Lorsqu'ils définissent l'Église, les rédacteurs renvoient à deux types de réalité : le premier désigne une institution précise, repérable historiquement. Le second nous réfère à une réalité trans-historique, c'est-à-dire à la divinité qui fonde l'institution. L'Église présente un visage humain observable par le sociologue, mais seul le théologien peut découvrir la vraie nature de l'Église. Celle-ci présente les caractéristiques suivantes. D'origine divine (rassemblement du peuple du Père dans le Christ), l'Église est d'abord le « corps du Seigneur Jésus : entendons par là l'ensemble des chrétiens mystérieusement mais pourtant réellement passés, par le baptême et l'eucharistie, dans le corps ressuscité de Jésus et, depuis lors, animés par son souffle de vie seigneuriale, l'Esprit Saint ⁵⁴⁹ ». De ce fait, l'Église est donc universelle. Un pasteur ne saurait « paroissialiser » les fidèles sans commettre une sorte d'hérésie. Non seulement la communauté locale, quelle que soit son extension, vient de l'Église universelle, mais elle n'est vraiment chrétienne que si elle y demeure attachée : [302] « Pour être vraiment chrétienne, une communauté doit entretenir des liens concrets et conscients avec la grande Église et, par celle-ci, avec toute l'humanité vivante, dont l'Église est le ferment ⁵⁵⁰. »

Mais l'unité chrétienne « se réalise et se vit socialement, c'est-à-dire dans une communauté visible, une Église-institution ⁵⁵¹ ». Cette conviction s'appuie sur les « exigences de la nature humaine » et les « conséquences de l'Incarnation ». Non seulement c'est dans la communauté locale, paroisse ou autre, que se vivent les réalités sacramentelles, mais, pour le plus grand nombre, la communauté est absolument nécessaire à l'expérience spirituelle elle-même. On voit ici le rôle extrêmement im-

⁵⁴⁹ Jean-Marie TILLARD, « La réforme, loi interne de l'Église », n° 11, 1963, 363.

⁵⁵⁰ Paul-Marcel LEMAIRE, « La parole de Dieu, créatrice de communauté », n° 1, 1962, 36.

⁵⁵¹ Vincent HARVEY, « La communauté chrétienne : sa dimension théologique », n° 1, 1962, 18.

portant de la communauté locale, de l'Église locale. L'Église-institution apparaît comme le moyen « normal » et « ordinaire » de salut. Mais le Christ « n'est pas lié par ce moyen ». D'où une attitude souple et nuancée ouverte sur l'œcuménisme - qui reconnaît que l'action salvatrice du Christ peut se passer de la médiation ecclésiale.

Comme toute autre institution, l'Église possède un système de gouvernement. La revue accepte le pape et Vatican I, mais elle se fait insistante sur deux valeurs nouvelles : la collégialité et la hiérarchie de service. « L'institutionnel, dans l'Église, est tout entier au service de la communauté, dans un rôle sacramentaire de symbolisation et d'instrumentalité ⁵⁵². » Ces deux valeurs doivent caractériser l'exercice de tous les rôles et de toutes les fonctions dans l'Église.

L'Église enfin évolue dans le temps avec une structure bien visible et composée d'hommes enracinés dans un milieu humain donné. On trouvera donc dans l'Église certains éléments immuables que même le concile ne peut modifier : « L'Église ne vient pas des hommes, elle vient de Dieu. C'est le Christ qui a fondé l'Église et qui en a fixé les traits essentiels : foi et sacrements de la foi, structure hiérarchique ⁵⁵³. » Mais en raison des éléments humains qui entrent dans la vie de l'Église, l'adaptation et les réformes apparaissent comme des démarches permanentes dans sa vie. Bien plus, parce qu'universelle, l'Église a « reçu du Christ Jésus la [303] charge de faire passer dans l'univers nouveau inauguré par sa résurrection toutes les valeurs positives de l'humain ⁵⁵⁴ ». Il existe aussi un autre genre de réalités qui affectent l'Église dans le même sens : le péché. Peuple de pécheurs gouverné par des pécheurs, l'Église « se voit ainsi aux prises avec la tentation ». En raison même de son état de pécheresse, l'Église doit entrer dans une réforme.

Des structures inadéquates. Pour les rédacteurs de Communauté chrétienne, réformes et renouveau constituent la trame sur laquelle se tisse le vécu de l'Église. Une telle présentation de l'Église ne vise qu'à préparer les esprits à accepter une définition plus intégrale de la situation où la paroisse, la liturgie et la catéchèse se révèlent profondément inadaptées. L'inertie des clercs et le manque de dialogue avec les laïcs ne font qu'envenimer la situation.

Institution ecclésiale de base, la paroisse est première dans l'ordre des préoccupations de la revue ⁵⁵⁵. Selon Fernand Dumont, la paroisse vit une crise : elle n'est plus « une communauté effective ». Elle manque de leaders capables de la dynamiser. Toute possibilité d'une communauté fondée sur la similitude est exclue. Il

⁵⁵² IDEM, « Le concile et la révision de notre conscience ecclésiale », n° 4, 1962, 216.

⁵⁵³ Jean-Paul MONTMINY, « Nécessaire adaptation des structures d'une Église en marche », n° 4, 1962, 237 ss.

⁵⁵⁴ TILLARD, art. cité, 362 ss.

⁵⁵⁵ Gilles-Marie BÉLANGER, « Éditorial », n° 24, 1965, 480.

faudra y substituer une communauté basée sur la complémentarité ⁵⁵⁶. Des paroisses plus petites ou subdivisées en secteurs, de nouvelles « répartitions des responsabilités entre clercs, religieux, religieuses, laïcs ⁵⁵⁷ », une plus grande mobilité des pasteurs s'inspirant du style de vie du missionnaire, une intégration des réalités de foi à une culture qui a changé semblent les voies de l'avenir.

Insérée dans un ensemble humain très vaste, la paroisse a perdu son autonomie d'antan. « Il est évident, dans le contexte actuel où se situe l'Église, que chaque équipe paroissiale ne peut plus, comme ce fut jusqu'ici le cas, agir seule, sans contact avec les équipes paroissiales voisines ⁵⁵⁸. » Au delà de leurs liens d'interdépendance, les paroisses auraient intérêt à collaborer, ne serait-ce que pour se stimuler mutuellement dans leurs efforts pour inventer de nouveaux modes d'action. C'est pourquoi la revue consacre son numéro 16 (1964) au mouvement désigné sous le nom de « pastorale d'ensemble ». Selon Marc-André Lessard, « l'expression recouvre [304] deux réalités ou tout au moins deux aspects d'une même réalité : une pastorale d'ensemble (ensemble est ici adverbe) et une pastorale des ensembles (ensemble est ici un nom) ⁵⁵⁹ ». Concrètement, la notion de pastorale d'ensemble s'applique à une réalité qui dépasse les frontières de la paroisse pour englober tout le diocèse. Fidèle à sa pédagogie, la revue justifie cette pastorale communautaire par une argumentation théologique cohérente : « Comme l'Église se réalise d'abord et essentiellement dans l'Église locale, le diocèse, dont le chef est en communauté d'unité avec le pasteur de l'Église entière, c'est surtout à l'engagement du diocèse que l'on s'intéresse quand on parle ainsi de pastorale d'ensemble ⁵⁶⁰. »

Pour les rédacteurs, la pastorale d'ensemble « ne se construit pas sur le seul zèle apostolique ; elle exige aussi une assise scientifique ». Mais il va de soi que le point de vue théologique demeure premier. La pastorale d'ensemble exige donc des structures et des organismes nouveaux ; elle exige aussi des instruments nouveaux, dont l'utilisation des sciences humaines et sociales : « On se demandera sans doute en quoi la pastorale peut faire son profit d'une étude sur la structure sociale d'un milieu. C'est que la signification profonde des phénomènes religieux ne peut être saisie qu'en tenant compte de l'ensemble global dans lequel le religieux est impliqué ⁵⁶¹. »

Parmi les activités pastorales, la liturgie occupe le premier rang. Les rédacteurs portent sur elle un diagnostic peu reluisant. La liturgie ne reflète plus la vie quoti-

⁵⁵⁶ Fernand DUMONT, « La paroisse, une communauté », n° 1, 1962, 21.

⁵⁵⁷ MONTMINY, art. cité, 239.

⁵⁵⁸ TILLARD, « Pastorale d'ensemble, pastorale d'Église », n° 16, 1964, 278.

⁵⁵⁹ Marc-André LESSARD, « L'apport de la sociologie à la pastorale d'ensemble », n° 16, 1964, 292.

⁵⁶⁰ TILLARD, « Pastorale d'ensemble... », 274.

⁵⁶¹ MONTMINY, « Informations : la sociologie au service de la pastorale », n° 3, 1962, 191.

dienne des fidèles. La messe du dimanche sert ici d'indice pour illustrer la crise qui affecte la liturgie. En ce domaine, des réformes s'imposent. Communauté chrétienne aide à implanter ces réformes en offrant à ses lecteurs un éclairage théologique et en leur présentant une vision nouvelle de toute la fonction liturgique. Elle cherche à prévenir les résistances possibles. Toutefois elle met en garde contre une réforme trop exclusivement liturgique. « Dans notre milieu canadien-français, l'effort de renouveau devra attacher un grand prix à la fonction éducative de la pastorale ⁵⁶². » L'adoption du français dans la litur

305

gie opérera, croit-on, une transformation profonde de la mentalité religieuse.

À l'intérieur de la liturgie, la prédication devrait assurer une éducation permanente à la foi. Or le diagnostic là aussi n'offre pas beaucoup de consolations. Devant cet état de fait, la revue propose d'axer la prédication sur la Parole de Dieu. Toutefois, il ne faudrait pas limiter la fonction de l'homélie à la seule fonction d'instruction. « L'augmentation en nombre, cependant, de ceux qui n'ont pas la foi devrait nous amener à redécouvrir la forme primitive de l'annonce ou à créer des formes nouvelles de même type ⁵⁶³. » Avec les ans, le diagnostic se fait plus sévère : la majorité des fidèles n'en serait qu'au stade de la pré-évangélisation ; en d'autres termes, ils ne sont chrétiens que de nom. « Il faut une pastorale de cheminement qui cadre mal avec la politique du « maximal » liturgique où ils ne se retrouvent plus ⁵⁶⁴. » Si la revue présente certaines divergences face à la fonction que doit remplir la prédication à l'intérieur de la messe dans des circonstances actuelles, celles-ci ne masquent pas l'unanimité profonde qui caractérise la revue sur ce point. Elle valorise la prédication, particulièrement sous la forme homilétique, c'est-à-dire sous la forme de commentaires de la Bible. Cette référence tient à la grande importance que *Communauté chrétienne* accorde à la Parole de Dieu : « Efficace par elle-même, la Parole ne produit pas d'emblée tous ses fruits dans le cœur du croyant ; elle a besoin de prédicateur. Aussi le prédicateur, par définition, a-t-il comme premier devoir de respecter la Parole dans son objectivité et sa pureté ; il lui faut la

⁵⁶² TILLARD, « La pastorale, un champ clos, fermé aux laïcs », n° 12, 1963, 443.

⁵⁶³ Bernard DESROCHES, « Notre service de la Parole se limite-t-il à la prédication ? » n° 7, 1963, 21.

⁵⁶⁴ Jacques GRAND'MAISON, « Ce que les laïcs pensent de la paroisse », n° 24, 1965, 529.

rendre intelligible, en dégager les articulations, les nuances, en expliquer les difficultés ⁵⁶⁵. »

Communauté chrétienne parle très peu des laïcs, même si elle se définit comme un lieu de dialogue entre clercs et laïcs et se propose de combler la distance qui les sépare. Évidemment, plusieurs rédacteurs parlent du laïc, mais ce n'est qu'indirectement qu'ils définissent son rôle, comme par ricochet. Pour promouvoir le rôle des laïcs ou, mieux, pour ramener celui des clercs à de plus justes proportions, les rédacteurs invitent souvent les prêtres à collaborer avec les laïcs. La mise en oeuvre des réformes liturgiques en est un [306] exemple. La participation des fidèles en ce domaine s'impose et par l'ampleur de la tâche et par la nature même de la liturgie : « Le renouveau liturgique ne peut se faire sans un esprit vraiment communautaire chez les prêtres et chez les fidèles. La liturgie est l'action d'une communauté qui exprime collectivement sa foi et sa prière ⁵⁶⁶. » Toutefois, cette participation rencontre une difficulté de taille : l'individualisme ; celui des prêtres et celui des fidèles. Les rédacteurs désirent voir aussi les laïcs participer à l'élaboration des réformes. Ils regrettent que « trop de personnages en place sont restés des autocrates qui s'ignorent, en langage chrétien des pharisiens qui n'ont rien à apprendre du "poulo ⁵⁶⁷" ». En définitive, *Communauté chrétienne* utilise très peu l'opposition clercs-laïcs. Le vocabulaire des rédacteurs désigne plutôt les laïcs sous les termes plus généraux de baptisés, de chrétiens, de croyants, etc. Ce qui est dit alors s'applique tout aussi bien aux clercs qu'aux simples fidèles.

À la quête du sens. La participation des fidèles à la mise en oeuvre des réformes et à l'activité ecclésiale exige un effort intense d'éducation. C'est pourquoi la catéchèse occupe une place majeure dans les préoccupations de *Communauté chrétienne*. Dès 1962, celle-ci situe la catéchèse à l'intérieur de toute la pastorale. Parler catéchèse c'est « s'arrêter à la fonction première de la pastorale, la transmission de la foi et lui accorder toute l'importance voulue par le Seigneur lui-même ⁵⁶⁸ ». Cette fonction revêt un caractère communautaire. La catéchèse est toujours oeuvre d'Église. « C'est l'Église qui la fait et c'est elle qui fait l'Église ⁵⁶⁹. » La catéchèse fait partie d'un long processus pédagogique. Elle vient après le premier appel, la conversion et la vie dans une communauté chrétienne. Elle est « l'explication rationnelle de la vie chrétienne déjà vécue intensément par une communauté et au moins un

⁵⁶⁵ Claude-André POIRIER, « Prédication dominicale : fidélité à l'évangile ou réponse aux besoins des gens ? » n° 7, 1963, 35.

⁵⁶⁶ LEMAIRE, « Sommes-nous entrés dans la mentalité du Concile ? » n° 4, 1962, 228.

⁵⁶⁷ GRAND'MAISON, « Cadre d'analyse du comportement des chrétiens », nos 26-27, 1966, 145.

⁵⁶⁸ BÉLANGER, « Éditorial », n° 5, 1962, 284.

⁵⁶⁹ Idem, 285.

peu par le sujet ⁵⁷⁰ ». Cette explication peut s'adresser à des enfants, à des adolescents ou à des adultes.

Auprès des enfants, des catéchistes, la plupart des femmes, assurent l'enseignement religieux. Leur tâche se situe dans la continuité de celle de l'évêque. Mais les rédacteurs insistent sur le fait que la catéchèse exige l'éclatement des cadres scolaires pour y [307] inclure la famille d'abord et la paroisse ensuite : « Normalement, c'est aux parents qu'il revient d'amorcer chez l'enfant l'éveil au sens de Dieu. Cet éveil religieux ne saurait être le fruit d'un enseignement, mais le résultat d'un ensemble d'expériences à la portée du tout jeune enfant qui découvre le monde un peu mieux chaque jour ⁵⁷¹. » Quant à la paroisse, elle fournit l'expérience d'une communauté, d'une Église. Ici, on fait face à un dilemme. La paroisse ne vit plus, n'est plus une communauté. Pour la réformer, il faut une vraie catéchèse. Mais une telle catéchèse suppose à son tour une communauté vivante dans laquelle peut s'insérer le néophyte et y expérimenter les mystères du salut.

À partir de 1966, *Communauté chrétienne* s'intéresse plus directement à la catéchèse des adolescents. Il ressort de son analyse que le monde des jeunes vit nettement en marge de la religion : on n'y trouve que 15 pour 100 de croyants personnels. La désaffection massive des jeunes face à la religion provoque chez les rédacteurs la même réaction : ils y voient un appel à la réforme de la catéchèse tant dans sa pédagogie que dans son contenu. La revue tente de dégager certaines orientations générales : davantage de prophétisme chez les professeurs de religion, dissociation de la formation religieuse et de la formation morale : « La redécouverte majeure de la catéchèse est très simple et pourrait se formuler comme suit : l'enseignement de la foi a pour fin de faire connaître quelqu'un ⁵⁷². »

Communauté chrétienne n'a pas fait la bataille de la confessionnalité car par delà la confessionnalité, la revue vise une pastorale scolaire, c'est-à-dire la présence de l'Église à l'intérieur des nouvelles structures ⁵⁷³. La confessionnalité n'est qu'un moyen. L'école d'aujourd'hui apparaît comme un monde nouveau ouvert à l'action de l'Église. Mais les difficultés rencontrées au niveau secondaire, après la réforme, poussent plusieurs rédacteurs à s'interroger sur la pertinence d'une catéchèse à l'intérieur d'un cadre scolaire ⁵⁷⁴. Sur ce point précis, on ne retrouve pas cet accord de fond qui caractérise en général la revue dans ses orientations pastorales.

⁵⁷⁰ Bernard CÔTÉ, « Place de la catéchèse dans la communauté chrétienne », n° 5, 1962, 285.

⁵⁷¹ Ginette DESCHÊNES, « Comment éveiller l'enfant au sens de Dieu ? » n° 10, 1963.

⁵⁷² André LAMOUREUX, « Une réalisation-témoin : la catéchèse aux enfants », nos 26-27, 1966, 126.

⁵⁷³ Gaston MORISSETTE, « La religieuse enseignante devant les besoins actuels de l'Église du Québec », n° 3, 1962, 154.

⁵⁷⁴ Voir les nos 28 et 29, 1966.

Toutefois, en 1969, les mêmes questions ne semblent plus se poser. On y trouve plutôt une justification de la présence de l'Église en milieu [308] scolaire : « La pastorale a de fait sa place dans l'école, parce que la foi, pour une proportion importante de la population scolaire, est partie intégrante de la culture et qu'à ce titre, l'école doit en tenir compte ⁵⁷⁵. » En réalité, cette présence de l'Église dans les structures scolaires va lui permettre d'exercer face à la société comme face à l'école elle-même une fonction critique, voire même contestataire ⁵⁷⁶.

Quant à la nécessité d'une catéchèse aux adultes, celle-ci s'est fait sentir très tôt, étant donné les insuffisances de l'homélie dominicale. Tillard parle même de l'urgence d'une véritable catéchèse pour les adultes. Par le biais de la catéchèse aux enfants, on discerne encore mieux les besoins catéchétiques des adultes. En 1966, les retraites paroissiales, le programme de catéchèse aux adultes mis sur pied dans le diocèse de Montréal paraissent des modèles dont on doit s'inspirer. La réflexion sur la catéchèse des adultes débouche sur une vision de la communauté paroissiale où le prêtre ne se situe pas au-dessus du groupe, mais en fait partie intégrante et doit lui aussi se remettre en question. Jacques Fournier propose une pédagogie particulière « pour dégager le sens chrétien des situations de vie ⁵⁷⁷ ». Ce que le groupe et l'animateur ont ensemble à découvrir n'est pas d'abord le sens chrétien d'une situation, mais plutôt le sens humain de cette situation. Proposer « la signification chrétienne d'une expérience vitale avant d'en avoir dégagé la signification humaine, c'est risquer de décontenancer, d'aveugler, plutôt que d'éclairer ⁵⁷⁸ », car la connaissance de foi s'acquiert « par la médiation des expériences humaines ». Ce que fait Jacques Fournier, c'est d'indiquer la marche à suivre pour couvrir la distance qui sépare la vie quotidienne des chrétiens de leur vie de foi. Le divorce entre le vécu et la foi vient d'une incapacité des hommes de ce temps à donner sens et cohérence à leurs expériences humaines. La réflexion pastorale doit donc s'attarder désormais à ce monde profane pour en saisir les valeurs.

Une Église qui s'invente (1967-1972)

Très tôt, les réformes se révèlent insuffisantes, mais le diagnostic se précise : la perte de signification qui frappe le rassemblement [309] des croyants ne peut être corrigée simplement par une présentation adaptée du mystère chrétien. Les

⁵⁷⁵ Louis RACINE, « L'avenir de la pastorale dans le milieu scolaire québécois », n° 47, 1969, 298.

⁵⁷⁶ Idem, 300.

⁵⁷⁷ Jacques FOURNIER, « Une expérience de catéchèse aux adultes », nos 26-27, 1966, 198 ss.

⁵⁷⁸ Idem, 300.

remises en question portent maintenant sur la pertinence de l'Église comme forme de rassemblement et même, plus fondamentalement, sur la pertinence de la foi. On prend conscience que, en tant qu'institution, l'Église ne peut se définir comme un « en soi », mais d'abord et avant tout par rapport au monde dans lequel elle s'insère. La tenue en 1967 de l'Exposition universelle pour illustrer la grandeur de l'homme du XXe siècle est le catalyseur qui amène la revue à centrer l'attention de ses lecteurs sur le monde. La réflexion qui s'amorce peut se ramener à quatre points fondamentaux : par une théologie du monde, on met en relief les valeurs du monde en soi ; par une théologie politique, on signale des failles dans l'organisation actuelle du monde et la nécessité d'un engagement des chrétiens ; en suite, on cherche à définir la place et le rôle de l'Église dans un tel monde, en tant que collectivité ; enfin on recherche une parole et une symbolique consonnantes avec les valeurs de la nouvelle culture qui se forge dans le monde contemporain. Toute cette démarche s'impose pour faire de l'Église une Église dans le monde et pour le monde.

Une théologie pour le monde. Dès 1965, Louis-André Gignac affirme le principe fondamental de cette théologie : « Le monde, la cité a ses valeurs propres, positives, dignes de respect et méritent qu'on les recherche ⁵⁷⁹. » En 1967, les rédacteurs en donnent une formulation plus systématique. Le monde créé est autonome. Certains phénomènes, telle la déchristianisation des masses, sont provoqués « par une évolution du réel contre laquelle il est vain de vouloir s'insurger à coups d'exhortations, voire de lamentation ⁵⁸⁰ ». Certains traits de la mentalité contemporaine, « sens de l'histoire, maîtrise de la matière, socialisation des réalités humaines », ne sont pas le produit d'un système de pensée marxiste ou capitaliste, « ils sont l'expression, plus ou moins exacte, d'une évolution objective de l'humanité avant que les systèmes ne s'en emparent ⁵⁸¹ ». C'est parce que le réel évolue selon des lois qui lui sont propres que les sciences de l'homme acquièrent une importance primordiale.

[310]

Cette nécessité d'investiguer le monde pour le maîtriser ne résulte pas d'une fatalité qui s'impose à l'homme en raison de son état de pécheur et elle ne risque pas non plus de porter une atteinte sacrilège au mystère de Dieu. Les rédacteurs s'efforcent de clarifier les notions de sacré, de profane et de religieux : « Ce que nous devons comprendre, et que nous n'avons pas toujours compris, c'est que la création, aujourd'hui comme à l'origine, ne fait pas que les choses sont universellement sacrées, c'est-à-dire réservées à Dieu, mais, au contraire, universellement profanes, c'est-à-dire mises à la disposition de l'homme. Aux yeux d'un humanisme authenti-

⁵⁷⁹ Louis-André GIGNAC, « Pour l'homélie du dimanche », n° 23, 1965, 469.

⁵⁸⁰ Marie-Dominique CHENU, « Une théologie pour le monde », n° 31, 1967, 9.

⁵⁸¹ Idem, 20.

quement chrétien, la condition humaine se définit en premier lieu, non par un service du sacré, mais par un aménagement du profane ⁵⁸². » Dans cette perspective, l'univers est bon en soi et créé pour l'homme. Le sacré ne vient pas imposer des limites à la liberté humaine dans ses efforts d'aménagement de l'univers. C'est Dieu lui-même qui fournit à l'homme le cadre d'exercice de sa liberté et de sa créativité. En conséquence, l'expérience religieuse prend sa source dans l'exploration et la transformation du profane. Le sacré se limiterait donc à la Bible et aux sacrements. Cependant, « avant d'être des « signes sacrés », ils sont des signes religieux. En tant que tels, ils ne sauraient être regardés, en principe, comme entièrement coupés du profane ⁵⁸³. » Dans l'univers religieux, le sacré est mis à part mais non coupé du profane. Dans cette perspective, l'homme est perçu comme faisant partie intégrante de l'univers et il ne se réalise qu'en acceptant son rôle de coopérateur de Dieu dans l'aménagement de l'univers.

La théologie pour le monde donne un sens à l'action individuelle. Elle implique aussi une idée de solidarité, ce que Pie XI appelait la « charité politique ». Cette charité politique s'impose aux chrétiens pour diverses raisons. En premier lieu, l'aménagement du monde doit se faire par tous les hommes et pour tous les hommes et non seulement par quelques-uns et pour quelques-uns. En second lieu, le salut lui-même est collectif et l'expérience même des valeurs évangéliques ne peut se faire que dans une communauté. Les rédacteurs insistent sur la dimension collective de la vie humaine et dénoncent un certain individualisme chrétien [311] caché sous le visage du personnalisme qui a entraîné « une certaine mutilation du message évangélique et de son rayonnement ⁵⁸⁴ ». Yves Jolif précise : « Parce que l'être humain n'est pas réductible à ce qu'on appelle une personne, parce qu'il est pris dans le socle des institutions et des structures, le rapport humain n'est véritablement humain que s'il déborde lui aussi l'univers trop éthéré des personnes ⁵⁸⁵. »

La revalorisation du profane remet en cause les attitudes du clergé et au premier plan le rôle des laïcs. Le prêtre doit ajuster sa façon de présenter Dieu à une authentique théologie du monde. Il doit cesser de prêcher la résignation et accepter de plain-pied la sécularité. Son rôle consistera à faire le lien entre la foi et la vie quotidienne, entre l'Évangile et les événements. Pour assumer un tel rôle, le prêtre doit adopter de nouveaux comportements. Il doit se familiariser avec le travail en équipe, les techniques d'animation pastorale et sociale ; il ne doit pas craindre de stimuler la participation des laïcs ni de compter sur les marguilliers pour administrer la paroisse. « L'Église compte sur ce laïcat pour donner son orientation véritable au

⁵⁸² Jean-Paul AUDET, « Une seule espérance, un seul projet », n° 31, 1967, 45.

⁵⁸³ IDEM, « Nos embarras autour du sacré et du profane », n° 35, 1967, 352 ss.

⁵⁸⁴ René DIDIER, « Contestation et sens collectif », n° 43, 1969, 31.

⁵⁸⁵ Yves JOLIF, « Politisation et Évangile. L'Évangile condamne-t-il à l'individualisme ? » n° 54, 1970, 446.

milieu profane, pour devenir en quelque sorte l'âme de la communauté humaine qui se bâtit ⁵⁸⁶. » Après avoir rappelé aux prêtres qu'ils sont au service de tous et qu'ils ont à ressembler des gens de milieux bien différents, on leur conseille d'éveiller leurs fidèles à la dimension collective du salut, et donc de sortir d'une perspective purement individualiste. Ces orientations, présentées à titre indicatif seulement, visent à assurer le passage de la théorie à la praxis.

Une théologie politique. Parce qu'elle situe les problèmes à un niveau collectif, une théologie du monde exige à son tour une théologie politique ou de la politique. Cette théologie était déjà sous-jacente à plusieurs thèmes, comme celui de la pauvreté (n° 23, 1965), du développement (nos 40-41). Un mois après les événements d'octobre 1970, les rédacteurs élaborent systématiquement cette théologie politique sous le thème de « Responsabilité politique et conscience chrétienne (n° 54) ». Ils s'inquiètent de la portée individuelle des comportements de nombreux catholiques, du personnalisme qui réduit l'homme au niveau des relations [312] interpersonnelles et du déséquilibre que la théologie morale introduit entre la morale privée personnelle et la morale politique ou collective. Il faut rejeter une vision trop étroite du salut lui-même : « La réconciliation de l'homme et de Dieu n'est pas à vivre seulement comme une réalité tout intérieure (...); elle a un impact historique, elle est l'avènement d'une humanité chrétienne réconciliée (...) et cette réconciliation peut et doit se manifester visiblement, s'historiciser dans des signes repérables ⁵⁸⁷. » Les individus rattachés à une collectivité quelconque doivent développer un certain sens d'identification et d'appartenance. Ce sens d'appartenance ne se développe que par une participation au pouvoir. De ce point de vue, l'Église traditionnelle souffre d'une double privatisation : elle ne s'implique pas en tant que collectivité dans l'histoire des hommes car les chrétiens ne se perçoivent pas comme collectivité et ils n'ont pas, mutatis mutandis, de conscience de classe, car ils ne participent pas véritablement au pouvoir ecclésiastique.

La théologie politique que développent les rédacteurs prend pour acquis le principe démocratique, à savoir que le pouvoir appartient à tous les citoyens. Pour cette raison, ils appuient les comités de citoyens et les différentes formes d'animation sociale, car les groupes défavorisés n'obtiendront de pouvoir qu'en le revendiquant eux-mêmes. Certes des affrontements sont inévitables, ce qui augmente le risque que n'éclate la violence. Aux yeux des rédacteurs, ce danger ne peut servir d'excuse à l'inaction car les défavorisés actuels subissent déjà une certaine forme de violence. Dans ce cas, le rôle attribué à l'État consiste à favoriser l'émergence des « nou-

⁵⁸⁶ Armand BOUCHER et alii, « L'action catholique de milieux dans le monde rural d'aujourd'hui », nos 40-41, 1968, 300.

⁵⁸⁷ JOLIF, « Politisation et Évangile... », 442 ss.

veaux pouvoirs » dans un climat de paix. C'est dans ce cadre que les rédacteurs discutent les différentes théologies de la révolution. Considérant le cas québécois, ils estiment que la révolution ne s'impose pas comme l'unique solution mais ils signalent la nécessité d'un changement profond ⁵⁸⁸.

Transformer le monde au nom de la foi risque de revenir à une version améliorée de la théocratie politique. Unanimement les rédacteurs repoussent toute forme de théocratie « Elle risque de faire du Royaume de Dieu une réalité politique (...). Ceci ne peut que ramener une vieille tentation, celle des croisades, des idéologies [313] chrétiennes, des partis politiques chrétiens ⁵⁸⁹. » Cependant les rédacteurs ne précisent pas le rôle de la hiérarchie face aux engagements des chrétiens dans le monde. Une chose semble très claire : la hiérarchie ne dispose pas d'une compétence particulière dans les domaines social, économique et politique : « L'appareil hiérarchique de l'Église n'a donc pas à prendre en charge, directement ou indirectement, les tâches économiques et politiques de la cité ⁵⁹⁰. » La transformation du monde revient de droit à tous les hommes, réunis en Église, non à la hiérarchie en tant que telle.

Dans son vingt-troisième numéro (1965), la revue aborde directement pour la première fois les problèmes sociaux. Quelques stratégies se dégagent des différents articles : une invitation à une nouvelle attitude face à l'injustice et à la misère, une remise en cause du système économique lui-même, une autocritique, etc. Deux ans plus tard, Jacques Grand'Maison dénonce le paternalisme des élites qui parlent du peuple « sans jamais l'avoir écouté vraiment à fond ⁵⁹¹ » et Daniel Fraikin rappelle que le « meilleur bien de l'existence est la communion entre les hommes et le partage que celle-ci doit entraîner entre eux ; c'est cela précisément qui donne au temporel sa valeur d'éternité ⁵⁹² ». Par la suite, la parution de *Populorum Progressio* (1967) amène la revue à aborder les problèmes sociaux dans l'optique de développement et de sous-développement. « La paix passe par le chemin du développement, c'est-à-dire par le transfert des connaissances, de l'expérience et des ressources des régions développées vers celles qui sont au début de leur développement ⁵⁹³. » Gérald Fortin rappelle que le sous-développement ne se trouve pas seulement dans les pays du tiers-monde : « c'est en effet dans les milieux ruraux les plus défavorisés que nous trouvons les gens les plus aigris, le potentiel le plus explosif et révolu-

⁵⁸⁸ Voir, entre autres, sur ces questions l'article de Julien HARVEY, « Théologie politique et révolution », n° 54, 1970, 448 ss.

⁵⁸⁹ Idem, 453.

⁵⁹⁰ CHENU, art. cité, 19.

⁵⁹¹ GRAND'MAISON, « Le mépris du peuple et du peuple de Dieu », n° 36, 1967, 445.

⁵⁹² Daniel FRAIKIN, « Les chrétiens et la pauvreté », no 36, 1967, 469-470.

⁵⁹³ Roméo MAIONE, « Une taxe volontaire pour le développement », n° 43, 1969, 76-77.

tionnaire de notre société ⁵⁹⁴ ». Le développement que propose la revue présente certaines caractéristiques : il exige de ceux qui y œuvrent de susciter et de respecter la participation des défavorisés eux-mêmes et il vise à assurer éventuellement l'autonomie de ces derniers.

Une Église politique. La redéfinition des rapports de l'Église au monde amène les rédacteurs de la revue à remettre en question le [314] mode de fonctionnement interne de l'Église. L'Église ne peut en effet modifier ses rapports au monde sans modifier du même coup les valeurs qui la gouvernent. En s'efforçant de définir l'Église comme « projet », les rédacteurs en viennent à la conclusion que l'Église, par sa théologie et par son agir, en tant qu'institution, est politique.

La notion de projet ne se laisse pas cerner facilement. Le mot lui-même fait référence à l'avenir, un avenir qui engage l'être même de l'Église et également son rôle dans le monde ⁵⁹⁵. L'effort de réflexion exprimé ici porte sur une redéfinition de l'Église non comme réalité mystérieuse mais comme institution bien ancrée dans l'histoire. Il s'agit maintenant de déterminer le mode d'existence de l'Église comme institution dans un monde profane. Fernand Dumont pose le problème en ces termes : la foi, projet personnel, est-elle aussi projet communautaire ? Dumont rejette comme solution la chrétienté d'antan et la fuite dans la transcendance. Il voit les engagements temporels de l'Église comme « de nécessaires exigences d'incarnation ⁵⁹⁶ ». Yves Jolif montre à son tour que l'homme moderne ne se définit plus par la tradition mais plutôt par l'avenir qui l'attend. Or, actuellement, il n'existe pas de façon commune d'envisager l'avenir, d'où l'émiettement progressif de l'humanité. L'Église pourrait aider à réaliser cet accord entre les hommes, au moins sur l'essentiel ⁵⁹⁷.

Ces considérations générales sur l'Église trouvent un essai d'application à la situation québécoise. On peut dégager deux axes de développement pour ce projet. Dans le premier, l'Église doit devenir le lieu effectif de la fraternité, d'où l'intérêt porté aux petites communautés. Dans le deuxième axe, l'Église en tant que « communauté de croyants » doit assumer certaines tâches sociales concrètes : animation des milieux défavorisés, interventions de l'Église en faveur du tiers-monde, etc. Bernard Lambert introduit une troisième dimension : la nécessité pour l'Église d'unir son projet à celui de la société profane du Québec : « Un projet-cadre, polyvalent, construit par induction, synchronisé avec le projet du Québec, un projet qui engage

⁵⁹⁴ GÉRALD FORTIN, « Le monde rural actuel », nos 40-41, 1968, 246.

⁵⁹⁵ Voir le numéro double 50-51 : l'Église : un projet ?

⁵⁹⁶ DUMONT, « L'Église ; histoire, tradition, projet », nos 50-51, 1970, 130.

⁵⁹⁷ JOLIF, « L'homme comme projet », nos 50-51, 1970, 112.

la participation la plus large possible [315] du peuple de Dieu et vise à la promotion de ce projet profane sous toutes ses formes ⁵⁹⁸. »

Dans la notion de projet se cristallisent les options pastorales et théologiques de *Communauté chrétienne*. Comme option pastorale, on y relève l'acceptation du changement avec ce que cela exige de recherches et de tâtonnements. Comme option théologique, on reconnaît le caractère idéologique, voire politique, de la théologie et de son impact sur le changement social : « est politique la théologie qui veut faire apparaître le sens ultime et la mystérieuse cohérence de l'aventure humaine ⁵⁹⁹ ». Les efforts déployés par la revue pour présenter une théologie nouvelle trouvent ici leur fondement. L'insistance sur la réforme interne de l'Église provient d'une même conviction : l'Église ne saurait promouvoir certaines valeurs de démocratie et de participation dans le monde si elle ne les instaure d'abord à l'intérieur de ses propres structures. Si l'Église vit les valeurs de partage, de communion, de service et de libération, elle remettra en question la cohérence sociale actuelle qui est assurée par la domination oppressive des possédants. En ce sens, « c'est l'être même de l'Église qui est politique ; en son mystère même qu'elle doit rendre visible, l'Église est politique ⁶⁰⁰ ».

Dans une telle perspective, les rédacteurs analysent avec intérêt le phénomène des communautés de base et y voient un lieu de réalisation et d'implantation des valeurs. Puisqu'il s'agit de réévangéliser les milieux, la nécessité de ces communautés s'impose comme une évidence. *Grand'Maison* les voit comme des « relais d'évangélisation », des lieux où peut se réaliser vraiment une expérience communautaire. Plusieurs rédacteurs insistent sur la nécessité de relations fraternelles : « L'Église est d'abord et avant tout fraternité. Fondamentalement c'est ainsi qu'elle s'est vue elle-même à l'origine (...). Les premières générations chrétiennes donnèrent spontanément la primauté, dans les structures elles-mêmes, au titre baptismal de fraternité ⁶⁰¹. »

Créer de ces communautés devient donc une priorité, afin que l'eucharistie soit signifiante et que le message évangélique soit reçu. De fait, les rédacteurs en viennent à voir dans ces communautés [316] une réponse à quatre urgences : la recherche d'un langage actuel pour la foi ; une volonté de fraternité dont la célébration de l'Eucharistie est le centre ; le service chrétien ; le désir de poser un signe d'Évangile ⁶⁰². Ces urgences auxquelles veulent répondre les communautés de base devien-

⁵⁹⁸ Bernard LAMBERT, « L'Église du Québec peut-elle se donner un projet ? » nos 50-51, 1970, 175.

⁵⁹⁹ GUY BOURGEAULT, « Église et théologie : réalités politiques ? » nos 65-66, 1972, 340.

⁶⁰⁰ Idem, 346-347.

⁶⁰¹ AUDET, « Les signes de l'évangile dans la communauté chrétienne », nos 45-46, 1969, 207.

⁶⁰² Pierre-André LIÉGÉ, « Imaginer l'Église », nos 50-51, 1970, 96.

nent des objectifs pastoraux pour l'ensemble de l'Église. Comment évaluer la qualité de ces communautés de base ? La revue propose trois critères : une communauté doit être « kérygmaticque », c'est-à-dire rassemblée en Église au nom de Jésus Christ ; elle doit être « communionnelle », c'est-à-dire en communion avec les chrétiens d'hier, et d'aujourd'hui, pour rejoindre l'universel à travers les diversités ; elle doit être aussi « missionnaire », c'est-à-dire signe ou témoignage de l'Évangile, un signe qui englobe le plus possible la totalité du fait chrétien.

Il faut noter la cohérence profonde qui existe entre l'ecclésiologie que la revue exposait dans les premières années et sa position sur les communautés de base. Lorsque les différents rédacteurs insistent sur les valeurs vécues dans les petits groupes et la nécessité de telles expériences, lorsqu'ils invitent ces petites, communautés à maintenir les liens avec la grande Église - soulignons cependant que la revue ne précise pas la nature du lien ou de la relation à entretenir avec la « grande Église » - ils ne font que réaffirmer la dimension locale et universelle de l'Église. Si évolution de la revue il y a, ce n'est pas dans les idées comme telles, dans l'ecclésiologie, mais bien plutôt dans l'intérêt réel accordé au phénomène.

Un nouveau langage. À mesure que les réformes prennent place, *Communauté chrétienne* prend conscience que le fossé entre le vécu des gens et leur vie de foi ne peut être comblé par des rites renouvelés (liturgie), par une présentation rajeunie du message chrétien (catéchèse) ou par des institutions mieux adaptées. Les stratégies pastorales changent alors du tout au tout. Les rédacteurs scrutent avec attention les fondements humains de la foi : la foi et le culte se greffent sur une expérience humaine préalable et ne peuvent se développer que dans l'approfondissement d'une telle expérience. Il faut donc se pencher sur la vie des hommes pour en [317] découvrir la trame et lui proposer un sens. Ce genre de démarche ressort surtout dans la façon nouvelle d'aborder les sacrements et dans l'intérêt que l'on porte à la culture. Sur ce dernier point, les rédacteurs présentent une nouvelle notion, celle d'« interprétation pastorale » des événements. Sans ce retour au vécu, le langage religieux et la symbolique religieuse tourneront toujours à vide.

À partir de 1967, dix numéros, dont quatre doubles, abordent directement ou indirectement les sacrements. Les rédacteurs ne les regardent plus principalement sous l'angle culturel ou liturgique ; ils s'efforcent plutôt de découvrir les expériences humaines fondamentales que le sacrement veut expliciter ou sacraliser : « D'un mot, les questions soulevées autour des sacrements ne portent plus tant, désormais, sur la forme et l'aménagement des sacrements pris un à un, que sur la situation et l'enracinement du sacrement comme tel dans l'expérience humaine et chrétienne ⁶⁰³. » Divers articles attribuent à la crise générale des valeurs et du langage la

⁶⁰³ Jacques MÉNARD, « Éditorial », nos 45-46, 1969, 180.

désaffection dont souffrent les sacrements et la liturgie. On rappelle alors certaines de leurs fonctions : « La liturgie, c'est l'acte provocateur de Jésus, le Christ, qui dans les situations fondamentales de la vie humaine, interpelle l'homme et lui propose des voies d'accès et la participation à un projet de vie en plénitude ⁶⁰⁴. » Ces deux définitions, si on peut parler ainsi, suggèrent une double démarche : retrouver dans les sacrements certains gestes essentiels du Christ (dimension verticale) et les rattacher aux expériences de l'homme contemporain (dimension horizontale). Pour redonner vie aux sacrements et à la liturgie point n'est besoin d'inventer de nouveaux symboles. Selon Guy Lapointe, « le vrai problème est de donner une vie nouvelle aux grands symboles anciens, d'aider l'homme contemporain à vivre ces symboles selon sa propre mentalité. De la sorte, les sacrements redeviendront des célébrations de la foi sous un mode symbolique respectueux de l'héritage chrétien ⁶⁰⁵. » Les croyants ont à inventer un « langage à la fois fidèle à Jésus et à leur propre expérience chrétienne ».

Coupée de la culture nouvelle qui se forme, la symbolique religieuse ne rejoint plus l'homme moderne ou ne le rejoint que trop peu. Ce dernier ne dispose plus d'un langage adéquat pour exprimer [318] sa foi et la définir. De 1967 à 1972, la revue consacre huit numéros aux problèmes de la foi et du langage religieux. Dans le numéro 34 (1967), apparaît assez nettement la nécessité de rendre la culture religieuse en consonance avec celle du monde. Les rédacteurs soulignent que la foi constitue une expérience qui devient pleinement signifiante si le croyant peut la relier à l'ensemble des expériences de sa vie. Comment y arriver ? L'apôtre doit le premier intégrer sa foi à sa vie et ensuite, par son témoignage et son enseignement, inciter les hommes à établir ce même lien ou à reconnaître les appels de Dieu dans les interrogations que leur suscitent leurs propres expériences.

Indirectement, *Communauté chrétienne* aide ses lecteurs à entrer dans la nouvelle culture en analysant la culture contemporaine dans laquelle baigne le chrétien. Dans le numéro 36 (1969), Jean-Paul Montminy décrit le passage de la société rurale à la société technique et montre comment la foi est remise en question par la rationalité. La foi ne va plus de soi : le croyant doit choisir. Dans ce même numéro, on souligne que le premier défi, pour le croyant, est de personnaliser sa foi. S'en ajoute un autre : participer à la solution des problèmes de notre société contemporaine. Cette invitation à une action concrète ne répond pas seulement à un souci de charité. L'action s'inscrit dans la dynamique même de l'expérience de foi : foi et action ou insertion dans la trame de l'histoire s'appellent et ainsi s'enrichissent mutuellement. Cette dimension de la foi est reprise dans le numéro 37. Étienne-Jacques Ménard y

⁶⁰⁴ Jean-Louis LÉVESQUE, « Expérience humaine et vie sacramentaire », nos 45-46, 1969, 236.

⁶⁰⁵ Guy LAPOINTE, « Le langage du sacrement exprime-t-il notre expérience chrétienne ? » nos 45-46, 1969, 193.

définit la foi comme l'acceptation d'une espérance : « croire c'est choisir d'espérer, c'est évoquer en parole et en action la signification de l'espérance offerte par Dieu pour la condition humaine telle qu'elle est vécue dans la conjoncture actuelle ⁶⁰⁶ ». En d'autres mots, croire c'est accepter l'homme et son destin dans ce monde. L'Église devient ainsi le rassemblement de ceux qui partagent une même espérance. Cantonner la foi chrétienne dans le domaine spirituel ou la reléguer au privé, c'est la trahir. Cette façon de définir la foi appelle deux remarques. Premièrement, elle exige que l'expérience de foi soit unie à l'ensemble des expériences collectives en parlant de « projet ». Ensuite, cette vision des choses se rattache [319]de façon très cohérente à toute la théologie des valeurs terrestres et à la notion de projet, qu'elle vient appuyer. Le numéro double 58-59 (1971) poursuit la réflexion sur la foi par un inventaire des langages sur Dieu au Québec. Cet inventaire laisse entrevoir que le langage sur Dieu est très diversifié et qu'il est nettement lié à l'expérience quotidienne des gens et à leur situation. Des langages très différents peuvent traduire une expérience de foi profonde. Il faut accepter un certain pluralisme du langage religieux.

Le numéro 60 (1971) analyse le phénomène de l'incroyance et pose le problème des moyens à prendre pour communiquer aux incroyants les valeurs de la foi chrétienne. On y répond dans le numéro double 62-63 (1972). L'incroyance appelle, l'évangélisation et la nécessité d'aller vers le monde réintroduit la nécessité de déchiffrer le langage de la culture moderne. Par la suite, l'évangélisateur pourra se faire traducteur : décoder le message qui lui vient d'un autre langage et le recoder pour le transmettre dans une autre langue : « La vérité de son déchiffrement du message évangélique et la pertinence (*relevance*) de son langage dépendent, en définitive, du sens qu'il reconnaîtra lui-même à l'espérance offerte en Jésus-Christ et de la saisie qu'il pourra faire des orientations de la culture nouvelle qui prend forme ⁶⁰⁷. » Le concept d'interprétation suscite de nombreux articles dans les numéros subséquents. Il en ressort que la création d'un langage religieux adapté à la nouvelle culture ne peut se faire qu'à la base et par la base.

⁶⁰⁶ Étienne-Jacques MÉNARD, « La foi, accueil d'une espérance », n° 37, 1968, 25.

⁶⁰⁷ Pierre LUCIER, « Évangélisation et culture nouvelle », n° 62-63, 1972, 148 ss.

Communauté chrétienne offre une théologie cohérente, mais dont le développement et la présentation diffèrent de celle d'une somme théologique. Ici les développements apparaissent au gré des exigences de l'action pastorale et des événements. De plus, le grand nombre de collaborateurs fait que la cohérence porte sur les lignes de fond et non sur le détail.

[320]

Comment expliquer cependant les deux périodes si bien marquées que nous avons distinguées dans l'évolution de la revue ? L'évolution des thèmes et des stratégies peut être attribuée à trois facteurs interreliés : les remises en question successives dont les réalités ecclésiales sont l'objet ; l'insuffisance et l'échec des réformes qui amènent les rédacteurs à poser un diagnostic différent ; certains événements majeurs (Révolution tranquille, Vatican II, Expo 1967, etc.) qui ont servi de « déclencheurs » à la présentation de nouvelles idées. Ces événements n'ont pas été des causes mais des occasions privilégiées qui ont permis à la revue de présenter différents volets de sa théologie.

Comme la revue ne se définit pas comme un organe d'information, on ne saurait lui reprocher de taire les événements. Cependant, certains de ces silences trahissent une attitude délibérée : éviter les polémiques. Ce ton positif et rassurant dissimule le caractère nouveau de l'idéologie et la rend plus acceptable au lecteur. Mais le silence des rédacteurs sur la question nationale me semble plus important. Il illustre la difficulté qu'ont éprouvée les rédacteurs à proposer des engagements concrets, comme pendants à leur théologie des réalités terrestres. Ici le silence n'est pas seulement affaire de stratégie. Il tient au fait que le lien entre la théologie des valeurs terrestres et les engagements socio-politiques précis ne saute pas aux yeux. L'Évangile ne livre pas aux chrétiens les bases d'un système social. La théologie peut préciser des valeurs, non dicter les normes et les lois de la vie politique, économique et sociale, surtout dans des situations où l'évidence des réformes à faire ne s'impose pas avec force. Les rédacteurs ont tout naturellement misé sur une autre approche, plus conforme à leur pédagogie et à leur conception du changement social : ils ont cherché d'abord à réformer l'Église. À la fin de 1966, la revue semble en être arrivée au diagnostic suivant : la société a besoin de réformes ; il revient aux chrétiens de rendre le monde habitable pour tous. Mais les chrétiens ne peuvent opérer de tels changements que s'ils commencent à réaliser entre eux l'idéal évangélique, c'est-à-dire à le réaliser en Église, dans la communauté des croyants. En somme la revue opte de poursuivre en profondeur la réforme de l'Égli-

se-institution [321] comme étant le moyen le plus sûr de transformer la société et d'évangéliser les non-croyants.

Sur un autre plan, la très grande cohérence de la revue entre sa définition de l'Église et du monde et ses stratégies pastorales a quelque chose de frappant. La définition de l'Église donnée dans les premières années conditionne le choix des stratégies pastorales. Les rédacteurs identifient l'Église à une institution : l'Église catholique romaine. Du coup ils optent également pour la réforme de cette institution et rejettent l'idée d'une Église parallèle. Au cours des ans, ils ne cessent d'insister pour que toutes les expériences réalisées par les chrétiens le soient dans le cadre de l'Église. Ils n'ont de plus grand souci que de faire évoluer l'Église sans provoquer son éclatement. On note une même fidélité aux deux grandes dimensions de l'Église-institution : son universalité et son incarnation en des communautés particulières. D'autres exemples pourraient encore illustrer à quel point la théologie, plus précisément ici la vision de l'Église, conditionne l'action pastorale. Les quelques exemples que nous avons rappelés montrent aussi la cohérence profonde de l'idéologie véhiculée par la revue.

Une même cohérence se retrouve dans sa pédagogie. *Communauté chrétienne* s'est engagée dans la réforme de l'Église. Or une véritable réforme exige un profond changement de mentalité dans le clergé et dans le laïcat. Pour faire le changement, les rédacteurs ont adopté une certaine pédagogie et lui sont demeurés fidèles. Ils ont cherché à mobiliser les leaders locaux. Ils leur ont proposé une théologie nouvelle assortie d'applications concrètes. Ils ont cherché à implanter dans l'Église certaines valeurs, en harmonie avec cette théologie, valeurs sur lesquelles s'appuieront les chrétiens pour transformer le monde et la société ambiante. Ces valeurs s'expriment dans un langage nouveau que l'on veut très proche du vécu.

L'originalité de la revue lui, vient de sa pédagogie. Formés aux sciences de l'homme, les rédacteurs tiennent compte des lenteurs de tout véritable changement de mentalité. Ils ne cherchent pas à [322] précipiter les réformes mais plutôt des moyens pour favoriser le changement de mentalité désiré.

L'idéologie que véhicule *Communauté chrétienne* illustre, il me semble, le cheminement d'un courant de pensée dominant dans l'Église du Québec pour la période étudiée (1962-1972). En effet les rédacteurs se recrutaient dans l'intelligentsia religieuse d'ici. En outre plusieurs d'entre eux ont collaboré étroitement avec la hiérarchie comme conseillers en théologie ou comme personnes-ressource dans différents organismes diocésains ou nationaux. Mentionnons au passage le nom de Fernand Dumont qui fut chargé par les évêques de présider la Commission d'étude sur les laïcs et sur l'Église, commission qui porta par la suite le nom de son président.

Quant à l'influence de la revue, elle se mesure difficilement. Je me contenterai de formuler ici une hypothèse. La revue s'adressait aux leaders locaux traditionnels (le clergé) et aux éléments dynamiques du milieu (les laïcs engagés) pour les mobili-

ser dans le sens des réformes. Acceptée par les leaders traditionnels, la réforme avait ainsi plus de chances d'aboutir. Mais dans la mesure où cette mobilisation a été effective, elle privait le courant de résistance au changement de tout leadership reconnu. L'action de revues comme *Communauté chrétienne* expliquerait, pour une part, le fait que le Québec n'a pas connu de mouvement intégriste fort et bien organisé. Il est probable, en conséquence, que bon nombre de catholiques opposés à ces réformes aient tout simplement quitté l'Église, faute de mouvement où puisse s'exprimer leur opposition. Seule une enquête sur les motivations profondes de ceux qui ont abandonné la pratique religieuse permettrait de vérifier une telle hypothèse.

Marcel POIRIER.

[325]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

L'Église

10. "Les instituts familiaux. Nationalisme religieux et préparation des filles à la vie familiale, 1937-1970 *."

par Sherene Razack-Brockwell

[pp. 325-354.]

[Retour à la table des matières](#)

Inséparablement associées dans la mentalité nationaliste canadienne-française, l'importance de la famille et la « mythologisation de la mère ⁶⁰⁸ » offrent un exemple de symbiose typique entre une idéologie bien structurée et la réalité qu'elle réussit à façonner. Voilà la constatation générale qui se dégage de l'analyse de la formule d'éducation dispensée auprès des jeunes filles du Québec par les instituts familiaux, ces écoles de sciences domestiques « destinées à les préparer à leurs devoirs religieux et culturels ».

* Traduit de l'anglais. Le présent article a été tiré d'une thèse de maîtrise (M. A.) qui doit beaucoup aux conseils scientifiques et aux encouragements reçus de la part du Dr Susan Trofimenkoff, de V. McCaffrey, de Y. Frenette et de L. Brookwell.

⁶⁰⁸ Mona-Josée GAGNON, *les Femmes vues par le Québec des hommes*, Montréal, Éditions du Jour, 1974, 18.

Les instituts familiaux ont vu le jour au cours des années 1950. Ils furent les derniers venus d'une succession d'écoles ménagères fondées au Québec depuis la fin du dix-neuvième siècle. Tout en partageant avec ces dernières la fidélité à l'idéal religio-nationaliste de la femme, les instituts familiaux avaient quelque chose qui leur appartenait en propre. Contrairement aux écoles ménagères, ils ne prétendaient pas être au service des jeunes filles des milieux ruraux pauvres, auxquelles ils ne s'adressaient pas d'abord. De plus, ils servaient les valeurs catholiques et nationalistes à travers un programme complexe qui était la tentative de beaucoup la plus ambitieuse au Québec de préconiser l'éducation religio-nationaliste de la femme. Ajoutez à cela l'émergence et le succès [326] des instituts pendant une décennie au cours de laquelle les changements que subirent l'éducation et le rôle de la femme dans la société semblaient menacer leur existence, et l'on se trouve alors en présence d'un mystérieux exemple de la force d'un idéal, de la ténacité et de l'adresse des éducateurs chargés de le promouvoir. Ces deux thèmes constituent les fondements du présent article.

Au Québec, les prêtres ultramontains du milieu du dix-neuvième siècle furent parmi les premiers nationalistes à assigner à la femme un rôle central dans l'idéologie. Dans un mince volume publié en 1866 ⁶⁰⁹, l'abbé Laflèche fit quelques brèves déclarations qui suffirent à établir pour un siècle un modèle religio-nationaliste de la femme. Les premières réflexions de Laflèche relatives au rôle de la femme dans la société s'appuyaient sur des principes généraux ultramontains concernant la famille : la famille était un patriarcat, une forme de pouvoir qui vient de Dieu. Dans ce principe d'autorité, la femme représentait un élément vital. Dotée de qualités féminines spéciales qui faisaient d'elle à la fois le complément de l'homme et son inférieure, elle apportait sa contribution au rôle patriarcal de l'homme. L'Église et la nation étaient toutes deux des patriarcats modelés selon la structure d'autorité établie dans la famille. En sa qualité « d'aide semblable » pour l'homme, la femme était une confirmation indirecte du rapport de pouvoir qui faisait reposer l'autorité du pape sur le roi, et celle du roi sur l'homme ⁶¹⁰. La femme, cependant, jouait un rôle plus direct dans son appui à l'Église et à la nation : comme éducatrice des enfants, fonction héritée encore une fois grâce à ses qualités innées de « dévouement » et d'« intelligence du cœur ⁶¹¹ », la femme assurait, de génération en génération, la pérennité de la religion, de la culture et de la langues ⁶¹².

Quoique Laflèche ait eu peu de chose à dire au sujet de l'éducation féminine, plusieurs de ses contemporains croyaient fermement à l'importance de l'éducation

⁶⁰⁹ Abbé LAFLÈCHE, *Quelques Considérations sur les rapports de la Société civile avec la Religion*, Montréal, Eusèbe Sénécal, 1866.

⁶¹⁰ Idem, 86-89.

⁶¹¹ Idem, 99.

⁶¹² Idem, 20.

des filles en vue de leurs responsabilités futures. Les ecclésiastiques qui écrivaient dans les *Mélanges*, par exemple, introduisirent une vision traditionnelle de la femme dans une philosophie qui considérait le maintien de la hiérarchie sociale comme l'objectif principal de l'éducation. Ils décrétèrent [327] que, pour les filles des classes pauvres, l'éducation doit avoir pour objectif la formation de bonnes ménagères et de bonnes épouses d'agriculteurs ⁶¹³. Fondée à Roberval en 1882, la première école ménagère naquit directement de cet idéal d'éducation : « Pour assurer la grande entreprise colonisatrice il faudrait des femmes, des épouses, des ménagères capables de comprendre, d'aider et de compléter le travail de l'homme, colon et agriculteur ⁶¹⁴. » Liée donc à la classe agricole, l'école ménagère devait conserver pendant des décennies ce caractère distinctif, qui bénéficia également de la fidélité constante du clergé et des éducateurs laïcs soucieux de conserver au Canada français sa vocation essentiellement rurale.

Au début du XX^e siècle, alors que l'instruction publique en était encore à ses balbutiements, l'enseignement domestique et agricole à l'intention des jeunes filles continuait de jouir d'une faveur spéciale dans la société québécoise. Bien entendu, les conditions urbaines et industrielles avaient tout simplement raffermi chez les catholiques nationalistes traditionnels la conviction que les filles devaient recevoir une éducation appropriée à leurs responsabilités familiales et culturelles : Henri Bourassa et l'abbé Groulx en étaient les infatigables propagandistes. Les féminisme et le travail des femmes hors du foyer, marques de commerce des années 1920, étaient, pour ces deux hommes, le signe que, non seulement la femme n'était pas préparée au mariage et à la maternité, mais encore qu'elle ne voulait pas se limiter à l'accomplissement de ses obligations familiales. Ayant cela à l'esprit, Bourassa proposa aux jeunes filles « un régime de vie simple et saine, une forte éducation morale, également simple et saine, où elles apprendraient à bien lire et à bien écrire, à compter exactement, à coudre et raccommoder leur linge ; où elles prendraient également des notions vécues et habituelles de savoir-vivre, de bonne terre, de modestie ⁶¹⁵... » De son côté, Groulx condamnait carrément une éducation qui surchargeait « le crâne de connaissances », proposant à la place une formule plus étroitement liée à la vie domestique ⁶¹⁶. Les idées de Bourassa et de Groulx au sujet de l'éducation des femmes touchaient des cordes sensibles chez les éducateurs qui s'opposaient [328] aux premières transformations subtiles de l'éducation féminine selon une ligne de pensée davantage urbaine et laïque.

⁶¹³ Nadia EID, *le Clergé et le pouvoir politique au Québec*, Montréal, Éditions Hurtubise, 1978, 223-226.

⁶¹⁴ Alphonse DÉSILETS, « Les Ursulines de Roberval », *l'Almanach de l'Action sociale catholique*, 17^e année, 1933, 70.

⁶¹⁵ R.P. ARCHAMBAULT, « Un Grand Apôtre de la famille » (Henri Bourassa), *l'Action nationale*, XLII, n° 1, janvier 1954, 159.

⁶¹⁶ Abbé GROULX, cité dans *le Bulletin mensuel des écoles ménagères*, septembre 1954, 5.

De telles considérations idéologiques profitèrent à l'école ménagère, qu'on tenta, en 1929, de rapprocher du modèle d'éducation moderne sans sacrifier pour autant les valeurs traditionnelles. Les six écoles déjà existantes, rattachées au ministère de l'Agriculture, passèrent sous la juridiction du Département de l'Instruction publique qui révisa et normalisa leur programme d'études ⁶¹⁷. Déjà en 1930, les élèves des écoles nouvellement appelées écoles ménagères régionales bénéficièrent à la fois d'un enseignement traditionnel religieux, domestique et agricole, et d'une meilleure formation académique de la septième à la neuvième année. De plus, les diplômées avaient les qualifications voulues pour enseigner les sciences domestiques de la première à la sixième année des écoles ménagères ⁶¹⁸. Ces changements, bien entendu, ne portèrent pas atteinte au but traditionnel de l'école ménagère. Les éducateurs se félicitaient encore du fait que le programme demeurerait « un cours de perfectionnement » destiné à initier les jeunes filles « à la vie du foyer ⁶¹⁹ ». Un inspecteur d'école l'exprimait encore plus carrément : « Les milliers de jeunes filles qui fréquentent les écoles ménagères rurales sont une garantie d'une exploitation agricole fructueuse ⁶²⁰. »

À la fin des années 1930 et 1940 et en dépit de sa position avantageuse, l'école ménagère était une institution menacée. Le progrès de l'enseignement et son évolution vers une formation qui habiliterait aux emplois présageaient la fin d'institutions, ni professionnelles ni classiques, qui avaient la réputation d'offrir un enseignement inférieur à celui que dispensaient les écoles du système public. De plus, l'école ménagère était née de la volonté d'offrir à la population rurale pauvre un enseignement agricole et domestique que les besoins et les idéaux démocratiques d'une société urbaine industrialisée contestaient de plus en plus.

Les réformes entreprises dans les écoles catholiques en 1937 démontraient clairement la nouvelle orientation de l'éducation. De nouveaux programmes étaient offerts et les anciens étaient révisés [329] afin de faciliter l'accès aux écoles professionnelles et aux cours classique et universitaire et de fournir aux étudiants les connaissances nécessaires pour le marché du travail. Pour les filles, les options comprenaient un cours général convenant « à celles qui désiraient simplement une culture solide adaptée à la classe moyenne », ou une préparation à la formation d'enseignante ; une section commerciale qui mettait l'accent sur l'acquisition de la compétence

⁶¹⁷ ASSOCIATION DES DIÉTÉTISTES DU QUÉBEC, *Mémoire sur l'enseignement ménager présenté à la Commission royale d'enquête sur l'enseignement*, Montréal, juin 1962, 13.

⁶¹⁸ CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *Règlements du Comité catholique* 1930, 227.

⁶¹⁹ « Rapport des inspecteurs des districts urbains », *Annual Report of the Superintendent of Education of the Province of Quebec 1934-35*, Ottawa, Imprimeur du roi, 1935, 106.

⁶²⁰ A. DÉSILETS, *Annual Report 1934-35*, 155.

requis pour l'emploi de secrétaire ; un cours classique avec latin et la section ménagère, programme qui combinait le cours classique avec l'enseignement ménager et qui préparait des futurs professeurs de sciences domestiques ⁶²¹.

À considérer la multiplication des écoles catholiques indépendantes dispensant un enseignement professionnel, et l'expansion des collèges classiques féminins au cours des années 1930 et 1940, il était évident que l'éducation féminine progressait selon les directives proposées par les réformes de 1937. Par exemple, les écoles professionnelles de sciences domestiques qui préparaient les étudiantes « à jouer un rôle immédiat dans le monde du service social et des emplois techniques ⁶²² », comptaient, en 1936, 4 982 étudiantes, et plus de 21 000, en 1950 ⁶²³. Les maisons

⁶²¹ Victor DORÉ, *Annual Report 1939-40*, Ottawa, Imprimeur du roi, 1940, XXI.

⁶²² A. DÉSILETS, *Annual Report 1939-40*, p. 252.

⁶²³ Croissance des Écoles ménagères professionnelles (a) 1936-1950

Année	Nombre d'écoles (b)	Inscriptions (c)
1936-37	11	4 982
1937-38	12	5 549
1938-39	11	4 408
1939-40	10	5 107
1940-41	9	5 710
1941-42	9	3 660
1942-43	8	4 533
1943-44	10	8 110
1944-45	10	8 110
1945-46	—	—
1946-47	12	6 970
1947-48	18	10 792
1948-49	29	14 297
1949-50	39	21 593

a Les écoles ménagères professionnelles comprennent les écoles ménagères spéciales, municipales et générales.

b Quelquefois, certaines écoles sont reclassées dans la catégorie d'écoles ménagères régionales ; par conséquent elles ne sont pas comptées dans les statistiques. Ce qui explique la diminution des écoles de 11 à 8 en 1942-1943.

c Il est possible que certains chiffres soient exagérés étant donné que les chiffres compilés incluaient parfois toutes les années du cours plutôt que seulement les grades du niveau supérieur de la 10^e à la 13^e année. Il se peut que ce soit le cas pour l'année 1949-1950.

d'enseignement classique pour jeunes filles connurent une période de croissance remarquable entre 1932 et 1947 alors que furent fondées pas moins de 22 nouvelles écoles ⁶²⁴. Les tenants de l'enseignement domestique pour le foyer éprouvèrent quelques inquiétudes. Les écoles ménagères traditionnelles devenaient rapidement anachroniques dans une époque d'amélioration des normes et de création de nouveaux débouchés dans les spécialités techniques et scientifiques. De plus, les écoles de sciences domestiques professionnelles et les collèges classiques constituaient une menace, car les écoles catholiques indépendantes entraient en concurrence avec les écoles ménagères pour s'assurer des fonds et du personnel religieux.

Les prêtres qui croyaient à la valeur de l'enseignement moral et ménager pour les filles réagirent rapidement aux récents changements dans l'éducation. On rapporte qu'en 1937 le cardinal Villeneuve avait donné des directives au nouvel inspecteur des écoles [330] ménagères : « Servez-vous de la plume, de la presse de la radio, du cinéma. Visitez les écoles, les collèges, les séminaires, les ministères et insistez sur cette idée que la femme est l'heureuse reine du foyer heureux mais que le métier de reine s'apprend dans la patience ⁶²⁵. » Ces propos mettaient en branle une campagne pour vulgariser et améliorer les programmes de sciences domestiques visant la formation de bonnes épouses et de bonnes mères. Le nouvel inspecteur, Albert Tessier, était un jeune prêtre qui avait commencé à acquérir une réputation de poète, d'écrivain et de cinéaste.

Propagandiste exceptionnel des valeurs catholiques et rurales, Albert Tessier était des plus qualifié pour la tâche de revivifier l'enseignement ménager. Avant de s'engager dans le domaine de l'éducation et pendant qu'il s'y adonnait, Tessier prêchait avec ardeur un message qui s'accordait bien avec le projet de conserver les écoles ménagères : « Faire aimer l'Église, faire aimer la terre ⁶²⁶ ! écrivait-il, et le Canada français survivrait pour remplir le rôle que la Providence nous confie ⁶²⁷. »

Sources :

1. BUREAU DES STATISTIQUES, PROVINCE DE QUÉBEC, Educational Statistics for the School Years 1937-1943, Département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce.
 2. QUÉBEC, Statistical Yearbooks 1944-1950, Ottawa, Imprimeur du roi.
 3. Annual Reports of the Superintendent of Education of the Province of Quebec 1936-1950, Ottawa, Imprimeur du roi.
-

⁶²⁴ Claude GALARNEAU, *les Collèges classiques au Canada français*, Montréal, Éditions Fides, 1978, 146-147.

⁶²⁵ Cardinal VILLENEUVE cité par l'abbé Paul CARIGNAN, *École de bonheur*, n° 1 (avril 1956), 7.

⁶²⁶ TESSIER, *Bulletin mensuel*, avril 1940, 34.

⁶²⁷ IDEM, « Nos intérêts culturels », *l'Action nationale*, IX, n° 5, mai 1937, 263.

Pour Tessier, les femmes avaient une importance capitale dans sa vision de la survie. Il écrivit abondamment sur la mère canadienne, complétant en 1946 un ouvrage historique et plusieurs articles reposant sur l'idée que « nos mères ont sauvé le pays après les malheurs de 1760 ⁶²⁸ ». Chez Tessier comme d'autres nationalistes religieux, cette philosophie était assortie d'une vision du foyer idéal et de l'épouse et mère idéale. Il ne se lassa jamais de prêcher le retour à « l'idéal familial que nos mères ont élevé à un si haut degré ⁶²⁹ ». Au surplus, il consacra beaucoup de son immense énergie à définir cet idéal et, plus tard, à élaborer l'enseignement féminin qui pourrait le mieux l'entretenir. Comme architecte du renouveau de l'enseignement domestique traditionnel, il déploya le zèle de ses convictions personnelles et son expérience à la promouvoir au moyen de ses écrits, de ses discours et de ses films.

La façon dont les écoles ménagères pourraient être renouvelées et dotées d'un attrait plus contemporain sans en altérer le caractère traditionnel était une tâche qui faisait appel à tous les talents de l'abbé Tessier. Un des premiers changements qu'il effectua, en [331] rehaussant leur statut au niveau d'écoles supérieures (de la dixième à la douzième année), ne modifia pas aisément l'opinion populaire qui croyait que les écoles ménagères étaient des maisons d'enseignement inférieures destinées aux pauvres de la campagne ⁶³⁰. En effet, comme relativement peu de jeunes filles des années 1940 poursuivaient leurs études au delà de la septième année ⁶³¹, le changement comportait des inconvénients bien précis. Changer l'image plutôt que le caractère des écoles était une façon de résoudre le dilemme. On concentra les efforts pour les mieux faire connaître et leur donner un plus grand attrait auprès du public. Informée par Tessier, la presse publiait des reportages sur les expositions des travaux manuels des élèves des sciences domestiques et faisait l'éloge des écoles qui offraient « un cours de haute culture ⁶³² ». Des annonces parurent dans *la Famille* ⁶³³, et des brochures furent distribuées par un bureau spécial d'information en sciences domestiques. Une association d'écoles ménagères fut formée qui partagea également ses énergies entre la promotion et la réforme pédagogique ⁶³⁴.

⁶²⁸ IDEM, « La mère canadienne », émission de Radio-Collège, 10 mars 1942. (Texte consigné dans les Archives du séminaire de Trois-Rivières, collection Tessier) ; ses travaux historiques sur la femme portent le titre de *Canadiennes*, Montréal, Éditions Fides, 1946).

⁶²⁹ IDEM, cité par Camille CARON, « L'abbé Tessier et les Écoles ménagères », *le Ralliement* (édition spéciale), Séminaire de Trois-Rivières, 119.

⁶³⁰ IDEM, *Bulletin mensuel*, février 1942, 76.

⁶³¹ Donald R. WHITE, « Rural Canada in Transition », M.-A. TREMBLAY, édit., *Rural Canada in Transition*, Agricultural Economics Research Council of Canada, 1968, 74,

⁶³² *La Presse*, 12 février 1945.

⁶³³ Des annonces d'une page paraissaient habituellement dans chacun des numéros. Voir, par exemple, *la Famille*, V, n° 2, octobre 1941, 213.

⁶³⁴ DORÉ, *Annual Report 1944-45*, 213.

On mit en oeuvre des mécanismes destinés à promouvoir l'enseignement ménager traditionnel dans le but de le remanier pour qu'il soit adapté aux filles de toutes les classes sociales. Par exemple, dans ses rapports au surintendant, la direction des sciences ménagères prit souvent soin de mentionner que tous les rangs sociaux participaient au renouveau de l'éducation féminine pour le foyer ⁶³⁵. La description des écoles ménagères (et des écoles d'agriculture pour les garçons) révéla la nouvelle image : « Ces écoles ont pour but de bâtir une classe moyenne de jeunes gens et de jeunes filles assez bien éduqués qui pourront servir leur pays en citoyens et ménagères capables, et, au besoin devenir des leaders dans leurs milieux ⁶³⁶ ». Le *Code scolaire* affirmait avec autant d'insistance que les écoles ménagères régionales étaient « des maisons de formation ménagère spécialisée (qui) tendent à préparer une élite ⁶³⁷... »

Désireux de dissiper la croyance que les jeunes filles de la campagne étaient les seules à fréquenter les écoles ménagères, Tessier compila et publia périodiquement des statistiques sur les origines [332] sociales des élèves ⁶³⁸. Étant donné que la plupart de celles-ci continuaient de venir des foyers ruraux ou ouvriers, ses conclusions signalaient quand même de légères augmentations d'élèves issues de milieux

⁶³⁵ LEBLANC, *Annual Report, 1944-45*, 207.

⁶³⁶ THE EDUCATIONAL POLICIES COMMITTEE OF THE CANADA AND NEWFOUNDLAND EDUCATION ASSOCIATION, *Trends in Education 1944*, Toronto, 14 octobre 1944, 45.

⁶³⁷ FILTEAU, *Code scolaire 1940*, 101.

⁶³⁸ Les statistiques de l'abbé TESSIER étaient les suivantes :

	1941-42	1943-44
Professionnels	65	124
Bourgeois	225	281
Ouvriers	225	393
Ruraux	253	376
TOTAL	768	1 174

Professionnels : pères ayant une formation universitaire

Bourgeois : employés de bureaux, fonctionnaires, commerçants

Ouvriers : ouvriers d'usines

Ruraux : hommes employés à l'agriculture

TESSIER, *Bulletin mensuel*, janvier 1943, 109.

bourgeois ou professionnels, tout en faisant remarquer que « les classes modestes sont encore celles qui manifestent le plus bel esprit familial ⁶³⁹ ».

Ni la publicité intensive ni la nouvelle image d'une institution pour classe moyenne ne suffirent à résoudre la crise à laquelle faisait face l'école ménagère. Il restait encore à définir quel type d'enseignement demeurerait fidèle aux valeurs religieuses et nationalistes et, en même temps, posséderait la complexité requise par un enseignement secondaire supérieur dans les années 40. Pour Tessier, la réponse se trouvait dans une nouvelle approche à apporter dans l'enseignement des valeurs traditionnelles. Essayant d'innover tout en demeurant traditionnel, Tessier utilisa de « nouvelles » théories pédagogiques qui attirèrent l'attention des éducateurs au Canada : le mouvement progressif dans l'enseignement ⁶⁴⁰.

Les principes progressifs voulant que l'école donne aux étudiants les connaissances sociales nécessaires à la « vie réelle » inspirèrent une forme d'enseignement qui mettait énormément l'accent sur l'acquisition de qualités personnelles et sur des attitudes plutôt que sur des connaissances abstraites ⁶⁴¹. Cet idéal se prêtait particulièrement bien à l'enseignement ménager catholique. L'école ménagère s'est toujours préoccupée de la formation morale. Cependant, avec Tessier, la préparation intellectuelle à la vie du foyer occupait plus que les deux tiers du programme, alors qu'auparavant elle était une préoccupation secondaire ⁶⁴². L'École ménagère des années 1940 commença à offrir ce que l'on décrivait avec fierté comme « une formation très poussée à la féminité ⁶⁴³ », formation de la personnalité qui allait bien au delà de l'éducation morale des années antérieures. Une description officielle du programme de 1940 démontrait le caractère nouveau de l'école ménagère : « La culture scolaire garde partout son importance mais dans l'école ménagère à tous ses degrés, comme dans la vie d'ailleurs, elle vient après les qualités de fond qui conditionnent la véritable force de la personnalité humaine ⁶⁴⁴ ». Il restait à Albert Tessier à [333] définir la personnalité féminine et à entreprendre l'esquisse des méthodes pédagogiques qui pourraient la développer.

L'épouse et mère modèle que Tessier cherchait à susciter chez chaque jeune fille de l'école ménagère régionale était une femme cultivée et raffinée. Avec une habileté consommée dans tous les aspects de l'administration du foyer, « intelligence,

⁶³⁹ Idem, 168.

⁶⁴⁰ Hilda NEATBY a traité à fond du mouvement progressiste au Canada dans *So Little For the Mind*, Toronto, Clarke, Irwin & Company Ltd., 1953.

⁶⁴¹ Idem, 220.

⁶⁴² TESSIER, « Les écoles ménagères au service du foyer », *Relations*, n° 21, septembre 1942, 225.

⁶⁴³ DESAULNIERS, *Annual Report* 1950, 11.

⁶⁴⁴ FILTEAU, *Code scolaire* 1840, 121.

volonté, sensibilité, imagination créatrice, aptitudes et talents manuels ⁶⁴⁵ », elle voyait au bien-être moral et matériel de la famille. Entièrement vouée à la vie domestique, la femme idéale n'allait pas, ne devait pas travailler hors du foyer ⁶⁴⁶. Au contraire, profondément imbue de la portée religieuse et patriotique de la vie familiale traditionnelle, elle déployait toutes ses énergies à créer « un sanctuaire familial où l'âme et les mains trouveront à servir de la meilleure façon possible l'Église et la Patrie ⁶⁴⁷ ». Un tel idéal était traditionnel, c'est certain, mais il avait rarement été défini de façon aussi précise. De plus, l'épouse et mère modèle partageait maintenant une affinité beaucoup plus grande avec la classe moyenne urbaine qu'avec les classes rurale ou ouvrière.

Dans des bulletins bimensuels ⁶⁴⁸, Tessier s'efforça de fournir des nouvelles directives pédagogiques aux enseignants. La gloire de la vie domestique ⁶⁴⁹ », écrivait-il dans l'un d'eux, doit être aussi inlassablement décrite que démontrée. Les étudiantes seraient par là encouragées à devenir des épouses et mères idéales. Essentiellement, on recommandait aux professeurs d'inclure un enseignement culturel et religieux dans la plupart des activités. Par exemple, les professeurs devaient inciter leurs élèves à chanter les chansons de folklore et à apprêter les mets traditionnels ⁶⁵⁰. Les filles devaient également s'imprégner de leur devoir religieux et patriotique de reproduction. Ainsi que Tessier l'exprimait à son personnel : « Faites tout ce qui sera possible pour donner au personnel et aux élèves un respect particulier pour cette portion de choix de la grande famille ménagère ⁶⁵¹. » Pour contribuer lui-même à cette tâche, Tessier compila des statistiques sur la fécondité de certaines paroisses rurales. Ces renseignements, espérait-il, feraient bien comprendre aux filles que « la fécondité de notre race n'est pas éteinte ⁶⁵² ».

[334]

Après 1937, l'école ménagère régionale subit une transformation radicale. Tout en n'étant plus une institution spécifiquement liée à la préservation de la vie rurale, sa nouvelle fonction était néanmoins une fonction de conservation. À titre d'école d'enseignement secondaire supérieur, elle allait préparer une élite de futures ména-

⁶⁴⁵ TESSIER, « Les écoles ménagères au service du foyer », 236.

⁶⁴⁶ Ibidem.

⁶⁴⁷ Ibidem.

⁶⁴⁸ Soixante-seize bulletins ont été publiés entre 1939 et 1949. La plupart d'entre eux étaient presque entièrement rédigés par l'abbé TESSIER, mais, la dernière année, ils paraissaient en collaboration avec l'abbé Paul CARIGNAN.

⁶⁴⁹ TESSIER, Bulletin mensuel, décembre 1941, 90.

⁶⁵⁰ Idem, janvier 1939, 4.

⁶⁵¹ Idem, septembre 1940, 30.

⁶⁵² Idem, janvier 1944, 211.

gères à « sa mission salvatrice ⁶⁵³ ». Instruites de leurs responsabilités morales et patriotiques, ces jeunes filles devaient délivrer le Canada français de l'ignominie de la société moderne industrialisée.

La multiplication des écoles ménagères régionales sous Albert Tessier prouvait amplement qu'il avait réussi à les rendre attrayantes à un public sceptique. Alors qu'en 1938 il existait 18 écoles avec un total de 579 inscriptions, en 1949-1950, 37 écoles comptaient un total de 1937 inscriptions ⁶⁵⁴. Sans doute, l'époque de l'école ménagère rurale n'était pas encore révolue.

Les efforts infatigables d'Albert Tessier pour changer le caractère de l'enseignement ménager portèrent pleinement fruit quand furent créés les instituts fami-

⁶⁵³ DORÉ, *Annual Report 1944-45*, XIX.

⁶⁵⁴ Croissance des écoles ménagères régionales 1936-1950

Année	Nombre d'écoles			Nombre d'élèves		
	a	b	c	a	b	c
1936-37	18	-	18	3529	-	-
1937-38	18	-	16	3888	221	-
1938-39	18	19	-	579	288	-
1939-40	18	19	20	832	476	823
1940-41	20	19	20	971	681	971
1941-42	22	19	22	1159	823	1158
1942-43	24	21	24	1231	986	1231
1943-44	26	24	24	1293	1174	1293
1944-45	26	24	33	1293	1243	1690
1945-46	32	32	32	-	1621	1703
1946-47	32	32	33	1703	1705	1669
1947-48	33	32	36	1669	1730	1909
1948-49	36	36	36	1909	1900	1909
1949-50	37	36	36	1936	2013	1936

a Sources : BUREAU DES STATISTIQUES, PROVINCE DE QUÉBEC, *Educational Statistics for the School Years 1937-1943*, Département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce.

b Source : ASSOCIATION DES INSTITUTS FAMILIAUX dans le *Mémoire à la Commission royale d'enquête sur l'enseignement*, 1962.

c Source : *Annual reports of the Superintendent of Education of the Province of Quebec 1936-1950*, Ottawa, Imprimeur du roi.

d Les statistiques qui semblent comparativement élevées incluent probablement l'inscription à tous les degrés du cours plutôt que seulement ceux des niveaux supérieurs de la 10^e à la 13^e année. Certains écarts dans les chiffres peuvent être causés par les critères qui différencient les écoles ; par exemple, il se peut que l'on ait inclus les écoles professionnelles.

liaux dans les années 1950. Apparurent alors tout un ensemble d'activités pour les faire connaître. Films, programmes radiophoniques, livres et articles furent utilisés, exaltant les vertus des « écoles pour épouses professionnelles ⁶⁵⁵ » ou « écoles de bonheur » comme leurs dirigeants se plaisaient à les décrire. Plus que jamais, Tessier insistait pour faire valoir le caractère de classe moyenne de ces écoles, image en partie justifiée par ses statistiques ⁶⁵⁶. Cependant l'aspect le plus fondamental grâce auquel les instituts familiaux représentaient l'achèvement des aspirations initiales de Tessier résidait dans le degré d'insertion des valeurs religieuses et nationalistes dans un nouveau programme complexe. Cela était devenu possible par l'utilisation de « nouvelles » intuitions philosophiques d'une théorie de l'éducation féminine qui, du point de vue de Tessier et de ceux qui partageaient ses vues, incarnait la plus solide unification de valeurs humanistes et catholiques en éducation ⁶⁵⁷.

L'humanisme féminin ⁶⁵⁸, formule d'éducation « centrée sur le développement intégral et équilibré de la personnalité féminine en [335] vue de la mission de la

⁶⁵⁵ Evelyn BROWN, *Educating Eve*, Montréal, Palm Publishers, 1957, 8.

⁶⁵⁶ Origine sociale des élèves des instituts familiaux

Occupation	1957	1958	1959	1960	1961
Professionnels	260	315	325	318	346
Bourgeois	1215	1413	1471	1477	1690
Ouvriers	878	921	1000	1050	1271
Fermiers	486	496	494	509	563
Non spécifié	8	32	13	29	13

Professionnels : médecins et avocats

Bourgeois : commerçants, fonctionnaires, employés de bureau

Ouvriers : ouvriers d'usine

Fermiers : s'adonnent activement à l'agriculture

Source : ASSOCIATION DES INSTITUTS FAMILIAUX, *Mémoire à la Commission d'enquête sur l'enseignement*, 1962, 79-80.

Il faut considérer avec certaines réserves ce portrait statistique, car Tessier avait tendance à exagérer la composition de la classe moyenne chez ses élèves. Néanmoins, plusieurs facteurs, y compris le coût d'inscription, la nature du programme et le fait que, normalement, seulement les élèves dont les parents étaient bien nantis continuaient leurs études au delà de la 9^e année, confirment que les instituts familiaux n'étaient pas des écoles pour les classes les plus pauvres.

⁶⁵⁷ Soeur THÉODORE-DE-LA-CROIX, « La pédagogie des instituts familiaux », *Bulletin spécial*, n° 114, janvier 1954, 9.

⁶⁵⁸ Terme traduit du français « l'humanisme féminin ». Soeur THÉODORE-DE-LA-CROIX, « La pédagogie des instituts familiaux », 9.

femme dans l'Église, le foyer, la société, la patrie ⁶⁵⁹ », se conformait à deux règles. Il respectait les talents naturels et les penchants de la personnalité féminine et il était destiné à préparer les jeunes filles à un avenir que la biologie, la volonté divine et les conventions avaient clairement déterminé. Tessier exprimait ainsi un des principaux postulats qui sous-tendaient ses idéaux en éducation : « Le flou féminin, la sensibilité de l'adolescence, l'imagination exaltée et pas encore créatrice, empêchent d'avoir une vraie pensée ⁶⁶⁰. » Naturellement incapable d'avoir une pensée abstraite, une jeune fille ne profiterait pas d'un programme composé de sujets traditionnels, tout particulièrement les sciences et les mathématiques. Au surplus, il est peu probable que les filles aient besoin d'une formation intellectuelle ⁶⁶¹.

L'opinion selon laquelle la formation intellectuelle était incompatible avec la personnalité féminine s'appuyait sur un autre argument. Une formation classique, affirmait Tessier, comme celle qu'offraient les collèges classiques féminins, « contribue actuellement à détruire chez la femme le culte de ce qui a fait sa grandeur et sa joie dans le passé ⁶⁶² ». En d'autres mots, « essentiellement ordonné à la maternité ⁶⁶³ », le rôle de la femme dans la vie était d'abord et avant tout un rôle familial. Donc, elle ne pourrait trouver le bonheur qu'en acceptant les conditions que lui a imposées sa biologie.

Curieusement, bien que l'accomplissement de ces obligations naturelles soit l'unique chance pour la femme d'être heureuse, toutes les femmes n'assument pas leur héritage avec plaisir. Les éducateurs se doivent donc d'insuffler aux filles le goût de leurs tâches féminines. Ainsi que Tessier l'écrivait franchement, « l'amour seul explique la continuité du don ⁶⁶⁴ ». Les femmes doivent être conditionnées à la vie domestique, étant donné qu'elles n'en supportent pas aisément les rigueurs. Pour expliquer ce semblant de contradiction dans la personnalité féminine, il faut se rappeler que depuis longtemps la femme était perçue comme le « fragile instrument de chute et de Rédemption ⁶⁶⁵ ». Ève et Marie étaient présentes dans chaque femme. L'éducation des filles devait réprimer la première et exalter la seconde. Une éducation authentiquement [336] féminine devait « éveiller la mère et l'épouse dans cha-

⁶⁵⁹ Ibidem.

⁶⁶⁰ TESSIER, « Rapport de la réunion des aumôniers des instituts familiaux, 3-4 février 1964, au Cap-de-la-Madeleine », Archives du séminaire de Trois-Rivières, collection Tessier, filière, 9.

⁶⁶¹ Ibidem.

⁶⁶² TESSIER, *Femmes dépareillées*, 4e éd., Québec, Éditions du Pélican, 1962, 75.

⁶⁶³ ASSOCIATION DES INSTITUTS FAMILIAUX, *Mémoire à la commission royale d'enquête sur l'enseignement*, 1962, 10.

⁶⁶⁴ *École de bonheur*, n° 4, 19.

⁶⁶⁵ BROWN, *Educating Eve*, XIX.

que femme ⁶⁶⁶ ». Selon les propos de Tessier, l'éducation féminine inspirait « une prise de conscience de la vraie féminité ⁶⁶⁷ ».

L'humanisme féminin articulait une formule complète d'éducation à l'intention des adolescentes. La maxime, souvent citée par Tessier, « savoir, savoir-faire, vouloir-faire ⁶⁶⁸ » dénotait une éducation qui avait pour objectif rien de moins que le dressage de la parfaite personnalité féminine. Ainsi Tessier affirmait : « ... vous noterez l'insistance avec laquelle on revient sur les buts très nets de l'école, former des femmes de maison instruites, bien éduquées, aimant leur tâche, habiles dans tous les travaux domestiques. Des femmes de maison dépareillées, vous comprenez ce que cela veut dire... C'est le type de femme dont l'Église et notre pays ont le plus besoin ⁶⁶⁹. » Une telle mission, accablante dans son ampleur, nécessitait une préparation intensive et complète au mariage et à la maternité.

Les instituts familiaux commencèrent à instruire leurs élèves de la complexité de la vie familiale en apportant un soin attentif au « climat et style de vie ⁶⁷⁰ », à l'intérieur même des institutions. Les écoles étaient agréablement décorées afin de ressembler aux foyers les plus intimes et les plus instruits ⁶⁷¹. Elles s'enorgueillissaient de salles à manger modèles, de cuisines et de maisons d'étudiantes bien équipées. Les élèves étaient divisées en « équipes familiales » au sein desquelles les plus âgées remplissaient les rôles de mères auprès des plus jeunes ⁶⁷². Des prêtres visiteurs, souvent Albert Tessier et son assistant Paul Carignan, prêtaient leur autorité paternelle à ce jeu et assuraient « la sécurité nécessaire à un monde féminin ⁶⁷³ ». Les réalités de la vie domestique étaient inculquées aux étudiantes aînées sous la forme d'un stage de maîtresse de maison, période d'une semaine au cours de laquelle chaque jeune fille dirigeait une famille de jeunes élèves. Pendant cette semaine, elle faisait la cuisine et établissait le budget de toutes les dépenses de la famille. Il y avait également un stage de puériculture qui durait dix jours au cours desquels cha-

⁶⁶⁶ Idem, 10.

⁶⁶⁷ DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *Programme des instituts familiaux 1956*, Province de Québec, Service de l'éducation familiale, 1956, 1.

⁶⁶⁸ Aline ÉRALY, « L'action éducative des Instituts familiaux », *Bulletin spécial*, n° 115, décembre 1953, 4-5.

⁶⁶⁹ TESSIER, cité par Soeur THÉODORE-DE-LA-CROIX, « La pédagogie des instituts familiaux », 67.

⁶⁷⁰ ASSOCIATION DES INSTITUTS FAMILIAUX, *Mémoire*, 1962, 59.

⁶⁷¹ Evelyn BROWN fit des commentaires sur la richesse de l'institut familial de Saint-Jacques-de-Montcalm qui aurait, paraît-il, coûté deux millions de dollars.

⁶⁷² ASSOCIATION DES INSTITUTS FAMILIAUX, *Mémoire*, 1962, 62.

⁶⁷³ TESSIER, « Convention des aumôniers », Filière Q, Archives du séminaire de Trois-Rivières, 17.

que étudiante de troisième année devait prendre soin du bébé d'un foyer avoisinant ⁶⁷⁴.

[337]

En classe, tous les sujets étaient imprégnés de la « mystique familiale ⁶⁷⁵ ». Le programme était divisé en trois sections. « La vocation féminine » donnait des cours de psychologie de la femme et de l'enfant, et des cours de religion. Les arts domestiques comprenaient les cours d'économie domestique, de cuisine, de couture, de tissage et d'arts décoratifs. Enfin, les sujets académiques, enseignés sous l'angle particulier des aptitudes féminines et des responsabilités futures des élèves, incluaient le français, l'anglais, l'histoire, les sciences et les mathématiques ou la comptabilité ménagère. Les trois sections ne revêtaient pas une égale importance. « La vocation féminine » occupait environ 15 pour 100 du programme mais comptait pour plus de 35 pour 100 des points aux examens. Les arts domestiques, qui par leur nature exigeaient extrêmement de temps, remplissaient au delà de 50 pour 100 du temps des élèves. Les sujets académiques comptaient pour un peu plus de 25 pour 100 du programme. L'éducation physique et le chant complétaient le cours d'études ⁶⁷⁶.

Un mariage réussi et la maternité exigeaient, en premier lieu, que les étudiantes comprennent et apprécient leur héritage féminin. Ensuite, il fallait apprendre comment devenir une bonne épouse et une bonne mère. En vue de remplir adéquatement ses obligations féminines, une fille avait besoin d'une compréhension psychologique d'elle-même, de son mari et de ses enfants. L'institut familial s'efforçait de fournir ces connaissances par l'enseignement de la religion et de la psychologie et, dans une moindre mesure, de la littérature française, de l'anglais et de l'histoire.

Un thème d'étude central assurait l'intégration des cours de religion et de psychologie. En dixième année, c'était la personnalité féminine ou, dans les mots de l'abbé Tessier, une discussion générale sur « ce que toute jeune fille doit savoir ». Effectivement, l'étude de ce thème entraînait une légère discussion sur les questions sexuelles, qui avait pour but principal de rappeler aux jeunes filles de se conserver pour le mariage ⁶⁷⁷. En onzième année, on enseignait aux étudiantes le rôle de la femme dans la famille, apprenant à travers la religion et la psychologie les véritables façons d'élever des enfants. Pendant la douzième année, on voulait préparer [338] les étudiantes aux difficultés émotionnelles de la vie conjugale et mater-

⁶⁷⁴ ASSOCIATION DES INSTITUTS FAMILIAUX, *Mémoire*, 1962, 63.

⁶⁷⁵ DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *Brochure*, 1962, 3.

⁶⁷⁶ Aline ÉRALY, « L'action éducative des instituts familiaux », 8-16 ; BROWN, *Educating Eve*, 96.

⁶⁷⁷ TESSIER, « La pédagogie familiale », Archives du séminaire de Trois-Rivières, collection Tessier, Filière Q 1.

nelle. Enfin, en dernière année on s'efforçait de faire une synthèse des années antérieures ⁶⁷⁸.

Les manuels utilisés pour ces cours fournissent une illustration plus concrète de ce qui était enseigné en matière de religion et de psychologie. Les professeurs de religion s'appuyaient sur quatre volumes de l'abbé Llewellyn : *Ta personne, Ton milieu, Ton futur et Ton foyer* ⁶⁷⁹, rédigés spécialement pour les instituts familiaux, chacun devant constituer la matière d'une année. Un seul thème en réalisait l'unité : « Votre mission consiste actuellement à vous préparer à votre vie de demain, vie d'épouse, de mère, de ménagère. Elle consiste à y préparer votre corps, votre esprit, votre cœur, votre âme ⁶⁸⁰. » Exposé dans un style simple, familier, facilité par des moyens tels que des dialogues imaginaires ⁶⁸¹, le thème de la mission de la femme était traité en détail, et inlassablement. *Ta personne*, le premier des livres de Llewellyn, cherchait à décrire les attitudes et le comportement de la femme idéale. Des chapitres expliquaient en détail pourquoi l'épanouissement de la femme ne proviendrait que du mariage et de la maternité, et non pas du travail hors du foyer. On incitait les étudiantes à constater le bienfondé et la sagesse du comportement vraiment féminin, et à l'exprimer dans les examens. Une question posée aux étudiantes de dixième année sur la matière contenue dans *Ta personne* était la suivante : « ... comment il vous est possible dès aujourd'hui de vous préparer à devenir une FEMME ADMIRABLE ⁶⁸²... ? » Si la réponse demeurait confinée à des généralités en dixième année, l'année suivante l'étude de *Ton milieu* apportait aux étudiantes une directive plus directe en ce qu'elle offrait aux filles une idée précise de la façon dont leur sphère d'activité différerait de celle de l'homme. L'abbé Llewellyn l'énonçait ainsi : « ... l'homme gouverne le foyer. Il fournit l'argent par son travail, il porte les responsabilités, prend les décisions... La femme règne dans le foyer ; elle humanise dans leur application constante les décisions de l'homme ⁶⁸³. » Cependant, *Ton milieu* ne se maintenait pas toujours à ce niveau philosophique. Une bonne alimentation, une conversation intéressante [339] et la conservation d'un intérêt mutuel ⁶⁸⁴ faisaient partie des suggestions de l'abbé Llewellyn pour une vie familiale heureuse.

En troisième année, les recommandations de Llewellyn se faisaient plus précises dans leur application à la vie familiale. Presque tout *Ton futur* était consacré à expli-

⁶⁷⁸ ASSOCIATION DES INSTITUTS FAMILIAUX, *Mémoire*, 1962, 57-58.

⁶⁷⁹ Abbé R. E. LLEWELLYN, *Ta personne ; Ton futur ; Ton milieu ; Ton foyer*, Trois-Rivières, Les Éditions trifluviennes, 1946.

⁶⁸⁰ *Ta personne*, 167.

⁶⁸¹ Idem, 8.

⁶⁸² DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *Service des examens officiels 1963 : Instituts familiaux*, Québec, Département de l'Instruction publique, N. D., 5.

⁶⁸³ LLEWELLYN, *Ton milieu*, 38.

⁶⁸⁴ Idem, 93.

quer pourquoi la femme était particulièrement apte à certaines tâches domestiques, comme soigner les malades et écouter toutes les plaintes ⁶⁸⁵. Parfois, les champs d'activité séparés auxquels étaient confinés les deux sexes créaient des difficultés. Les dons intellectuels de la femme et son éducation différaient tellement de ceux de son mari qu'il pourrait bien s'établir peu de communication entre les deux. Llewellyn proposait une solution concrète à ce problème. Une épouse qui éprouverait une impossibilité à communiquer avec son mari, à cause de l'intérêt de ce dernier pour les mathématiques, par exemple, pourrait lire les biographies de mathématiciens célèbres plutôt que d'essayer d'étudier la matière elle-même ⁶⁸⁶. De cette façon, l'harmonie au foyer pourrait être maintenue sans qu'aucun des deux n'ait à s'écarter trop de son propre univers.

Des textes de psychologie ⁶⁸⁷ furent également écrits tout spécialement pour les instituts familiaux. Marie-Paule Vinay, qui détenait un doctorat en psychologie, mettait l'accent sur la puissance de la femme pour le mal, plutôt que sur sa capacité illimitée d'atteindre le bonheur conjugal. *Qui est Jeannette ? et la Femme et son coeur* contenaient plusieurs illustrations plutôt dramatiques des conséquences des dérogations féminines. Dans une histoire, une jeune fille mourait d'une fièvre mystérieuse peu de temps après avoir quitté le foyer familial pour aller travailler à la ville près de son ami ⁶⁸⁸. Le message ici, comme ailleurs dans le texte, était clair : une femme qui a quitté le milieu familial met en péril sa vie tant physique que spirituelle. Elle mettait également en péril la vie des autres. Aux examens, les étudiantes devaient traiter correctement des questions comme « montrez les inconvénients des sorties trop fréquentes de la mère de famille ⁶⁸⁹ ».

Les classes de psychologie étaient en réalité la principale voie par laquelle on inculquait le sens de la personnalité féminine. Dans [340] un chapitre de *la Femme et son coeur*, par exemple, les étudiantes apprenaient trente-trois différences entre la personnalité de l'homme et celle de la femme ⁶⁹⁰. La personnalité féminine et la vocation de la femme étaient les messages que véhiculaient la plupart des matières académiques enseignées dans les instituts familiaux. Tessier insistait pour que les sujets intellectuels soient particulièrement façonnés pour la personnalité féminine. En conséquence, lorsque les filles étudiaient Molière au cours de littérature françai-

⁶⁸⁵ *Ton futur*, 25.

⁶⁸⁶ Idem, 84.

⁶⁸⁷ Marie-Paule VINAY, *la Femme et son coeur*, Québec, Les Éditions paulines, 1954 ; *Qui est Jeannette ?* Québec, Éditions du Pélican, 1961.

⁶⁸⁸ *Qui est Jeannette ?* 166.

⁶⁸⁹ DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *Examens officiels* 1963, 41.

⁶⁹⁰ Marie-Paule VINAY, *la Femme et son coeur*, 69-73.

se, on portait une attention spéciale au « foyer idéal selon Molière ⁶⁹¹ ». Le cours d'anglais comportait souvent des essais que l'on devait écrire sur des sujets comme « Comment une épouse crée-t-elle une atmosphère familiale ⁶⁹² ? » Les questions d'examen portaient sur le même thème. En 1964, un examen d'anglais pour les étudiantes de 12^e année posait cette question : « Mme Jacqueline Kennedy, une vraie femme en face de la vie et de la mort. Démontrez comment son magnifique esprit chrétien et sa dignité féminine justifient cette affirmation ⁶⁹³. » En mathématique et en science, la matière était spécifiquement conçue en fonction de la vie domestique. Par exemple, en chimie, les expériences reproduisaient les réactions que l'on observe en faisant cuire des aliments ⁶⁹⁴. Même en éducation physique, Tessier insistait : « Il ne s'agit pas de former des femmes athlètes, mais des femmes saines, aptes à remplir leur rôle dans la vie ⁶⁹⁵. » Par conséquent, il n'y avait pas de sujet où l'enseignement s'écarterait de l'objectif fondamental de l'éducation dans les instituts familiaux : la formation morale et technique d'épouses et de mères compétentes.

Un secteur du programme cristallisait tous les aspects du rôle de la femme tel que défini par Albert Tessier : l'histoire. L'histoire formait une conscience religieuse et nationaliste. Comme le programme officiel l'exprimait clairement : « L'histoire nationale n'est pas une matière scolaire au même titre que l'histoire universelle, la géographie, les mathématiques, etc. Il faut que les jeunes filles d'aujourd'hui sachent que le sort moral et matériel de la Patrie est dans leurs mains ⁶⁹⁶. » Tessier écrivit lui-même les livres d'histoire pour les instituts familiaux. Il y faisait ressortir le rôle de l'Église et de la famille, « les héroïsmes féminins », et la survivance ⁶⁹⁷. [341] Ainsi conçue, l'histoire, écrivait Tessier, donnait « aux élèves une haute idée de leur mission dans l'histoire actuelle et dans l'histoire future de notre pays ⁶⁹⁸ ». Elle allait aussi, bien entendu, fournir une justification historique à certains principes enseignés dans les instituts familiaux. Par exemple, on apprenait aux étudiantes « trois coutumes qui marquent le caractère surnaturel de l'autorité pa-

⁶⁹¹ DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *Programme des instituts familiaux 1956*, Province de Québec, Département de l'Instruction publique, 89.

⁶⁹² DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *Examens officiels 1964*, 39.

⁶⁹³ Idem, 49.

⁶⁹⁴ Le programme des instituts familiaux 1963 offrait la chimie, appliquée à la « chimie alimentaire », et les mathématiques, appliquées à la « comptabilité familiale et arithmétique », 6-7.

⁶⁹⁵ DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *Programme des instituts familiaux 1956*, 90.

⁶⁹⁶ Ibidem.

⁶⁹⁷ Idem, 96.

⁶⁹⁸ Ibidem.

ternelle dans la famille canadienne ⁶⁹⁹ ». L'histoire contribuait donc, en général, à renforcer et glorifier le rôle de la femme dans la famille.

Le trait le plus distinctif, peut-être, de la pédagogie des instituts familiaux était la conviction que le mariage nécessitait une part considérable de sacrifice et de préparation du côté de la femme. De là venait que les étudiantes devaient acquérir, en classe et au dehors, les connaissances et l'adresse qui les aideraient à la tâche qu'un écrivain décrivait comme « la préparation d'Ève pour plaire à Adam ⁷⁰⁰ ». Matériellement parlant, cette préparation au mariage comportait les connaissances domestiques nécessaires pour plaire aux hommes. Comme l'affirmait un jour l'abbé Llewellyn, le divorce trouve ses racines dans la cuisine ⁷⁰¹. À part l'art culinaire, les étudiantes apprenaient aussi à coudre et à s'habiller d'une manière attrayante ⁷⁰². Dans certaines écoles, elles apprenaient à jouer au billard, ce qui, croyait-on, leur permettrait de devenir « d'excellentes partenaires sportives pour leurs maris ⁷⁰³ ». Mais le bonheur conjugal n'était évidemment pas confiné à ces domaines. Un institut familial prenait aussi grand soin de s'assurer que ses élèves sachent comment plaire sentimentalement à un homme. Cet aspect de la préparation au mariage était laissé au journal scolaire, *l'École de bonheur*.

Les auteurs, dans *l'École de bonheur*, avaient comme souci particulier que les filles comprennent et servent les hommes. Un article décrit clairement la relation d'une épouse avec son mari : « Envers le mari, un amour sincère et cordial, qui fasse qu'on ait un grand soin de tout ce qui le regarde, selon le temporel et le spirituel, tâchant toujours de le gagner à Dieu par les prières, les bons exemples et autres moyens convenables : le respect, l'obéissance, la douceur et la patience à souffrir ses défauts et ses mauvaises [342] humeurs ⁷⁰⁴. » D'autres auteurs formulaient des suggestions plus concrètes pour indiquer comment on pouvait atteindre le bonheur dans le mariage. Un article ayant pour titre « Les maris sont comme ça », de toute évidence écrit par deux parents, commençait ainsi : « Nous présumons, ma femme et moi, qu'un jour viendra où notre fille Alice n'aura d'autre ambition que de plaire à son mari ». Suivaient « une série de conseils » en vue de favoriser le bonheur au foyer. Premièrement, on incitait Alice à encourager son futur mari à pratiquer les sports masculins ; ainsi « il se sentira plus viril, et par contrecoup, tu auras l'impression d'être plus féminine ». Ensuite, il était important de louer et de consoler son mari, prenant soin de pourvoir à ses moindres besoins physiques et sentimentaux.

⁶⁹⁹ DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *Examens officiels* 1963, 20.

⁷⁰⁰ BROWN, *Educating Eve*, 25.

⁷⁰¹ LLEWELLYN, *École de bonheur*, n° 24, février 1960, 13.

⁷⁰² BROWN, *Educating Eve*, 54.

⁷⁰³ Perspectives, supplément de fin de semaine du *Nouvelliste*, 22 avril 1960.

⁷⁰⁴ *École de bonheur*, n° 18, mars 1959, 9.

Enfin, il était habile pour une épouse d'avertir son mari « qu'il n'a plus à lutter pour la conquérir et la garder ⁷⁰⁵ ».

La jeune fille formée dans un institut familial était destinée à être cultivée, instruite et très versée en connaissances domestiques requises dans la classe moyenne plutôt que dans un foyer rural. Entre autres choses, on exigeait d'elle qu'elle développe : « Féminité et distinction, don de soi, esprit d'invention, ton du langage, droiture et simplicité, originalité intellectuelle, ordre, entrain et initiative, concentration, ponctualité, esprit d'équipe, source de culture, esprit de discipline, esprit chrétien, goût de la « belle ouvrage », économie, sens des responsabilités et bon goût ⁷⁰⁶. » Il est sans doute ironique que les écoles, issues d'une tradition d'enseignement domestique rural à l'intention des pauvres de la campagne, aient acquis dans leur lutte pour la survivance un caractère de classe moyenne ; ironique sans doute, mais pas incompréhensible. C'est qu'un petit groupe de prêtres déterminés et quelques laïcs mettaient leur espoir dans cette portion de la population rurale recherchant une éducation supérieure, c'est-à-dire au delà de la dixième année. Parmi ces jeunes filles on recruterait « une élite d'épouses et de mamans pour la relève familiale ⁷⁰⁷ ». Sur leurs épaules retomberait la responsabilité de conserver les traditions culturelles et religieuses du Canada français à l'abri des assauts de la société moderne. La femme rurale, éduquée en conformité avec la tradition, ferait la lutte au matérialisme et à la désintégration [343] familiale que l'on connaissait dans les villes. Encore plus important, une telle femme résisterait au féminisme et au travail hors du foyer. Malgré toutes les différences qui la distinguaient de l'étudiante de l'école ménagère du début, elle était encore appelée à maintenir l'ordre social religieux traditionnel, tout comme elle aurait eu à le faire si elle avait fréquenté l'école de sciences domestiques du début du vingtième siècle.

L'institut familial était par conséquent une institution vouée à un idéal, à une croyance née d'une construction de l'esprit traditionnel ultramontain selon laquelle toute l'action de la femme assurait la survivance morale et culturelle de la collectivité canadienne-française. En cherchant à préserver les femmes des erreurs de jugement courantes, en essayant de « leur redonner l'orgueil sain de leur féminité ⁷⁰⁸ » par le moyen de l'éducation, et de les préparer ainsi à leurs devoirs de femmes, l'institut familial était une réaction traditionnelle à une société en changement. Comme tel, il ne pouvait donc survivre dans une société qui exerçait inexorablement une pression sur la voie de la modernisation et face à une vision nationaliste séculière orientée vers la croissance plutôt que vers la conservation.

⁷⁰⁵ Idem, n° 5, janvier 1957, 17-18.

⁷⁰⁶ Soeur THÉODORE-DE-LA-CROIX, « La direction des Instituts familiaux » (Thèse non publiée pour la licence en pédagogie, université Laval, Outremont, 1960), 95.

⁷⁰⁷ *École de bonheur*, n° 9, septembre 1957, 2.

⁷⁰⁸ Soeur THÉODORE-DE-LA-CROIX, « La pédagogie des Instituts familiaux », 68.

Assez tôt dans son histoire, l'institut familial connut des critiques, qui allèrent jusqu'à la condamnation vigoureuse et brutale, vers le milieu des années cinquante et au début des années soixante. Au cours de ces années, les conditions contre lesquelles l'abbé Tessier et les autres avaient dressé les barrières de l'éducation féminine évoluaient rapidement. Les femmes continuaient de quitter leurs royaumes familiaux pour aller travailler hors du foyer. L'éducation devait marcher de pair avec la réalité économique et sociale en changement ; l'enseignement technique et académique posait aux femmes des problèmes chaque jours plus importants. L'éducation féminine n'était qu'un problème ; la réforme complète du système d'éducation, moins axé sur les humanités ou l'enseignement classique, en était un autre. Lorsque toutes les écoles de niveau secondaire et supérieur furent engagées dans le débat qui opposait enseignement classique et formation scientifique ou commerciale, et que la pénurie de fonds ajouta à la gravité de la [344] situation, les instituts familiaux firent face à une sérieuse menace. N'étant ni classiques ni techniques, ils étaient la cible de critiques de toutes parts. Quand les critiques subséquentes choisirent pour doléances le degré d'influence religieuse dans l'éducation, elles portèrent un coup fatal aux instituts familiaux. Les écoles qui avaient été l'apogée d'une longue lutte pour préserver l'enseignement traditionnel moral et domestique devenaient plutôt impuissantes en présence de telles pressions.

Albert Tessier posa un jour cette question emphatique : « Que serait-elle la société si vous, les femmes, refusiez de nous bâtir et de nous entretenir les foyers que l'on aime ⁷⁰⁹ ? » Sa réponse personnelle était sans équivoque. Une société dont les femmes omettent de remplir au foyer leurs devoirs biologiques, religieux et culturels était condamnée à un avenir sans espoir. L'école ménagère et l'institut familial étaient voués à protéger le Canada français d'un tel destin.

*

*

*

Cet article a étudié la résistance religio-nationaliste à la société moderne telle qu'elle se manifestait, en favorisant l'enseignement moral et domestique auprès des jeunes filles de la campagne. Il avait pour objectif principal la compréhension de la façon dont un idéal de femme, en fin de compte un idéal de société, était entretenu à travers les écoles ménagères et les instituts familiaux. Une conclusion se dégage. Les instigateurs de l'école rurale de sciences domestiques étaient remarquablement habiles en assurant un mode traditionnel d'éducation doté d'un attrait contemporain.

⁷⁰⁹ TESSIER, cité par Soeur THÉODORE-DE-LA-CROIX. « La pédagogie des Instituts familiaux », 1.

Ils s'appliquèrent à transformer l'école ménagère, école de sciences domestiques agricoles, en école où des jeunes filles de la couche aisée de la population rurale parachevaient une éducation distinguée. À l'institut familial, la lutte pour inculquer à la femme un idéal religio-nationaliste devint un art. Bref, il faut attribuer l'émergence et le succès des instituts familiaux à l'effort prodigieux de diffusion et de renouveau pédagogique d'Albert Tessier. Enfin, il est [345] permis de supposer que le succès des écoles fut aussi attribuable au climat favorable de la société dans laquelle elles s'alimentaient.

Que la femme ait trouvé son bonheur unique, - et la société sa stabilité, - grâce à l'accomplissement de ses responsabilités morales et familiales au foyer était certainement une croyance profondément enracinée. Pendant la guerre et les années d'après-guerre, cette représentation de la femme et la vision correspondante de la société exerçaient un attrait particulier. Tessier avait tout simplement formulé, mais plus vigoureusement que les autres, une perception du rôle de la femme que partageaient aussi bien ceux qui étaient d'accord avec ses vues religieuses et nationalistes que ceux qui ne l'étaient pas.

Certes, les Québécois n'étaient pas les seuls à envisager l'effondrement de la société si la femme quittait son royaume traditionnel. Les journalistes de toute l'Amérique du Nord reprenaient ce thème quand ils relataient, avec consternation, la participation des femmes aux travaux et aux divertissements du temps de guerre dans les salles de danse et dans les cafés ⁷¹⁰. Au Québec, des blâmes de cette nature s'appuyaient sur un raisonnement nationaliste que justifiait l'anxiété des années de guerre. La Société Saint-Jean-Baptiste, entre autres, exprimait l'inquiétude de la survivance collective, en la reliant au rôle de la femme dans la famille : lors d'un congrès en 1942, la société déclara qu'un mouvement indigne était sur pied pour réduire la mère canadienne-française au niveau de son homologue anglaise. La guerre avait créé des conditions qui fournissaient aux ennemis du Canada français une occasion en or de détruire son nationalisme, et le rôle maternel était une des premières victimes de ces efforts ⁷¹¹. Ce point de vue n'était aucunement particulier à la Société Saint-Jean-Baptiste. Pendant la guerre, des collaborateurs de *l'Action nationale*, de *la Famille* et de *Relations* s'accordaient pour affirmer que la communauté canadienne-française était menacée par les conditions du temps de guerre qui contribuaient à sortir la femme de son domaine familial ⁷¹². Dans la période d'après-guerre, la force croissante d'un nationalisme séculier, moins isolationniste, n'altéra

⁷¹⁰ Roland STROMBERG montre la persistance d'un idéal traditionnel de la femme dans les revues féminines américaines (New York, St Martin's Press, 1975), 39 ; une lecture attentive des journaux pendant et après la guerre révèle la même réalité au Canada.

⁷¹¹ L.A. FRÉCHETTE, « Hommage à la mère canadienne-française », *l'Action nationale*, XXI, n° 2, février 1963, 132-140.

⁷¹² Mona-Josée GAGNON, *les Femmes vues par le Québec des hommes...* 89-95.

pas immédiatement l'importance nationale que l'on attachait à l'action de la femme [346] dans la famille. On habilla l'idéal d'une livrée plus contemporaine. Par exemple, comme également le fit Tessier, un auteur défendit ardemment, dans *l'Action nationale*, le maintien du taux élevé de natalité. Il expliquait toutefois que, de préférence à la revanche des berceaux, un taux élevé de natalité était nécessaire si les Canadiens français voulaient jouir d'un haut niveau de vie ⁷¹³.

Si Tessier a été capable d'entretenir un idéal traditionnel de la femme aussi largement qu'il l'a fait dans les Instituts familiaux, on peut l'expliquer, pour une part, par un des traits caractéristiques de la société d'après-guerre : la popularité de la formation de la personnalité en éducation. Deux philosophies très différentes de l'éducation, le progressisme et l'humanisme chrétien ⁷¹⁴, faisaient tous deux valoir que l'éducation devait préparer l'étudiante à son rôle social. Selon l'interprétation des éducateurs progressistes, ce principe voulait dire apprendre à l'étudiante à bien s'adapter et à être heureuse dans une société industrielle moderne. De leur côté, les humanistes chrétiens croyaient qu'inculquer des valeurs morales serait la meilleure préparation possible pour affronter les risques de la vie moderne. Les deux philosophies, cependant, auraient pu - ce qu'elles firent effectivement - recommander pour les filles la même préparation intellectuelle et technique à la vie d'adulte : formation en vue du mariage et de la maternité ⁷¹⁵.

Par conséquent, les instituts familiaux n'étaient pas aussi singuliers qu'ils peuvent le paraître. Tessier était à la fois un conservateur et un homme de son temps. Il vit avec justesse que l'idéal féminin issu du nationalisme catholique pourrait être facilement adapté au contexte de son époque. Sa contribution initiale aux écoles rurales de sciences domestiques - celle qui consista à en changer l'image de caractère rural pour en faire des institutions destinées à la classe moyenne - fut d'utiliser l'idéal de femme qui prévalait. C'est-à-dire que, la femme devenant moins engagée dans la vie agricole, l'autre rôle possible, pour ceux qui ne pouvaient accepter qu'elle se lance sur le marché du travail, était celui de ménagère de classe moyenne. Ce type de femme, pour employer les termes d'une Commission royale de la Saskatchewan sur [347] la vie rurale (1956), jouait un rôle nouveau dans son foyer ; rôle « plus diffus, de soutien et orienté vers une satisfaction des besoins affectifs et émotifs des

⁷¹³ Rapport des États généraux, « Atelier sur la famille et la politique familiale », *l'Action nationale*, XVII, nos 3-4, novembre-décembre 1967, 335.

⁷¹⁴ Jacques MARITAIN (*Education at the Crossroads*, New Haven, Yale University Press, 1943) était l'interprète le plus connu de l'humanisme chrétien.

⁷¹⁵ Betty FRIEDAN (*The Feminine Mystique*, New York, Dell Publishing Co., 1963, 149) a décrit de façon très colorée les éducateurs sexistes qui proposèrent, au nom de l'humanisme, « une formation à la féminité ».

membres de la famille ⁷¹⁶ ». Pendant les années 1950, ce rôle de la femme bénéficia d'un attrait qui transcendait les paramètres tant ruraux et urbains que culturels. On pourrait même affirmer que cet idéal transcendait les classes sociales en dépit de son évidente discordance d'avec la vie de la femme de la classe ouvrière.

Une étude des idéaux en éducation rencontre plusieurs limites, au premier rang desquelles le problème de rattacher la théorie à la réalité. Comprendre pourquoi et comment un idéal est alimenté apporte toutefois un aperçu non négligeable. On présume trop souvent que l'image de la femme, dans l'idéologie, trouve ses origines dans la réalité et y correspond. Quoique le présent article ne réfute pas cette idée, il démontre qu'une somme considérable d'énergie est dépensée pour entretenir un certain idéal de féminité par le moyen de l'éducation.

L'idéologie repose largement sur des mythes universels. Et le mythe, écrivait un spécialiste de l'idéologie, « ne décrit pas vraiment une situation mais essaie par le moyen de cette description de provoquer ce qu'il déclare exister ⁷¹⁷ ». L'histoire des instituts familiaux démontre comment certains mythes peuvent devenir réalité dans le domaine de l'éducation.

Sherene RAZACK-BROOKWELL.

Fin du texte

⁷¹⁶ Cité par Donald WHITE dans M.-A. TREMBLAY, édit., *Rural Canada in Transition*, The Agricultural Economics Research Council of Canada, 1968, 57.

⁷¹⁷ Elizabeth JANEWAY, *Man's World Woman's Place*, New York, Dell Publishing Co., 1971, 42.